This is a digital copy of a book that was preserved for generations on library shelves before it was carefully scanned by Google as part of a project to make the world's books discoverable online.

It has survived long enough for the copyright to expire and the book to enter the public domain. A public domain book is one that was never subject to copyright or whose legal copyright term has expired. Whether a book is in the public domain may vary country to country. Public domain books are our gateways to the past, representing a wealth of history, culture and knowledge that's often difficult to discover.

Marks, notations and other marginalia present in the original volume will appear in this file - a reminder of this book's long journey from the publisher to a library and finally to you.

Usage guidelines

Google is proud to partner with libraries to digitize public domain materials and make them widely accessible. Public domain books belong to the public and we are merely their custodians. Nevertheless, this work is expensive, so in order to keep providing this resource, we have taken steps to prevent abuse by commercial parties, including placing technical restrictions on automated querying.

We also ask that you:

+ *Make non-commercial use of the files* We designed Google Book Search for use by individuals, and we request that you use these files for personal, non-commercial purposes.

+ *Refrain from automated querying* Do not send automated queries of any sort to Google's system: If you are conducting research on machine translation, optical character recognition or other areas where access to a large amount of text is helpful, please contact us. We encourage the use of public domain materials for these purposes and may be able to help.

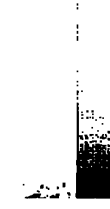
+ *Maintain attribution* The Google "watermark" you see on each file is essential for informing people about this project and helping them find additional materials through Google Book Search. Please do not remove it.

+ *Keep it legal* Whatever your use, remember that you are responsible for ensuring that what you are doing is legal. Do not assume that just because we believe a book is in the public domain for users in the United States, that the work is also in the public domain for users in other countries. Whether a book is still in copyright varies from country to country, and we can't offer guidance on whether any specific use of any specific book is allowed. Please do not assume that a book's appearance in Google Book Search means it can be used in any manner anywhere in the world. Copyright infringement liability can be quite severe.

About Google Book Search

Google's mission is to organize the world's information and to make it universally accessible and useful. Google Book Search helps readers discover the world's books while helping authors and publishers reach new audiences. You can search through the full text of this book on the web at `http://books.google.com/`

NYPL RESEARCH LIBRARIES
3 3433 06727579 6



MUSÉE
DES
PROTESTANS CÉLÈBRES.

DE L'IMPRIMERIE DE RICHOMME,
RUE SAINT-JACQUES, N°. 67.

MUSÉE

DES

PROTESTANS CÉLÈBRES,

OU

Portraits et Notices biographiques et littéraires des personnages les plus éminens dans l'histoire de la réformation et du protestantisme.

RÉDIGÉ PAR UNE SOCIÉTÉ DE GENS DE LETTRES,

Et publié par Mr. G. T. DOIN.

Nulle puissance humaine ne peut forcer le retranchement impénétrable de la liberté du cœur.... Accordez à tous la tolérance civile, non en approuvant tout comme indifférent, mais en souffrant avec patience tout ce que Dieu souffre.

FÉNÉLON, *Direction pour la conscience d'un Roi.*

TOME CINQUIÈME.

PREMIÈRE PARTIE.

A PARIS,

CHEZ { F. WEYER, Libraire, rue Cadet, N°. 7;
TREUTTEL et WÜRTZ, Libraires, rue de Bourbon, N°. 17.

1824.

Ramus

Vigneron del. *Lith. de Nemanne*

MUSÉE
DES
PROTESTANS CÉLÈBRES.

PIERRE RAMUS.

Pierre Ramus, dont le véritable nom était *La Ramée*, naquit, en 1515, à Cuth, village du Vermandois, où sa famille était réfugiée depuis les guerres civiles qui avaient désolé le pays de Liège. Son grand-père y avait été charbonnier, et son père y cultivait un petit héritage, dont il tirait à peine de quoi fournir à ses premiers besoins. *Ramus* paraît avoir apporté, en naissant, cette ardente passion pour l'étude, qui ne l'abandonna à aucune époque de sa vie. Les objets dont il était entouré semblaient peu propres à la faire naître, et cependant à l'âge de huit ans, elle était déjà tellement prononcée chez lui, qu'elle le porta à quitter sa famille et à faire un voyage à Paris, où sa jeune imagination lui montrait un brillant avenir, et la possibilité de satisfaire son

goût dominant. Cette espérance, si chère à son cœur, fut prompte à s'évanouir; et *Ramus*, repoussé par tous ceux auxquels il s'était adressé, en proie à la plus affreuse misère, retourna, en mendiant, jusqu'à la maison de son père. L'année suivante il fit un nouveau voyage à Paris, mais tout aussi inutilement que la première fois, et il retourna encore dans son village, où du moins il n'était pas exposé à mourir de faim.

Après deux tentatives aussi vaines, après les nombreuses privations qui en avaient été la suite, tout autre eut été découragé; *Ramus* ne put se résoudre à renoncer à un désir que les obstacles semblaient avoir rendu plus violent encore: pour la troisième fois, il quitta sa famille et revint à Paris. Un de ses oncles, qui jouissait d'une certaine aisance, et que ses généreux efforts avaient touché, l'aida pendant quelque temps. Quelques faibles que fussent ces secours, ils permirent au jeune *Ramus* de se livrer exclusivement à l'étude; mais la mort de cet oncle le replongea bientôt dans la misère, il fut de nouveau abandonné à lui-même, sans nulle ressource : la faim se fit encore sentir, et pour échapper au besoin, il se vit contraint d'entrer comme valet, au collége de Navarre (1). La situation était pénible sans doute:

(1) Banosius in vitâ Rami.

les fonctions que *Ramus* allait avoir à remplir, devaient fortement répugner à son caractère indépendant, à son esprit peu ordinaire; mais il lui fallait opter entre ce pénible métier, et un nouveau retour dans son village, où tout espoir d'instruction serait perdu pour lui. En restant à Paris, il pouvait trouver encore les moyens d'étudier: cette idée consolante soutint son courage, et lui donna assez de force d'âme pour supporter, sans se plaindre, tout ce que sa position pouvait avoir d'humiliant.

Toujours passionné pour l'étude, entouré des ressources les plus précieuses pour s'instruire, *Ramus*, vivant dans un collége, sut tirer le meilleur parti possible des circonstances où le hasard l'avait placé; s'il était valet pendant le jour, la nuit il était écolier; il travailla avec ardeur et sans relâche, il s'habitua à ne dormir que quelques instans, et acquit, en peu d'années, des connaissances assez étendues pour pouvoir aspirer au titre de maître-ès-arts.

Comme le sujet de sa thèse était laissé à son choix, *Ramus* en prit un qui devait piquer la curiosité, et lui fournir une occasion de montrer toute son érudition. A cette époque, Aristote était l'arbitre de toutes les études; on ne s'écartait en rien des préceptes qu'il avait donnés;

c'était sa logique qu'on enseignait dans les écoles; on suivait pas à pas sa philosophie; tout ce qu'Aristote avait dit, était adopté sans examen; on n'aurait point osé admettre une vérité si elle avait paru contraire aux règles d'Aristote. *Ramus*, pour qui une erreur de plusieurs siècles était toujours une erreur, attaqua hardiment le chef des péripatéticiens, et s'engagea à prouver que tout ce qu'Aristote avait annoncé, n'était que chimères et faussetés. *Quæcumque ab Aristotele dicta sint, falsa et commentitia esse.* Ce sujet, tout-à-fait nouveau, et dont l'énoncé seul fut regardé par tout le corps enseignant, comme une hérésie scientifique, exigeait, de la part du candidat, de vastes et profondes connaissances. Il avait cela de dangereux qu'on s'exposait, en le défendant, à s'aliéner les professeurs dont on heurtait les opinions, qu'on devait s'attendre à être fortement pressé par des examinateurs prévenus d'avance; que dans une discussion qui durait tout un jour, on pouvait aisément rencontrer telle objection à laquelle il serait tout-à-fait impossible de répondre. Quelque difficile que fût cette entreprise, elle n'effraya point *Ramus;* il sut, au contraire, s'en tirer avec honneur. Ses adversaires, réduits au silence, ne purent lui refuser le titre auquel il aspirait, et une bourse

qu'il obtint, en même temps, dans le collége de Presle, en lui permettant de se livrer entièrement à l'étude, le mit pour toujours à l'abri du besoin.

Dès ce moment, *Ramus* travailla chaque jour à accroître ses connaissances, et commença la grande tâche qu'il s'était depuis long-temps imposée, de combattre partout les abus qui gênaient l'enseignement, et de perfectionner les moyens d'instruction. Sa première attaque contre Aristote n'était pas suffisante pour détruire l'espèce de culte que l'on rendait à ce philosophe; il craignait qu'on ne perdît promptement le souvenir des argumens dont il s'était servi avec avantage, lors de la discussion de sa thèse; il résolut de donner à ses idées une plus grande publicité, et après un mûr examen de la logique d'Aristote, il fit paraître un ouvrage intitulé : *Animadversiones in dialecticam Aristotelis, libri* XX, *in*-8°. Cet ouvrage, où l'on peut remarquer des idées entièrement neuves, et où l'auteur étalait une érudition profonde, un savoir étendu, détruisait la base sur laquelle avait, jusques là, reposé l'enseignement public; il fallait donc établir d'autres règles, d'autres principes, et substituer une nouvelle logique à celle qui venait d'être renversée. C'est ce que *Ramus* entreprit de faire en publiant, peu après, un second ouvrage, sous le titre de

Institutiones dialecticæ, libri III, *in*-8°., qui ne fit pas moins de bruit que le premier, et fut lu partout avec un égal empressement (1).

Mais il n'était pas possible qu'une semblable révolution s'opérât sans difficulté ; l'attaque était trop brusque, les esprits trop prévenus, pour que la lutte se terminât ainsi tout-à-coup ; Aristote devait trouver des défenseurs, et il en trouva. L'université toute entière s'éleva contre le novateur audacieux, qui essayait de renverser son idole. Un portugais, zélé péripatéticien, nommé Antoine Govea, entra le premier dans la lice, et, armé de toutes pièces, suivant l'expression du P. Berthier, essaya de disputer contre *Ramus* et de l'amener à rétractation.

Cette querelle, frivole en apparence, ne tarda pas à sortir de l'enceinte des écoles, où elle aurait dû toujours rester renfermée. La Sorbonne, défenseur née de toutes les idées anciennes, et qui s'effrayait des moindres innovations, prit parti contre *Ramus*, et la cause d'Aristote fut portée devant le parlement, étonné d'avoir à prononcer sur le plus ou le moins de justesse des

---

(1) Ces deux ouvrages latins sont écrits avec une rare élégance. Il paraît même que *Ramus* ne put jamais arriver plus tard au même degré de perfection. (*Scaligerana prima*, pag. 127.)

opinions d'un philosophe grec. François Ier, qu'on a si improprement surnommé le père des lettres, qu'il n'osa jamais défendre contre les attaques des partisans de l'obscurantisme, François Ier, qui proscrivit d'abord l'imprimerie, qui le premier institua la censure, fit, pour *Ramus*, ce qu'il avait déjà fait pour Marot, pour Berquin, pour Lefèvre d'Etaples (1) : il le protégea quelque temps, arrêta la persécution; mais bientôt cédant aux obsessions de ceux qui l'entouraient, il permit que des commissaires, au nombre de cinq, prononçassent entre *Ramus* et Govea, qui s'était déclaré son accusateur, et le poursuivait avec un acharnement fanatique.

De ces cinq commissaires, deux furent désignés par Govea, le troisième fut nommé par le roi, et *Ramus* put choisir les deux autres. Mais les trois premiers se déclarèrent de suite contre les idées nouvelles. Après deux séances, ils prononcèrent la clôture d'une discussion qu'ils n'étaient pas capables de soutenir, et conclurent à ce que les ouvrages de *Ramus* fussent supprimés, défendus dans tout le royaume, et à ce que l'enseignement de la logique et de la philosophie

(1) Voyez les notices sur Marot, tom. 2, part. 1, pag. 160; sur Berquin et sur Lefèvre d'Etaples, tom. 2, part. 1, pag. 57.

Institutiones dialecticæ, libri III, *in*-8°., qui ne fit pas moins de bruit que le premier, et fut lu partout avec un égal empressement (1).

Mais il n'était pas possible qu'une semblable révolution s'opérât sans difficulté ; l'attaque était trop brusque, les esprits trop prévenus, pour que la lutte se terminât ainsi tout-à-coup ; Aristote devait trouver des défenseurs, et il en trouva. L'université toute entière s'éleva contre le novateur audacieux, qui essayait de renverser son idole. Un portugais, zélé péripatéticien, nommé Antoine Govea, entra le premier dans la lice, et, armé de toutes pièces, suivant l'expression du P. Berthier, essaya de disputer contre *Ramus* et de l'amener à rétractation.

Cette querelle, frivole en apparence, ne tarda pas à sortir de l'enceinte des écoles, où elle aurait dû toujours rester renfermée. La Sorbonne, défenseur née de toutes les idées anciennes, et qui s'effrayait des moindres innovations, prit parti contre *Ramus*, et la cause d'Aristote fut portée devant le parlement, étonné d'avoir à prononcer sur le plus ou le moins de justesse des

---

(1) Ces deux ouvrages latins sont écrits avec une rare élégance. Il paraît même que *Ramus* ne put jamais arriver plus tard au même degré de perfection. (*Scaligerana prima*, pag. 127.)

opinions d'un philosophe grec. François Ier, qu'on a si improprement surnommé le père des lettres, qu'il n'osa jamais défendre contre les attaques des partisans de l'obscurantisme, François Ier, qui proscrivit d'abord l'imprimerie, qui le premier institua la censure, fit, pour *Ramus*, ce qu'il avait déjà fait pour Marot, pour Berquin, pour Lefèvre d'Etaples (1) : il le protégea quelque temps, arrêta la persécution; mais bientôt cédant aux obsessions de ceux qui l'entouraient, il permit que des commissaires, au nombre de cinq, prononçassent entre *Ramus* et Govea, qui s'était déclaré son accusateur, et le poursuivait avec un acharnement fanatique.

De ces cinq commissaires, deux furent désignés par Govea, le troisième fut nommé par le roi, et *Ramus* put choisir les deux autres. Mais les trois premiers se déclarèrent de suite contre les idées nouvelles. Après deux séances, ils prononcèrent la clôture d'une discussion qu'ils n'étaient pas capables de soutenir, et conclurent à ce que les ouvrages de *Ramus* fussent supprimés, défendus dans tout le royaume, et à ce que l'enseignement de la logique et de la philosophie

(1) Voyez les notices sur Marot, tom. 2, part. 1, pag. 160; sur Berquin et sur Lefèvre d'Etaples, tom. 2, part. 1, pag. 57.

lui fût totalement interdit. Cette ridicule sentence, prononcée le 30 mai 1543, fut confirmée le 19 mars de l'année suivante, par lettres patentes et ordonnance du roi, où l'on doit remarquer ces divers passages.... « Que ledit *Ramus* » avait été téméraire, arrogant et impudent, » d'avoir repoussé et condamné le train et art de » logique receu de toutes les nations, que lui » mesme ignoroit, et que parcequ'en son livre » des animadversions il reprenoit Aristote, es- » toit évidemment connue et manifeste son igno- » rance..... Que veu par nous ledit advis (1), et » eu sur ce autres advis et délibérations, avec » plusieurs sçavans et notables personnages és- » tans lès nous, avons condamné, supprimé et » aboly lesdits deux livres, l'un *Institutiones dia-* » *lecticæ*, l'autre *Aristotelicæ Animadversiones*, » et avons fait inhibitions et défenses à tous im- » primeurs et libraires de notre royaume..... » qu'ils n'ayent plus à imprimer lesdits livres, » ne publier, vendre..... et semblablement audit » *Ramus* de ne plus lire lesdits livres, ne les faire » escrire ou copier, publier ne semer en aucune » manière, ne lire en dialectique ne philosophie, » en quelque manière que ce soit, sans notre

(1) Les conclusions des commissaires.

» expresse permission ; aussi de ne plus user de
» telles médisances et invectives contre Aristote,
» ne autres anciens autheurs receu et approuvés,
» ne contre notre dite fille l'université et sup-
» pôts d'icelle..... sous peine de confiscation et
» de punition corporelle..... »

Cet arrêt combla de joie tous ceux qui avaient pris avec chaleur la défense d'Aristote, et qui frémissaient à la vue d'une innovation. Ils crurent leur triomphe à jamais assuré, comme si la puissance des rois s'étendait jusque dans le domaine de la pensée, et qu'une ordonnance pût arrêter la marche de l'esprit humain. Pour le moment du moins leur victoire était complète ; mais en ennemis peu généreux, ils abusèrent du succès : *Ramus* fut par eux tourné en ridicule, bafoué par la populace ameutée, représenté sur le théâtre comme un fou, un insensé ; en un mot, ils ne négligèrent rien pour lui rendre sa défaite plus sensible. Ce grand homme souffrit tout sans se plaindre, et subit sans murmurer un arrêt aussi ridicule qu'injuste. On lui avait interdit l'enseignement de la logique et celui de la philosophie, il professa les mathématiques et la littérature, et le nombre de ses auditeurs ne fut pas moins considérable.

L'année suivante, en 1544, la peste fit de

grands ravages à Paris : l'autorité fit fermer les colléges, et la crainte de la contagion engagea les professeurs à interrompre leurs leçons. *Ramus*, qui, malgré ses ennemis, était devenu principal du collége de Presle, ne recula point devant le danger et reprit ses cours. Les écoliers, privés d'enseignement, accoururent en foule pour l'entendre. Il renouvela, avec vigueur, ses attaques contre tout ce qu'il croyait devoir être réformé. En vain la faculté de théologie voulut encore lui interdire l'enseignement, en vain elle lui intenta un nouveau procès, le parlement donna gain de cause au savant et courageux professeur, qui put continuer sans entraves des leçons que l'on suivait avec empressement.

Cependant, en dépit des nombreuses calomnies et des attaques violentes auxquelles *Ramus* avait été en butte, la noblesse de son caractère, la franchise de ses opinions, l'étendue de ses connaissances, lui avaient valu de puissans protecteurs. Le cardinal de Lorraine sur-tout lui portait un vif intérêt, et fit annuler, en 1547, par Henri II, l'interdiction injuste qui pesait sur lui. *Ramus* put dès-lors occuper les chaires de philosophie et de logique, et y professer librement. Sa réputation s'accrut rapidement, et en 1551, il fut appelé au Collége royal, où il fut chargé d'ensei-

gner l'éloquence et la philosophie. Il montra autant de générosité dans le succès, qu'il avait montré de résignation, lorsqu'un jugement inique l'avait interdit; toujours il dédaigna de répondre aux nombreuses injures de ses ennemis : mais il mit à profit l'influence que lui donnait son titre de professeur royal, pour attaquer, avec plus de force, les abus de toute espèce qui entravaient la marche de l'enseignement public. Il réforma les ouvrages d'Aristote, et continua à les enseigner après les avoir rendus plus conformes à l'esprit du temps et à l'état actuel des connaissances; il corrigea Euclide, dont on suivait avec soumission, et sans examen, les préceptes et les erreurs; il composa une nouvelle grammaire pour l'étude des langues latine et française, et rectifia, autant qu'il lui fut possible, les fautes et les abus qui s'étaient introduits dans l'enseignement de la première de ces langues, et sur-tout dans sa prononciation.

Jusqu'alors, en lisant le latin, on prononçait le q comme un k, et l'on disait, par exemple : *kiskis*, *kankam* (*quisquis*, *quanquam*), etc. Aidé des autres professeurs royaux, ses collègues, *Ramus* fit prévaloir la véritable manière de prononcer, mais il eut encore à vaincre une forte opposition de la part de la Sorbonne. Cette société, qui sem-

blait s'être imposé la tâche de tenir l'esprit enchaîné, et de lui fixer des limites, qu'il lui serait à jamais défendu de franchir, vit encore avec chagrin cette innovation, et fit tous ses efforts pour l'arrêter. Elle alla jusqu'à dépouiller de tous ses revenus, un bénéficier coupable de prononcer le latin comme les professeurs royaux. Mais cet ecclésiastique se pourvut au parlement, y fut défendu avec chaleur par *Ramus* et ses collègues, qui plaidaient ainsi leur propre cause, et obtint d'être réintégré dans toutes ses dignités, par un arrêt qui consacrait la nouvelle réforme.

Ramus ne s'en tint pas à ces changemens littéraires ou scientifiques, il fit diminuer aussi le prix des études et celui des réceptions; il augmenta le nombre des professeurs et fixa leurs honoraires; il fit établir, dans les facultés de médecine et de théologie, des chaires particulières, où les docteurs allaient donner des leçons; enfin il fit tous ses efforts pour rendre l'étude plus accessible et plus facile, et pour répandre l'instruction, sans laquelle une nation ne saurait ni arriver à la prospérité, ni goûter les avantages d'une haute civilisation.

Mais il échoua lorsqu'il voulut bannir des écoles, et sur-tout de la théologie et de la philosophie, ces disputes, ces argumentations, cet

ergotisme enfin que presque toujours on prenait pour la science elle-même. En vain quelques savans, et Rabelais entr'autres (1), avaient attaqué cette bizarre coutume, avec les armes de la raison et celles du ridicule ; en vain l'esprit général, en s'éclairant, semblait apercevoir le néant de toutes ces arguties, *Ramus* ne put réussir à l'en délivrer, et l'on continua, malgré ses remontrances, à disputer et à argumenter comme par le passé.

A cette époque, *Ramus* avait acquis une grande influence dans l'université; député plusieurs fois près du roi, il avait su gagner la confiance du monarque, et dans les diverses demandes qu'il eut à lui faire, au nom de sa compagnie, il n'éprouva jamais un refus. Tout semblait donc lui présager une haute fortune : il pouvait alors prétendre au premier rang parmi les savans, et aux premières fonctions dans l'université; mais avec son caractère ferme, avec son esprit indépendant, il ne pouvait rester étranger aux grandes discussions religieuses qui agitaient l'Europe. Habitué à tout examiner avec soin, amant passionné de la vérité, ennemi juré des

(1) Voyez, au XIX^e^ livre, la harangue de maître Janotus de Bragmardo.

abus et de l'erreur, il devait suivre le parti des réformateurs; il devint calviniste. Incapable de ménagemens, quand il croyait avoir raison, étranger à tous les calculs de l'intérêt, il embrassa, avec chaleur, la cause de la réformation, et alla même jusqu'à faire briser les images dans le collége de Presle. Cette conduite, à la fois imprudente et coupable, lui attira de nouveaux ennemis et de nouvelles persécutions. En 1562, lorsque la guerre civile déchira la France, et que les protestans persécutés, depuis tant d'années, prirent les armes pour leur propre défense, et pour obtenir enfin des garanties si souvent promises et toujours refusées, *Ramus*, qui seul avait eu le courage de s'élever contre le projet du recteur qui voulait, au nom de l'université, envoyer une députation à Catherine de Médicis, pour demander qu'on ne publiât pas *l'édit de janvier*, *Ramus*, persécuté, proscrit, fut obligé de fuir et d'abandonner Paris.

Il se retira d'abord à Fontainebleau, où le roi lui avait ménagé une retraite, en le nommant bibliothécaire de cette ville. Là, il put goûter quelques instans de repos; il sut mettre à profit les précieuses ressources dont il était entouré, et se livra presqu'exclusivement à l'étude des mathématiques et de l'astronomie. Mais ses ennemis

continuaient à le poursuivre : ils avaient pillé sa maison à Paris, et incendié sa riche bibliothèque; ils découvrirent son asile, et *Ramus*, forcé de fuir encore, courut chercher un refuge dans les rangs des armées protestantes. Cependant, en 1563, quelque temps après la mort du duc de Guise, la paix fut conclue, et l'illustre fugitif fut réintégré dans ses places, obtint la permission de suivre la religion qu'il avait adoptée, et reprit ses leçons, qui ne furent pas suivies avec moins d'empressement.

Ce calme ne fut malheureusement pas de longue durée : la cour ne remplit presqu'aucune des conditions du traité de paix, et les protestans, qui s'étaient soumis, reprirent de nouveau les armes lorsqu'on recommença à les persécuter. En 1567, *Ramus* quitte encore Paris et va se ranger sous les drapeaux de Coligny et de Condé. Ces deux grands hommes l'accueillirent avec le plus vif intérêt, et cherchèrent, par tous les moyens possibles, à lui faire oublier ses nombreux chagrins. Entouré d'égards, de prévenances, *Ramus* attendit, au milieu de ses coreligionnaires, le moment où il lui serait possible de rentrer dans Paris. Ce moment ne tarda pas à se présenter. Médicis, si implacable quand elle se croyait puissante, si humble quand elle avait à combattre un ennemi

victorieux, signa un nouveau traité de paix avec les protestans, et leur promit des garanties et une liberté dont elle espérait les priver aussitôt qu'ils auraient posé les armes.

Ramus revint alors à Paris, et put reprendre ses travaux et ses leçons, que les événemens politiques seuls l'avaient forcé d'interrompre. L'exil et les malheurs n'avaient pas refroidi son zèle pour tout ce qui pouvait améliorer l'enseignement public. A peine de retour, il fonda une chaire de mathématiques et la dota de ses propres épargnes, assignant, au professeur qui devait la remplir, un traitement de cinq cents livres, pour lequel il engagea les rentes qu'il avait sur la ville. C'est à cette époque aussi qu'il alla visiter la plupart des universités d'Allemagne, déjà si célèbres, et où il espérait puiser des renseignemens utiles. Son voyage dura près d'une année, et cependant l'université lui conserva ses honoraires, le maintint dans toutes ses prérogatives, tant était grande l'estime qu'on faisait de lui, lorsque l'esprit de parti n'empêchait pas d'apprécier et l'étendue de ses connaissances, et son entier dévouement à l'instruction générale.

Dans toutes les villes d'Allemagne, *Ramus* reçut l'accueil le plus empressé, et dans quelques pays même on lui fit des offres brillantes pour

l'engager à renoncer à la France. Mais il aimait sa patrie ; en vain il avait été persécuté, en vain ses jours avaient été menacés, il refusa de remplir, à Bologne, la chaire illustrée par le célèbre Romulus Amasée ; il résista aux instances du roi de Pologne, qui voulait l'attirer à Cracovie, et celles du roi de Hongrie qui désirait le mettre à la tête de l'université de Weissemberg, et revint à Paris reprendre ses travaux et ses cours, malgré les dangers qui l'attendaient et les nombreux ennemis qui avaient juré sa perte.

Il paraît cependant qu'il aurait désiré se retirer à Genève, et qu'il avait même fait quelques démarches pour obtenir, dans cette université, la chaire de philosophie ; c'est du moins ce qu'on peut conclure des lettres que lui écrivit Théodore de Bèze (1). Mais à Genève comme à Paris, on suivait les doctrines d'Aristote, et l'on ne pouvait admettre, au nombre des professeurs, celui dont on condamnait les principes : *Ramus* fut éconduit. En désirant finir ses jours en Suisse, il est certain qu'il voulait seulement trouver le repos dont il n'avait pas encore joui dans sa longue carrière, et cette entière liberté de conscience dont il était également privé. L'ambition était

(1) Voyez Beza, Epistol. XXXIV, XXXVI.

tout-à-fait étrangère à cette détermination; Genève ne pouvait compenser les grands avantages que lui offrait Paris; et lorsque plus tard, en 1571, le duc d'Anjou voulut l'envoyer en Pologne, pour montrer à cette nation, qui pouvait le choisir pour roi, les hommes les plus remarquables de la France, il refusa les offres brillantes de ce prince, préférant ainsi la médiocrité de sa place aux honneurs qui l'attendaient à la cour, et l'indépendance d'un professeur aux obligations serviles d'un courtisan.

Cependant malgré la foi jurée, malgré les sermens les plus solennels, les alliances les plus saintes, l'affreux massacre des protestans venait d'être décidé. Médicis et Charles IX avaient discuté froidement et arrêté le projet de faire assassiner dans l'ombre tous ceux qui avaient embrassé la réformation, et qu'un traité de paix leur livrait sans défense. Déjà l'amiral de Coligny vient de tomber sous les coups des assassins; déjà ses meurtriers, enhardis par ce premier crime, se répandent dans les rues, en poussant des cris affreux. Il n'est plus possible de douter de leurs intentions, et les amis de *Ramus* courent en foule le prévenir du danger qui le menace, et l'engager à se soustraire à la mort. Il était alors au collége de Presle: cédant aux instances de ceux

qui l'entourent, effrayé par les cris lugubres qui augmentent à chaque instant, et se rapprochent de lui, il se décide à s'enfermer dans une cave, où pendant trois jours il parvient à tromper l'active vigilance des bourreaux. Mais *Ramus*, par ses opinions nouvelles, par la supériorité de ses connaissances et ses brillans succès, avait soulevé contre lui trop de haines, trop de basses jalousies, pour que dans le nombre de ses ennemis, il ne s'en trouvât pas un pour le dénoncer aux assassins. Un professeur, nommé Charpentier, découvrit par hasard la retraite de ce grand homme. Aussi avare que cruel, il exige d'abord de *Ramus* une somme considérable pour respecter ses jours: il la reçoit, et court livrer aux poignards celui qu'il a promis de sauver. *Ramus* est massacré par les farouches satellites de Charles IX; son corps, jeté par une fenêtre du collége, est encore outragé par une troupe furieuse. Quelques écoliers égarés le frappent de verges, le traînent par le cou jusqu'à la place Maubert, et terminent cette sanglante tragédie, en le précipitant dans la Seine. Ce cadavre fut quelques temps après retiré de l'eau: on l'exposa dans un bateau, où ses nombreux disciples et tous ceux que le fanatisme n'avait point aveuglés, vinrent le voir et rendre un dernier hommage au plus savant professeur de cette époque.

Ramus était d'une taille élevée, d'une figure agréable : ses mœurs furent irréprochables et sa vie entière un exemple continuel de vertu et de simplicité. Il coucha toujours sur la paille, et ne consacra jamais que peu d'instans au sommeil. Aussi sobre que laborieux, il ne faisait qu'un seul repas vers la fin de la journée, et ne but de vin que dans sa vieillesse et par ordre des médecins. Toutes ses pensées, toutes ses actions avaient pour but l'amélioration du sort des écoliers qu'il aida toujours de ses conseils et de sa bourse, et le perfectionnement de l'enseignement public auquel il fit faire de grands et rapides progrès. C'est lui qui le premier distingua le *j* et le *v* consonnes, de l'*i* et de l'*u* voyelles : ces deux lettres sont souvent désignées, par cette raison, sous le nom de lettres *ramistes*. Chez lui l'étude n'était pas un travail, mais un plaisir toujours vif, toujours nouveau; la lecture des anciens auteurs avait surtout tant de charmes pour lui, que ses écoliers l'avaient surnommé *Paginarius*, parce qu'en leur expliquant ou Virgile ou Cicéron, il n'en lisait jamais qu'une page, pour faire, disait-il, durer le plaisir plus long-temps.

On peut lui reprocher de n'avoir pas mis assez de modération dans ses attaques contre les anciens préjugés, et de les avoir frondés sans ména-

gement; d'avoir toute sa vie eu quelque penchant pour les innovations; d'avoir montré un fanatisme indigne de lui, en faisant briser les images du collége de Presle; d'avoir enfin cherché à introduire quelques changemens dans la discipline de l'église calviniste, dans un moment où l'union pouvait seule l'empêcher de succomber sous les coups de ses ennemis. Mais par combien de services éclatans il racheta ces fautes légères! Qu'il mérita peu et les persécutions qu'il eut à supporter, et la mort cruelle qui vint interrompre ses utiles travaux et les lâches calomnies dont on a cherché à noircir sa mémoire! N'eût-il fait que porter la première atteinte à tous ces préjugés scolastiques, à ce jargon inintelligible qu'on prenait pour la science, à ces discussions pédantesques qu'on appelait logique, qu'il eut bien mérité de la postérité; mais il fut généreux, bon, charitable; il n'oublia jamais ses premiers malheurs et soutint toute sa vie quelques pauvres écoliers qui sans lui seraient morts de faim; il fonda des chaires nouvelles et les dota du fruit de ses économies; il laissa, par son testament, son bien à l'université, afin de pouvoir soutenir, quand il ne serait plus, ce qu'il avait fait pour l'instruction générale; enfin ses disciples et ses ennemis, ses compatriotes et les étrangers, sont convenus unanimement que

Ramus fut un savant théologien, un grand mathématicien, un philosophe profond, un orateur plein d'éloquence et de chaleur, et sur-tout un citoyen vertueux, un philantrope éclairé, un apôtre zélé de la morale sublime de l'Evangile.

G. T. DOIN.

Ramus a laissé un grand nombre d'ouvrages: voici la liste de ceux qui ont été imprimés.

1 Grammaire française, 1571, in-8°.

(Cet ouvrage eut un très-grand succès; on en publia de suite trois ou quatre éditions.)

2 Grammatica græca, 1560, in-8°.

3 Grammatica latina, 1559 et 1564, in-8°.

4 Grammatica hebræa.

5 Brutinæ Questiones in Oratorem Ciceronis.

6 Ciceronianus de Ciceronis imitatione.

7 Rhetoricæ Distinctiones in Quintillianum.

8 Dialectica.

9 La Logique en français.

10 Scholarum dialecticarum, libri XX.

11 Prælectiones in Virgilii bucolicâ et georgicâ.

12 In Ciceronis Epistolam IX ad Lentulum.

13 In Orationes VIII consulares.

14 Pro Rabirio.

15 In Rullum.

16 In Catilinam.

17 In Librum de fato.

18 In Sommium Scipionis.

19 In Libellum de optimo genere oratorum.

20 In I de Legibus.

21 Orationes V.

22 De Legatione latinè et gallicè.

23 De Moribus veterum Gallorum, latinè et gallicè, 1559 et 1562, in-8°.

24 De Militio Cæsaris, 1559, in-8°.

25 Scholæ physicæ in Acroamaticos Aristotelis libros.

26 Scholæ metaphysicæ in Aristotelis metaphysicâ.

27 Arithmetica.

28 Geometrica.

29 Scholæ mathematicæ.

(En général, les ouvrages de mathématiques de *Ramus* sont peu dignes de ses autres écrits.)

30 Scholæ in liberales artes, Grammaticam, Rhetoricam, Dialecticam, Physicam, Metaphysicam.

31 Adversaria de Platonis Philosophia generatim in Dialecticam, Physicam, Ethicam digerenda.

32 Epistolæ ad Jacobum Skegium.

33 Oratio de Basilica.

34 Volumen Epistolarum, Orationum, Præfationum.

35 De Causis affectionum et proprietatum quarumdam singularium cum in Homine, tum in Animantibus quibusdam.

36 Commentaria de Religione christianâ.

37 Cynosura utriusque juris.

38 Animadversiones Aristoteliceæ.

39 Politica Aristotelis in linguam latinam conversa.

40 Platonis Epistolæ latinæ factæ.

41 Harangue touchant ce qu'ont fait les députés de l'Université de Paris, envers le Roi; en latin et en français.

42 Avertissement sur la réformation de l'Université de Paris.

43 Préface sur le Proœme des Mathématiques.

44 Remonstrance faite, au Conseil privé, touchant la profession royale en Mathématiques.

45 Traité de l'Art militaire.

AMBROISE PARÉ.

Si le génie qui sut ramener la religion la plu pure à sa simplicité première, qui la dépouilla d tout ce que les hommes y avaient ajouté de fau et d'étranger; qui fut législateur sans ambition, e novateur soumis aux lois; qui, persuadé de l vérité de sa croyance, affronta avec fermeté e ses ennemis rassemblés pour le punir, et les hor reurs de la captivité, et les flammes du bûcher qui toute sa vie prêcha d'exemple, et montra, pa sa tolérance et sa conduite, que la morale qu'i annonçait était profondément gravée dans so cœur; si cet homme, dont on pourrait trouve plusieurs exemples parmi les fondateurs de la ré forme, inspire à l'historien les plus belles page de ses écrits, et fournit au lecteur un sujet d méditations profondes et de nobles réflexions: l savant modeste, le philantrope zélé, qui consacr tous les instans de sa vie au bonheur et au sou lagement de ses semblables; qui, le premier, fi faire à la chirurgie française les rapides progrè

Ambroise Paré.

THE NEW YORK
PUBLIC LIBRARY

ASTOR, LENOX AND
TILDEN FOUNDATIONS.

auxquels elle doit son éclat ; qui, partageant la croyance d'une secte persécutée, vécut au milieu de ses ennemis, et dut son salut, non à une lâche apostasie, mais au respect et à l'admiration que leur inspiraient ses talens et ses hautes vertus ; ce sage bienfaisant est digne aussi de la reconnaissance des siècles futurs, et, après la lecture des crimes et des guerres désastreuses qui ensanglantent notre histoire, le récit de ses bienfaits est, pour le lecteur fatigué, comme ces *oasis* vénérées où le voyageur vient oublier les fatigues du désert.

Tel fut *Ambroise Paré*, dont le nom est devenu immortel, et dont les écrits, très-remarquables pour le temps où ils ont été tracés, sont encore consultés avec avantage par les chirurgiens et les médecins de nos jours. Malheureusement leur auteur est moins connu, et par cette ingratitude, qui n'est que trop commune, personne ne s'est occupé de nous conserver l'histoire de la vie et des actions d'un homme que la postérité a surnommé le *Père de la chirurgie française*. Voici à peu près tout ce que l'on en connaît.

Né à Laval, au pays du Maine, vers le commencement du seizième siècle, d'une famille peu fortunée, il étudia la chirurgie d'abord dans sa ville natale, ensuite à l'Hôtel-Dieu de Paris, où

il passa trois années et où il acquit des connaissances qui ne tardèrent pas à le faire remarquer. Doué du talent d'observation, étranger aux querelles religieuses qui alors occupaient tous les esprits, il sut profiter des nombreuses occasions qui s'offraient à lui, pour accroître ses connaissances et reculer les bornes d'une science qu'il affectionnait d'autant plus, qu'elle devait lui permettre de rendre des services plus nombreux à ses concitoyens.

Son cœur compatissant ne put voir, sans douleur, les tortures que l'on faisait endurer aux malheureux amputés; il chercha à diminuer leurs souffrances, et, le premier, il substitua, à la cautérisation, la ligature des vaisseaux sanguins, moyen doux et plus sûr, en même temps, pour arrêter l'hémorragie qui suit l'amputation d'un membre. Croirait-on que cette heureuse innovation lui suscita des ennemis nombreux; que plusieurs chirurgiens défendirent avec acharnement l'antique procédé, et que long-temps après lui on continua à brûler les plaies d'où le sang coulait avec quelque abondance. Est-il donc si difficile de faire le bien, et verra-t-on toujours les préjugés opposés à la raison et à la vérité?

Malgré ses ennemis et ses détracteurs, sa réputation s'accrut rapidement. Les plaies d'armes

à feu étaient nouvelles, on ignorait leur nature : *Paré* le premier sut la connaître, et indiquer le traitement qui leur convenait. Ce traitement est, à peu de chose près, celui que l'on suit encore aujourd'hui. La plupart des chirurgiens de cette époque avaient recours à la magie et aux prestiges, pour guérir les plaies et les blessures : *Paré* seul pratiquait la saine chirurgie, aussi ses cures passaient-elles pour des prodiges.

Attaché d'abord à quelques grands personnages qui avaient su apprécier ses talens, il les accompagna au milieu des camps, où sa renommée s'accrut encore. Les soldats le regardaient comme leur bienfaiteur et leur père, et les chefs, pleins de confiance en ses lumières, recherchaient son amitié, et tâchaient de se l'attacher, en oubliant avec lui leur morgue nobiliaire.

En 1552, Metz était assiégé : les nombreux blessés renfermés dans cette place périssaient victimes de l'ignorance de ceux qui en prenaient soin, et du défaut de secours salutaires. Déjà le découragement se répandait dans l'armée : *Paré* en est instruit, les horreurs d'un siège ne peuvent l'arrêter, et il court s'enfermer dans la ville attaquée. Dès que la nouvelle de son arrivée est connue, l'espoir renaît, et les soldats s'écrient : *Nous ne craignons plus rien, notre Ambroise est avec*

nous. Les grands seigneurs le regardent comme un secours que leur accorde la Providence, et, par leurs soins, l'abondance règne dans sa maison, tandis que les vivres manquent partout, et que chefs et soldats sont soumis aux plus rudes privations. Cependant le courage se ranime, tout se prépare pour une vigoureuse résistance; on harcèle l'ennemi, et après deux mois de siège, on oblige les Espagnols à se retirer et à abandonner une place dont ils croyaient la conquête facile, et qui fut conservée à la France par la fermeté du duc de Guise, le courage de la garnison, les efforts des habitans et le noble dévouement d'*Ambroise Paré*.

Ce célèbre chirurgien jouissait d'une telle considérations aux armées, que souvent il fut appelé aux conseils de guerre, et donna quelques avis qui furent suivis avec avantage. Attaché à la personne du roi Henri II, en qualité de conseiller et de chirurgien ordinaire, ce monarque lui confia plusieurs fois des messages importans, dont il s'acquitta toujours avec zèle et intelligence. On peut dire de lui que s'il n'eût pas été le premier chirurgien de son siècle, il eut, à coup sûr, brillé au premier rang dans toute autre carrière.

En 1553, le roi lui ordonna d'aller s'enfermer

dans la ville de Hédin, avec les troupes chargées de la défendre. Moins heureuse que Metz, cette place fut prise d'assaut, et *Paré* fut fait prisonnier. Conduit dans le camp ennemi, il est reconnu, et toutes les séductions sont mises en usage pour le déterminer à prendre du service chez ceux qui le retenaient captif. Mais son patriotisme égalait ses talens; il répondit au médecin de l'empereur qui cherchait à le gagner : *Dites à vostre maistre, que je n'ai aucune envie de faire service aux estrangers et ennemis de ma patrie.* Préférant ainsi une misère honorable, aux richesses qui lui étaient offertes, et toutes les horreurs de la captivité, aux dignités qu'il aurait pu obtenir dans un pays étranger. Cependant tous les blessés avaient recours à lui; tous voulaient être soignés par le pauvre prisonnier couvert de haillons, tous le préféraient aux médecins et aux chirurgiens qui avaient suivi l'armée espagnole. Un des chefs ennemis avait, depuis plusieurs années, la jambe rongée par un ulcère qui le mettait dans l'impossibilité de marcher, et pour lequel il avait en vain consulté tous les chirurgiens de sa nation. Il entendit parler du prisonnier, se mit entre ses mains et guérit. La liberté d'*Ambroise Paré* fut la récompense de cette cure, qu'on regarda comme

miraculeuse, et qu'alors en Europe, lui seul peut-être pouvait opérer.

Rentré en France, il retourna auprès du roi, qui le revit avec plaisir, et chercha à le dédommager de tous les malheurs de cette campagne. *Paré* continua à pratiquer la chirurgie, se transportant partout où sa présence pouvait être utile, ne redoutant ni le danger, ni les fatigues quand il pouvait rendre service. S'oubliant lui-même pour ne s'occuper que des malheureux, il ne songea jamais à la fortune, et ne dut l'aisance dont il jouissait, qu'à la reconnaissance des souverains auxquels il fut attaché, et non à ses cures qu'il négligea presque toujours de se faire payer.

Successivement premier chirurgien de Henri II et de François II, il eut, malgré ses opinions religieuses, le même titre auprès de Charles IX, qui, guéri par lui des violentes douleurs que lui causait une piqûre au nerf du bras, lui voua une amitié que rien ne put diminuer, et dont il lui donna une grande preuve en le sauvant de l'horrible massacre de la Saint-Barthélemy. Voici comment Brantôme rapporte ce fait: « ..... et » n'en voulut jamais sauver aucun, si non maistre » *Ambroise Paré,* son premier chirurgien, et le » premier de la chrétienté, et l'envoya quérir et

» venir le soir dans sa chambre et garde-robe ;
» lui commandant de n'en bouger, et disoit qu'il
» n'estoit raisonnable qu'un qui pouvoit servir à
» tout un petit monde, fust ainsi massacré (1). »

L'attachement de ce prince pour *Ambroise Paré* était si grand, et sa confiance en lui si entière, qu'il ne consentait que difficilement à s'en séparer, et que plusieurs fois il lui refusa la permission d'aller donner des secours aux blessés qui l'appelaient de tous les points de la France, et le regardaient comme le seul homme qui pût les arracher à la mort. Lorsqu'il voyageait, on se portait en foule sur son passage pour le voir, et les habitans se disputaient le plaisir d'exercer envers lui les devoirs de l'hospitalité.

En 1569, il fut appelé en Flandre, par le marquis d'Auret, retenu au lit, depuis plusieurs mois, par les suites d'une blessure qu'il avait reçue au genou. *Paré* l'examine, interroge ceux qui le soignaient, et malgré son état alarmant lui promet une prompte guérison. Son pronostic ne tarde pas à être confirmé, le marquis se rétablit ; il était chéri de ses vassaux et respecté de toutes les villes environnantes : on apprend que c'est à *Paré* qu'il doit son rétablissement, et le modeste *Ambroise*

(1) Mémoires, tom. IV ; discours de Charles IX.

est forcé de se rendre aux vœux des habitans de Mons, d'Anvers et de Bruxelles qui, tour-à-tour, voulurent lui payer par des fêtes, des banquets et de riches présens, un juste tribut de leur admiration et de leur reconnaissance.

De retour à Paris, il reprit ses travaux et s'occupa sans relâche de son grand ouvrage, qu'il fit imprimer plus tard, et qui est en entier parvenu jusqu'à nous. C'est une source où l'on peut puiser avec avantage : on y trouve un grand nombre d'observations pleines d'intérêt et rédigées avec une grande simplicité et une modestie, qui n'accompagnent que le vrai talent. Presque toutes finissent par ces mots, qui peignent si bien sa profonde piété : *Je le pansay jusques à la fin de la cure, et Dieu le guarit.* S'il sacrifia quelquefois aux préjugés de son siècle, et montra une crédulité souvent ridicule dans le choix des faits qu'il rapporte, on ne peut s'empêcher d'admirer l'esprit philosophique dans lequel sont tracés plusieurs de ses écrits, et de reconnaître que c'est lui qui fit rentrer la chirurgie dans une route dont elle s'était écartée depuis long-temps, et qui seule pouvait la conduire à la perfection.

Après la mort de Charles IX, il conserva son titre et ses honneurs auprès de Henri III, auquel il survécut encore, puisqu'il ne mourut que le

22 décembre 1590, lorsque Paris, assiégé par Henri IV, était en proie à cette épouvantable famine qui fournit à Voltaire un des plus beaux épisodes de sa Henriade. On peut craindre que cet affreux événement n'ait avancé les derniers instans d'un homme dont toute la vie fut consacrée au bonheur de ses semblables, et dont le nom, conservé d'âge en âge, n'est prononcé qu'avec respect, et est devenu la plus douce récompense du zèle et du dévouement du plus célèbre de nos chirurgiens militaires (1).

Quelques historiens modernes ont pensé que *Paré* avait embrassé la religion catholique dans les dernières années de sa vie, et ils ont donné pour preuve le lieu de sa sépulture. Il est vrai qu'il fut enterré dans l'église Saint-André-des-Arts, et que son tombeau était au bas de la nef près du clocher; mais est-ce un motif pour croire à son abjuration, pour penser que celui qui resta fidèle à sa croyance pendant plus de quatre-vingts ans, et ne voulut y renoncer, ni dans l'âge de l'ambition, quand ses opinions religieuses pouvaient s'opposer à sa fortune et à son avancement, ni lorsque le poignard des assassins menaçait sa vie, ni lorsque son souverain le lui demandait

(1) M. Percy, surnommé le *moderne Paré*.

comme une faveur, l'abandonna à la fin de sa carrière, lorsqu'il se reposait de ses nobles travaux; n'est-il pas plus naturel de croire qu'il dut cette faveur à l'estime et à l'admiration que ses vertus et ses talens avaient inspirées à ses concitoyens, et que les catholiques, oubliant qu'il était *hérétique*, ne se souvinrent que de ses services, et l'admirent, après sa mort, dans une de leurs églises. Rien ne prouve l'une ou l'autre de ces opinions ; mais hypothèse pour hypothèse, je trouve la seconde plus vraisemblable que la première, et surtout plus en harmonie avec le beau caractère d'*Ambroise Paré*.

G. T. Doin.

THE NEW YORK
PUBLIC LIBRARY

ASTOR,
TILDEN

Жолкевскій.

von del.

PHILIPPE DE MORNAY. (1)

S'IL n'est point de supplice comparable à celui du peintre qui doit changer des traits vulgaires en une physionomie pleine de génie, il n'est pas non plus de jouissance égale à celle qu'éprouve l'historien qui reproduit la vie d'un grand homme. Tel est le sentiment qui m'inspire ces lignes sur *Mornay*, l'ami et le conseiller du meilleur de nos rois, le soutien et l'honneur des églises réformées de France, l'un des plus vertueux de tous les hommes, et le plus sage des Français. Pour faire connaître celui qui a pris part à presque toutes les affaires politiques et religieuses de son temps, il faut d'abord jeter un coup-d'œil sur l'état dans lequel son maître et lui trouvèrent le royaume de Navarre, et plus tard celui de France.

La Navarre, autrefois d'une étendue assez considérable au sud et au nord des Pyrénées,

(1) Seigneur du Plessis-Marly.

ne se composait plus, depuis les perfides conquêtes de Ferdinand-le-Catholique, que d'une faible partie de l'ancienne Aquitaine. Le pays, quoique beau, était mal cultivé; la justice s'y rendait d'après un code du treizième siècle, et dans la religion dominaient les idées les plus superstitieuses, lorsque la sœur de François Ier, Marguerite de Valois, épousa Henri d'Albret. Henri et Marguerite réformèrent le code de leur royaume, attirèrent dans leur pays d'habiles laboureurs et y accueillirent avec distinction les hommes éclairés que persécutait ailleurs le fanatisme. Lefèvre d'Etaples, Roussel, Solon et d'autres partisans de la réforme, furent reçus en Béarn avec honneur, et y répandirent les premières semences d'une régénération religieuse que seconda la lecture de la Bible et l'usage des *Heures* traduites en français.

La fille de Marguerite et de Henri, l'illustre Jeanne d'Albret, et son mari Antoine de Bourbon, se prononcèrent plus ouvertement pour la réforme (1); leur noblesse et la majorité de leurs sujets embrassèrent leurs opinions; cependant ils avaient à redouter l'animadversion du roi de France, suzerain de celui de Navarre. En effet,

(1) Dès l'an 1555.

le roi de France se montra surpris, comme d'une levée de bouclier, lorsqu'en 1560, Jeanne d'Albret et son époux, appelèrent Théodore de Bèze, le réformateur, à leur cour. Antoine était en général trop faible pour sa position. A la mort de Henri II, il se laissa enlever par une femme la régence qui lui appartenait de droit, et par les fameux princes de Lorraine, l'influence que devait avoir sur les affaires le premier prince du sang. Secondé par son frère, l'impétueux Condé, et le brave connétable de Montmorency, il eût encore pu disputer le pouvoir à ses adversaires; mais, n'osant agir d'après ses principes, il crut mieux réussir en les trahissant et en se mettant dans le parti qui le détestait. Aussi mourut-il méprisé des uns et des autres (1).

Sa veuve, plus énergique que lui, comptant sur l'appui des réformés de France et leur prêtant le sien, établit franchement la réforme dans ses états, en appliquant aux pasteurs et aux maîtres des écoles, les revenus des anciens évêques, des abbés et des moines. Malgré les citations du pape et l'intelligence qu'entretenaient quelques-uns de ses sujets avec l'avide cour d'Espagne, elle ne

(1) L'an 1562, à la suite d'une blessure qu'il avait reçue au siège de Rouen.

transigea jamais avec les abus. L'an 1568, elle amena son fils, le brave Henri, au prince de Condé, avec l'offre d'employer ses bagues et ses joyaux à la défense de sa foi; et, certes, il ne fallut rien moins que tous les genres de talens et de sacrifices pour soutenir ses faibles états contre la France et l'Espagne, qui prétendaient y ramener le catholicisme. Cependant, malgré ses généreux efforts, la Navarre était loin d'être tranquille, lorsqu'une mort prématurée ou un poison subtile, enleva le sceptre à Jeanne pour le donner à son fils, dont elle allait bénir le mariage avec la sœur du roi de France, au milieu des préparatifs de la Saint-Barthélemy. Quoique jeune encore, Henri eût fait le bonheur des Béarnais en leur donnant la paix, si ses intimes rapports avec la France ne l'eussent exposé à toutes les secousses que l'ambition et le fanatisme causaient alors à ce royaume.

La politique la plus opposée au christianisme, l'*intolérance*, dont un jour le monde civilisé ne connaîtra plus que le nom, était la source de toutes ces agitations. Cette intolérance avait passé, comme un héritage, de François Ier jusqu'à Henri III. François Ier, dont la sœur et la maîtresse penchaient pour la réforme, et dont la politique générale s'appuya volontiers sur

l'opposition des protestans d'Allemagne contre Charles-Quint, n'accordait dans son royaume aucune grâce aux principes régénérateurs. Sous son règne, les hommes les plus éclairés, Lefèvre d'Etaples, Lambert, Maigret, Farel, Viret, Calvin, Marot et beaucoup d'autres furent obligés de s'enfuir en Lorraine, en Alsace, en Allemagne, en Suisse, en Italie, en Navarre; d'autres, Jean Leclerc, Jacques Pavannes, Lhermite de Livry, Louis de Berquin, furent ou brûlés vifs ou suppliciés d'une manière non moins cruelle; le bourg de Mérindal et trente villages d'alentour, dernier asile des Vaudois, furent convertis en ruines; les violences les plus sanglantes furent exercées contre tous ceux qui blâmaient quelques abus, et, quoiqu'à la mort de ce prince, il se trouvât des communes entières qui désiraient la réforme, c'était dans les parlemens, et dans les officialités un principe de jurisprudence, *que nul dissident ne pouvait vivre en France.*

Les courtisans qui gouvernèrent Henri II, fidèles à ce principe, firent brûler tous ceux dont les opinions contrariaient les leurs, ou dont les richesses tentaient leur cupidité; on fit des *auto-da-fé* à Paris, à Dijon, à Orléans, à Bourges, à Lyon, à Nîmes et dans d'autres villes.

Henri étendit même aux présidiaux le privi-

lége qu'avaient eu les parlemens et les officialités, de condamner les hérétiques, et chargea un dominicain de parcourir la France et d'établir partout des aides pour dénoncer les suspects ; il demanda au pontife de Rome l'établissement de l'inquisition en France, et en fit enregistrer les bulles, malgré la résistance du parlement. Des événemens majeurs purent seuls empêcher l'exécution d'une mesure qui plaçait la France au-dessous de Naples et des Pays-Bas, où l'on sut rejeter le *saint-office*. Malgré toutes ces mesures, des communautés protestantes s'organisèrent dès l'an 1555, à Paris, à Meaux, à Angers, à Poitiers, à Bourges, à Blois, à Tours, à Orléans, à Rouen, à Sens, à Dijon, à la Rochelle. Des personnages éminens, tels que le prince Antoine de Navarre, son frère, Louis de Bourbon, le seigneur d'Andelot, frère de Coligny, et d'autres, s'étant prononcés pour la réforme, ces communautés se réunirent en synode, à Paris, l'an 1559, et arrêtèrent une profession de foi, une discipline et par conséquent une église commune(1). Et néan-

(1) De nos jours, on parle contre les synodes, les professions de foi, les réglemens de discipline, etc ; mais c'est que, de nos jours, tout est théorie, et qu'on établit ces théories avec autant de passions que d'ignorance des temps passés. Des synodes fréquens

moins cet empressement à tranquilliser l'état par l'établissement de l'ordre, ne satisfit point la cour. Henri fit saisir, jusques dans le sein des parlemens, les partisans de la nouvelle église, et après sa mort, Catherine de Médicis, qui sut arracher la régence au roi de Navarre, continua ses violences. S'appuyant sur les Guises, zélés catholiques, pour mieux combattre les Bourbons, chefs des réformés, la cour releva les bûchers et traita avec la dernière rigueur, les malheureux à qui les émissaires de Condé avaient fait croire qu'ils conquerraient la liberté du roi et celle de leur conscience par le *mouvement d'Amboise.* Vainement l'assemblée des grands, tenue à Fontainebleau, en 1560, arrêta-t-elle, sur les énergiques représentations de l'archevêque de Vienne et de l'évêque de Valence, qu'on réunirait un concile national pour réformer les abus; François II mourut sans avoir fait faire un seul pas à la France vers les idées d'améliorations qui occupaient alors tous les peuples éclairés de l'Europe.

La force des choses fit seule quelque change-

---

pourraient seuls donner à l'administration des Eglises protestantes cette unité et cette régularité sans lesquelles il n'est pas d'administration.

ment dans la sanglante législation qui s'était établie sur les opinions religieuses. Cette force des choses rendit d'abord inexécutable l'ordre par lequel Charles IX défendit, en 1561, toute réunion des réformés. Elle fit plus, elle obligea le catholicisme à recourir aux armes de la discussion, au *colloque de Poissy*, et cette épreuve fut tellement décisive que, dès l'an 1562, *l'édit de janvier* dut accorder aux protestans le libre exercice de leur culte.

Si, dès cette année même, ils furent égorgés à Vassy et que la guerre éclata, ce fut moins la guerre du catholicisme et de la réforme que celle des deux maisons de Bourbon et de Lorraine qui se disputaient le privilége de dominer les Valois. Il est certain que si la famille qui régnait encore, eût été assez puissante pour donner aux Bourbons la part aux affaires que réclamait leur naissance, et pour enchaîner la présomptueuse ambition des Guises, nulle guerre n'aurait éclaté en France; les lois tolérait le culte réformé, et l'ancien culte qui ne voulait pas de réforme était assez fort de ses institutions pour n'avoir pas à redouter cette concession.

Ce fut encore la faiblesse, qualité calamiteuse dans un souverain, qui conduisit Charles IX à

faire la nuit du 24 août de l'année 1572, dont il expia les souvenirs déchirans deux ans après, et ce fut la faiblesse de son successeur qui laissa croître la *ligue*, dont le but ostensible n'était rien moins que le renversement d'un édit de ce prince (1). Henri apprit bientôt où arrivent les rois en transigeant avec les factions. Après avoir essayé de se mettre à la tête de celle qui combattait ses ordonnances, il fut réduit à la décimer par des assassinats, et, cependant, privée de son chef, la *ligue* était encore assez forte pour lui arracher le sceptre, si la réforme, qu'il avait combattue à outrance, ne fût venue à son secours dans la personne du roi de Navarre.

Cette alliance des deux Henri, qui n'a pu soustraire Henri III au glaive du fanatisme, mais qui le rendit du moins à sa dignité, à son indépendance, fut l'œuvre d'un homme qui s'était formé au service du roi de Navarre, dans les circonstances les plus difficiles, et qui rendit tant d'autres services à la Navarre, à la France et aux

(1) Edit de 1576 qui accordait aux réformés l'exercice de leur culte, à peu près sans restriction; des consistoires et des synodes; l'aptitude à toutes les charges et des chambres mi-parties aux parlemens de Paris, Montpellier, Grenoble, Bordeaux, Aix, Dijon, Rouen, Rennes.

églises réformées, que sa mémoire mérite d'y être célébrée à jamais, ce fut *Mornay*.

Mornay naquit au château de Buhi, dans le Vexin français, à l'époque où l'on recherchait le plus vivement ceux qui penchaient pour la réforme, le 5 novembre 1549. Son père, dont les ancêtres s'étaient illustrés par de grandes alliances et des services distingués, était un zélé catholique à une époque où très-peu de personnes l'étaient encore, et sa mère, dont l'origine n'était pas moins honorable (1), était en secret attachée à la réforme. Elle sut même y porter son mari dans ses derniers jours.

Mornay ne fut pas précisément élevé dans la réforme, mais on ne lui inculqua pas non plus les opinions particulières du catholicisme. Son premier maître, Prestat de Sésane, lui communiqua une doctrine assez pure; et si, pendant ses études au collége de Lisieux, le jeune homme suivit nécessairement l'ancien culte, on voit néanmoins, par une réponse qu'il fit au prêtre qui le ramena dans la maison paternelle, en 1560, après la mort de son père, que déjà des principes d'examen avaient pris racine dans son âme. Ce prêtre

(1) On rattachait sa généalogie à celle de Rollon, premier duc de Normandie.

l'ayant exhorté à la fidélité dans le catholicisme, il lui répliqua qu'en cas de doute, il lirait l'Evangile. A cette époque, une telle réponse était remarquable, elle sentait l'hérésie ; et le Mentor du jeune homme ne put s'empêcher de lui dire qu'il prenait là un chemin bien dangereux.

Cependant *Mornay* avait parlé sincèrement : il voulait, par lui-même, se former une opinion sur les points litigieux du culte. Lorsque, dans la maison paternelle, sa mère et son frère l'invitèrent à lire un catéchisme réformé, il s'y refusa, et alla aux sources, c'est-à-dire, qu'il lut l'Evangile. Cette voie devait le conduire au même but, aussi fut-il bientôt obligé d'abandonner les idées caractéristiques du catholicisme. *Mornay*, animé dès-lors de tout le zèle de son âge, voulut aussitôt sortir de l'église romaine ; mais sa mère, qui ne s'était pas encore prononcée elle-même, le pria de ne point précipiter une démarche si importante, et, quoique bientôt elle se déclarât en faveur de la réforme, pour acquitter un vœu qu'elle avait fait durant une maladie, elle ne voulut pas mettre son fils dans la même position (1).

Libre de tout engagement avec la réforme,

(1) C'était après le colloque de Poissy, époque à laquelle beaucoup de Français se prononcèrent pour les nouvelles lumières.

Mornay retourna, l'an 1562, à Paris, pour y reprendre ses études, et après une courte interruption, causée par les troubles qui suivirent l'affaire de Vassy, il s'y livra avec une application qui dut l'initier aux profondeurs de la science. Depuis l'âge de quatorze ans jusqu'à celui de dix-huit, il consacra environ quatorze heures par jour à la culture de son esprit. Les méthodes étaient encore peu raffinées à cette époque, mais elles donnaient d'autant plus de gravité aux jeunes élèves, et c'est, sans doute, à l'absence de toute mollesse dans ses études, que *Mornay* a dû ces vertus antiques qui l'ont rendu si vénérable aux yeux de ses contemporains. Pour occuper toute la soif de savoir dont il était dévoré, il lui fallut trois maîtres de grec, deux d'hébreu, deux de philosophie, deux de mathématiques et un répétiteur; et il profita si avidement et si bien de tant de leçons, que bientôt il surpassa son répétiteur et étonna ses maîtres (1). Aussi ne perdait-il son temps à aucun jeu.

Un oncle de *Mornay*, Philippe du Bec,

---

(1) Tout ce que nous disons de *Mornay* est tiré de ses *Mémoires*, de sa *Correspondance* ou de sa vie par MM. de Licques, Meslai et Chalopin. Nous n'avons rien lu de moderne sur ce grand homme, si ce n'est l'article de la *Biographie universelle*.

alors évêque de Nantes, plus tard archevêque de Reims, l'interrogea bientôt, et fut surpris de ses connaissances; il ne s'affligeait que de ses opinions; cependant, sans le presser de les changer sur-le-champ, il se flattait que le temps les lui ôterait. Il lui exprima cette espérance, et sur l'observation de *Mornay* qu'il valait mieux les arracher de suite, si elles étaient mauvaises, il lui recommanda la lecture des Pères, comme la plus propre à ce but. *Mornay*, toujours de bonne foi, s'y appliqua beaucoup, mais ces études le conduisirent à un résultat tout contraire à celui qu'en attendait son oncle. Celui-ci s'en aperçut bien et choisit un chemin qu'il croyait plus sûr. Il déclara au jeune homme qu'il lui destinait tous ses bénéfices, et qu'il lui céderait de suite celui de Vertou, qui n'obligeait qu'à la tonsure cléricale que *Mornay* avait reçue dès son enfance. Cependant, quelque brillante que fût cette perspective pour un enfant peu riche, cet enfant la refusa, en disant : *Qu'il s'en remettait à Dieu pour ce qu'il lui fallait.* Paroles bien belles, sans doute, mais que je plaindrais le jeune homme qu'elles surprendraient. *Mornay* continua néanmoins sa correspondance avec son oncle; et souvent il se donna le plaisir de le rendre attentif à certains passages des Pères, moins favorables au

catholicisme qu'au système que l'on appelait alors les *opinions nouvelles*. Ces opinions s'agitaient à cette époque dans la plupart des familles, et il était difficile de ne point prendre part pour ou contre. *Mornay*, bientôt connu pour savoir les défendre, fut souvent provoqué à ces sortes de disputes, et il s'exerça ainsi de bonne heure aux discussions importantes et solennelles qu'il eut à soutenir dans un âge plus avancé.

Sa jeunesse offrait déjà l'image des agitations qui attendaient son âge mûr et sa vieillesse. Au sortir de l'adolescence, on le voit tour-à-tour s'armer de la plume et de l'épée pour combattre en faveur de ce que l'homme a de plus sacré, les droits de la conscience. A dix-huit ans, il prit part aux troubles qui éclatèrent, l'an 1567, lorsque Louis de Condé, alarmé par l'*entrevue de Bayonne* (1), voulut conquérir par la voie des armes, la tolérance qu'une politique aveugle refusait au culte réformé. Ce fut un oncle de *Mornay*, M. de Vardo, maître-de-camp de cavalerie, qui le conduisit à cette guerre ; heureusement pour ses études, il y eut peu de succès ; une chute de cheval lui cassa la jambe ; il lui fallut

(1) Entre la cour de France, la reine d'Espagne et le duc d'Albe, pour l'extirpation du schisme.

trois mois pour en guérir, et il passa ce temps avec des livres. L'horreur de la guerre civile, qui occupa dans la suite une grande partie de sa vie, lui fit dès-lors une impression si profonde qu'il en fit le sujet d'un poëme dont la perte peut être regrettée.

La paix s'étant rétablie par le *traité de Longjumeau* (1), qu'on observa pendant près de six mois, le jeune *Mornay* commença le cours de ses voyages. La Suisse et l'Allemagne étaient alors pour les protestans de France une espèce de terre sainte et classique où ils puisaient une connaissance plus exacte de la doctrine et de l'organisation des églises réformées. *Mornay* commença sa course par ces régions. Quoique les routes fussent peu sûres pour des hommes de son opinion, à une époque où Condé et Coligny s'enfuyaient à la Rochelle, il se rendit à Genève. Cependant la peste que les expéditions de Palestine avaient donnée à l'Europe du moyen âge, que la mauvaise police y reproduisit souvent, et que d'autres fois la marine des républiques d'Italie rapporta de l'Orient, régnait alors sur les bords du lac Léman, et elle obligea *Mornay* à quitter trop tôt une ville où il avait reçu cet accueil fra-

(1) En 1568.

ternel qu'on ne connaissait plus ailleurs que par les traditions de l'église primitive.

Mornay se rendit par la Suisse à Heidelberg, où il logea chez le savant Trémellius, que l'amour des doctrines évangéliques avait conduit d'Italie en Allemagne (1). Des lettres du cardinal de Châtillon, frère de Gaspard Coligny et de d'Andelot, et converti par eux à la réforme, lui valurent une réception bienveillante à la cour de ce prince; son goût pour les études le recommanda aux professeurs de l'université dont il rechercha la conversation autant que les leçons publiques. Les cours de droit qu'il suivait avec le plus d'assiduité se donnaient en latin, et la langue allemande ne possédait encore ni ces grandes productions de poésie et d'histoire, ni ces richesses de philosophie et de philologie qui la rendent aujourd'hui si nécessaire aux savans: cependant *Mornay* vou-

(1) Ami et collègue de Pierre Martyr Vermigli (voyez la notice de ce réformateur, au tome 3e. p. 2, pag. 138), Trémellius avait enseigné l'hébreu à Lucques et avait accompagné Vermigli à Strasbourg et à Oxford. En quittant cette dernière université, il accepta une place au Gymnase de Hornbach, pays de Deux-Ponts, d'où il fut appelé à Heidelberg. Il s'est illustré avec son gendre François Junius, connu dans la réforme des Pays-Bas, par une traduction de la Bible, qui a le mérite d'une grande exactitude. Il mourut à Sédan, l'an 1580.

lut l'apprendre et il se la rendit familière en six mois.

Les événemens les plus graves se pressaient avec tant de rapidité, à cette époque, que *Mornay* pressa ses études d'une manière analogue. Il lui tardait de paraître sur cette scène politique où l'attendait un rôle important. Les universités de l'Allemagne septentrionale, fondées peu de temps avant la réforme ou avec elle, ne jouissaient pas encore de cet enseignement libre, vaste et profond qui, depuis, les a rendues *européennes*. *Mornay*, après avoir vu cette ville où se faisaient élire les Empereurs d'Occident, qui déjà ne voulaient plus aller à Rome recevoir la couronne des Césars de la main d'un pontife, se dirigea vers l'Italie avec la curiosité qu'inspirent toujours de grands souvenirs historiques et des lieux favorisés par la nature. La patrie de Tite-Live, Padoue, dont l'université datait du treizième siècle, fixa la première le jeune voyageur. Il y continua l'étude du droit, commença celle de l'ancien testament avec des rabbins, et ne chercha d'autres distractions à ces graves travaux que des promenades scientifiques au jardin des Plantes.

Cependant, au moment où Rome, qui a toujours demandé de l'argent aux pays étrangers, en envoyait à la France pour l'extermination des hu-

guenots, un Français qui lisait la bible ne pouvait être en sûreté à Padoue. *Mornay* se retira bientôt à Venise où l'on était plus indépendant de Rome. L'inquisition ecclésiastique lui envoya néanmoins, dès son arrivée, un officier chargé de recevoir son serment sur les articles les plus délicats de la foi catholique, et son peu d'usage de la langue italienne le sauva seul d'une poursuite qui pouvait devenir aussi fâcheuse à Venise qu'à Rome même (1). Il ne faut pas croire, d'ailleurs, qu'il eût caché méticuleusement ses opinions. Il en fit part à l'ambassadeur de Charles IX à Venise, et sur l'observation qu'on lui fit, qu'avec de pareilles idées, il ne parviendrait à rien, il répondit franchement que jamais il ne sacrifierait son salut à des honneurs quelconques.

Son amour pour la vérité se soutint d'autant mieux qu'il allait aux sources: non-seulement il lisait constamment dans le texte original l'ancien et le nouveau testament; il résolut encore, se trouvant à Venise, de se rendre lui-même en Grèce et en Palestine, afin de mieux comprendre encore la partie historique et géographique du

(1) Il répondit à l'officier qui lui demandait le serment, qu'il ne le prêterait pas, qu'il n'était pas un *mécréant*, qu'il était très-*religieux* (religioso.) L'officier, qui comprit qu'il était un *religieux*, n'insista pas.

christianisme. Venise étant encore la route de l'Orient, il aurait exécuté ce projet sans la guerre que cette cité faisait alors aux Turcs pour l'île de Chypre, qui lui fut arrachée en 1570. *Mornay* se borna, à regret, à visiter l'Italie, et, malgré le danger qu'il y avait pour lui de se rendre à Rome, il ne put se refuser cette jouissance. Cependant son séjour n'y fut pas long. Il possédait l'art de voir beaucoup en peu de temps. Il lisait tout ce que l'on avait de plus exact sur les pays qu'il parcourait; il tenait note lui-même, et nous devons regretter, pour la connaissance de l'Italie de cette époque, la perte de ses manuscrits.

La ville qui le fixa le plus, au-delà des Alpes, après Rome et Venise, fut la rivale de cette dernière, la belle et puissante Gênes, qui, pendant deux siècles, disputa le sceptre de la Méditerranée aux protégés de Saint-Marc. Les précautions continuelles auxquelles l'assujétissait l'esprit soupçonneux du clergé italien, le bannirent encore d'un état dont il aurait désiré voir de près les intrigues et les ressources politiques. Fatigué des investigations auxquelles il était en butte, il quitta l'Italie, par Venise, parcourut successivement l'Autriche, la Hongrie, la Bohême, la Saxe, et se retrouva à Francfort l'an 1571.

De toutes les villes d'Europe, celle qui paraissait devoir attirer le moins un jeune seigneur protestant, était Cologne, d'où la réforme avait été bannie deux fois ; *Mornay* s'y rendit néanmoins pour observer dans les événemens des Pays-Bas, la lutte du protestantisme contre l'inquisition, et celle d'une antique liberté contre un despotisme nouveau. Il préluda, par une correspondance avec les Flamands, aux travaux politiques qui allaient absorber sa vie; et quoiqu'il n'eût que vingt ans, ses conseils désintéressés plurent également à un peuple qui ne demandait que l'éloignement des Espagnols, et au prince d'Orange, qui ne voulait que le pouvoir de faire le bien.

En même temps *Mornay* lut à Cologne quelques Pères de l'église, étudia le droit canon et eut des conférences théologiques avec le père Ximenès.

Une reine qui avait trouvé ses états dans l'anarchie politique et dans les dissentions religieuses, qui était parvenue non-seulement à y rétablir l'ordre et à y consolider une sage réforme; une femme qui jetait les bases de la perpétuelle prospérité de sa patrie, et qui balançait les intérêts politiques et religieux de l'Europe, Elisabeth, fixait alors les regards de l'Europe.

Mornay voulut la connaître : il traversa la Flandre et vint en Angleterre, l'an 1572. Les esprits supérieurs s'apprécient sur-le-champ : Elisabeth distingua le jeune conseiller des Pays-Bas, et celui-ci lui voua la plus haute vénération. Des personnes de Londres qui avaient des intelligences avec la malheureuse Marie-Stuart, devinèrent aussi les talens du jeune homme; elles voulurent le charger d'une mission auprès de cette princesse que ses plus chauds partisans ne pourront jamais disculper tout-à-fait; mais *Mornay* rejeta une proposition qui blessait son attachement pour Elisabeth.

Il revint à Paris, l'esprit orné des plus belles connaissances, sur-tout de celle des intérêts de différentes puissances de l'Europe. C'était avant le 24 août 1572. Ses opinions devaient le conduire naturellement auprès de Coligny, le plus illustre des protestans et des Français de cette époque. Il lui soumit, sur les affaires des Pays-Bas, un mémoire où il prouvait qu'il était de bonne politique pour la France, de seconder les provinces insurgées contre l'Espagne. L'amiral ayant communiqué cet écrit à Charles IX, ce prince, qui aurait pu s'illustrer par ses beaux talens, parut s'en occuper pendant quelque temps. Mais, à sa cour, la haute politique fit bientôt place aux

méditations sur le massacre du 24 août, qu'on préparait pour les noces du loyal Béarnais.

Déjà l'on pressentait à Paris de funestes événemens. Le silence dénonce souvent le crime. Quelques jours avant l'assassinat essayé sur l'amiral, *Mornay* lui avait donné des avertissemens; dès que ce coup eut été porté, il pressa sa mère de quitter Paris, et resta lui-même, comme tous les gentilshommes de son parti, pour faire rempart de son corps au héros de la réforme. Lorsque la maison de l'amiral fut envahie, *Mornay*, qui en eut la nouvelle, s'arma à la hâte pour s'y rendre; il était cependant trop tard pour sortir de chez lui : les assassins entrant dans sa demeure ne lui laissèrent que le temps de se sauver sur les toîts. Il avait le pressentiment que Dieu le préserverait du danger. Cependant, dès le lendemain, son hôte le pria de chercher un autre asile. Connaissant un honnête huissier de la cour, qui faisait les affaires de sa famille, le jeune proscrit lui demanda la faveur d'être rangé parmi ses élèves, et quelques jours après, l'un de ses nouveaux collègues le fit sortir de Paris, non sans périls.

Il se retira d'abord à Chantilly, auprès de Montmorency, qui voulait venger ce crime sur les Guises, *à moins que le roi ne l'eût dirigé lui-*

même. Mornay attendit, dans cette retraite, une explication de la cour, se flattant que ce serait le désaveu de l'indignation. Dès que le coupable souverain eût déclaré qu'on avait égorgé trente mille Français par ses ordres, *Mornay* se rendit en Angleterre, où il fut accueilli par les souvenirs qu'il y avait laissés. Il n'avait pas vingt-trois ans, mais ses connaissances et la maturité de son esprit l'autorisaient à des démarches au-dessus de son âge. Maniant la plume avec une grande facilité et un rare sentiment des convenances, il dressa pour Elisabeth un mémoire où il l'engageait à secourir les églises réformées de France, et ce fut là le premier de ces généreux travaux qui lui valurent le surnom de *pape des protestans.* On pouvait, à plus juste titre, l'appeler leur défenseur. Cette tâche, leur défense, était devenue difficile ; ils avaient fait des imprudences qu'on avaient érigées en crimes, afin de pouvoir punir plus tranquillement. Même à l'étranger, on leur supposait des projets extravagans, et *Mornay* dut écrire plusieurs apologies pour détromper les cabinets. Il cherchait ainsi à se préparer pour le premier poste auquel l'appeleraient les intérêts de sa patrie ou de sa religion.

Le premier poste d'un gentilhomme protestant semblait être au champ de bataille ; car, après

le 25 août, il était au moins permis aux victimes échappées de défendre leurs jours et leur croyance, les armes à la main. *Mornay* cherchait à rejoindre ses frères dès que la guerre éclata, mais le retour était difficile. La mer était la seule voie, et la Rochelle était alors assiégée par d'Anjou. Un instant, son imagination flotta entre les projets les plus opposés. Elisabeth, établissant des colonies en Amérique, il pensait y trouver un vaste asile pour ses frères persécutés; son parent, Charles de Mornay, étant grand-maître de Suède, royaume protestant, il espérait que le zèle d'un protestant français y pourrait servir utilement ses compatriotes. Cependant, c'était dans l'un et l'autre cas, sa position particulière qu'il assurait d'abord, ce calcul lui déplut; les intérêts du protestantisme lui étaient plus chers que le sien; il rejeta tout projet de retraite, et lorsque le duc d'Anjou, devenu roi de Pologne, désirant s'attacher des personnes versées dans les langues étrangères, lui fit faire des propositions, il répondit *qu'il n'entrerait jamais au service de ceux qui avaient répandu le sang de ses frères.*

Le départ du duc d'Anjou pour la Pologne amena une trève entre la cour et les réformés, mais les élémens de guerre subsistèrent comme auparavant. Le parti protestant se fortifia même

d'un grand nombre de mécontens de la cour que blessait la domination des Guises, et qui formaient, depuis quelque temps, une coterie surnommée les *politiques*. Le duc d'Alençon, aspirant vainement à l'influence qu'avait exercée le duc d'Anjou, était le chef de ce nouveau parti et il négociait avec les protestans pour se faire craindre de la cour. Ce fut à cette époque que *Mornay*, pressé par Lanoue, zélé protestant et plus zélé royaliste, revint en France. Le jeune homme fut mécontent de l'alliage impur qui s'était fait entre l'égoïsme d'un jeune prince et les intérêts de l'église protestante. Il conseilla aux siens de se détacher d'un appui si fragile qui pourrait précipiter leur chute à la première occasion ; mais, malheureusement, ce sont les plus sages qui donnent les bons conseils, et ce ne sont pas eux qui décident des affaires de ce monde. On prit les armes ; on s'empara même de quelques villes ; mais il y eut si peu d'accord que le résultat fut nul ; d'ailleurs le roi de Navarre et le duc d'Alençon étaient gardés à la cour, et le prince de Condé avait cherché un asile en Allemagne.

L'espoir de venger Coligny et les autres victimes du 24 août s'étant évanoui, *Mornay* et son frère Buhi se retirèrent à Jamets, jusqu'à la mort

de Charles IX, sur qui *le sort* vengeait mieux le crime, que ne pouvaient le venger les protestans.

Pendant que les *politiques* et ceux des réformés qui tenaient avec eux, adressaient leurs plaintes à Henri III et guerroyaient lâchement avec la cour, *Mornay* fut à Sedan, où il reprit ses études, attendant des jours plus favorables soit pour négocier, soit pour combattre. Le souverain de Sedan, Bouillon, qui se mourait alors d'un poison lent, reçu au siège de la Rochelle, avait appelé autour de lui quelques savans qui formaient une espèce d'académie protestante. C'était là pour *Mornay* un séjour d'autant plus convenable que Sedan était un point de communication avec les protestans d'Allemagne. La famille des Bouillon, dans laquelle les femmes rivalisaient de grandeur d'âme avec les hommes les plus distingués, l'admit dans son intimité, et, à la mort du duc, ce fut lui qu'on envoya au prince de Clèves pour l'inviter à prendre, avec l'électeur palatin, la tutelle des enfans. La petite cour de Sedan lui fit connaître aussi la personne dont le sort devait s'unir au sien. Aux jours funestes que l'historien De Thou voudrait voir disparaître de nos annales, la veuve du capitaine de Feuquières s'était déguisée en paysanne, avec sa fille, et, conduisant une char-

rette, elle s'était sauvée dans les Ardennes. Elle élevait son enfant à Sedan, et cette jeune personne était si riche de graces extérieures et de qualités morales, que, sans posséder de fortune, elle fixa les hommages de *Mornay*, à une époque où s'offraient à lui les partis les plus brillans. Ce qui donnerait une idée suffisante de l'esprit de mademoiselle de Feuquières, s'il n'en existait d'autres preuves dans la vie de *Mornay*, c'est qu'immédiatement après les fiançailles, cette aimable personne, considérant les périls de leur existence, lui donna le sujet de son traité de *la Vie et de la Mort*, où il fait des tableaux si éloquens des illusions du monde, des vains efforts que fait l'homme pour capter les faveurs de la fortune et jouir d'une félicité que la terre n'accorde pas.

L'alternative des biens et des maux de la vie ne tarda pas à se faire sentir aux jeunes fiancés. Un chevalier plein d'ardeur pour la cause des réformés, Thoré, revenant d'Allemagne avec quelques troupes pour d'Alençon, passa près de Sedan, en cherchant à grossir son détachement. *Mornay*, toujours l'épée ou la plume à la main, quitta aussitôt les délices de sa nouvelle liaison, leva un corps de six cents hommes avec les secours d'un ami, et joignit Thoré. Cette entreprise fut,

cependant, si mal conduite, que Thoré fut battu par le duc de Guise à Dormans ; et que *Mornay*, entraîné par une fougue chevaleresque, tomba entre les mains des ennemis. C'était pour lui chose d'autant plus fâcheuse, que le duc de Guise était blessé ; qu'on voulait le venger ; que la reine demandait ces prisonniers, et que notre captif était chargé de chiffres. Par une rare présence d'esprit, il se défit de ses papiers, se donna le nom d'une petite terre inconnue qui appartenait à sa famille, et gagna la bienveillance de ses vainqueurs par des discours d'une aimable franchise. Ils lui donnèrent la liberté pour une faible rançon que lui envoya sa fiancée.

A son retour à Sedan, il fit célébrer son mariage avec sa libératrice. L'ancien archevêque d'Arles, M. de Lizy, qui avait tout quitté pour la réforme, lui servit de père en cette occasion. A peine les cérémonies furent-elles achevées, qu'on le rappela aux camps. Le roi de Navarre, que l'on gardait sévèrement depuis qu'on l'avait forcé à la profession du catholicisme, s'était échappé et avait armé les siens ; le prince de Condé avait trouvé des secours auprès du duc Casimir, et le duc d'Anjou secondait ce corps de tout son pouvoir. Tout parut d'abord réussir, et les amis des principes, s'il y en avait, pouvaient se

flatter du triomphe prochain d'une sage tolérance et d'une administration éclairée ; mais ces sortes d'espérances s'évanouissent presque toujours par les efforts d'une foule d'hommes intéressés dans les abus. Les troupes des trois alliés s'étant avancées jusque sur la Seine, la cour, qui ne voulait ni combattre ni améliorer, promit tout ce qu'on demandait, en se réservant de tenir selon les circonstances. Les réformés obtinrent, en stipulation, à peu près tout ce qu'ils pouvaient désirer ; d'Alençon eut les réalités ; on lui donna un vaste gouvernement, qu'on eut l'air d'accorder comme une garantie à la réforme, et que l'on confiait au frère du roi, pour l'en détacher. Aussi, jamais traité ne fut-il plus funeste aux protestans. D'Alençon, ayant obtenu par eux tout ce qu'il désirait, les abandonna, et les fanatiques du catholicisme, car chaque cause a ses fanatiques, mécontens des priviléges imaginaires qu'on accordait aux huguenots, formèrent entre eux cette *ligue* qui se disait *sainte*, et qui, entre les mains des Guises et de l'Espagne, devenait l'instrument de la ruine des Valois et des Bourbons.

D'après le dernier traité avec les protestans, d'Alençon, comme prétendu chef du parti protestant, devait avoir des commissaires en Angleterre et en Allemagne. *Mornay* fut nommé pour

résider auprès d'Elisabeth, mais il ne put jamais obtenir de la cour la permission de s'y rendre. Les autres protestans, qui reçurent des charges dans le gouvernement de d'Alençon, n'y furent pas non plus installés; d'Alençon ne pouvait et peut-être ne voulait plus que nuire à ses anciens amis. Aussi *Mornay*, qui s'était attaché à sa personne, en qualité de chambellan, le quitta-t-il dans l'année.

L'honneur et la gloire de la France s'étaient alors réfugiés dans le cœur du jeune roi de Navarre, le type des Bourbons. Ce prince, ayant entendu parler du mémoire que *Mornay* avait adressé aux Etats Provinciaux sur les questions du moment, l'invita instamment à venir le trouver, et *Mornay*, qui connaissait Henri par les éloges de Lanoue, son conseiller, se rendit auprès de lui, à Agen-sur-Garonne. Loin de chercher à surprendre la faveur d'un monarque, il se fit connaître au premier moment tel qu'il fut toujours, plein de zèle, mais aussi de franchise. La réforme avait déjà un double reproche à faire à celui dont elle attendait le plus; on le croyait vacillant dans sa foi et on le savait léger dans ses mœurs. C'était une calamité pour un parti et pour une église naissante. Les partis ont besoin de pouvoir compter sur les leurs; les églises naissantes doivent au

moins se distinguer par les mœurs. Or, la réforme, animée d'une ardeur néophyte, était précisément d'autant plus sévère en morale, qu'elle attachait moins de prix au culte extérieur. *Mornay* eut le noble courage de dire au roi tout ce qu'on pouvait blâmer dans sa conduite, et Henri, que ses bonnes qualités rassuraient sur ses défauts, loin de s'en fâcher, admit l'étrange courtisan dans ses conseils. Depuis cette époque jusqu'à sa mort, *Mornay* fut le français le plus dévoué aux Bourbons.

Ici commence à se développer sa troisième passion : il n'avait brûlé jusqu'alors que pour les lettres et pour la réforme ; le voilà, pour le reste de sa vie, enflammé de ce noble sentiment que de nos jours les uns appellent *fidélité*, les autres *légitimité*, d'autres encore *amour de la patrie*, et qui n'est qu'un égarement, s'il ne se compose des trois élémens que nous venons de nommer.

Mornay, devenu l'ami le plus intime du jeune roi, eut la douce jouissance de le servir au conseil, au camp, à l'étranger. Ses étonnantes facultés se centuplèrent par le sentiment du bien qu'il faisait. Aussi fallait-il au roi de Navarre des hommes capables de tout créer et de se sacrifier toujours. Il venait de se prononcer comme chef des réformés ; cette cause demandait des sacri-

fices immenses, tandis que les revenus de son petit royaume suffisaient à peine au modeste entretien du prince et de ses serviteurs.

Les Etats de Blois, dominés par l'esprit de la *ligue*, ayant décidé qu'on ne souffrirait en France qu'une seule religion (1), il échut au roi de Navarre, à qui l'on signifia cette résolution, une tâche très-laborieuse. Il fallut, d'un côté, faire des armemens très-considérables, avec une grande économie, et, d'un autre côté, s'assurer des secours constans de la part d'auxiliaires disséminés sur toute la surface de la France. *Mornay*, son ministre des finances, son secrétaire des affaires de l'intérieur et de l'extérieur, le servit avec un succès égal dans ce double emploi. C'était chose difficile de négocier à la fois avec les différens chefs de l'association des réformés. Le magistrat de la Rochelle, le prince de Condé, les ducs de Bouillon et de Rohan, d'autres seigneurs moins illustres, et même les pasteurs de quelques églises, étaient tous jaloux de leur indépendance, et souvent plus soigneux de leurs intérêts privés que de ceux de la réforme. Il fallut toute la supériorité de talens et toute l'ingénieuse fécondité de raisonnement de l'illustre

(1) En 1576.

Mornay; il fallut enfin la conciliante douceur qu'on remarque dans sa correspondance, pour réunir, sous une autorité commune et par la seule voie de la persuasion, des esprits si divers. En conseillant à son maître d'inviter les églises protestantes à nommer, dans chaque province, deux personnes de qualité et d'influence qui se tiendraient auprès de sa personne pour la conduite des affaires, il applanit une grande partie de ces difficultés; cette institution assura les communications, l'indépendance et la concorde des confédérés, et *portait en même temps le chef commun à mieux surveiller ses mœurs.* Dans ces conjonctures difficiles, *Mornay* fit plus que n'aurait pu lui demander l'infatigable Henri, et toujours l'honneur le dirigea dans ses transactions (1). Au plus fort du danger, il se rendit à Chantilly auprès de Montmorency, et au milieu de tous les périls de ce voyage, dans un lieu occupé par les soldats de la ligue, il écrivit à d'Alençon une lettre énergique sur l'abandon où il

(1) Au moment où la guerre allait éclater, un ancien agent de France en Orient offrit au roi de Navarre de faire arriver par Marseille une armée turque au secours des protestans; *Mornay*, plus sévère dans ses principes que les conseillers de François Ier., rejeta cette proposition.

laissait d'anciens alliés; il lui démontrait en même temps que, par cette conduite, il détruisait à la fois ses espérances sur la main d'Elisabeth d'Angleterre, et sur la souveraineté des Pays-Bas. A peine de retour auprès de son maître et déjà sous le feu de la guerre, il en rédigea le manifeste sous le titre de *juste cause des armes du roi de Navarre et des siens*. Il échangea lui-même la plume contre l'épée, assista à plusieurs sièges et se trouva notamment à la prise d'Eause, où Henri faillit à périr victime d'une trahison atroce (1). Henri, qui était lui-même aussi fin diplomate qu'il était brave guerrier, était enchanté d'avoir à ses côtés un jeune sage aussi valeureux; il fut néanmoins obligé de s'en priver, de l'envoyer en Angleterre pour demander des secours. Henri ne pouvait se soutenir à la longue. Du premier moment que la cour de France, renonçant aux petites intrigues et aux petites mesures, l'eût attaqué vigoureusement, il était écrasé malgré sa valeur. L'assistance qu'il obtenait d'Allemagne était peu importante et fort

(1) Le gardien de la porte par laquelle Henri était entré *lui cinquième*, ayant descendu la herse, les mutins placèrent une arme à feu sur le cœur du roi, et ce prince ne fut sauvé que par la rapidité avec laquelle ses compagnons d'armes escaladèrent la tour.

coûteuse ; Elisabeth seule pouvait le seconder efficacement, soit par ses trésors, soit par l'ascendant de sa politique. En tout cas, il fallait un négociateur habile, et *Mornay* était le seul homme de la cour de Navarre à qui Henri pouvait se borner à donner un blanc-seing pour toute instruction. Après avoir échappé aux capitaines de la flotte royale (1), ce ministre infatigable courut à Londres, et obtint d'Elisabeth 80,000 écus pour aller recruter des troupes en Allemagne. Il avait ce projet et devait passer par la Hollande et la Zélande dans le même but ; cependant la cour de France, qui ne connaissait plus que la ruse et la déception, s'étant hâtée de donner aux réformés la paix de Poitiers, qui leur garantissait leurs places de sûreté, les voyages ultérieurs de *Mornay* devinrent inutiles, et il resta en Angleterre. Il y suivit les intérêts de son maître, en profitant de ses loisirs pour compléter l'étude des Pères grecs et latins. Sous les yeux de la grande protectrice des réformés de France, il composa son livre *de l'Eglise*, où il n'eut que le

(1) Son vaisseau ayant été pris par un bâtiment royal, il se crut perdu ; heureusement pour lui, on ne le reconnut pas ; on se borna à le piller et à le laisser seul ; plus heureusement encore, les vents le poussèrent à la Rochelle, où il se rembarqua huit jours après.

seul tort d'adopter cette idée des anciennes sectes opposées à la cour de Rome, et d'après laquelle *le chef de l'Eglise romaine était l'antichrist* (1). Des opinions excellentes, celles établies dans ce livre, et l'heureuse idée de justifier, par la manière dont s'est établi le christianisme, celle dont s'est faite la réforme, font, du reste, oublier l'inconvenante assertion que nous venons de signaler.

Les plus éclatans hommages qu'on ait rendus à cette production, traduite dans plusieurs langues, sont ceux de deux antagonistes de *Mornay*, dont l'un, le cardinal Duperron, en promit long-temps, et même à Henri IV, une réfutation qu'il n'osa jamais faire paraître, et dont l'autre, M. de Méneville, parent de l'auteur, prit, au milieu de la réfutation qu'il écrivait, le parti d'aller à Genève pour y embrasser le protestantisme.

Mornay ne quitta l'Angleterre, où il défendit

---

(1) Cette idée, avancée par les sectes des treizième, quatorzième et quinzième siècles, fut souvent représentée par toutes sortes de symboles qui indiquaient les contrastes qu'on remarquait entre Jésus-Christ et les papes. Les deux anglais qui répandirent le wicléfianisme à Prague, montraient un tableau de ce genre. Wolf donne toute une suite de ces parallèles, dans ses *Lectiones memorabiles*, tome II, page 712 et suiv. (C'est un livre rempli de choses, les unes très-curieuses, les autres fort extravagantes.)

souvent les intérêts de sa communion, et où il se lia d'amitié avec les Walsengham, les Sidney et les Leicester, que pour servir encore la réforme dans un pays où elle ne s'établit que difficilement. A la vérité, cette réforme religieuse, unie avec la régénération politique, s'était faite dans une grande partie des Pays-Bas, en Zélande, en Hollande, en Frise et en Utrecht, sous la direction du prince d'Orange; mais les vastes provinces de la Flandre et de la Belgique étaient encore en proie au despotisme et à l'inquisition de l'Espagne. Malgré les pertes sensibles qu'avait déjà éprouvées cette puissance, elle ne voulut rien accorder aux lumières de ces temps. Il en résulta que les provinces qui lui étaient le plus sincèrement attachées, essayèrent également de secouer son joug. Les troupes ayant commis quelques désordres à Anvers, en 1576, les Etats de Flandre y appelèrent le prince d'Orange, et bientôt les Etats de tous les Pays-Bas résolurent, dans le traité de Gand, d'unir leurs efforts pour expulser les Espagnols. Cependant, ils se sentaient d'autant plus faibles que leurs forces manquaient d'un centre commun. Le prince d'Orange et le duc d'Alençon se présentaient aspirant à la souveraineté; mais l'un, quoiqu'illustré par les plus beaux exploits, déplaisait aux catholiques, parce

qu'il était protestant, et l'autre, quoique frère d'un roi puissant, ne convenait guères aux protestans, puisqu'il était catholique; ils redoutaient d'ailleurs un monarque dans l'un et l'autre, et ils auraient préféré une assistance vigoureuse de la part de la reine Elisabeth.

Ce fut dans cet état des choses que le prince d'Orange, qui connaissait *Mornay* depuis ses premiers mémoires sur les Pays-Bas, l'appela auprès de lui pour se servir de ses conseils. Il paraît que le roi de Navarre et le duc d'Alençon désiraient également ce voyage de *Mornay*, dans l'espérance qu'il y veillerait à leurs intérêts, et Elisabeth elle-même doit avoir compté sur les services qu'il y rendrait à l'Angleterre; car, à son départ, elle lui donna un chiffre de correspondance. Cette multiplicité de missions ne peut point étonner, lorsqu'elles se donnent à l'homme qui connaissait le mieux les intérêts de l'Europe et l'art de les discuter. Le voyage de *Mornay* eut néanmoins peu de résultats, et se commença sous les auspices les moins favorables. Il tomba entre les mains des pirates, et fut dépouillé par eux; et quoiqu'à sa demande, ces forbans furent recherchés et punis par Elisabeth, il eut d'autant plus lieu d'être sensible à ses pertes, qu'avec la modicité de sa fortune et de ses appointemens, il

faisait pour son maître des dépenses considérables. On lui prit d'ailleurs des manuscrits qui contenaient l'histoire de son temps, depuis l'an 1570; et qu'est-ce qui peut vous dédommager de la perte d'un manuscrit, d'un autre vous-même (1)?

Le premier coup-d'œil qu'il jeta sur les lieux qu'il avait parcourus, plein d'espérances dix ans auparavant, ne put que l'affliger. Les Etats craignant l'armée que Casimir, comte palatin, leur avait amenée au nom d'Elisabeth, levèrent plus de troupes qu'ils n'en pouvaient payer ou diriger à leur gré. Ils furent obligés dès-lors à recevoir dans leur pays les forces qu'y amenait le duc d'Alençon, et à traiter à la fois avec ce prince et avec Elisabeth. *Mornay* s'était convaincu que ce traité était un mal nécessaire, et il y fit comprendre son maître, qui avait en Flandre des terres assez

(1) D'après un prospectus que viennent de publier MM. Treuttel et Wurtz, à Paris, d'une collection complète des *Mémoires et correspondance de Duplessis-Mornay*, en 12 à 15 vol. in-8°., contenant près de six mille pièces inédites, et précédés de la vie de *Duplessis-Mornay*, imprimée sur un manuscrit autographe et inédit de Charlotte Arbalestre, sa femme, il paraîtrait que l'original de ces manuscrits historiques dont il est ici question s'est retrouvé dans les papiers de la famille de Mornay, et qu'on va bientôt jouir de cette réunion précieuse de documens sur l'une des époques les plus remarquables de l'histoire de France.

étendues. Quant aux intérêts religieux, il put moins s'occuper à faire le bien qu'à prévenir le mal. Le fanatique d'Embise, qui habitait Gand, y faisait la réforme comme Carlstadt l'avait faite à Wittenberg; ainsi que tous les hommes à vues étroites, il s'attachait aux petites choses à l'extérieur, brisant les images et renversant les autels. D'Orange et les Etats engagèrent *Mornay* à publier un mémoire pour faire voir l'inconvenance et le danger de ces procédés. A peine était-il rétabli d'une maladie grave, qu'il avait faite à la suite d'un empoisonnement, lorsqu'il commença cet écrit (1).

Quoique les affaires des Pays-Bas fussent assez compliquées pour demander toute son attention, il ne laissa pas d'écrire encore pour les nouvelles églises de France, et de suivre, d'un œil empressé, la position du roi de Navarre. Le duc de Guise, mécontent de la cour, visant à la couronne, par le trouble et par l'assistance de l'Espagne, intriguait à la fois auprès de Philippe II et de Henri de Béarn, auprès des catholiques et des protestans; il promettait à ceux-ci l'amélioration

(1) Un marseillais, nommé Guérin, payé par l'abbé de Gertrude pour empoisonner D. Juan d'Autriche et le prince d'Orange, s'était introduit à un repas où se trouvait *Mornay*, et lui avait servi quelques plats.

de leur sort, à ceux-là la réforme de l'état. Henri consulta *Mornay* et Lanoue sur ces menées; leur réponse fut telle qu'elle devait plaire à un roi : « *La plus mauvaise paix vaut mieux que la guerre la plus avantageuse; et la cause de la réforme est trop belle, pour la mêler à aucune autre* (1).

L'excellence de la réforme était sur-tout démontrée à *Mornay*, et il ne douta jamais de son triomphe, comme devant être celui de la vérité. Lorsque peu de temps après, Henri lui manda que le roi de France le pressait de rétablir la messe en Béarn, *Mornay* lui répondit avec confiance : « Si vous ne pouvez reculer, publiez un concile dans votre royaume; invitez-y les théologiens et les clercs de toutes les conditions; faites-y conférer à portes ouvertes, et la vérité saura y prendre tous ses avantages. »

Il donnait ce conseil vigoureux, à la fin de 1579, au milieu des souffrances que lui causaient les suites du poison. Ces souffrances paraissant s'obstiner, le magistrat et les citoyens de Gand, reconnaissans des services qu'il leur avait rendus contre d'Embise, l'invitèrent à venir se reposer dans leur ville, et l'y accueillirent de la manière la plus honorable; ils lui meublèrent une maison,

(1) Vie de *Mornay*, pag. 49.

en lui accordant exemption de tous les subsides. Mais en France, la guerre éclata de nouveau entre la ligue et la réforme ; et le chef de la dernière, le maître de *Mornay*, le chargea de repasser en Angleterre pour renouveler ses sollicitations auprès d'Elisabeth. Dans la bouche de *Mornay*, dont l'âme était si noble, si loyale, si religieuse, dont les discours ne ressentaient jamais ni l'égoïsme, ni la vanité, ces sollicitations se rendaient respectables, même auprès de ceux qui pouvaient être dans le cas de s'y refuser. Il n'en était pas de même de celles d'un homme encore plus illustre que lui, qui se présenta à la cour d'Elisabeth à la même époque, mais qui fut loin d'y obtenir les mêmes succès. C'était Condé, qui demandait 300,000 écus pour les reîtres du prince Casimir; et qui mettait, dans ces demandes, autant de légèreté et d'impétuosité que dans ses combats ou dans sa conduite ordinaire. Aussi exigea-t-il de *Mornay*, qui ne put désobéir au frère de son souverain, de quitter avec lui la cour d'Elisabeth, qui se refusait à ses exigeances. *Mornay* emporta, pour consolation, les regrets des ministres de la reine, et cette princesse elle-même lui envoya un de ses gentilshommes pour l'assurer qu'il serait le bien-venu dès qu'il voudrait revenir auprès d'elle; que jamais homme,

traitant affaires avec elle, ne lui avait été plus agréable.

Mornay fut bientôt trop occupé dans les Pays-Bas pour songer à ce retour. Le lendemain de son arrivée, il sauva Gand de la surprise d'un parti espagnol; et, chaque jour, s'accumulaient pour lui de nouveaux travaux. Le prince d'Orange, plus lassé de l'ombrageuse jalousie des siens que de la guerre des Espagnols, pria *Mornay* de renouer les négociations des Etats avec le duc d'Alençon, qui venait d'être nommé duc d'Anjou. *Mornay* y voyait une grande difficulté, l'humeur trop monarchique de ce prince. Il prit donc lui-même le soin de dresser les articles d'une constitution qui devait garantir aux Pays-Bas les libertés sans lesquelles ils n'auraient jamais pu jouir de la paix. Il fit ensuite reconnaître le duc par quelques villes; et, après avoir trouvé ces remèdes contre l'anarchie politique, il s'occupa d'un autre genre de désordre plus funeste peut-être, de cette anarchie du cœur, qu'on appelle l'*athéisme*, quoique l'athéisme soit d'une extrême rareté sur notre globe. Il est vrai néanmoins qu'avec cette liberté d'examiner et de douter, qui est la source de la conviction, s'était introduite dans quelques esprits cette licence de la pensée, qui est encore plus une rebellion contre

la nature spirituelle de l'homme, qu'elle n'en est une contre le ciel. L'ouvrage que *Mornay* opposa à ce désordre, celui de *la Vérité de la religion chrétienne*, fut donc en même temps un bon livre et une action de haute philantropie.

Mornay qui, depuis plusieurs années, se sacrifiait aux intérêts des rois et des peuples, avait négligé des affaires domestiques, au point que ce fut nécessité pour lui de rentrer en France pour en prendre soin : cependant il en trouva à peine le loisir. Les Etats des Pays-Bas et le prince d'Orange l'avaient chargé de s'entendre avec le duc d'Anjou, au sujet de la souveraineté de cette région tourmentée ; ces soins l'obligèrent de se rendre successivement à la Ferté-Gaucher et à Château-Thierry, pour y concerter, avec le duc, le plan de ses opérations fu' es en Flandre. Enfin il parvint à Nérac : dès son arrivée, Henri s'empara de toutes ses facultés, en lui déclarant *qu'il voulait que désormais il s'approchât de lui pour n'en plus bouger ; que ce serait au plus vivant des deux*. *Mornay* n'obtint que peu de mois pour aller prendre sa famille, qu'il avait laissée en Flandre et qu'il trouva dans des afflictions qui lui déchirèrent l'âme. Un de ses fils venait de mourir ; ses autres enfans étaient malades ; un ami qu'il chérissait de toutes ses affections lui

avait été enlevé; et, pour agraver ses douleurs, ses dettes s'étaient accrues par son désintéressement, d'une manière alarmante; ce ne fut pas sans de pénibles efforts qu'il put les payer. Dès-lors sa famille se mit en route : il la suivait lui-même, lorsque le bourgmestre d'Anvers le rejoint et retient sa personne, malgré toutes ses protestations, pour faire honneur au duc d'Anjou qui allait arriver. Les Etats, le prince et la princesse d'Orange lui adressant la même demande, il obtient de son maître de passer encore six mois dans les Pays-Bas.

D'Anjou quitta enfin l'Angleterre où avait échoué son espoir d'être l'époux d'Elisabeth, et vint à Flessingue, l'an 1582. Les Etats lui choisirent pour conseils *Mornay* et son ami, le comte de Laval. Ce choix devait imposer des égards au duc; il savait d'ailleurs qu'Elisabeth le jugerait d'après la manière dont il profiterait de l'expérience de *Mornay*. Cependant, jaloux de cette supériorité même qui assurait son règne, d'Anjou l'éloigna des affaires, tout en le traitant à l'extérieur avec distinction. Une conduite aussi vulgaire lassa *Mornay* : les Etats de Flandre l'ayant demandé au duc pour gouverneur, et d'Anjou ayant refusé, sous prétexte que la présence d'un tel homme lui était trop nécessaire, *Mornay* résolut

de quitter les Pays-Bas. L'assassinat de son auguste ami, le prince d'Orange, hâta l'exécution de ce projet; l'occasion d'un départ *honnête* ne tarda pas à se présenter. D'Anjou avait besoin d'un négociateur habile, pour se faire reconnaître par l'empereur d'Allemagne, en qualité de duc de Brabant; il choisit pour cette mission *Mornay* et Guillaume de la Marke, duc de Bouillon. Cependant, le premier dut passer par Paris, et la mère du duc d'Anjou, redoutant l'influence d'un tel homme sur la politique de l'Allemagne, empêcha sa mission. Connaissant la mère et le fils, il s'en consola facilement; d'ailleurs les intérêts de son maître réclamaient ses soins. Les Guises, toujours avides d'usurpations, venaient de faire publier, par Rozières, archidiacre de Toul, une généalogie qui devait prouver que la couronne de France appartenait à la maison de Lorraine, issue de Pharamond ainsi que de Charlemagne, et qu'elle en avait été dépouillée injustement par Mérovée et Hugues Capet. Indigné d'une audace aussi mensongère, *Mornay* la signala à Henri III, qui le remercia de son zèle et qui, de concert avec le roi de Navarre, le pria de réfuter l'archidiacre de Toul. Cet infidèle historien fut obligé de se rétracter.

Après ce travail, *Mornay* se rendit en Guyenne,

auprès de Henri. Ce prince, ravi de revoir un homme qui s'illustrait à chaque pas de sa carrière, lui proposa la place de son chancelier Grateins, lequel se trouvait souvent en conflit avec Ségur, le surintendant de sa maison. Sensible à cette marque de confiance et à l'éminence de cette charge, le guerrier-diplomate crut cependant devoir la refuser; il la regardait comme incompatible avec les armes, et il la fit donner à Duferrier, à qui il avait des obligations depuis son séjour à Venise, et qui trouva, dans ce poste, à l'âge de soixante-dix ans, la faculté de professer librement le protestantisme qu'il chérissait depuis sa mission au concile de Trente.

Les décisions de ce concile occupaient beaucoup les esprits à l'époque du retour de *Mornay* en Navarre. La cour de Rome les regardait comme le boulevard du catholicisme, et les pontifes requéraient incessamment les rois de France de les recevoir dans le royaume. Français et protestant, *Mornay* les redoutait également pour le pouvoir royal et la doctrine réformée; en voyant le découragement ou la connivence des courtisans de Henri III, ce fut encore lui qui monta à la brêche. Il montra, dans un traité fort sage, pourquoi le concile ne pouvait être reçu en France (1).

(1) Il ne s'était trouvé que trois évêques français aux sessions

Henri, à qui il communiqua cet ouvrage, en fut si content qu'on l'imprima à Paris, avec son agrément.

De nos jours, des hommes blessés par les supériorités intellectuelles, comme par toutes les autres, ont avancé, à l'instar d'un axiôme, l'incompatibilité des lettres avec les affaires, et ceux qui n'appuient leur ambition que sur les mérites de leurs pères, ont saisi avidement ce préjugé comme tant d'autres; il est néanmoins prouvé, par ce que nous avons vu passer sous nos yeux, que les plus hautes affaires ne sont qu'un jeu

---

tenues sous le pontificat de Paul III; aucun à celles qui eurent lieu sous Jules III. Henri II avait fait protester contre ce concile, par le célèbre Jacques Amyot; Charles IX avait fait protester de nouveau, en 1563, par Duferrier et Pibrac, contre les décrets qui blessaient les droits des princes et les libertés de l'Eglise gallicane. Charles IX s'était plaint aussi de ce que le concile ne s'était guère occupé des articles qu'il avait demandés, tels que la réformation de l'Eglise universelle, tant sous le rapport du culte, que sous celui des mœurs.

Malgré les efforts des *ligueurs*, Henri III et les Etats de Blois rejetèrent le concile, en 1576. Ce fut alors que les archevêques tentèrent, dans leurs synodes provinciaux, de faire admettre du concile tout ce qui dépendait d'eux, et ce fut à cette époque que *Mornay* publia son traité. (Histoire de la réception du concile de Trente dans les différens états catholiques. Paris, 1766, tom. 1, page 181.)

pour les hommes de génie, et que les esprits formés par les lettres sont à peu près les seuls qui aient la flexibilité de talent nécessaire dans les grandes places. La vie de *Mornay* fut une des preuves les plus frappantes de cette vérité. Il venait de traiter pour la France et la Navarre l'une des plus importantes questions de droit public et ecclésiastique, lorsque son maître le chargea d'une négociation des plus épineuses.

Le roi d'Espagne, qui s'était ôté les Pays-Bas par son despotisme et l'Inquisition, qui n'en était qu'une forme, voyait avec peine ces provinces tomber entre les mains d'un prince français, et cet orgueilleux souverain, qui avait rejeté les demandes les plus légitimes des protestans de Hollande, s'adressa aux protestans de Navarre pour réparer ses fautes avec leurs secours. Il envoya dire au roi du Béarn que la cour de France méditait sa ruine; qu'il fallait la prévenir en l'attaquant elle-même; que l'Espagne fournirait les sommes nécessaires. Ce n'était pas, cependant, la tendresse pour les Navarrois qui faisait agir Philippe; c'était le désir d'obliger Henri III à rappeler son frère des Pays-Bas, et celui de profiter des chances d'une guerre civile en France pour reconquérir l'ancienne Belgique. Mais il n'était pas facile d'employer, comme un vil ins-

trument, ce Béarnais si grand par lui-même et si bien conseillé par *Mornay*. Ce fidèle serviteur, sans avoir l'air de pénétrer la pensée de Philippe, traita d'abord sérieusement avec les émissaires espagnols, et leur répondit à la fin que son maître était plein de reconnaissance pour les vues magnanimes de Philippe; que, cependant, voulant avoir Dieu de son côté, il ne prendrait les armes qu'il n'y vît la justice de sa cause toute entière, et qu'alors, il croirait pouvoir se garantir de toute injustice, si l'Espagne lui prêtait la somme de 500,000 écus. Le *magnanime* Philippe, en s'apercevant qu'il était deviné, ne rougit point de se démentir. Au reste, le duc d'Anjou, qui n'avait ni loyauté, ni grandeur d'âme, se dépouilla des Pays-Bas, comme Philippe s'en était dépouillé; et *Mornay*, toujours ami de la paix, la préférant, même mauvaise, à une guerre ruineuse, fit plusieurs voyages à la cour de France pour prévenir une rupture.

Il savait néanmoins se préparer à la guerre, et, pour garantir la conservation du protestantisme, il travaillait à deux projets importans : le PREMIER, c'était *d'unir plus étroitement les chefs des réformés de France avec le roi de Navarre;* le SECOND, *de former une alliance générale entre tous les princes et états protestans*, par le moyen

d'un concile général qui mît d'accord leurs différentes professions de foi. Le synode de Vitrai en Bretagne, auquel il assista par ordre de son maître, accueillit et seconda vivement ce plan. Dès l'an 1584, deux députés de chaque province se rendirent auprès du roi de Navarre, et si *Mornay*, au désir du synode, eût été chargé de la négociation générale auprès des princes protestans, nul doute que sa sagesse n'eût amené les plus heureux résultats ; mais, dans ce monde, les meilleures choses se perdent presque toujours par les hommes qui s'en emparent. Ségur, qui d'ailleurs jouait un grand rôle en Béarn, se fit charger de cette commission délicate, et dès-lors les Eglises de France y furent à peu près indifférentes.

Ce synode de Bretagne, si plein de vénération pour *Mornay*, l'avait prié de faire un traité pour disculper la réforme du reproche d'innovation, et pour montrer même aux laïcs quelle était l'antique doctrine chrétienne et quelle était l'origine des abus que retranchait la restauration religieuse: nous verrons *Mornay* répondre à ce vœu par son traité de l'*Eucharistie*.

Ce fut aussi *Mornay* qui rédigea les instructions que le roi de Navarre désirait donner à Ségur, au moment de son départ pour sa grande

mission. Des personnes qui ne partagent pas les opinions religieuses de ce grand homme, pourraient blâmer l'objet de cette mission; mais, certes, il n'est pas un homme d'un caractère élevé, quelle que soit sa croyance, qui ne soit forcé de rendre hommage à la sagesse avec laquelle sont tracées ces instructions.

Le départ de Ségur laissa vacante la place de surintendant de Navarre, et *Mornay*, malgré sa résistance, en fut chargé conjointement avec M. de Clervant. Il y fit, en petit pour Henri de Béarn, ce que Sully fit plus tard, sur une autre échelle, pour Henri, roi de France. Cependant, quelque disposés que nous soyons à croire qu'un homme supérieur élève à lui tout ce qu'il touche, nous regretterions que *Mornay*, capable de si grandes choses, ait été employé aux minuties d'une intendance aussi peu considérable, s'il n'avait su tirer un si bon parti des finances délabrées de son maître; nous regretterions aussi qu'à côté des négociations si graves qui l'occupèrent le plus souvent, on en trouve qui paraissent peu dignes de lui, si sa haute prudence n'avait su en faire jaillir de grands avantages. Telle était la négociation pour obtenir de Henri III une réparation convenable de l'injure faite à sa sœur, la reine de Navarre.

Tout pouvait, à cette époque, faire éclater la guerre entre les deux rois, et *Mornay* dut regarder cette indigne mission comme un sacrifice offert à la paix. Aussi prit-il occasion de ce voyage pour faire connaître au roi les dispositions pacifiques des protestans, et la véritable cause de la réforme, *le cri de la conscience.* Henri III avait provoqué cette déclaration, en lui demandant comment un homme aussi pieux que lui, pouvait être huguenot? s'il n'avait jamais lu les docteurs catholiques? Une pareille question ne pouvait que plaire à *Mornay;* elle autorisait une explication, et il répondit au roi : « Non-seulement j'ai lu les docteurs catholiques, mais je les ai lus avec *passion* (préjugé favorable), *car je suis chair et sang comme un autre, et je ne suis pas né sans ambition. J'eusse été bien aise de trouver de quoi flatter ma conscience, afin que je pusse participer aux biens et honneurs que vous distribuez, et dont m'exclut ma religion; mais partout j'ai trouvé de quoi fortifier ma croyance, et il a fallu enfin que ce monde cédât à la conscience.* Paroles admirables de candeur et de résignation. Henri III lui-même en fut touché. Cependant ni lui, ni ses successeurs ne négligèrent aucun moyen pour ramener à cette *religion qui procurait les faveurs,* ceux des grands qui vou-

lurent bien préférer *ce monde* à la conscience (1).

La conscience dirigeait *Mornay* jusque dans la politique, et c'est là malheureusement une chose digne de remarque; c'est aussi l'un des plus beaux tableaux qui nous soit présenté par l'histoire, que cette petite cour de Navarre, toujours combattue par la ruse, par l'intrigue, la violence, la mauvaise foi, et toujours pleine de droiture et de franchise. Henri III venait d'injurier le roi de Navarre dans la personne de son épouse, et refusait de lui en donner satisfaction. Philippe crut l'instant favorable pour renouer ses intrigues: Il envoya encore des commissaires à Henri, lui fit peindre les périls de sa position, et offrir l'alliance de l'Espagne, en y joignant la proposition d'un double mariage entre les deux rois et leurs sœurs. Mais, sur le conseil de *Mornay*, Henri, fidèle au principe de ne rien faire qui pût lui être reproché, répondit qu'il n'écouterait, en fait de guerre, que sa conscience. *Mornay*, qui n'était pas riche, refusa pour son compte 30,000 écus qu'on lui offrait, pour l'engager à servir l'Espagne dans les Pays-Bas. La cour de Navarre alla plus loin;

(1) Les Condé, les Rohan, les Lesdiguières, les Turenne, ne furent que les plus illustres de ces grands; le nombre des abjurations moins éclatantes et moins dispendieuses fut immense.

Philippe, ayant entamé avec le duc de Savoie et les Guises, l'intrigue qu'on venait de rejeter, *Mornay* se rendit à Paris pour en instruire Henri III. C'était là une mission digne de son noble caractère. Aussi commença-t-il par dire au roi, dans l'entrevue secrète qui lui fut accordée, *qu'on verrait, cette fois, que ce n'était pas chose incompatible que d'être bon huguenot et bon français tout ensemble.* Henri s'en convainquit en effet, et, voulant se montrer généreux à un homme qui ne pouvait que se montrer loyal, il offrit 100,000 livres à *Mornay;* le diplomate les refusa, mais demanda 300,000 écus pour son royal ami. En même temps, il expédia, avec le ministre de Henri III, les dépêches nécessaires pour la sûreté du royaume, et soumit au roi un mémoire sur les moyens d'abaisser la grandeur de l'Espagne. A cette occasion, la reine-mère et le duc d'Anjou, malgré leur haine contre la Navarre, témoignèrent de la reconnaissance au zèle infatigable de *Mornay.*

Cependant, à cette époque même, on vit que le duc se mourait de consomption, et tous les regards se fixèrent sur le jeune roi de Béarn, héritier de la couronne. Cette perspective, qui pouvait être pour ses amis un motif de vanité, ne fut pour *Mornay* qu'un motif de sollicitude. Il écrivit à

Henri, conjointement avec Clervant, une lettre pleine d'une stoïque franchise, sur ce que devait se prescrire un homme né pour de si hautes destinées. « *Ces amours si découvertes et auxquelles vous donnez tant de momens*, lui dit-il, *ne sont plus de saison; il faut que vous fassiez l'amour à la chrétienté et particulièrement à la France, afin que, par tous vos mouvemens, vous vous rendiez agréable à ses yeux.* »

Henri ne se fâcha point de ces conseils, mais il s'en affligeait d'autant plus qu'il se sentait accablé de l'ascendant de la comtesse de Guitschen (1). Revenu auprès de lui ma. ré les embûches des Guises, *Mornay* renouvela ses observations, à la mort du duc d'Anjou ; il lui peignit, sous les couleurs les plus séduisantes, la gloire de réformer, comme un autre Constantin, les abus de l'église ; il lui désigna les personnes dont il fallait cultiver l'amitié, soit dans le royaume, soit au dehors.

L'événement qui aurait dû abaisser les Guises

(1) C'est ainsi que les auteurs de la vie de *Mornay* écrivent le nom de Diane de Guiche, dite *la belle Corisande*. Il n'est, au reste, personne qui ne sache que les siècles ont altéré l'orthographe des noms propres de nos grandes familles à peu près autant que leur sang.

devant la future grandeur du Béarnais, exalta leur haine et leur audace dans des prétentions mensongères à la couronne. Ils fomentèrent la ligue et répandirent contre l'héritier du trône les plus indignes calomnies. Elles étaient telles que le roi de Navarre, toujours loyal et brave, offrit au roi de France de faire voir, les armes à la main, de quel côté était la bonne foi, de combattre ses ennemis un à un, dix à dix. *Mornay* signa cette singulière dépêche, après avoir reçu promesse qu'il serait au nombre des combattans.

Cependant cette démonstration chevaleresque plut peu aux Guises, qui, formés à la cour et la dominant, avaient d'autres armes que leurs adversaires. A leur demande, Sixte V, ce pontife si zélé pour l'Eglise romaine, déclara, l'an 1585, les deux plus illustres princes de la maison de Bourbon, déchus, pour hérésie, de leurs droits héréditaires à la couronne. Henri, que l'on n'intimida jamais et qui savait allier avec la dignité du souverain ces saillies si originales du pays qui l'avait vu naître, se vengea de cette déclaration datée du 9 septembre, en faisant afficher, le 5 novembre, aux colonnes du palais pontifical, une protestation énergique de la plume de *Mornay*. On a traité de gasconnade son appel du pape à la cour des pairs du royaume, c'était ce-

pendant là le véritable droit public de France, et les pairs français étaient les juges naturels d'une question de succession.

Henri III qui, lui-même, ne conservait sa couronne pendant sa vie, qu'au nom de cette légitimité que sappaient les Guises, eut la faiblesse de pactiser avec eux ; mais, en même temps, il engageait le roi de Navarre à changer de religion. Il n'ignorait pas, sans doute, les dispositions secrètes de ce prince, cependant il connaissait aussi l'ascendant qu'exerçait sur elles un homme tel que *Mornay*, et il ne se flattait de réussir que par lui. En pareille position, on perd tout en laissant concevoir des espérances; aussi *Mornay* les ôta-t-il toutes à Henri III dans une lettre très-franche, où il lui échappait beaucoup de vérités sur le pacte du roi avec les Guises. « Les armes, lui disait-il, sont inutiles contre les consciences; car il n'y a nulle proportion entre le mal prétendu et le remède, moins *que d'un rasoir sur les affections de l'esprit.* Il y a un seul moyen de ramener tout à la même religion; *c'est un concile libre et général.* »

Henri était incapable d'entendre ce langage et de suivre ces conseils. Il se laissa précipiter dans la guerre contre ses propres sujets, qui ne demandaient que la liberté de lire la parole de Dieu en

français et de faire leurs prières dans la langue maternelle. Un édit de 1585 défendit toute autre religion que la catholique, et ordonna aux ministres protestans de quitter le royaume dans un délai de *trente* jours. *Mornay*, qui prévoyait la guerre de loin, avait employé les ressources du trésor de Navarre et de sa fortune particulière, aux plus sages préparatifs. Des conseillers à vues étroites ou pusillanimes engagèrent le roi de Navarre, à qui l'on en voulait principalement, à se tenir neutre ou à se retirer, soit à la Rochelle, soit en Angleterre, soit en Allemagne. Il devait, dans ces pays, demander des secours avec lesquels il fût en état de tenir tête à la France. *Mornay* s'opposa de toute sa force à des projets aussi indignes de son maître ; il l'engagea, au contraire, à faire cause commune avec ses frères en foi, et à faire, à leur tête, avec toute sa bravoure, une guerre qu'il ne pouvait éviter avec toute sa sagesse. Après avoir fait triompher cette généreuse résolution, rien ne parut difficile à *Mornay;* il se multiplia, pour ainsi dire ; il donna ses propres deniers et emprunta en son nom pour le roi ; il pressa les travaux de tous les genres ; il traça les plans, les instructions, les mémoires.

Quand tout fut prêt, il alla défendre le point important de Montauban ; mais il y resta peu ;

Henri avait besoin de lui pour rédiger les dépêches de ceux qu'il envoyait en Angleterre, en Italie, en Allemagne, demander des troupes et de l'argent. Il avait à peine rempli cet objet, qu'il retourna à Montauban, et, tout en dirigeant les travaux des fortifications, il y réfuta une attaque virulente que la ligue venait de publier contre Henri, sous le titre du *Catholique Anglais*. De Montauban, où il avait établi le centre de ses opérations, il courait à différentes petites places qu'il faisait garnir de troupes, de canon et de retranchemens. Aussi, ses travaux eurent-ils pour résultat que, presque partout, les réformés remportèrent l'avantage avec des forces inférieures. A cette époque, Henri était tellement pénétré de l'importance des services de *Mornay*, qu'en l'appelant auprès de lui à la Rochelle, à la fin de la campagne de 1586, il lui donna la confiance la plus entière. *Mornay* avait été, à la rigueur du terme, l'âme de tous ses conseils, et Henri exprima cette idée d'une manière très-frappante dans un de ces mots heureux dont sa bouche était si prodigue. « *Aussi peu*, lui dit-il, *me fussé-je* » *passé de vous, que de ma chemise.* » Que ne s'est-il toujours souvenu de ces paroles, sa gloire en serait plus grande !

Ce qui lui rendait *Mornay* si cher, c'est qu'il

préparait avec soin toutes les affaires, et ne les lui soumettait qu'avec les moyens ou la réponse tout ensemble. Il était aussi, tel que le vrai sage, d'une égalité d'âme inaltérable, nourri des plus belles maximes de l'antiquité et des saintes écritures, toujours plein d'espérances et de consolations dans l'adversité. Les plus suaves paroles de sagesse coulaient de ses lèvres, et, des événemens les moins agréables jaillissaient, par son adresse, des leçons utiles. Henri lui dit un jour, avec cette émotion que lui donnait l'amour des Français, qu'on venait de brûler à Paris deux jeunes protestantes, et *Mornay* de lui répondre : « *Courage, Sire, puisque parmi nous il se trouve jusqu'à des femmes qui ont la vertu de souffrir pour l'Evangile* (1). » Après cela, peut-on s'étonner que *Mornay* ait eu sur son royal ami assez d'ascendant pour lui faire sur ses mœurs des remontrances quelquefois sévères ? Il est vrai que souvent Henri, qui était roi, reçut mal ces avis et brusqua même celui qui les hasarda ; mais il sentait aussitôt ses torts, et ces retours furent des redoublemens de tendresse pour le plus fidèle de ses serviteurs.

Henri et *Mornay* étaient également indispen-

(1) Delicques, vie de *Mornay*, etc., page 100.

sables l'un à l'autre, et c'est en se prêtant le mutuel appui de leur puissance et de leur sagesse, qu'ils parvinrent à unir, à fortifier et à défendre les églises réformées de France. Doués l'un et l'autre de génie, de courage et d'éloquence, ils différaient en ce que Henri avait plus de feu, plus de saillies, *Mornay* plus de prudence, plus de gravité. Aussi fut-ce toujours ce dernier qui traita les affaires difficiles. Il avait encore passé l'an 1587 dans les combats. L'an 1588, il eut à suivre les affaires d'un synode et d'une assemblée générale des Etats. Henri avait, à la vérité, gagné la bataille de Coutras, mais il n'avait pu en tirer parti, et les troupes étrangères avaient été mises en déroute. Les confédérés de l'intérieur étaient mécontens, et, n'osant faire leurs reproches au roi, ils s'en prenaient à ses serviteurs. L'assemblée de la Rochelle devait examiner la conduite des dernières affaires, et l'on s'y montra fort prévenu contre la Navarre. Cependant *Mornay* prépara tout ce que son maître avait à y dire, suivant son humeur et son style, avec tant d'art et de franchise, qu'on ne sut rien y blâmer; quant à lui, qui avait eu les finances et qu'on semblait soupçonner d'inexactitude, il se fit également admirer pour ses travaux et par ses discours. Il déclara d'abord qu'on lui avait donné, malgré lui, les finances de

la Navarre; que, malgré lui, on y avait joint celles des confédérés; que, cependant, Turenne, Lesdiguières, Montmorency et Condé avaient administré, indépendamment de lui, celles de plusieurs provinces; qu'il n'avait touché lui-même aucun argent, et que ses trésoriers étaient prêts à rendre compte. « Mais, ajouta-t-il, vous auriez » plutôt à me demander, par admiration, com- » ment cela s'est pu faire, qu'à entrer en examen.» Aussi l'assemblée était-elle dès-lors convaincue de son désintéressement. Henri, qui n'était point au courant des soupçons, avait plusieurs fois interrompu l'orateur pour lui demander *à quoi cela était bon.* Mais *Mornay* insista sur l'examen, et se retira pour laisser un libre champ aux observations. L'assemblée, qui ne pouvait se passer de lui et qui ne voulait pas paraître ingrate, le ramena dans son sein, malgré toutes ses protestations. Elle le continua aussi dans sa charge, mais il fallut la menace de lui faire ordonner l'obéissance par le roi de Navarre, pour l'engager à s'y soumettre.

Cette assemblée, l'une des plus sages dans un grand nombre qui ne l'étaient pas, prit quelques mesures utiles. Cependant l'avènement du roi de Navarre au trône de France changea nécessairement la face des affaires.

Cet avènement coûta bien des travaux encore au prince et à son ami. Les Etats étaient réunis à Blois pour exclure le premier de la couronne : ce fut pour *Mornay* l'époque de sa plus glorieuse activité. Il fit répandre dans tout le royaume des mémoires propres à éclairer les assemblées provinciales sur les maux qu'on préparait à la patrie, en la privant du seul prince qui pouvait la sauver, et en lui opposant, soit le vieux cardinal de Bourbon, soit l'audacieux duc de Guise, auxquels le brave Béarnais ne laisserait jamais sa couronne. Il y touchait le prétexte d'hérésie; et, rappelant l'exemple d'un archidiacre de Tours (1), pour lequel on a tenu plusieurs conciles, il en demanda un pour le roi de Navarre. C'était toujours à la publicité, à la libre discussion, ces garans sauveurs de tous les intérêts sacrés, qu'en appelaient Henri et son ami; ce n'était pas ainsi qu'on leur répondait. *Mornay* ne se lassa point : il publia encore les *Mémoires que le roi de Navarre désirerait être considérés par messieurs de l'assemblée de Blois*. Ces écrits eurent du moins pour effet, que les provinces chargèrent leurs députés de travailler au maintien de la paix avec les Bourbons(2).

(1) Le célèbre Bérenger.

(2) *Mornay* expédia aussi des mémoires aux puissances étrangères pour présenter la cause de son maître dans un jour favorable.

Ce fut donc contre le vœu des provinces que le duc de Guise fit prononcer par les Etats l'exclusion de Henri de la couronne. Cependant ce succès, qui exalta l'audace de Guise, hâta sa perte. Il ménagea si peu le faible Henri III, que ce prince le fit assassiner au moment où il méditait le dernier crime (1).

La mort du plus redoutable ennemi des Bourbons pouvait réjouir leurs amis ; cependant quelques personnes ayant voulu faire des feux de joie, *Mornay* s'y opposa, *afin qu'il ne fût point dit que ceux de la religion approuvassent une action trop ambigüe* (2).

Elle était effectivement trop ambigüe, et Henri la paya de sa vie. Le duc de Mayenne prit les armes, la ligue partagea sa vengeance, le pape somma Henri de comparaître à son tribunal, les prédicateurs tonnèrent contre lui dans leurs chaires, le peuple brisa ses images, le fanatisme aiguisa le fer qui devait lui percer le cœur. Henri n'obtint un délai sur la mort qu'en se jetant entre les bras du généreux Bourbon qu'il avait déshé-

(1) La déchéance du roi, en 1588.

(2) Le mot d'*ambigu* est bien faible pour désigner cette action ; mais il faut considérer que *Mornay* en ignorait les circonstances, et que sa vénération pour la majesté royale lui interdisait un terme plus fort ; et, certes, nous adhérons à cette réserve.

rité de la couronne, encore voulut-il cacher d'abord cette honorable alliance. Buhi, frère aîné de *Mornay*, fut chargé d'en faire les premières et secrètes ouvertures au roi de Navarre. *Mornay* se rendit ensuite auprès du roi de France pour conclure le traité. On convint que le Béarnais assisterait le faible monarque de toutes ses forces; qu'il mettrait garnison dans les places d'où il chasserait l'ennemi; que l'exercice de sa religion serait permis partout où se trouverait le roi ou l'armée de Navarre, et que la place de Saumur serait donnée au Béarnais pour servir de retraite à ses troupes. Aujourd'hui, ce dernier article mériterait à peine d'être rappelé, s'il n'avait eu pour les Eglises réformées de France de si grands résultats; si *Mornay*, nommé gouverneur de la sénéchaussée de Saumur, par les deux rois, n'eût créé, dans cette ville, quelques institutions avantageuses au protestantisme.

A peine *Mornay* eut-il tracé la déclaration du roi de France au sujet de ce traité, et à peine les deux rois eurent-ils effectué leur première entrevue, que le gouverneur de Saumur établit dans cette ville une église protestante et y appela sa famille qui errait depuis si long-temps de la France à Londres, de Londres à Anvers, à Nérac, à Montauban et à la Rochelle.

Henri III ayant repris l'activité et une partie de la réputation du duc d'Anjou, avança rapidement, avec son allié, sur Paris, dont ils firent le siège. Mais le 2 août 1589, la ligue, *représentée par Jacques Clément*, ravit le trône et la vie à Henri III, et plaça involontairement sa couronne sur la tête de Henri IV. La tendresse de *Mornay* pour son maître lui causa, à cette occasion, une douleur extrême. On lui porta la nouvelle *qu'un des deux rois était mort*, et la cruelle incertitude où le plongea cette annonce, se prolongea au point de devenir très-dangereuse pour un homme qui souffrait d'une fièvre que lui avaient attirée ses fatigues. Cependant Henri le détrompa lui-même en lui mandant la nouvelle et en lui recommandant de retirer de suite son oncle et son rival, le cardinal de Bourbon, des mains de Chavigny qui le gardait à Chinon, et de le retenir, à quelque prix que ce fût, *y dût-il aller de la moitié de son patrimoine*. Quand on considère que la ligue traitait ce personnage de souverain et frappait monnaie à son effigie, on conçoit l'importance du service demandé à *Mornay*. Il le rendit avec sa prudence ordinaire. Lorsque Henri en fut informé, il ne put s'empêcher de dire : *cet homme sait faire les affaires bien sûrement, aussi il ne sera jamais qu'il ne m'en souvienne*. Cepen-

dant on ne remboursa pas à ce fidèle serviteur les sommes qu'il avait empruntées pour le roi ; on lui assigna des rentes sur les tailles de la Rochelle ; mais ces rentes furent bientôt réduites à moitié, et *Mornay* s'appauvrit davantage.

Sa tendre amitié pour le roi lui imposait, à ses yeux, l'obligation de l'entourer des plus francs conseils, dans sa nouvelle position. Il lui adressa d'amples mémoires, et insista particulièrement sur la nécessité de venger son prédécesseur ; d'en conserver les principaux fonctionnaires, *afin qu'on ne trouvât de changé que la face du prince ;* de ne point se laisser arracher, au sujet de la religion, la déclaration anti-protestante qu'on lui demandait et qui éloignerait de lui les fidèles serviteurs auxquels il devait tout.

Henri ne fut pas assez le maître de ses goûts ou des circonstances pour suivre ces conseils : il s'engagea dès-lors, jusqu'à un certain point, à changer de religion ; il indisposa les hommes qui lui étaient les plus dévoués. *Mornay*, qui se rendit auprès de lui à Tours, en fut accueilli avec la même intimité ; cependant on le chargea d'escorter la dame de Montmorency jusqu'en Saintonge, et les courtisans, qui savaient la promesse faite aux catholiques de n'accorder, de six mois, aucun emploi aux religionnaires, ne manquèrent

pas de voir qu'on éloignait un homme dont la présence serait un reproche d'ingratitude.

Lorsque *Mornay* rejoignit le roi, en 1590, après avoir rédigé différens mémoires pendant son absence, il ne fut employé qu'en sa qualité de *soldat.* Il combattit en cette qualité, dans l'escadron du roi, à la bataille de Dreux, où il se distingua par le plus admirable sang-froid. Malgré les rigueurs de la saison, il y fut moins sensible à la perte de son bagage qu'à la craintive gêne du roi, qui n'osait plus, comme à la victoire de Coutras, rendre des grâces à Dieu sur le champ de bataille, et qui les fit dire secrètement, *pour ne pas montrer son pasteur aux catholiques.* Il eut cependant la satisfaction d'être nommé conseiller d'état, le premier de sa religion, et celle plus grande encore, d'être consulté sur les affaires les plus secrètes, conjointement avec Biron, qu'il réconcilia avec le roi.

Mornay fut aussi le premier qui traita avec Villeroi, commissaire du duc de Mayenne, et plus, en cette qualité, il offrait de garanties aux catholiques, plus il crut avoir le droit de demander pour les protestans, dans toutes les provinces, les droits dont ils avaient joui sous le dernier roi, avant la révocation des édits. Il déclara franchement au nouveau roi, *qu'il était trop dur de lais-*

ser ses bons sujets qui, tous les jours, répandaient leur sang à ses pieds, comme la corde au cou. Henri sentit la justice de ces demandes; mais il redoutait Paris, et il écouta d'autres conseillers. Biron, sur-tout, ne voulait comprendre qu'il pût y avoir deux religions dans le même pays, quoiqu'il n'y ait presque jamais eu d'état qui n'en ait eu qu'une (1). L'édit que sollicitait *Mornay* fut donc ajourné, et cet infatigable protestant n'en fut que plus zélé au siège de Paris. Il en pressa les dispositions avec Biron; il y sacrifia encore des débris de sa fortune. Soldat et moraliste, il se battait et prêchait tour-à-tour. Henri s'étant découragé un jour après une entreprise manquée sur Paris, et ayant témoigné son découragement, *Mornay* courut à Saint-Denis pour le ranimer. Henri s'étant demandé *si Dieu l'aurait abandonné?* son ami lui répliqua : *Songeons plutôt, sire, si ce n'est pas nous qui l'avons quitté; quel soin nous avons eu de son service; quelle vie nous avons menée pendant ce siège, scandaleuse à la vérité et pleine de débauches.* Le roi montrant du repentir, ces deux illustres soldats tombèrent à genoux

(1) *Mornay* répondit à cette objection avec gaîté; il demandait au maréchal, *comment il s'y prenait pour faire dormir les deux religions dans le même lit.* La femme du maréchal était protestante.

ensemble pour réciter un psaume (1). Je ne connais guères de scènes plus belles dans l'histoire du christianisme.

Ce premier siège de Paris, d'une durée de cinq mois, étant mêlé de succès et de revers, Biron proposa d'écrire au pape. Cependant, on ne pouvait pas offenser les protestans, dont les secours étaient encore nécessaires; on consulta *Mornay*. Henri lui-même demanda s'il pouvait écrire au pape en bonne conscience, et *Mornay* de répondre sur-le-champ : *en très-bonne, puisque l'on écrit même aux Turcs; mais vous ne pouvez, sire, lui écrire dans les termes qu'il veut, et autrement vous l'injuriez.* Le roi n'écrivit pas, mais de cette époque date la disgrace de *Mornay*. La noblesse, ayant Luxembourg à sa tête, adressa une lettre au pape en son nom, et, dès ce moment, jalouse de la confiance dont jouissait *Mornay*, elle le fit envisager comme le seul obstacle à la conversion du roi, qu'on regardait comme la première condition de la paix. Les progrès de la haine sont partout rapides; à la cour ils sont effrayans. Bientôt on avertit *Mornay* que ses jours étaient en danger. Un instant il ramena les courtisans à lui, par l'ascendant de sa raison. « *Il est dur,*

(1) Le quatre-vingt-onzième.

leur dit-il un jour, *d'empêcher un maître de parler à un fidèle serviteur. Toutefois M. Legrand, qui a l'honneur de coucher dans la chambre du roi, est témoin que je ne le vois jamais à heure indue.... Vous voudriez que je lui conseille d'aller à la messe; vous lui faites tort de croire qu'il en fît rien pour cela; d'ailleurs, de quelle conscience lui donnerais-je ce conseil, si je n'y vais le premier, et quelle religion, si elle se dépouille comme une chemise? Il y a plusieurs siècles que les plus grands personnages soupirent après une réforme de l'Eglise..... ne serait-ce pas à vous de conseiller au roi un bon concile pour terminer ce schisme?»*

L'effet de ces paroles, dites avec tant de bonne foi, fut telle que d'Aumont, qui avait dit peu de jours auparavant *qu'il fallait lui donner* d'un pistolet dans *la tête*, courut l'embrasser, en s'écriant *qu'il fallait lui dresser une statue!*

A cette époque, le duc de Florence, zélé catholique, offrit à *Mornay* 20,000 écus de rentes, s'il voulait conseiller au roi de changer de religion. Il répondit simplement *que la conscience de son maître n'était pas à vendre ni la sienne non plus.*

Il fut cependant consterné, en racontant ce fait au roi, lorsqu'il s'aperçut qu'un tel conseil ne le fâcherait pas. La religion de Henri IV devait avoir des moyens d'absolution que n'a pas le protestan-

tisme. Pendant le siège même, il s'était attaché à madame de la Roche-Guyon; et cette passion était encore telle qu'il voulait faire divorce d'avec la reine pour épouser la maîtresse. *Mornay* seul pouvait conduire cette affaire; mais son austérité ne permettait pas de lui en parler.

Cependant cet homme si respectable ne put obtenir du roi qu'il fît quelque chose pour les protestans, qui avaient tout fait pour lui. Vainement *Mornay* lui soumit-il un projet d'édit que les catholiques mêmes trouvaient juste; vainement reçut-il du roi l'ordre d'aller avec le chancelier le faire enregistrer au parlement de Tours: au moment de l'exécution, Henri retira sa parole, et *Mornay* alla dans son gouvernement, accablé de douleur.

Ses espérances se ranimèrent en voyant Saumur enrichie, par les soins de sa femme, d'un temple qu'elle avait bâti à ses frais. C'était un grand sacrifice, et cependant c'était encore bien peu de chose. Les jeunes Français qui se vouaient au ministère, souvent après avoir combattu pour les droits de la conscience, étaient obligés de se rendre en pays étrangers pour faire leurs études. Il fallaît pour eux une académie en France. *Mornay*, qui avait dépensé une grande partie de son patrimoine pour acheter du canon au roi,

résolut de fonder cette académie. Dès qu'il en eut obtenu le privilège, il eut soin d'appeler des professeurs et de faire reconnaître cette école par les synodes.

A cette époque, il composa aussi sa Méditation du psaume 101e., pleine des plus sages maximes de la politique, et qui fut peut-être le modèle de *cette politique de l'Ecriture sainte*, qu'a publiée depuis l'un des plus véhémens adversaires du protestantisme.

Mornay eut cependant peu de temps à donner aux lettres; Henri le chargea de la vente de ses domaines pour être en état de payer ses troupes, et les demandes nombreuses qui furent faites sur ces fonds devinrent pour lui fort désagréables. Les rapports de la couronne avec la cour de Rome absorbèrent également ses loisirs. Le parlement de Tours s'était emporté contre Grégoire XIV qui soutenait la ligue, au point qu'il lui contestait sa qualité de souverain-pontife, déclarant ses bulles remplies d'impostures et ordonnant qu'elles fussent lacérées. Le clergé, réuni à Chartres, avait pris des conclusions contraires à l'arrêté du parlement qui s'était publié au nom du roi, et les passions avaient produit un tel désordre qu'il fallut *Mornay* pour conjurer l'orage; et, c'est là une chose assez curieuse de voir un parlement

catholique se servir des conseils et de la plume d'un protestant dans une lutte aussi délicate que le sont toujours celles qui s'élèvent entre les princes et les pontifes.

Mornay, qui avait fait la lettre à Henri IV au nom du parlement, fit encore celle au clergé pour le roi. Ces prélats, ayant demandé que le souverain se fît catholique, que le clergé fût le médiateur entre lui et Rome, et qu'il leur fût permis d'envoyer dans cette ville, *Mornay* fit répondre par le roi : qu'au milieu du *canon de la guerre*, il lui était malaisé d'écouter les *canons de l'église*; qu'on pouvait se reposer sur lui pour la paix, qu'il désirait plus que tout autre; qu'une députation à Rome était une affaire d'état, qui devait se traiter moins avec le clergé qu'avec le parlement; qu'en attendant, les évêques pourraient se retirer dans leurs diocèses pour y mieux *servir Dieu* et le roi.

Ces affaires avaient rappelé *Mornay* à la cour, c'est-à-dire à l'armée, à la fin de 1591. Après les avoir terminées à la grande satisfaction des courtisans qu'elles embarrassaient, il se rendit avec eux au siège de Rouen, qui fut conduit avec tant de lenteur et de mauvaise volonté, que le duc de Parme vint y surprendre les assiégeans. On fut encore obligé de demander des secours aux Pays-

Bas et à l'Angleterre. Cependant on avait indisposé Elisabeth, au point qu'elle rappelait les troupes qu'elle avait déjà données, sous les ordres d'Essex. Ce fut encore *Mornay* qu'on chargea de la mission : accompagné de quelques personnages distingués, il exposa d'une manière touchante, la situation du roi de France, et Elisabeth cessa d'être inflexible, dès que l'éloquence de *Mornay* eût ramené, en Angleterre, cet Essex trop chéri de sa souveraine.

Aussitôt qu'il eut obtenu ce que demandait son maître, *Mornay* revint auprès de lui, échangeant la plume contre l'épée (1). Il eut même la triste charge de brûler un village, mais il ne l'exécuta du moins, qu'après avoir reçu la promesse que, *pendant dix ans, les habitans seraient affranchis des tailles.* Néanmoins ces horreurs le dégoûtèrent de la guerre civile ; il conseilla au roi de transiger avec la ligue, *les rois voisins commençant à le traiter comme un souverain dépouillé.*

(1) Les intérêts de Dom Antoine, ex-roi de Portugal, réfugié en Angleterre, et ceux des *dissenters*, pour qui *Mornay* demandait un peu de tolérance à l'église épiscopale, allaient le retenir à Londres; mais Henri, blessé à la retraite d'Aumale, avait besoin de son ami. C'est après cette affaire, que *Mornay* lui écrivit, de moins s'exposer; de se contenter *d'avoir fait l'Alexandre durant trente ans, de faire désormais le César.*

Mornay fut envoyé auprès de Mayenne, et il quitta, cette fois, les camps avec la satisfaction d'avoir fait rendre quelque justice aux réformés, dont les pasteurs devaient enfin être payés d'après des rôles certifiés par lui. Cette décision lui fit encore oublier ses propres affaires; il devait partager avec son frère le patrimoine qui leur revenait ; on se contenta de part et d'autre de l'arrangement pris par leur mère.

Mayenne, soutenu par la catholique Espagne, conseillé par des ligueurs non moins catholiques, exigeait que le roi promît de se faire instruire *avec intention de changer de religion*, et qu'il consentît à envoyer à Rome quelques seigneurs catholiques, qui se concerteraient, avec le pape, sur cette instruction. Ces deux points étant convenus, on arriva aux stipulations particulières. Les conditions de Mayenne, qui sacrifiait tout à son égoïsme, et qui demandait une dignité élevée au-dessus de celles de tous les autres, révoltèrent *Mornay*, dont le dévouement était si pur; cependant il se garda de rompre, et il écrivit à Henri IV, qui s'emportait, *que le prix même qu'on mettait à la marchandise, prouvait qu'elle était à vendre*. On sait qu'on finit par l'acheter.

Ce fut encore *Mornay* qui traça les instructions du cardinal de Gondi et du marquis de

Pisani qu'on envoya en Italie, soit auprès des princes, soit auprès du pontife souverain, et il mit son âme conciliante toute entière dans une affaire où la bonne foi n'a cessé d'être du côté de Bourbon.

Cette bonne foi n'était guères non plus que du côté de ce prince, dans toutes les négociations que *Mornay* eut à conduire en France, pour y rétablir la paix. Jamais il n'imita ses adversaires; en prodiguant la fortune du royaume, pour l'arracher aux factieux, il dépensa souvent encore ses propres deniers, sans que le roi osât l'en dédommager publiquement, ou fût en état de le faire en secret.

Les autres conseillers du roi, dans les temps les plus pénibles, avaient l'avantage de n'être chargés que d'une seule branche des affaires; *Mornay* en eut presque toujours le fardeau général. Tout en traitant avec Rome et la ligue, il avait encore à calmer les passions du roi. Henri se livrait à ses sentimens tendres, au point d'inquiéter son ami; et lorsque celui-ci lui fit remarquer quel tort il faisait à sa propre réputation, la réponse du roi jeta le ministre dans des embarras nouveaux. Henri voulait se *démarier* et se *remarier*. C'étaient deux choses également difficiles. Le divorce d'un prince protestant ne pouvait se prononcer par le pape; un jugement de pasteurs

protestans aurait été récusé par les catholiques. *Mornay* sut néanmoins lever ces difficultés, en portant la reine elle-même à déclarer son mariage nul devant l'official. Ce pas étant fait, la première circonstance favorable faisait le reste.

L'instruction du roi fut plus embarrassante pour *Mornay*. Les courtisans n'en voulait faire qu'une parade; lui la désirait véritable, afin que le roi, ayant trouvé la vérité, pût y amener les autres. Il lui conseilla pour cela de réunir les hommes les plus instruits et de la meilleure foi, dans une ville indépendante, à Saumur, afin de faire rechercher par eux la véritable origine des abus dont on se plaignait; pour être, par leurs travaux, en état de diriger les délibérations d'un concile national, composé des hommes les plus sages de tous les rangs, et discutant avec une entière liberté, les points qui choquaient les peuples et les rois depuis tant de siècles. Ce plan était le seul raisonnable, parce que seul il pouvait réunir les hommes éclairés de tous les partis. Cependant il ne fut point exécuté. Le caractère brusque du souverain y fut le premier obstacle. Il lui tardait d'être roi de France, et d'habiter sa capitale. Aussi, n'écouta-t-il plus les conseils de *Mornay*, que par habitude et par égard pour un homme aussi influent sur son parti.

Un instant, *Mornay* crut avoir reconquis son royal ami. L'an 1593, Henri vint le voir à Saumur, le consulta sur le mariage de sa sœur avec le duc de Montpensier, fréquenta les sermons et fit un accueil tout amical aux pasteurs. Le spectacle de ces hommes, depuis si long-temps dévoués à sa cause, lui arracha même des paroles qui venaient bien de son cœur, mais que sa politique condamnait peut-être, au moment même qu'il les prononçait : « *Si vous apprenez de moi quelque excès,* leur dit-il, *vous pouvez en croire quelque chose, car je suis homme, sujet à de grandes infirmités; mais si l'on vous dit que je me suis détraqué de la religion, n'en croyez rien,* J'Y MOURRAI (1).

Henri ne fut pas le maître de tenir cette promesse. Porté sur le trône par les protestans, il n'eut pas le pouvoir de faire lever l'interdiction qui les excluait du parlement. Lorsqu'il en exprima la volonté, ce corps, si complaisant pour la nation, et si altier avec les rois, lui répondit qu'il serait temps d'en délibérer *quand le roi aurait satisfait à la promesse donnée aux catholiques.* Cette promesse, à ce qu'il paraît, était le contraire de celle qu'il venait de donner aux protes-

(1) Vie de *Mornay*, page 192.

tans. Pressé par les deux partis, Henri hâta la *conférence* qui devait prêter les motifs à une résolution déjà prise. *Mornay* ne se trompait plus, à cette époque, sur les intentions du roi, et il ne songeait plus qu'à l'honneur du parti que ce prince allait quitter. Il lui écrivit que, s'il cherchait la vérité, on pourrait avoir une conférence qui ne lui laisserait point de doute; si, au contraire, il était résolu d'avance d'embrasser la religion catholique, il ne devait point recourir à une formalité inutile, dont abuseraient les ennemis de la réforme. Henri, toujours sensible au langage de la loyauté, accéda à ce vœu. Il n'admit à la conférence que des évêques, afin de montrer que la cause adverse ne devait pas même être plaidée. Il ne fit lui-même qu'autant d'objections qu'il en fallait, pour prouver le mérite de sa conversion, et il eut la complaisance d'aider les évêques dans la solution des difficultés qu'il exposait.

Avant de faire le dernier pas, Henri voulait cependant montrer quelque reconnaissance aux protestans. Cette reconnaissance était d'ailleurs de la prudence; ceux qui l'avaient soutenu jusqu'à présent, pouvaient le soutenir un jour encore, si les ligueurs étaient indomptables. En conséquence, Henri envoya des commissaires

aux principaux pasteurs et laïcs des églises d'Anjou, de Poitou, de Saintonge, de Guyenne, de Languedoc, de Provence et du Dauphiné, pour les inviter à se rendre à une assemblée générale où seraient discutés leurs intérêts; mais les ligueurs ayant blâmé cette démarche, et Henri voulant terminer à tout prix, ce prince abjura le protestantisme au moment où, de toutes parts, les députés des églises se rendaient à la réunion dans laquelle il voulait assurer, avec eux, leur commune croyance (1).

Quoiqu'il fût pressenti, ce coup accabla ses anciens frères de foi; *Mornay* en fut affligé, non-seulement pour la cause de la vérité, qui ne pouvait plus se plaider à un concile libre, comme Henri l'avait si souvent désiré, mais encore pour la gloire de ce prince, qui abandonnait, sans avoir rien fait pour eux, des compagnons d'armes avec lesquels il avait si vaillamment combattu depuis sa dix-septième année.

Les catholiques disaient eux-mêmes que les protestans avaient été des maladroits, qui n'avaient pas su prendre le temps pour leurs affaires. Ce reproche piqua *Mornay*, d'autant plus qu'il

(1) L'assemblée était indiquée au 20 juillet; l'abjuration se fit le 25.

était fondé; il fit inviter les députés qui se rendaient à Mantes et qu'on renvoyait, à se réunir en *synode*, pour aviser à leurs affaires. Ils s'y croyaient d'autant plus autorisés, que Henri désirait connaître l'opinion des protestans sur son abjuration. Leur avis ne pouvait cependant guères être douteux. C'était le respecter que de le lui dire franchement, et *Mornay* s'acquitta de ce devoir. Il lui écrivit en même temps, *que les protestans, ayant pour roi celui qui avait présenté leurs requêtes à la cour d'Henri III, devaient se promettre qu'il les tirerait de peine, sans qu'ils remuassent beaucoup; qu'ils étaient résolus à attendre en patience; que, sujets de Henri III, ils n'avaient jamais demandé que leur souverain changeât de religion, comme faisaient les catholiques; qu'ils demandaient seulement liberté de conscience et sûreté de la vie, choses plutôt de droit commun que de privilège; qu'ils étaient résolus d'obéir à leur prince tel qu'il plaisait à Dieu leur donner, sans exception de sa religion, et de défendre au péril de leurs vies, sous ses commandemens, les sacrées lois de l'état.* »

La raison, inspirée par les plus nobles sentimens du cœur, avait seule pu dicter ces paroles; ce qui les rend de toute beauté, c'est qu'après deux

siècles et demi, il n'est aucun protestant qui n'en fasse sa profession de foi.

Henri en fut tellement touché qu'il pria son ami de venir le joindre sans différer. C'était le cœur de Henri qui faisait cet appel : ce fut un peu la politique qui le porta à dire à *Mornay*, qu'en changeant de religion, il n'avait voulu que se sacrifier à ses sujets, espérant pouvoir donner plus facilement la paix aux réformés. C'était cependant ce que *Mornay* devait croire et ce que devaient attendre tous les protestans. Le changement du fils de Jeanne d'Albret ne pouvant être que de politique, ses anciens amis croyaient d'autant plus volontiers qu'il ferait tourner à leur prospérité sa nouvelle puissance. D'ailleurs, Henri, catholique, assurait encore que sa position était désormais un moyen de réforme et d'extinction de schisme; il fit plus, il avoua à *Mornay* que son abjuration envoyée à Rome, comme écrite par lui, n'était pas de sa main, mais bien de celle de Loéménie, *qui imitait ordinairement son écriture;* et lorsque *Mornay*, toujours sincère, lui fit observer que puisqu'il voulait qu'on crût la pièce de lui, c'était une fraude inutile: non-seulement il ne se fâcha point de l'observation, mais encore il parla avec mépris de ceux qui croyaient lui faire la cour en passant au catholi-

cisme (1). Il y a plus, sur les instances de *Mornay*, le *nouveau catholique* alla même, avec lui, voir à Mantes les députés qui s'étaient mis en route avec d'autres espérances. Il les embrassa tous, et son cœur l'emportant, il reçut leurs cahiers malgré toutes les insinuations contraires. Cependant ce fut à peu près toute la faveur qu'obtinrent les protestans, à moins qu'on ne veuille regarder, comme une grâce, l'ordonnance qui les remettait à l'édit de 1577, qui annullait les décrets de la ligue, assurait une existence à leurs pasteurs, et leur permettait de faire des legs à leurs églises et à leurs colléges.

En quittant les protestans, Henri et *Mornay* s'occupèrent de la ligue. La trève qu'on avait faite avec elle était expirée, et Henri se persuadait bien, par les raisons de son ami, qu'il était indigne de lui de la renouveler; mais, en rompant avec elle, il choquait les catholiques, et ce ne fut que par une extrême prudence, qu'ils obtinrent la majorité des votes, pour un biais proposé au conseil du roi par *Mornay*. Ce fut encore le zèle de *Mornay* qui aplanit la plupart des obstacles que le couronnement du roi éprouvait, par

(1) Ceci regardait Jean Sponde, qui s'était promptement fait catholique avec son frère.

suite des refus de Rome de lui accorder l'absolution.

Henri lui en sut presque moins de gré, que du succès des peines qu'il eût pour l'achèvement du divorce. Il était peut-être aussi plus difficile de faire la séparation qui se traitait en France, que la réunion dont il s'agissait à Rome. *Mornay* réussit néanmoins parfaitement. Marguerite de Valois lui en conserva même une véritable reconnaissance, et Henri acquérait une liberté trop chère à ses goûts, et des espérances trop précieuses dans l'état où se trouvait le royaume, pour ne point partager ce dernier sentiment avec la femme dont il se séparait.

En conduisant toutes ces affaires, au gré du roi et des royalistes, *Mornay* se créait de nouveaux droits à l'estime générale. Ses ennemis mêmes, c'est-à-dire les courtisans, jaloux de son crédit, rendaient d'involontaires hommages à sa supériorité. A la mort de M. d'O, surintendant des finances, on alla jusqu'à le désigner pour son successeur; mais cette même connaissance des personnes et des choses, qui l'aurait rendu si utile dans cette charge, lui en fit si bien pressentir les dangers, qu'il s'y refusa; il disait qu'il n'y avait que deux moyens de rétablir les finances, diminuer les pensions et augmenter les impôts;

l'un et l'autre rendaient odieux, *Mornay* ne voulut point de cette charge.

Henri ne l'en estima que davantage. Il désirait néanmoins donner quelque grâce à un homme qu'il ne cessait d'employer aux travaux les plus fatiguans, depuis qu'il le connaissait. Il lui assura donc le gouvernement de Saumur pour son fils, alors âgé de quinze ans, et sur le point de commencer ses voyages en différens pays d'Europe.

Ce n'était pas en flattant son maître que *Mornay* avait obtenu cette juste distinction; il ne le flatta point après l'avoir reçue. Seul, il lui parla le langage d'une morale sévère. Henri, ayant été attaqué par l'assassin Châtel, jusque dans la chambre de Gabrielle d'Estrées, *Mornay* lui écrivit, à ce sujet, une lettre très-franche, dans laquelle il l'exhorta, *à se détourner de tout ce qui attire la colère de Dieu;* mais, tout en lui parlant un langage qu'aujourd'hui on trouverait téméraire, même dans la bouche d'un confesseur, il s'empressa, à la demande du roi, de faire prier pour lui dans les églises réformées. C'était une jouissance pour le cœur de *Mornay* de le voir demander, avec tant de confiance, les prières de ses anciens frères, lorsque la cour de Rome refusait l'absolution à toutes ses instances, et que les ligueurs lui arrachaient tous ses trésors, pour se payer de leur vile soumission.

Les rois se trouvent souvent dans la funeste nécessité d'épuiser leurs grâces sur la bassesse adulatrice, où la vénale audace, et de laisser languir l'incorruptible fidélité. Plus Henri IV était sûr des protestans, moins sa politique lui prescrivait pour eux de sacrifices; il devait, au contraire, employer tous ses moyens pour satisfaire Rome et la ligue. Cependant les protestans se réunirent à Saumur, en synode, et à Loudun, en assemblée politique. Plus généreux qu'habiles, et plus impétueux que forts, ils allaient se séparer avec les projets les plus imprudens, lorsque *Mornay* accourut du synode à l'assemblée. Fort d'une sagesse qui ne le jeta jamais dans un excès, il leur arracha le serment d'une *union inviolable, jusqu'à ce qu'ils eussent obtenu un édit équitable.* Si un tel serment surprenait quelqu'un, il faudrait lui rappeler qu'il était de droit naturel. Henri IV, pour avoir l'absolution, s'était enfin engagé « *à retirer, dans l'année, le prince de Condé, pour le faire nourrir en l'église romaine; à exclure ceux de la religion, des dignités et des magistratures; à remettre les évêques et le culte catholique dans le Béarn; à y fonder des monastères; à marier la princesse sa sœur à un prince de la religion romaine; à faire la guerre aux hérétiques de son royaume, et à les exterminer.* »

Un engagement de cette nature, et si conforme aux principes de Rome, ne fût-il que simulé de la part de la France, ne permettait pourtant pas aux protestans de se reposer sur les droits contestés de leurs services. En leur nom, *Mornay* écrivit au roi, « *qu'ils l'avaient vu changer de religion, traiter avec les chefs et partisans de la ligue, à hautes conditions, même à leur préjudice, et eux, pour l'avoir servi fidèlement demeuraient derrière; qu'il était cependant obligé, par sa conscience, et contraint pour le repos de son royaume, de leur donner un édit sous lequel ils pussent vivre tolérablement.* » En effet, le peuple protestant était tellement exaspéré, par les vexations qu'on lui faisait éprouver, sous un roi qu'il avait porté sur le trône, que des soupçons graves se formèrent sur la fidélité des députés de Loudun. *Mornay* fut chargé d'en faire l'apologie. C'est l'objet de son traité *des justes procédures de ceux de la religion réformée.* L'auteur lui-même, qui prêchait toujours la paix et la modération, ne fut pas à l'abri de ces soupçons injurieux. On le croyait séduit par l'ascendant de l'ancienne amitié que lui portait le roi. Ce qu'il y eut de plus pénible pour lui, dans cette accusation, c'est qu'elle coïncidait avec les plaintes que formait la reine sur son administration du domaine de Navarre, dont

la majeure partie avait été vendue. Il fallut encore se disculper de ce côté, envers une personne qui, du reste, portait de l'estime et de la reconnaissance à *Mornay*. Aussi fut-il facile à ce dernier de prouver à la reine, que le roi avait aliéné ses domaines pour satisfaire, soit les étrangers, soit les ligueurs, soit madame d'Estrées. Cependant il fit examiner sa gestion, par la chambre des comptes de Pau, et ce ne fut qu'après l'avoir fait approuver sur tous les points, qu'il écrivit à la reine, que la réunion de la Navarre avec la France était le voyage du pot de terre avec le pot de fer; que le premier avait dû s'y briser; que pour lui, dans l'espace de vingt ans qu'il était au service du roi, *il n'avait pu mettre une ardoise sur sa maison.*

L'honnête homme sort plus grand et plus estimé des épreuves du sort; *Mornay*, si souvent éprouvé, jouit enfin de l'estime universelle. Il en eut les preuves les plus multipliées, l'an 1597, à l'occasion d'un événement d'ailleurs très-fâcheux. Se trouvant à Angers avec le maréchal de Brissac, pour arrêter avec lui un plan d'attaque contre Mercœur, il y fut l'objet d'un infâme et brutal guet-à-pens de la part d'un nommé Saint-Phal, qui prétendait avoir contre lui des griefs absurdes. A peine la nouvelle de cet odieux

attentat se fut-elle répandue, que les premiers personnages de l'une et l'autre religion, le connétable, le chancelier, des ducs et pairs, d'illustres étrangers lui offrirent leurs services, pour avoir une éclatante vengeance (1). Cependant toutes ces offres furent éclipsées par celles du roi, qui lui écrivit : « *que l'injure était la sienne ; que, comme son ami, il lui porterait sa vie et son épée, aussi franchement qu'autre qu'il eût; mais comme son roi, il lui ferait telle justice, qu'il en serait content.* » Et Henri tint parole, quoique Saint-Phal fût beau-frère du maréchal Brissac, et qu'une coterie de la cour s'intéressât au coupable. La réparation fut solennelle, faite en présence du roi, et le triomphe de la vertu fut d'autant plus beau, qu'elle avait eu à vaincre jusqu'au fanatisme.

Le fanatisme prit sa revanche. *Mornay* avait publié son livre de l'*Eucharistie,* auquel il avait travaillé depuis long-temps, et qui contenait la doctrine réformée dans toute la franchise des expressions, et avec des preuves historiques que le catholicisme devait considérer comme très-choquantes. Les amis de l'auteur, prévoyant que

(1) La reine d'Angleterre et le prince de Nassau se firent remarquer parmi ces étrangers.

ce livre pourrait nuire à ses intérêts, l'avaient prié de le donner au moins sans son nom; mais lui, il devait croire que ce nom le ferait lire davantage, et il ne put se résoudre à trahir la vérité pour ses intérêts. Cependant l'orage qu'on avait prévu, ne tarda point d'éclater. Le cardinal de Médicis, légat en France, porta le traité à Rome pour l'y faire réfuter par le célèbre Bellarmin; les Jésuites de Bordeaux, plus impétueux, supliè-rent le parlement de le condamner au feu; ils ne songèrent à le réfuter, qu'après en avoir reçu le conseil d'un laïc. Dès-lors toutes les chaires retentirent de leurs réfutations. Bientôt le pape signala l'ouvrage au roi (1), et la duchesse de Beaufort, joignant ses instances à celles du pontife, Henri dut disgracier *Mornay* et condamner son livre. On lui disait d'ailleurs qu'il fourmillait d'erreurs et de citations inexactes, et Henri, soit que la politique lui commandât cette dureté, soit que la mauvaise foi qui l'entourait lui persuadât la chose, déclara, avant l'examen, que le traité de l'Eucharistie était plein de faussetés indignes d'un homme d'honneur. C'était particulièrement l'évê-

(1) Clément VIII demandait alors l'adoption du concile de Trente, le rétablissement des Jésuites en France, et l'éloignement de *Mornay* des affaires.

que d'Evreux (plus tard cardinal Duperron) qui avançait ce reproche. *Mornay*, de son côté, demandait une conférence pour vérifier le fait par commissaires. C'était une demande qui ne pouvait se refuser ; la conférence eut lieu à Fontainebleau ; mais toutes les mesures nécessaires étaient prises pour la faire tourner à la confusion de *Mornay*. Les quatre commissaires catholiques étaient le chancelier Belièvre, tout dévoué à Rome ; le président De Thou et Pitou, qui l'un et l'autre avaient à se laver du soupçon de protestantisme caché, et le médecin Martin, connu par la violence de son caractère. Les deux commissaires protestans étaient Dufrêne-Canaye, président de Languedoc, qui avait déjà donné au roi sa parole d'embrasser le catholicisme, et le célèbre Casaubon, qui était encore plus ignorant en théologie qu'il n'était savant en philologie. *Mornay*, que ce choix instruisait suffisamment de l'issue de la conférence, pria le roi d'accorder à son livre un examen plus calme, et de mettre moins d'appareil dans une affaire d'érudition ; Henri refusa, disant à son ancien ami, qu'il l'aurait pour *partie* dans cette affaire, ayant offensé le *pape auquel il* (le roi) *se croyait plus obligé qu'à son propre père*. Les exagérations relèvent toujours le courage qu'elles voudraient abattre. *Mornay* répliqua

avec finesse et avec assurance : *je vois la partie faite ; on vous fera condamner la vérité entre quatre murailles, et Dieu me fera la grâce, si je vis, de la faire retentir aux quatre coins du monde.* Il négocia vainement pour obtenir une défense large et loyale. Ses adversaires lui répondirent, qu'il serait interrogé sur soixante citations que lui indiquerait l'évêque. L'indication de ces passages lui fut envoyée, le 3 mai, en 1600, à une heure après minuit; les livres, sur lesquels il fallait vérifier ces citations, ne lui parvinrent qu'une heure plus tard; ils lui furent redemandés à six heures du matin, et deux heures après il fut appelé à comparaître, quoique la conférence ne s'ouvrît qu'après midi. Le souverain lui-même montra, dans cette occasion, à un homme brisé par des veilles passées à son service, et fatigué par les dernières insomnies que lui avait préparées la méchanceté la plus révoltante, une dureté qui arracha, au brave *Mornay*, ce mot sublime : que Votre Majesté me pardonne ; CETTE RIGUEUR SI EXTRAORDINAIRE, ENVERS UN BON SERVITEUR, N'EST PAS DE VOTRE NATUREL.

Ce cri d'une amitié blessée profondément, ne changea rien dans cette bizarre formalité, où le premier souverain de l'Europe poursuivait, pour vider une querelle d'érudition, avec des hommes

qu'il combattait depuis vingt ans, le plus fidèle de ses conseillers et de ses anciens compagnons d'armes. *Mornay* eût-il fait un mauvais livre, c'était au roi de France à excuser une plume qui pouvait s'être usée au service du roi de Navarre, et c'est ce prince qui l'accabla! La dispute fit sourire quelquefois jusqu'aux commissaires qui devaient la juger. Quand on reprochait à *Mornay* d'avoir cité, en parlant de David, le mot d'*idoles*, au lieu de ceux d'*idoles des gentils*; pourquoi il avait entendu, dans un autre passage, des *saints vivans*, au lieu de *saints trépassés*, qui aurait pu garder le sérieux? et cependant, pour célébrer le triomphe remporté dans un combat qui pourrait avoir donné l'idée de celui du *lutrin*, le vainqueur d'Ivry voulut souper dans la salle de la conférence, comme au champ de bataille! Vraiment on ne lui pardonne cette folie, qu'en l'entendant dire à l'évêque d'Evreux, *que bon droit avait eu bon besoin d'aide*; mais on ne lui pardonne pas d'avoir écrit, à un homme qu'il détestait et dont il était haï, au duc d'Epernon, *qu'il venait de faire merveille!*

Et quel était le sujet de ce triomphe? On avait vérifié neuf passages, sur lesquels *Mornay* s'était défendu avec une convenance digne d'une meilleure cause; car, pour dire notre avis avec cette

franchise que nous mettons toujours dans nos jugemens sur la réforme et les réformés : *Mornay avait tort.* Il s'était fait aider, à cause d'une vue usée, par des collaborateurs inexacts; mais alors c'était le cas de faire un livre contre un livre, et le traité de l'Eucharistie ne méritait pas l'honneur de toutes ces angoisses du parlement de Bordeaux, du pontife de l'occident et du roi de France. C'était l'auteur, c'était le rang que lui donnait son mérite, qui commandait ces angoisses, et nous nous plaisons à faire remarquer ces hommages si extraordinaires.

Mornay alla se consoler, dans le sein de sa famille, des échecs d'une controverse si ridicule. Son roi, qui était toujours bon quand il était lui-même, offrit de lui rendre ses bonnes graces, à condition qu'il désavouerait son traité ; loin de s'y prêter, l'auteur affermit mieux ses principes, dans une relation qu'il publia de cette fameuse conférence. C'était devant le public qu'il attendait ses adversaires. L'évêque d'Evreux choisit, dans l'église de Notre-Dame, un autre public, pour lui répondre, ou plutôt pour parler de ses propres triomphes. Le lendemain de son discours, la foudre brisa sa chaire! Il répéta le même sermon dans l'église de Saint-Germain-l'Auxerrois ; le lendemain la foudre fondit le clocher de

cette église! Certes, nous sommes loin d'attribuer ces événemens à la sollicitude du ciel pour la cause de *Mornay*, et cet aveu, de notre part, n'est pas une forme oratoire, il est un simple aveu; mais, au dix-septième siècle, on en jugeait autrement, et catholiques et protestans furent également frappés des effets d'un *tel hasard*. « On ne voulut plus prêter de temple à l'évêque pour y prêcher (1). »

A partir de l'an 1600, *Mornay* mena, dans son gouvernement de Saumur, la vie d'un sage en retraite. Il suivait encore les affaires, on le consultait quelquefois, on le vénéra toujours. Mais celui qui, par son épée, sa plume, ses conseils, son rang et son influence, avait presque mérité le titre qu'on lui donnait par sobriquet, de *Pape des protestans*, ne pouvait guères paraître dans une cour si éminemment catholique.

Ses premiers loisirs furent consacrés au perfectionnement du livre qui les lui avait valus; il en revit les passages inculpés; il le soumit au synode des églises de France, et aux théologiens de Genève. C'était pour le rendre *inattaquable*. L'évêque d'Evreux, ayant publié aussi une relation de la fameuse conférence, il fallut y répondre et même en redresser quelques erreurs, que la

(1) Vie de Mornay, page 277.

qualité épiscopale de l'auteur aurait dû en bannir. Le fanatisme, si rare de nos jours, et si commun au seizième et au dix-septième siècle, avait pris des mesures pour faire taire le *pape des protestans*. Un moine, qui avait servi, en Italie, des personnages de haute dignité et qui devait faire, par forme de pénitence, quelqu'acte signalé, avait résolu de tuer *Mornay*, le *plus grand ennemi de sa religion*. Cet assassinat devait s'accomplir le 13 janvier 1602, à Saumur même et pendant le service. Cependant un complice de l'assassin se trahit par le trouble que lui causa la vue de la victime; le crime se découvrit, le magistrat fit justice du coupable; Henri et Elisabeth honorèrent le trône et eux-mêmes, par l'indignation qu'ils témoignèrent en apprenant cette nouvelle.

Mornay brûlait d'impatience de se montrer reconnaissant. L'occasion se trouva. Le synode de Gap, qui se tint, en 1603, et qui approuva l'édition corrigée du livre de l'Eucharistie, inséra, dans sa profession de foi, cette idée si singulière, que le chef de l'église romaine était l'*Ante-Christ* (1). Henri, qui avait besoin des bonnes dispositions de Clément VIII, fut alarmé de cette circonstance; il s'en montra même choqué, quoi-

(1) Voyez ci-dessus, page 74.

qu'il eût sucé cette opinion avec le lait maternel. C'était, à ses yeux même, chose d'autant plus difcile à supprimer. Cependant rien n'était impossible à la prudence et à l'ascendant de *Mornay;* il s'adressa à cet ancien ami, et bientôt il fut arrêté, par les églises, que l'article contesté ne serait pas imprimé dans leurs livres répandus en France.

A cette époque, Henri eut l'idée de rapprocher de lui et des affaires, son ancien diplomate; il voulut le charger d'une mission en Angleterre; mais *Mornay* était sur le point de rendre public son ouvrage, qu'il regardait comme un rempart éternel contre le catholicisme; il eut été obligé de le sacrifier; il préféra un autre sacrifice, demeura dans l'obscurité de Saumur et publia son livre. Les citations y étaient indiquées, cette fois, avec exactitude; et, si les anciens biographes de *Mornay* sont bien informés, Henri ne put s'empêcher de montrer quelqu'humeur à l'évêque d'Evreux qui, depuis si long-temps, en promettait en vain la réfutation. « *Vous étiez perdu d'honneur,* lui dit-il, *sans mon autorité et votre haut-crier* (1). L'évêque promit de nouveau, et ne tint jamais sa parole.

---

(1) Vie de Mornay, page 300.

au Conseil d'Etat ni au Conseil privé; il ne put néanmoins se défendre du soin de plusieurs affaires. Ce qu'il y eut pour lui de plus facile ce fut de rendre ses comptes; il ne lui fut difficile que d'obtenir les restitutions que lui devait le roi de Navarre.

A son départ de la cour, ce prince le chargea de recommander une grande sagesse aux réformés, vu qu'ils ne pourraient rien faire dont il ne fût informé sur-le-champ. Cette considération donna lieu, de la part de *Mornay*, à une réponse éternellement remarquable : *Nous ne craignons point*, dit-il au roi, *que vous sachiez ce que nous faisons, mais bien ce que nous ne faisons pas.* En effet c'est bien moins dans les faits que dans les préventions, que se puisent souvent les rapports adressés aux souverains.

La reine ayant montré également une grande confiance à *Mornay*, ayant même reçu de lui des conseils, pour un malheur que ce loyal serviteur prévoyait sans cesse, et qui n'arriva que trop tôt, il pouvait rentrer dans les faveurs; mais il avait payé sa dette à l'état, il préféra désormais les intérêts de son église à tous les autres. A peine revenu dans son gouvernement, il commença l'histoire de l'accroissement successif de la puissance pontificale, et il acheva, dans l'espace de

neuf mois, un ouvrage dont le seul tort est peut-être dans son titre. *Mornay*, d'ailleurs si scrupuleux observateur des convenances, lui donna celui de *Mystères d'iniquités*, que devait lui interdire, non-seulement sa position sociale, mais encore sa qualité d'historien. Cette faute, si digne d'être remarquée dans la vie d'un homme qui combattit toujours les passions et les préjugés avec tant de sagesse, fut aussi le plus grand obstacle qu'il opposa lui-même au succès légitime de son travail; il était moins fait pour les protestans que pour les catholiques; or ces derniers ne pouvaient rechercher décemment un écrit, dont la seule annonce blessait leur délicatesse. Si toutefois je croyais que cette faute dût être palliée, les mœurs et l'histoire du temps me fourniraient des moyens que je puis dédaigner. Ce n'est point pour avoir fait comme son siècle, que je signale *Mornay;* s'il ne lui eût été supérieur, je n'en parlerais pas. Le titre de son ouvrage fut une chute réelle.

Il s'en releva par le projet dont il s'occupa, avec le ministre d'Angleterre, de réunir, en une seule église, les différentes communions protestantes, dont la séparation n'est nullement chose aussi secondaire, que voudraient nous le faire croire, dans notre sein, quelques personnes cap-

tives de leurs vues locales. Sans doute cette unité symétrique et compassée, que nous voyons préconisée par une église rivale qui voudrait nous ramener au *quinzième* siècle, et que nous désirerions replacer au *premier*, a le grave inconvénient de l'*impossibilité;* mais l'isolement a des inconvéniens aussi, et puissions-nous jamais en être convaincus plus que nous ne le sommes! *Mornay*, en homme d'état, redoutait toute division dans son église. Tout en travaillant à la réunion générale, il apprit les troubles qu'Arminius causait en Hollande : il engagea aussitôt les églises françaises à députer auprès de lui, pour le conjurer de ne pas augmenter le nombre des schismes; il eut été à désirer que, d'un côté, la cour, moins ombrageuse, eût consenti à cette ambassade de paix, et que, de l'autre, les protestans, plus clairvoyans et plus zélés, eussent mieux secondé les intentions de leur défenseur.

Mornay eut plus d'influence sur eux lorsque le malheur, dont la seule idée le troublait depuis si long-temps, fut enfin arrivé; lorsqu'en 1610, un assassin eut ravi Henri IV à l'amour de la France. Ce moment pouvait devenir celui d'une effervescence funeste dans les deux partis religieux. *Mornay*, dans sa dernière entrevue avec la reine, l'avait priée de préserver les protestans de persécu-

tion, et, à ce prix, il s'était engagé à les maintenir tranquilles. Il s'acquitta de ce devoir à la satisfaction de Marie de Médicis et du jeune Louis XIII, qui le consultèrent d'abord sur les intérêts du royaume. Cependant cette bienveillance d'avènement ne fut pas de longue durée. Par le revers de Sully, la nouvelle cour manifesta bientôt ses sentimens envers les protestans; elle se trahit bien plus encore à l'occasion du synode général, tenu à Saumur, en 1611, sous la présidence de *Mornay*. Elle fit cent difficultés sur la rédaction des cahiers de cette assemblée; elle en fit d'autres sur le choix des députés qui devaient se rendre auprès d'elle; elle ne donna que des réponses vagues sur les cahiers; elle ne tint aucun compte des promesses qu'elle fit aux députés. Une conduite aussi déloyale dut exaspérer tous les protestans; cependant, lorsque le prince de Condé, dont l'ambition était contrariée par la cour, entraîna dans la révolte quelques grands qui partageaient ses intérêts, il essaya vainement de profiter du mécontentement des églises, pour les rattacher à son parti; il fit solliciter vainement l'assistance du respectable *Mornay*, par ses meilleurs amis. Le fidèle gouverneur de Saumur et son gendre, Villarnoul, député protestant à la cour, réunirent leurs efforts pour empêcher leurs frères de foi « *de souiller la sainte*

cause de la liberté religieuse, par des intérêts purement civils. » *Mornay* adressa des lettres aux églises les plus éloignées, afin de les contenir dans leur devoir. Ce n'est pas qu'il ne sentît les avantages qu'aurait eu un armement dans cette crise, mais il aima mieux devoir la tranquillité des églises à leur loyauté, et c'était là un principe à professer devant ses amis et ses ennemis. C'est celui-là même que *Mornay* répondit à la reine, lorsqu'elle le fit exhorter à maintenir les protestans dans l'ordre. Il fit plus dans ces troubles, il rappela au devoir les membres les plus influens de cette noblesse, qui fut si factieuse aussi longtemps qu'elle fut trop puissante, et qui ne fut plus que volage lorsqu'elle ne posséda plus que l'opulence. L'accommodement de 1614 fut, en grande partie, l'ouvrage de *Mornay ;* Marie de Médicis et le jeune roi le lui témoignèrent, et la première lui montra une véritable reconnaissance, pendant plusieurs jours qu'elle passa à Saumur.

Le zèle de *Mornay* ne fut suspect qu'à ceux qu'il sauvait. Dans les temps où tout est passion et parti, il n'y a plus ni sagesse, ni modération; chacun sent qu'il se compromet: il veut que tous se compromettent au même degré. La conduite de *Mornay*, toujours sage et calme, fut bientôt blâmée ; chose bizarre, les partis demandent les

places, et ceux d'un parti qui n'en ont point, en veulent à celui qui conserve la place la moins importante. Les protestans se plaignaient d'être éloignés de toute influence, et *Mornay*, qui en conservait un peu, leur devint suspect; dès-lors leur position fut désespérée. Le synode de Grenoble fut le premier fruit de leur politique nouvelle. Il accueillit presqu'à l'unanimité les propositions captieuses de Condé; il méprisa les conseils de *Mornay*, comme ceux de la timidité et du calcul. Transférée à Nîmes, cette imprudente assemblée s'allia avec Condé, au moment même où sa fidélité eût eu le plus grand mérite; elle se précipita dans une révolte insensée, qui fournit aux ennemis du protestantisme les prétextes les plus spécieux pour en tramer la ruine. Mais vainement elle essaya d'entraîner *Mornay*; vainement les Rohan, les La Trémouille, les premiers noms de France, tentèrent-ils de le séduire: il repoussa les flatteries des uns et pardonna les calomnies des autres, et ce fut *Mornay*, calomnié par les auteurs de ces mouvemens factieux, qui les réconcilia, ainsi que leurs victimes, avec la souveraineté! Ce n'est pas dire qu'ils lui en eurent de la reconnaissance : on se croit toujours quitte avec les hommes sages.

C'est une chose si étrange de voir une cour

plus sensible au mérite qu'un synode, qu'elle vaut la peine d'en fournir la preuve. En effet, des personnes qui tenaient un rang distingué auprès du roi, montrèrent à *Mornay* une flatteuse déférence, à l'assemblée des notables qui se tint à Rouen, en 1617. Louis XIII voulut même que ses ministres le consultassent sur la direction de cette assemblée ; et un cardinal, d'ailleurs plein de zèle pour son église, rendit d'éclatans hommages aux lumières du *pape des protestans*. *Mornay* ne voulut cependant tirer pour lui aucun parti de cette bienveillance ; il se borna à présenter au roi un mémoire, où il cherchait à effacer les mauvaises impressions qu'avait fait naître la dernière conduite des églises.

Modèle de cette fidélité aux intérêts du royaume, qui est la véritable fidélité au roi, *Mornay* ne dévia jamais de ses principes. Lorsque Marie de Médicis, qui s'était habituée aux affaires, sous la minorité de son fils, s'enfuit de la cour dès qu'elle se vit éclipsée par les favoris du roi ; lorsqu'elle essaya la révolte avec le duc d'Epernon ; qu'elle chercha des partisans partout où elle supposait des mécontens, et qu'elle proposa à l'assemblée de la Rochelle d'unir leur ressentiment commun : *Mornay* sut prévenir toutes ses démarches. Fidèle au roi, contre des

seigneurs factieux et des synodes turbulens, il couronna sa conduite politique en lui restant fidèle contre la reine-mère.

Dans l'intérêt de la morale publique, on voudrait qu'une récompense éclatante de la monarchie eût répondu au mérite si constant et si pur de *Mornay;* les rois et les peuples s'honorent eux-mêmes, en consacrant ainsi des gloires nationales, comme des modèles à suivre pour les générations à venir. Mais, loin de recueillir, à la fin de ses jours, le prix de ces vertus qui, depuis si long-temps, croissaient avec ses années, *Mornay* partagea le sort de presque tous les hommes vertueux de l'antiquité. Ses derniers jours furent abreuvés de douleurs. On sut l'affliger dans le royaume de Béarn, dans la cause générale des protestans, dans son gouvernement de Saumur, et jusque dans le sanctuaire des plus nobles sentimens qui avaient toujours inspiré sa conduite.

Le royaume de Béarn, où Jeanne d'Albret et son fils avaient établi la réforme avec tant de gloire, où ils avaient appliqué, avec tant de sagesse, les biens des couvens et des abbayes à la dotation des écoles et des églises protestantes, fut tout-à-coup bouleversé par le fils de Henri IV. Dépouillé de ses privilèges, incorporé au royaume de France, assimilé aux provinces que régissait

l'édit de Nantes (1), il ne conserva bientôt plus aucunes des créations de Jeanne, de Henri, de *Mornay*. Les principales églises de la réforme furent données aux catholiques, et, quoiqu'il n'y en eût guères dans le pays, ces derniers reléguèrent les protestans dans les temples des faubourgs. Il est inutile d'ajouter de quelle manière on disposa des biens de ces églises. Si les protestans de toute la France se sentirent d'autant plus frappés de cette mesure, qu'elle coïncidait avec des chicanes perpétuelles sur l'édit de Nantes, aucun d'eux ne put en être affligé plus profondément que *Mornay*, dont on détruisait ainsi l'ouvrage pièce à pièce. Il en était plus qu'affligé; il y voyait le prélude de la ruine des protestans; et d'accord, cette fois, avec l'assemblée de la Rochelle, qui ne voyait plus de salut que les armes à la main, il fit à Saumur les dispositions nécessaires pour se garantir d'une surprise. Cependant, qu'on ne s'y trompe pas, la réforme était décidée à la *défense* et non à l'*attaque*. Le bruit d'une guerre générale de religion s'étant accrédité, *Mornay* essaya aussitôt de faire entendre la voix de la raison, sur un sujet qui en paraissait si peu susceptible, et il développa les inconvéniens d'une entreprise si

(1) En 1620.

folle, dans un mémoire qui circula d'abord en manuscrit, et qu'on imprima bientôt, à Paris, sous le titre de *Discours politique*. *Mornay* y prouva sur-tout que les articles demandés par les protestans, n'étaient pas de nature à être refusés; les deux principaux étaient de voir leurs pasteurs, et les garnisons de leurs places de sûreté, payés par l'état, et de n'être pas astreints à l'expression de *prétendue* réforme. Pouvait-on puiser, dans ces demandes, le sujet d'un armement? N'étaient-elles pas toutes conformes aux édits? Mais c'étaient précisément ces édits dont on ne voulait plus; car le pouvoir regarde facilement comme de simples transactions avec la nécessité, les traités mêmes sur lesquels devraient reposer les droits les plus inviolables. Les places de sûreté étaient le prétexte de cette guerre aux édits. Il faut convenir qu'il eut mieux valu, pour la réforme, d'avoir pour garants les principes et la bonne foi. Aujourd'hui, en matière de religion, un principe de droit public vaut des armées, parce que les gouvernemens ont pour arbitre l'Europe entière; mais, dans l'état social du seizième siècle, il eut été aussi téméraire, de la part des protestans, de ne point avoir de places fortes, qu'il serait absurde d'en vouloir au dix-neuvième siècle. Et c'est là ce que ne veulent pas com-

prendre la plupart de nos historiens. Aussi n'écrivons-nous l'histoire, en France, qu'avec les idées du jour, et tout, dans nos ouvrages, porte constamment l'empreinte de nos opinions du moment. Si la cour ou la dynastie régnante eût été assez forte pour protéger les protestans contre le reste de la ligue, nul doute qu'ils n'eussent restitué les places; mais cette garantie n'étant pas là, pouvaient-ils renoncer aux moyens uniques de sauver leur existence? En joignant la ruse à la violence, pour ôter aux protestans tout ce que leur donnaient les édits, et toute confiance dans l'avenir, on parvint assez vîte à les placer où l'on voulait: on les mit dans la révolte, et l'on put prendre les armes. Les provinces méridionales furent remplies de troupes, et les plaintes cessèrent avec l'espérance. *Mornay* fut blessé profondément par ces violences; mais sa fidélité envers le souverain fut encore plus grande que sa douleur. Les seigneurs qui dominaient à la Rochelle, les Soubise et les Rohan, le maltraitèrent ainsi que son gendre, comme des *protestans tièdes;* cependant leur fidélité fut inébranlable, et ce fut ce moment que l'on choisit pour porter au cœur de *Mornay* la dernière plaie; on lui extorqua la place de Saumur qu'il tenait par édit, et dans laquelle il rendait encore plus de ser-

vices à la dynastie des Bourbons qu'à son église! Et les courtisans de Louis XIII profanèrent la majesté royale, jusqu'à lui faire jouer un rôle dans une aussi vile intrigue. Louis, Lesdiguières et le connétable vinrent inopinément s'installer à Saumur; on garda les clefs de la ville présentées par le loyal gouverneur; on logea le roi dans les appartemens de ce dernier : après ces mesures, on offrit de l'argent à *Mornay* pour lui faire céder la place. Ce grand homme répondit, qu'il n'avait jamais voulu amasser de l'argent, sans quoi il aurait des millions; qu'il ne marchandait pas avec son roi, *étant, de tout temps, en possession de lui rendre toute obéissance.* Et l'on ne sut pas comprendre un tel langage, et les courtisans ne trouvèrent qu'une ruse pour y répondre! Ils firent signer à *Mornay* un traité par lequel il cédait au roi, pour *trois mois*, la ville et le château de Saumur, *sur promesse formelle du roi, de les lui restituer au terme fixé* (1). *Mornay* avait signé avec une confiance telle, qu'il eût regardé comme un sacrilège de douter de la parole de Louis XIII;

(1) La patente royale portait expressément ces mots : *Et encore a donné* (S. M.) *sa parole royale audit sieur du Plessis, de sa propre bouche, qu'elle lui perpétue et perpétuera le gouvernement de ladite place..... et advenant son décès, promet la même chose au sieur de Villarnoul, son gendre.*

il se retira, *pour trois mois*, dans son château de Forêt-sur-Sèvres, en conservant tous ses gardes. A l'expiration du terme stipulé, il écrivit au roi pour rentrer dans ses fonctions; mais ceux qui avaient résolu de sacrifier l'honneur du jeune monarque, continuèrent à se jouer de la bonne foi d'un vieillard; *Mornay* reçut une réponse polie, mais évasive, et bientôt on n'opposa plus, à ses justes réclamations, que des répliques sèches et orgueilleuses. *Mornay* avait encore peine à croire qu'un roi de France eût recouru à la ruse, quand il n'avait eu qu'un mot à dire à son plus fidèle serviteur. Plein de cette idée, il fit une dernière tentative, l'an 1622. Il exposa au roi, dans un mémoire où respire toute la candeur de la vieillesse la plus pure, ses longs et loyaux services; il le conjura de respecter sa propre mémoire, en remplissant sa parole. Il adressa les mêmes observations au connétable de Luynes et au maréchal Lesdiguières, qui lui avaient également engagé leur honneur : tout fut inutile, et *Mornay* se trouva dès-lors rangé tout-à-fait dans la série de ces grands hommes qui ne trouvent justice qu'auprès de la postérité. Il allait secouer la poussière de ses pieds sur son ingrate patrie; il avait déjà rédigé cette lettre touchante, dans laquelle il demandait au roi la per-

mission de sortir de France, en emportant les ossemens de ses pères, et dans laquelle il se traçait lui-même une si douloureuse épitaphe; heureusement pour l'honneur de notre patrie, les amis de *Mornay* surent empêcher ce funeste événement (1).

En rentrant dans la vie privée, *Mornay* ne put pas même obtenir les débris qui lui restaient d'une fortune dissipée généreusement au service d'Henri IV. Il avait employé des sommes considérables à fortifier Saumur, à y placer quelques pièces d'artillerie qu'il avait même été dans le cas de prêter au roi; il n'avait pu jadis faire face aux affaires du Béarnais, sans emprunter en son propre nom; et, cependant, loin de payer ces dettes, de récompenser ces vertus, on ne lui rendit pas la valeur de ce qu'il laissait dans Saumur (2). Il y a

(1) Il disait dans cette lettre : Peut-être, Sire, se trouvera-t-il quelqu'un qui gravera sur ma tombe cette misérable épitaphe : *Ci-gît qui, âgé de soixante-treize ans, après en avoir employé, sans reproche, quarante-six au service de deux grands rois, fut contraint, pour avoir fait son devoir, de chercher son sépulcre hors de sa patrie.*

(2) On lui donna 20,000 fr. pour canons, poudres, provisions et matériel de toute espèce. Un écrivain de nos jours résume en ces mots tous ces procédés qui dépouillèrent le gouverneur de Saumur : *Il fut expulsé adroitement.* C'est escamoter l'histoire.

plus, ses pensions pour quarante-six ans de service, étaient fixées à 20,000 livres; on les cessa, en lui donnant 80,000 francs une fois payés : cela ne suffisait pas pour acquitter ses dettes ; aussi aurait-il rejeté la somme, si elle n'eût appartenu plus à ses créanciers qu'à lui.

Mornay n'eut à supporter, que pendant un an, des injustices qui peut-être abrégèrent ses jours. Le 11 novembre 1623, il mourut dans les bras des siens, en conservant toutes ses facultés jusqu'au dernier soupir; en bénissant ses parens, ses amis, l'église et l'académie de Saumur; en s'exhortant lui-même, par les plus beaux passages des saintes écritures et des philosophes anciens, qu'il cita dans le texte original. C'est ainsi qu'il termina une vie passée au service de son Dieu, de son pays et de son roi. Ses derniers momens ont été retracés par Daillé, qui en fut le témoin; il ne peut exister dans aucune langue, des pages plus édifiantes que cette relation.

Daillé était protestant; un autre contemporain de *Mornay,* d'une autre église, en fait un plus bel éloge encore. Le père Péréfixe dit, dans la vie de Henri IV, *qu'on ne pouvait rien reprocher à Mornay, sinon qu'il était protestant;* or, un homme à qui l'on ne peut reprocher que d'être né dans telle église chrétienne, est un homme

IRRÉPROCHABLE. L'auteur de la Henriade n'a rien dit de plus que Péréfixe, dans ces beaux vers sur *Mornay :*

Censeur des courtisans, mais à la cour aimé ;
Fier ennemi de Rome, et de Rome estimé.

Le fils unique de *Mornay* étant mort, ainsi que nous l'avons dit, sans laisser de postérité, ce beau nom se perdit dans notre histoire. Ses trois filles, Marthe, Elisabeth et Anne, furent mariées à MM. de Villarnoul, de Fontenay et de la Tabarière. Le fils aîné de madame de Villarnoul porta le nom de Jaucourt. C'est sous ce nom que, depuis deux siècles, nous avons souvent retrouvé les vertus de *Mornay*.

MATTER.

FRANÇOIS DE LA NOUE,

dit BRAS-DE-FER.

PENDANT les troubles qui déchirèrent la France, dans la dernière moitié du seizième siècle, la corruption ne fut pas si universelle, qu'il ne se rencontrât, sur-tout parmi les protestans, des hommes d'une sagesse et d'une vertu à toute épreuve. Il y en eut plusieurs qui, à la cour dissolue de Médicis, surent conserver des mœurs pures; qui, au milieu de la guerre civile, s'efforcèrent constamment de concilier les intérêts de l'état avec ceux de leur parti; qui, dans les temps où les Montluc et les Des Adrets se faisaient un mérite de leurs atrocités, furent toujours humains et généreux; et qui, chose plus difficile encore, lorsque la tolérance passait pour un crime aux yeux du vulgaire, surent se préserver du fanatisme et des crimes qu'il inspire.

Parmi ces hommes, vertueux lorsque la vertu était si difficile, brille au premier rang, *François de La Noue*, surnommé le *Bras-de-Fer*. Guer-

Lanoue

Vigneron. *Lith. de Pemmner*

THE NEW YORK
PUBLIC LIBRARY
ASTOR, LENOX AND
TILDEN FOUNDATIONS

rier généreux, citoyen fidèle au sein de la rebellion, philosophe religieux, écrivain sage et éclairé, et sur-tout protestant véritable, il a mérité une place éminente parmi les protestans les plus justement célèbres.

François de La Noue naquit, en 1531, d'une des familles les plus illustres de la Bretagne. Son éducation fut conforme à sa naissance. Peu de nobles avaient alors sur la *nourriture et institution* des enfans des vues aussi sages que le père de Montaigne. Des exercices d'armes et d'équitation, des jeux violens, rarement interrompus par quelques essais de lecture, telle était encore l'unique occupation de la jeune noblesse bretonne; et celui qui devait un jour s'illustrer, autant par ses écrits que par ses exploits, n'apprit, dans sa première jeunesse, qu'à combattre. Heureusement les hommes échappent rarement à leur génie. Placé comme page à la cour de Henri II, le jeune *La Noue* s'appliqua de lui-même à réparer ce qui avait été négligé dans sa première éducation. Il se traça un plan d'études, qui embrassait la tactique et les historiens de l'antiquité, et le remplit avec persévérance et succès. Il se familiarisa sur-tout avec les grands hommes de Plutarque, qu'Amyot naturalisait alors en France. Il fixa de bonne heure l'attention du roi Henri II,

et accompagna ce prince en Picardie et en Flandre. Il alla faire ensuite ses premières armes en Italie. Il donna, très-jeune encore, des preuves de sa bravoure, en servant en Piémont, sous le maréchal de Brissac; il en donna également de cette délicatesse, qu'un écrivain appelle si bien la sagacité du cœur, et que *La Noue* montra toute sa vie. Son père venait de mourir; sa mère, livrée à la passion du jeu, allait dissiper sa fortune; Henri II lui en ôta l'administration. *La Noue*, de retour d'Italie, se jeta aux pieds du monarque, demanda et obtint la levée de cette flétrissante interdiction. Sa mère, plus touchée de cette marque de respect filial, que corrigée par les mesures du prince, surmonta sa passion et cessa de jouer. Elle ne survécut pas long-temps à ce généreux effort. Privé de ses parens, *La Noue* alla se fixer en Bretagne et administra lui-même sa fortune qui était considérable.

Ce fut à cette époque que d'Andelot, frère de Coligny, ayant épousé une riche héritière de cette province, vint y faire quelque séjour. Il en profita pour faire de nouveaux partisans aux principes de la réforme qu'il avait embrassés. Dans cette intention, il s'était fait accompagner par Gaspar Cormel, prédicateur éloquent et austère. D'Andelot sentit combien serait importante

la conversion au protestantisme, d'un homme du talent et de la considération de *La Noue :* il fit tous ses efforts pour le gagner, et réussit. *La Noue* était naturellement religieux ; la lecture des anciens avait vivement excité toutes ses facultés morales et intellectuelles. La doctrine vulgaire, sur-tout telle qu'on l'enseignait alors à la jeunesse, ne pouvait satisfaire un homme aussi éclairé et aussi moral que lui. Il avait été d'ailleurs choqué de la corruption qui régnait à la cour, et des abus qui défiguraient l'église. Les discussions religieuses avaient porté son attention sur les réformés ; leur morale sévère leur valut son estime ; leur doctrine lui parut plus vraie que la catholique : il l'embrassa sincèrement. Sa conversion ne fut pas politique ; et si dans les efforts que fit d'Andelot pour le gagner, il entra des vues intéressées, *La Noue* ne se rendit qu'à la vérité et à l'éloquence.

Il ne prit aucune part à la conjuration d'Amboise, qui était bien plus destinée à abattre la puissance des Guises, qu'à élever le protestantisme. On le voit même, après cet événement, attaché à cette famille, et désigné par elle pour faire partie du cortège qui reconduisit en Ecosse Marie Stuart, veuve de François II, issue de la maison de Lorraine. Dans ce voyage, il fit con-

naissance avec Brantôme, qui lui a consacré un article intéressant dans les vies des capitaines français.

La Noue se trouvait à Paris en mars 1562, lorsque le massacre de Vassy, impunément exercé sur des protestans désarmés, par les serviteurs du duc de Guise, fit connaître au parti réformé combien il pouvait compter sur la bonne foi de ses ennemis. L'ouvrage du vertueux L'Hôpital, l'édit de janvier, était détruit : la guerre civile, désormais inévitable, ne tarda pas à éclater. L'alarme se répandit rapidement parmi les protestans. Condé, se préparant à la guerre, les appela autour de lui. « Il avertit les églises de France, dit *La Noue* lui-même (1), dont la plupart, imaginant desjà avoir quelque repos asseuré, estoient plus attentives à faire bastir des temples, qu'à penser aux provisions militaires pour se défendre. » Les gentilshommes protestans accoururent de toutes parts, pour se ranger sous les drapeaux de Condé. *La Noue* s'empressa d'autant plus de suivre leur exemple, qu'il croyait pouvoir le faire sans manquer de fidélité au souverain, puisque Médicis, par haine pour les Guises, penchait alors pour les protestans, et en-

(1) Mémoires, ch. 1.

tretenait des intelligences avec leurs chefs, pour faire tomber le roi entre leurs mains. Il assista à la bataille de Dreux, où Condé fut pris, et dirigea avec Coligny la retraite de l'armée battue.

La paix faite à Amboise, le 19 mars 1563, permit à *La Noue* de rentrer dans ses foyers. Il y resta, livré à l'étude et à la culture de ses terres, jusqu'en 1567, où la reprise des hostilités l'appela de nouveau aux armes. Il accepta la mission d'aller prendre possession d'Orléans, et réussit à s'emparer de cette ville importante. Après l'avoir assurée à son parti, il parcourut les provinces du nord et de l'ouest, déployant la plus grande activité pour lever des troupes, et rejoignit ensuite le prince de Condé, qui était à la veille de livrer la bataille de Saint-Denis (décembre 1567). Après cette action peu décisive, il suivit en Lorraine le prince de Condé, qui conduisit son armée sur les frontières de l'Allemagne, pour opérer sa jonction avec les secours que lui amenait le prince palatin Casimir. Pour payer ces auxiliaires, l'armée protestante fut obligée de se dépouiller elle-même. *La Noue*, qui fut un des premiers à donner l'exemple de ce noble désintéressement, parle, dans ses mémoires, avec admiration de cette libéralité volontaire qui « fut si générale, que jusques aux goujats des soldats, chacun donna

de manière qu'à la fin on réputoit à déshonneur d'avoir peu contribué (1). »

Cependant la paix de Longjumeau en mars 1568 vint ajourner pour quelque temps la grande querelle qui s'agitait. Elle fut de courte durée, parce que les mêmes passions subsistaient toujours dans toute leur force. *La Noue* se fut à peine retiré dans ses terres en Bretagne, que Catherine de Médicis, ayant tenté de faire arrêter le prince de Condé, la guerre civile recommença. *La Noue*, réuni à d'Andelot, se mit aussitôt en campagne pour aller rejoindre le chef de son parti. Il fallut traverser la Loire, occupée par les catholiques, et ce ne fut qu'à travers les plus grands périls, qu'ils parvinrent à joindre ce prince.

A la bataille de Jarnac, où le prince de Condé fut tué par Montesquiou, *La Noue*, quoique malade, disputa long-temps encore la victoire, en faisant des prodiges de valeur, jusqu'à ce que, cédant au nombre, il tomba au pouvoir des ennemis. Remis en liberté, il fit avec l'amiral de Coligny le siège de Poitiers, et commanda sous lui à la bataille de Montcontour, en octobre 1569. Il fut pris de nouveau après les plus glorieux efforts, et ne dut la vie qu'à l'intérêt que montra pour lui

(1) Voyez Mémoires de *La Noue*, ch. xv.

le duc d'Anjou. C'est dans cette seconde captivité qu'éclata sur-tout l'estime que les deux partis avaient pour *La Noue,* et cette profonde délicatesse, cette moralité supérieure dont il donna tant de preuves. Coligny, qui connaissait tout le prix de ce noble guerrier, fit proposer à la cour de l'échanger contre Strozzi, seigneur distingué et parent de Médicis, qu'il tenait en son pouvoir. Le cardinal de Lorraine s'opposa vivement à cet échange, en disant qu'il *y avait plusieurs Strozzi en France, tandis que les protestans n'avaient qu'un seul La Noue.* Le conseil céda cependant au vœu de la reine; mais *La Noue* ayant appris que Strozzi était dangereusement malade à la Rochelle, et qu'il ne pouvait être transporté sans le plus grand péril, attendit la convalescence de cet officier, *aimant mieux,* comme il l'écrivait à ses amis, qui le pressaient de revenir, *demeurer en prison, que de hazarder la vie d'un brave cavalier.* De retour au milieu des protestans, il prit le commandement des provinces de Poitou, d'Aunis et de Guyenne.

La guerre, que les deux partis continuèrent, dans ces trois provinces, avec un égal acharnement, ne conduisit pas à des résultats décisifs. *La Noue,* cependant, eut fréquemment occasion de faire éclater son habileté et sa bravoure. La

victoire couronna plus d'une fois ses efforts. Il réunit constamment à l'ardeur des combats, le désintéressement le plus pur et l'humanité la plus généreuse, à toutes les vertus du guerrier, toutes les vertus de l'homme et du citoyen. Il sut maintenir parmi ses troupes la plus exacte discipline, et se montra partout le protecteur des femmes, des enfans, des vieillards et de la population désarmée. Non content de préserver le pays du pillage, il payait scrupuleusement tout ce dont il avait besoin, et porta la délicatesse à cet égard si loin, que lorsque la maison où il logeait momentanément était abandonnée par ses maîtres, il avait l'habitude de mettre, en lieu sûr, l'indemnité qui leur était due. « Ainsi *La Noue*, dit, en citant ces traits, un historien catholique (1), faisait en quelque sorte revivre, au milieu des horreurs de la guerre civile la plus cruelle, l'humanité, la douceur et le noble désintéressement qui avaient autrefois mis Bayard au premier rang des chevaliers. »

C'est dans la dernière campagne de cette troisième guerre, au siège de Fontenay-le-Comte, en 1570, qu'un coup d'arquebuse lui ayant fra-

(1) M. Petitot, dans sa notice sur François *de La Noue*, en tête de la nouvelle édition de ses mémoires, p. 93.

cassé le bras gauche, il fut obligé de se le faire amputer. Il ne consentit qu'avec peine à cette cruelle opération, qui semblait devoir le rendre inhabile aux combats, et ne s'y soumit que sur les vives instances de ses amis et de Jeanne d'Albret, reine de Navarre, qui se trouvait alors à la Rochelle, et qui lui témoigna le plus tendre intérêt. Telle était l'estime de cette princesse pour ce noble guerrier, qu'elle osa lui tenir le bras, pendant qu'on en faisait l'amputation. Un bras de fer, substitué au membre enlevé, fit donner à *La Noue* le surnom qu'il porte dans l'histoire.

Cependant au mois d'août 1570 une paix, plus cruelle que la guerre, mit fin à des combats qui ne décidaient pas la querelle, et la cour résolut de recourir à des moyens plus efficaces. Pour mieux cacher ses perfides desseins, Charles IX feignit d'accueillir le conseil de Coligny, qui, brûlant de laver dans le sang espagnol, l'épée qu'il avait trempée malgré lui dans le sang français, pressait ce prince de secourir les Pays-Bas. *La Noue*, après avoir surveillé, en qualité de commissaire de son parti, l'exécution du dernier traité, trop plein de candeur lui-même pour douter de la sincérité des promesses royales, partit avec Louis de Nassau pour la Belgique, où bientôt la prise de Valenciennes et de Mons couronna leurs efforts réunis.

Cependant un horrible attentat ensanglanta le sol de la France. *La Noue*, assiégé dans Mons par le duc d'Albe, fut obligé de capituler. N'osant encore retourner dans sa patrie, il chercha dans le camp des Espagnols un refuge contre la perfidie d'une cour parjure. Le duc de Longueville, gouverneur de Picardie, ayant appris le lieu de sa retraite, prit sur lui de l'appeler auprès de sa personne, et de lui accorder un asile.

Tel était l'attachement de *La Noue* pour son souverain, que même après le massacre de la Saint-Barthélemy, il était encore prêt à le servir. La tribu proscrite, rentrée dans toute l'indépendance de la nature, puisque le souverain lui-même, soit qu'il eût en effet présidé à la destruction des protestans, soit qu'il en eût seulement été le complice, les avait déchargés de toutes leurs obligations envers lui, avait repris les armes. L'infame coup d'état auquel on avait eu recours, loin d'être une *rigueur salutaire*, en diminuant le nombre des réformés, avait ajouté à leurs forces : au zèle religieux s'étaient joints la soif de la vengeance et le courage du désespoir. Les Rochellois sur-tout avaient rompu hautement les liens qui les attachaient à l'état. Leur vigoureuse résistance engagea le conseil de Charles IX à se servir des voies de la négociation, pour les rame-

ner à l'obéissance. On jeta les yeux sur *La Noue*, pour le charger de cette entreprise difficile. Toujours loyal et confiant, malgré de trop justes motifs de méfiance, il se rendit secrètement à Paris, et après un entretien avec le roi lui-même, soit qu'on eût réussi à lui persuader que le massacre, loin d'avoir été prémédité de longue main et de concert avec le prince, avait été l'ouvrage du hasard et un éclat soudain et imprévu du fanatisme d'un parti, soit qu'il fût convaincu du repentir de Charles, *La Noue* céda à ses instances, et partit pour apporter aux Rochellois des paroles de paix, et pour les engager à se soumettre, en leur offrant toutes les garanties que des sujets tant de fois trompés pouvaient exiger d'une cour immorale et parjure.

Il fallait toute la réputation de loyauté et de bonne foi que *La Noue* s'était acquise, pour être chargé d'une telle mission, et il fallait cette réunion si rare de dévouement aux intérêts de l'état et de fidélité à son parti pour l'accepter. *La Noue*, depuis la mort de Coligny, était le général le plus expérimenté des protestans ; il était le chef sur lequel ils comptaient le plus. Malgré la haute estime qu'ils avaient pour son caractère, ils le reçurent d'abord avec méfiance, et rejetèrent ses propositions avec indignation : ils ne

pouvaient se persuader que trois mois seulement après le massacre général, la cour pût de bonne foi songer à se réconcilier avec eux, et que celui de leurs chefs qui avait consenti à se charger d'une telle négociation, ne fût pas ou traître à leur cause, ou la dupe de démonstrations perfides et de promesses illusoires.

Dans la première entrevue que *La Noue* eut avec les députés de la Rochelle, dans un lieu nommé Tadon, aux environs de cette ville, quand il leur eut exposé le sujet de sa mission : « On nous avait fait espérer, lui dit l'un d'entre eux, de rencontrer M. *de La Noue*, mais on nous a trompés : nous allons en rendre compte à ceux qui nous ont envoyés. » — Quoi, ne me reconnaissez-vous plus? demanda *La Noue*; avez-vous sitôt perdu le souvenir de tant de choses que nous avons faites ensemble, pour notre commune conservation? — Nous nous souvenons fort bien, répondit le député, qu'il y a quelques années, un M. *de La Noue* a fait de belles et grandes actions, pour la défense de l'Évangile, et nous en garderons la mémoire. Quant à vous, nous ne vous reconnaissons point pour ce seigneur : nous voyons bien en vous quelque air de son visage et de la stature de son corps; mais nous ne retrouvons pas dans votre langage les

conseils qui nous ont été autrefois si salutaires. M. *de La Noue* s'est-il laissé corrompre par la cour, au point de nous engager à nous livrer aux persécuteurs de la vérité, aux massacreurs de nos frères? »

Néanmoins les soupçons bien excusables que les Rochellois avaient conçus contre *La Noue*, se dissipèrent par degrés. Bientôt il reparut à leurs yeux, ce même *La Noue* qui avait si souvent combattu pour leur cause : ils lui rendirent toute leur confiance : après plusieurs négociations infructueuses, ils lui firent parvenir une délibération définitive, dans laquelle, après avoir rendu une pleine justice au loyal compagnon de Condé et de Coligny, et après avoir déclaré qu'ils ne consentiraient à traiter de la paix, que de l'aveu et avec l'assentiment des autres églises de France; ils lui firent trois propositions entre lesquelles il pouvait choisir. Ils lui offraient de le recevoir dans leur ville, soit comme gouverneur au nom du roi, soit comme simple particulier, et s'il prenait ce dernier parti, de fournir à son entretien aux frais du public; ou s'il ne voulait accepter ni l'une ni l'autre de ces conditions, ils s'engageaient à le tirer de la position équivoque où sa vertu seule l'avait placé, en lui fournissant les moyens de se transporter en Angleterre.

Les deux dernières propositions ne pouvaient guères être prises en considération par *La Noue*, aussi zélé protestant que bon français. L'acceptation de l'une ou de l'autre l'eût fait trahir à la fois les intérêts de son roi et ceux de sa religion, puisqu'elle l'eût rendu inutile à tous deux. Il accepta donc le commandement de la Rochelle, bien qu'il ne se dissimulât point les difficultés et les dangers de la position délicate dans laquelle il allait se placer : ce n'était qu'ainsi qu'il pouvait servir en même temps ses amis et sa patrie.

On vit donc le même homme, tout ensemble gouverneur d'une ville insurgée et sujet fidèle à son prince, s'efforçant de bonne foi de remplir tous les devoirs que lui imposait cette double fonction: situation difficile et dont il était presqu'impossible de sortir avec succès, dans la disposition où étaient les esprits. *La Noue* ne prit conseil que de sa conscience. Il résolut de ne rien négliger pour la défense de la Rochelle, et de se servir de toute son influence pour ramener cette ville à l'obéissance du roi.

Il éprouva bientôt combien il était difficile de concilier des intérêts aussi opposés. Avec un peu plus de connaissance des hommes, il se serait épargné les peines sans nombre dont sa vertu fut abreuvée. Il aurait compris d'avance que rien ne

pourrait engager les Rochellois à se remettre à la discrétion d'un gouvernement qui avait, à leur égard, violé tous les sermens, et qui, par ses sanglantes mesures, avait outrepassé jusqu'au pouvoir le plus exorbitant que l'adulation la plus outrée puisse accorder aux rois sur leurs sujets. Vainement *La Noue*, qui faisait sans cesse succéder les négociations aux combats, leur assura-t-il que les vues de la cour, au sujet des protestans, étaient changées; une lettre menaçante, adressée aux Rochellois, par le duc d'Anjou, qui avait également trempé dans les meurtres de la Saint-Barthélemy, et qui, vers le printemps de 1573, venait pour presser le siège de leur ville, détruisit tous les plans de pacification de *La Noue*. Plusieurs succès qu'il remporta sur les troupes royales ne l'empêchèrent pas de continuer de travailler à la paix; mais il trouvait dans le camp des catholiques autant d'obstacles à ses projets de conciliation qu'à la Rochelle.

Excédé enfin par tant de désagrémens, las du double rôle que son devoir même lui faisait jouer, il fit de fréquentes sorties, autant pour obtenir des catholiques des conditions plus favorables, que pour prouver aux siens qu'il ne craignait pas la guerre. Il s'exposa à tous les hasards des combats, dans l'espérance de sortir, par une mort

glorieuse, de la situation pénible où trop de vertu l'avait jeté.

Cependant de nouvelles propositions furent faites par le prince-général ; *La Noue,* dans une conférence orageuse avec les chefs des Rochellois, les pressait vivement de les accepter ; mais le parti de la guerre, secrètement inspiré par Montgommery, qui annonçait sans cesse la prochaine arrivée de secours anglais, l'emporta encore sur ses conseils pacifiques. Au sortir de cette séance, un ministre, peu évangélique, nommé Laplace, dans l'ardeur de son ressentiment contre les ennemis de sa foi, et contre *La Noue* lui-même, qu'il regardait comme leur allié secret, alla jusqu'à injurier publiquement et jusqu'à frapper le commandant pacificateur, et lui fournit, par cette fureur ridicule, l'occasion de donner une nouvelle preuve de sa modération. Au lieu de faire châtier le pasteur belliqueux, il le préserva de toute insulte, le reconduisit chez lui, et en le remettant entre les mains de sa femme, il dit à cette dernière : « Madame, prenez soin de votre mari ; ne le laissez pas sortir de quelque temps, car il a l'esprit égaré. »

Après avoir ainsi épuisé tous les moyens de conciliation, désespérant enfin de réussir dans sa difficile entreprise, contrarié sans cesse par le

parti de Montgommery, *La Noue* quitta la Rochelle et se retira dans le camp du duc d'Anjou, qui le reçut comme le méritait sa noble conduite, et lui permit de rester quelque temps simple spectateur des événemens. Mais bientôt sa vertu fut mise à une nouvelle épreuve. Henri de Navarre et le jeune Condé servaient malgré eux dans l'armée royale : ils méditaient de se réunir aux protestans; le duc d'Alençon, mécontent de la cour, s'était joint à eux. Les trois princes soumirent leur projet à *La Noue*, qui, fidèle à ses principes, ne profita de cette confidence que pour arrêter l'exécution d'un plan mal conçu, et qui n'aurait pu que retarder la pacification à laquelle il travaillait. Enfin, le duc d'Anjou ayant été élu roi de Pologne, il fit offrir, par le moyen de *La Noue*, les conditions les plus avantageuses aux protestans de la Rochelle. Ils acceptèrent, et *La Noue* recueillit ainsi le prix de ses pénibles sacrifices.

Sorti, avec honneur, de la situation la plus délicate où il se fût jamais trouvé, *La Noue* se retira dans ses terres; mais il ne put se reposer long-temps de ses glorieuses fatigues. De nouveaux événemens le rappelèrent bientôt sur le théâtre des grandes affaires. Le jeune prince de Condé s'était remis en liberté, en 1574, et était

allé lever des troupes en Allemagne. *La Noue* apprit en même temps que les conseillers de Charles IX se préparaient, de leur côté, à rompre le dernier traité, et cherchaient à surprendre la Rochelle. Mieux instruit des intentions réelles de la cour, convaincu enfin de l'impossibilité où se trouvaient les protestans de vivre en paix avec leurs ennemis, il se rendit à la Rochelle pour préserver ce boulevard des réformés français, des trahisons dont il était sans cesse environné. Sans commencer une guerre ouverte, il pourvut à la défense de cette ville, rendit sa marine formidable, et mérita la haine des Espagnols, par les courses fréquentes et heureuses qu'il fit faire contre eux.

Pour l'éloigner de la Rochelle, Catherine de Médicis, qui, à la mort de Charles IX, avait pris momentanément les rênes de l'état, lui fit offrir une somme de vingt mille écus, avec une pension annuelle et la conservation de toute sa fortune, s'il voulait se retirer en Angleterre. Henri III, échappé du trône de la Pologne, renouvela cette proposition. Il est inutile d'ajouter que *La Noue* la rejeta.

Cependant les affaires intérieures du royaume se compliquaient toujours davantage. Un troisième parti, sous le nom de *politiques*, s'était

formé sous les auspices de la puissante famille des Montmorency. Le but apparent était de pacifier le pays, en se fortifiant de tout ce qu'il y avait d'hommes raisonnables et modérés dans les deux partis. Le jeune duc d'Alençon, pour être quelque chose, plutôt que par modération, s'était placé à leur tête. *La Noue*, trompé sur ses véritables intentions, se livrant encore une fois à l'espoir de rendre la paix à la France déchirée, se rendit auprès de lui et fut pendant quelque temps son principal conseiller. Il ne tarda pas à être désabusé. Henri de Navarre, ayant enfin réussi à sortir de la captivité, se remit à la tête des protestans, abjura une foi imposée par la force, et recommença la guerre. Le duc d'Alençon, chef éphémère d'un parti qui n'avait point d'appui dans le corps de la nation, fit sa paix avec le roi son frère. La pacification du mois de mai 1576 ne fut qu'une trève de peu de durée.

La ligue, qui venait de naître, ayant forcé Henri III à déclarer la guerre aux protestans, *La Noue* quitta de nouveau sa retraite et alla offrir ses services au roi de Navarre. Il refusa noblement les donations que ce prince voulait lui faire, pour s'attacher un général aussi distingué. Il sut encore se rendre utile à son parti, sans jamais oublier qu'il était français. Dans un moment de

désespoir, quelques chefs des protestans ouvrirent l'avis d'appeler à leur secours les Turcs, et de les recevoir à Aigues-Mortes. *La Noue* s'y opposa, et il n'eut pas de peine à faire rejeter un projet désespéré et peu français, dans un conseil présidé par Henri IV.

Après la convention de Nérac, en 1579, plus favorable aux protestans que la prétendue paix de 1577, *La Noue*, qui venait d'être nommé surintendant de la maison du roi de Navarre, au lieu de profiter de ses loisirs, pour se reposer de tant de travaux, se rendit dans les Pays-Bas; le duc d'Alençon qui avait accepté la souveraineté de ces provinces, l'y envoya pour inspirer plus de confiance aux protestans. Avant de partir, se trouvant fort tard au Louvre, il fut averti que l'ambassadeur espagnol, pour délivrer sa nation d'un ennemi qui lui avait déjà fait tant de mal, et qui allait lui en faire encore, avait aposté des gens qui devaient l'assassiner au moment où il passerait la Seine, pour se rendre à son logis, au faubourg Saint-Germain. Il n'échappa aux embûches de l'espagnol, que par le secours de Brantôme, qui l'accompagna avec tout son monde, et le ramena sain et sauf chez lui. Brantôme, qui fut l'auteur de l'avis donné à *La Noue* du danger qui le menaçait, a consigné, dans ses mémoires, ce

trait qui pour être dans les mœurs du temps, n'en est pas moins dénué de plusieurs des caractères qui constituent la vérité historique (1).

La Noue, heureusement arrivé dans les Pays-Bas, fut reçu avec enthousiasme par les protestans de ces contrées, avec amitié par le prince d'Orange, qui connaissait sa probité et sa bravoure, sa sagesse et son dévouement à la cause du protestantisme et de la liberté. Nommé général de l'armée des Etats, il ne se montra pas au-dessous de l'honneur d'avoir pour adversaire un aussi habile capitaine qu'Alexandre de Parme, qui commandait dès-lors l'armée espagnole. Mais il était dans les destinées de *La Noue* de faire toujours des prodiges de valeur et d'être fait prisonnier. Dans une de ses courses, au mois de juin 1580, s'étant trop imprudemment avancé, avec une faible escorte, aux environs de Lille, il fut surpris par un parti espagnol et obligé de se rendre au marquis de Richebourg, qui le commandait et qui était à la fois son parent et son ennemi.

Pendant cinq ans de captivité, *La Noue* eut à souffrir toutes les rigueurs que le fanatisme et le ressentiment peuvent inspirer à un gouvernement

(1) Voyez Brantôme, Vie des hommes illustres et capitaines français, article de M. *de La Noue.*

vindicatif et cruel. Traîné d'abord de ville en ville par l'ignoble Richebourg, remis ensuite entre les mains du duc de Parme à Mons, il fut emprisonné dans le château de Limbourg. La tour délabrée où il fut enfermé ne recevait qu'une faible lumière par une ouverture, par laquelle pénétraient en même temps la pluie et les vents. Les injures de l'air et le manque absolu de toutes les commodités de la vie n'étaient que peu de chose cependant auprès des souffrances morales qu'il endurait. Il souffrit tous ces maux avec une héroïque constance. Il écrivit à son épouse, Marie de Juré, qu'on le traitait, non comme un gentilhomme pris les armes à la main, non comme le serait même un turc saisi par des chrétiens, mais comme un criminel destiné au dernier supplice. Rarement le gouverneur, naturellement doux et humain, lui permit de se promener sur les remparts du fort où il était détenu. Transféré dans la citadelle de Charlemont, le duc de Parme, qui était généreux toutes les fois que les ordres de Philippe II le lui permettaient, adoucit un peu sa captivité, et travaillait à le faire remettre en liberté, lorsque de nouvelles instructions le firent ramener au cachot sombre et insalubre de Limbourg. Son épouse lui donna, pendant sa captivité, de nombreuses preuves de son dévouement:

elle obtint la permission de venir passer vingt jours avec son mari et d'entretenir avec lui une correspondance suivie.

Cependant il semblait condamné à une prison perpétuelle : ce fut en vain qu'il offrit d'aller servir la maison d'Autriche, pendant quatre ans, contre les Turcs, pour expier le crime d'avoir encouru la haine de Philippe. On poussa la barbarie jusqu'à lui promettre la liberté, s'il voulait se laisser crever les yeux, pour être désormais hors d'état de servir contre l'Espagne. Telle fut la terreur qu'il inspirait à la cour de Madrid, et tels furent les moyens auxquels la politique du Tibère espagnol ne dédaignait pas de descendre.

La Noue, pour qui l'inaction et l'éloignement de sa famille étaient le plus cruel des supplices, fut, pendant quelque temps, assez disposé à se soumettre à cette opération. Heureusement les lettres de sa fidèle épouse réussirent à lui inspirer plus de confiance et plus de résignation. La lecture de la Bible, sur-tout celle des psaumes et du livre de Job, acheva de le réconcilier avec son sort; il s'y soumit avec un nouveau courage, et résolut d'attendre du ciel une délivrance qu'il avait vainement demandée aux hommes. Il y a dans ses lettres de cette époque des traces fréquentes de la disposition pieuse avec laquelle il subit sa rigoureuse destinée.

Résigné à sa captivité, il voulut rendre ses loisirs forcés utiles à sa patrie, qui n'avait jamais cessé d'être l'objet de sa plus vive sollicitude. C'est dans la prison de Limbourg qu'il composa une partie de ses *Discours politiques et militaires*, ouvrage, dit M. Petitot, aussi remarquable par le style que par la force des pensées.

Pour comble de malheur, il apprit que l'aîné de ses fils, Odet de La Noue, qui était au service du prince d'Orange, venait de tomber également entre les mains des Espagnols. Il lui écrivit pour lui inspirer la résignation qu'il pratiquait lui-même d'une manière si touchante.

Cependant, après cinq années d'épreuves soutenues avec la plus héroïque constance, ses fers furent enfin brisés sur les instances du duc de Guise. Il fut échangé contre le comte d'Egmont, prisonnier du roi de Navarre; mais il n'obtint sa liberté, qu'à condition de ne plus servir contre l'Espagne et ses alliés, et de remettre en ôtage le plus jeune de ses fils, entre les mains du duc de Lorraine, qui s'était également entremis pour sa délivrance.

Le premier usage qu'il fit de sa liberté, en juin 1585, fut de voler auprès de son épouse, au château du Plessis-les-Tournelles, où il séjourna jusqu'à l'époque où les protestans se préparèrent

à une nouvelle guerre. Comme son serment lui défendait d'y prendre part, il jugea à propos de se retirer à Genève; et trouvant cette ville menacée par le duc de Savoie, il l'aida de ses conseils à repousser les armes de ce prince. En même temps il mit la dernière main à ses discours, dont, en 1587, son ami Defresne, réfugié comme lui, publia la première édition à Bâle (1). Le duc de Bouillon, Guillaume Robert de la Mark, qui s'était lié avec *La Noue* d'une étroite amitié, l'ayant nommé, en mourant, tuteur de sa fille unique, il se rendit en 1588 à Sedan, pour veiller aux intérêts de sa pupille. Ces nouvelles fonctions l'engagèrent dans une guerre inégale avec la maison de Lorraine, qui voulait profiter de sa puissance pour dépouiller l'orpheline de Bouillon. L'assassinat de Guise à Blois, suivi de la réconciliation de Henri III avec le roi de Navarre, changea tout-à-coup la face des affaires, et permit à *La Noue* de quitter Sedan et d'offrir ses services aux rois alliés. Dans cette intention, il se rendit auprès du jeune duc de Longueville, gouverneur de Picardie pour Henri III. Ayant appris que

(1) Discours politiques et militaires du seigneur *de La Noue*, Bâle, 1587, petit in-folio, avec une épître dédicatoire au roi de Navarre, par Defresne.

Senlis était menacée par le duc d'Aumale, le duc de Longueville et *La Noue*, à la tête de la noblesse du pays, volèrent au secours de cette place, et repoussèrent les forces de la ligue.

La Noue donna, dans cette occasion, de nouvelles preuves de sa bravoure et de son désintéressement. On manquait de l'argent nécessaire pour secourir Senlis, et ceux qui devaient en fournir s'y refusaient. « Eh bien, s'écria *La Noue*, ce sera donc moi qui ferai la dépense; garde son argent quiconque l'estimera plus que son honneur : tandis que j'aurai une goutte de sang et un arpent de terre, je les employerai au service de l'état où Dieu m'a fait naître. » En effet ce fut avec les sommes avancées par lui qu'on fournit aux préparatifs nécessaires. La juste modestie du duc de Longueville lui avait fait céder le commandement à *La Noue*, qui l'accepta, mais en laissant au jeune prince tout l'honneur du succès. « C'est au général, après Dieu, qu'appartient la gloire de ce combat, et vous savez bien que c'est M. le duc de Longueville qui l'est, dit-il, le lendemain de la défaite de d'Aumale, aux officiers qui venaient le féliciter de sa victoire. »

Après ce service signalé, *La Noue* et le duc de Longueville allèrent au-devant d'un corps de Suisses qui venait au secours de Henri III, et

réussirent, malgré les efforts de Mayenne pour l'empêcher, à opérer leur jonction avec l'armée royale qui assiégeait Paris. Henri III, pour récompenser *La Noue* de son dévouement, lui donna l'expectative de la première charge de maréchal de France qui viendrait à vaquer. Il ne jouit pas de cet honneur. L'assassinat de Henri III à Saint-Cloud vint de nouveau changer la face des affaires : Henri IV, devenu roi de France, eut à conquérir son royaume. *La Noue* assista aux combats d'Arques et d'Ivry, et fut grièvement blessé au siège de Paris.

A peine guéri de cette blessure, il fut envoyé en Bretagne, pour diriger de ses conseils le prince de Dombes, qui disputait cette province au duc de Mercœur, l'un des chefs de la ligue. Ce fut sa dernière expédition : il le pressentait : « Je vais, dit-il à ses amis, mourir à mon gîte, comme un bon lièvre. » En effet la contrée qui l'avait vu naître fut son tombeau. Il avait conseillé au prince d'assiéger le château de Lamballe; la brèche était faite : *La Noue* descendit dans le fossé pour la reconnaître. Monté sur une échelle dressée contre la muraille, une balle vint par contre-coup le frapper au front, au moment où il avait levé la visière de son casque pour mieux examiner les lieux. Il chancela et tomba de l'échelle sans con-

naissance. On le transporta tout meurtri à Montcontour, où, après avoir encore langui quinze jours, et après avoir reçu les consolations d'un ministre protestant, il mourut entre les bras de son épouse, le 4 août 1591. Ainsi périt, âgé de soixante ans, un des hommes qui honorent le plus la France. La seule récompense de ses nobles travaux et de ses héroïques efforts fut des lauriers et une mort glorieuse (1). Il fut vivement regretté de son parti et de tous les bons Français. Henri IV fit son éloge avec cette noble simplicité qui caractérisait ce bon roi. « C'était un grand homme de guerre, dit-il en apprenant sa mort, et encore plus un grand homme de bien : on ne peut assez regretter qu'un petit château ait fait périr un capitaine qui valait mieux qu'une province. »

Peu d'hommes en effet ont réuni à un degré plus éminent tous les genres de mérite : valeur guerrière et humanité ardente, tolérance et piété, modération dans la bonne fortune, résignation

(1) La veille du jour où il fut blessé mortellement, se promenant avec un de ses amis dans un jardin, *La Noue* cueillit quelques branches de laurier, et en orna son casque. « Tenez, mon cousin, dit-il, voilà toute la récompense que nous espérons, vous et moi, dans le métier que nous avons embrassé. »

et constance dans le malheur, vertus publiques et vertus privées, tout ce qui forme les beaux caractères, se trouve réuni dans celui de *La Noue* dans une parfaite harmonie. Toutes les fautes qu'il commit avaient leur source dans un excès de vertu. Sage et modéré lui-même, il croyait trop facilement à la modération d'autrui, et dans la pureté de ses intentions, il en coûtait trop à son cœur de croire à la fausseté et à la perfidie des autres. Il n'y a qu'une voix sur lui parmi ses contemporains. Nous avons cité l'éloge qu'en fit Henri IV. La justice que lui a rendue Montaigne est encore plus importante, parce qu'elle était plus désintéressée. « Il loge, dit-il, entre les choses les plus remarquables de son tems, la constante bonté, douceur de mœurs et facilité consciencieuse de M. *de La Noue*, en une telle injustice de parts armées (vraie eschole de trahison, d'inhumanité et de brigandage), où tousiours il s'est nourri grand homme de guerre et très-expérimenté (1). » Le président De Thou l'appelle un *général d'un grand nom* (2). Le fameux Montluc, l'un des chefs catholiques les plus acharnés contre les protestans, dans ses mémoires, l'ap-

(1) Essais, liv. II, ch. XVII.

(2) Magni nominis dux. Hist. lib. III.

pelle (1) *vaillant homme, comme il est sage, s'il y a capitaine en France* (2).

La Noue avait un titre à la bienveillance de tous les partis : c'est qu'il était excellent Français. Sa première pensée fut toujours la France, l'intérêt de son parti fut toujours chez lui subordonné à celui de l'état. Ce patriotisme à la fois ardent et éclairé éclate dans toutes ses actions, et brille sur toutes les pages de ses *discours* et de ses *mémoires*. Il s'y montre aussi habile écrivain et aussi bon publiciste, qu'excellent patriote.

Ses vingt-six discours politiques et militaires sont un des monumens les plus précieux de la langue française au seizième siècle : ils sont en même temps un document de l'état des lumières des hommes les plus éclairés de cette époque. Les quatre premiers exposent la situation déplorable où les guerres civiles avaient réduit la France, et traitent des moyens d'y ramener la prospérité.

---

(1) Mémoires de Montluc, nouv. édit, liv. VI, pag. 300.

(2) Parmi tant de témoignages honorables, nous ne citerons pas celui de Brantôme, qui a loué et blâmé *La Noue* dans le même article. Quel fonds faire sur un auteur qui distribue la louange et le blâme avec si peu de mesure, que chez lui Catherine de Médicis est presque une bonne femme, et à qui il n'échappe pas un mot d'indignation, lorsqu'il raconte les cruautés des Montluc et des Des Adrets ?

Le premier peut être considéré comme une introduction générale à tout l'ouvrage. Nous allons en présenter l'analyse, pour donner une idée de la manière de l'auteur, de ses lumières et de ses intentions. Dans un exorde plein d'âme, il déclare qu'il regarde comme un devoir sacré de révéler les dangers de la patrie et de signaler les besoins publics. Trois causes, dit-il, ruinent les empires : l'impiété, l'injustice et la dissolution des mœurs; ces trois causes de décadence régnaient en France. En signalant les maux produits par l'impiété, il recommande la tolérance. *La Noue* partage sur ce point l'opinion de Bodin; mais, comme ce philosophe, il croit aussi aux sorciers. En parlant de la corruption générale, il en trouve la cause sur-tout dans les mauvais exemples qui avaient paru *ès-lieux éminens*. Pour prouver les périls qui menaçaient le pays, il cite l'apparition de comètes horribles, de météores extraordinaires, les tremblemens de terre qu'on avait éprouvés et les voix effroyables qui se seraient fait entendre. Il s'appuye à cet égard de l'autorité de Bodin, de Platon, du Deuteronome, d'Aristote, de Polybe, de Plutarque, de Xénophon. Il conjure les Français d'apaiser le courroux céleste, non par des fêtes et des sacrifices solennels, mais *en cessant de faire le mal et en*

apprenant à bien faire. Rien n'est plus intéressant que de voir ce héros blanchi sous les armes, exhorter ses compatriotes à la vraie piété, qu'il appelle le fondement de la justice, de la force, de la tempérance, colonnes de l'état. Il invoque le redressement des abus, tels que la vénalité des offices de judicature, les impôts excessifs, l'impunité des crimes. Il recommande sur-tout de concilier à l'amiable les différends de religion: il s'élève avec force contre la persécution, qu'il regarde avec saint Augustin comme l'œuvre du prince des ténèbres; et pour prouver que plusieurs religions peuvent subsister ensemble chez la même nation, il cite l'exemple de l'empire romain sous les meilleurs empereurs, et des peuples de la Suisse. Il termine en conjurant le roi, la reine, les grands, le parlement, de réunir leurs efforts pour rendre à la France la paix et le bonheur.

Les mêmes idées sont reproduites dans les trois discours suivans, avec de nouveaux développemens et avec une force nouvelle. Le cinquième traite de l'éducation qu'il serait convenable de donner aux jeunes gentilshommes, le sixième signale les dangers de la lecture de certains livres, notamment de ceux de Machiavel. Les six discours suivans sont relatifs à la situation de la noblesse française. Le treizième, le quatorzième,

le quinzième, le seizième, le dix-septième, le dix-huitième et le dix-neuvième sont consacrés à des discussions sur la tactique militaire. Dans le vingtième, l'auteur s'applique à démontrer qu'un roi de France est assez grand par lui-même, pour n'avoir pas besoin d'étendre sa puissance au-dehors. Dans les deux discours suivans, il exhorte les princes chrétiens à s'unir pour chasser les Turcs de l'Europe.

Le vingt-troisième traite de la *pierre philosophale*. Ce discours rappelle un peu la manière de Montaigne. *La Noue* y raconte un entretien assez plaisant qu'il eut avec un alchimiste de Paris, à qui cette folle recherche avait coûté toute sa fortune. « Avez-vous, lui demanda *La Noue*, un exemple ancien ou moderne de quelqu'un qui ait trouvé le secret que vous cherchez? — Je n'en sache qu'un, répliqua le pauvre alchimiste, après avoir un peu hésité; c'est le Saint-Père qui, *tous les ans, seulement en France, transmue et multiplie quarante livres de plomb, qui peuvent valoir deux écus, en quatre mille livres d'or, qui valent six cent mille écus, puis il en fait une attraction à Rome* (1). »

(1) Allusion aux plombs des bulles par lesquelles le pape confirmait la nomination aux bénéfices ecclésiastiques et aux évêchés.

apprenant à bie
sant que de voir
exhorter ses co
appelle le fonde
de la tempéranc
le redressement
offices de judica
punité des crim
concilier à l'ami
il s'élève avec fo
regarde avec sai
prince des ténèbr
religions peuven
même nation, il c
sous les meilleurs
Suisse. Il termin
les grands, le pa
pour rendre à la

Les mêmes i
trois discours su
loppemens et av
quième traite d
nable de donner
sixième signale l
livres,

et dirige contre les
libertinage,
éclairé, en démon-
n'est pas incompatible avec
le vingt-cinquième, il s'ef-
les hommes peuvent se
des choses divines, et
pour cela de se retire
les hermites et les moines
contient un précis
guerres de religion
style de ces mémoires, dit
énergique, précis et pitto-
mœurs rappellent la ma-
dont l'auteur avait fait un
la Vaux y expose les véritables
, et en peint avec vé-
Il rend une pleine
à ses rivaux de bra-
oise aucune des fin-
titude ordinaire aux
parle presque jamais
fut pas, comme il
ne discours, par un

des mémoires pour
, tome XXXIV.

le quinzième, le seizième, le dix-septième, le dix-huitième et le dix-neuvième sont consacrés à des discussions sur la tactique militaire. Dans le vingtième, l'auteur s'applique à démontrer qu'un roi de France est assez grand par lui-même, pour n'avoir pas besoin d'étendre sa puissance au-dehors. Dans les deux discours suivans, il exhorte les princes chrétiens à s'unir pour chasser les Turcs de l'Europe.

Le vingt-troisième traite de la *pierre philosophale*. Ce discours rappelle un peu la manière de Montaigne. *La Noue* y raconte un entretien assez plaisant qu'il eut avec un alchimiste de Paris, à qui cette folle recherche avait coûté toute sa fortune. « Avez-vous, lui demanda *La Noue*, un exemple ancien ou moderne de quelqu'un qui ait trouvé le secret que vous cherchez? — Je n'en sache qu'un, répliqua le pauvre alchimiste, après avoir un peu hésité; c'est le Saint-Père qui, *tous les ans, seulement en France, transmue et multiplie quarante livres de plomb, qui peuvent valoir deux écus, en quatre mille livres d'or, qui valent six cent mille écus, puis il en fait une attraction à Rome* (1). »

(1) Allusion aux plombs des bulles par lesquelles le pape confirmait la nomination aux bénéfices ecclésiastiques et aux évêchés.

Le vingt-quatrième discours est dirigé contre les épicuriens et contre les sophismes du libertinage. *La Noue* s'y montre chrétien éclairé, en démontrant que la vraie piété n'est pas incompatible avec les vrais plaisirs. Dans le vingt-cinquième, il s'efforce de prouver que tous les hommes peuvent se livrer à la contemplation des choses divines, et qu'il n'est pas nécessaire pour cela de se retirer dans la solitude, comme les hermites et les moines. Enfin le vingt sixième discours contient un précis de l'histoire des trois premières guerres de religion en France (1). « Le style de ces mémoires, dit M. Petitot, est vif, énergique, précis et pittoresque; et plusieurs morceaux rappellent la manière des anciens, dont l'auteur avait fait une étude profonde. *La Noue* y expose les véritables causes des guerres civiles, et en peint avec vigueur les funestes résultats. Il rend une pleine justice aux chefs ennemis et à ses rivaux de bravoure et de gloire, et ne déguise aucune des fautes de son parti. Contre l'habitude ordinaire aux auteurs de mémoires, il ne parle presque jamais de sa propre personne. Ce ne fut pas, comme il le déclare lui-même au seizième discours, par un

(1) Cet ouvrage fait partie de la collection des mémoires pour servir à l'histoire de France, publiée par M. Petitot, tome XXXIV.

mouvement de vanité qu'il prit la plume, mais pour rendre utiles à ses compatriotes ses *imparfaits labeurs*, qui avaient été, dit-il, les *passe-temps cachés de ses longues misères*. Toujours animé du patriotisme le plus pur, il déplore plusieurs fois, avec attendrissement, la nécessité où le fanatisme de la multitude et l'ambition des grands avaient mis les Français de verser le sang de leurs frères. Ses dernières paroles sont encore un vœu pour la patrie. « Dieu veuille, dit-il en terminant, donner enfin une si bonne paix à la France, tant déchirée de ruines et tant destituée de bonnes mœurs, qu'elle puisse se renouveler en beauté; afin qu'elle ne soit plus la fable des nations, mais bien un modèle de vertu. »

J. WILLM.

Les *Discours politiques et militaires* de *La Noue* ont été plusieurs fois imprimés : Les meilleures éditions sont celles de Bâle, 1587 et 1590, de Paris, 1638. Il s'occupa aussi d'un commentaire sur l'histoire de Guichardin, qui fut imprimé en marge de la traduction française de Chomedey, Genève, 1578 et 1583. Des notes qu'il composa

sur les vies de Plutarque furent égarées, et ne virent jamais le jour : quelques bibliographes pensent qu'il ne fut pas étranger à la rédaction de l'ouvrage intitulé : *vive Description de la tyrannie*, Reims, 1577, in-16, attribué à son fils, Odet de La Noue. Sa vie a été écrite par Moyse Amyrault, Leide, 1661, in-4°., et tout récemment par M. Petitot.

FIN DE LA PREMIÈRE PARTIE DU TOME CINQUIÈME.

MUSÉE

DES

PROTESTANS CÉLÈBRES,

OU

TRAITS et Notices biographiques et littéraires des ersonnages les plus éminens dans l'histoire de la formation et du protestantisme.

RÉDIGÉ PAR UNE SOCIÉTÉ DE GENS DE LETTRES,

Et publié par Mr. G. T. DOIN.

> Nulle puissance humaine ne peut forcer le retranchement impénétrable de la liberté du cœur.... Accordez à tous la tolérance civile, non en approuvant tout comme indifférent, mais en souffrant avec patience tout ce que Dieu souffre.
>
> FÉNÉLON, *Direction pour la conscience d'un Roi.*

TOME CINQUIÈME.

DEUXIÈME PARTIE.

A PARIS,

Z { F. WEYER, Libraire, rue Cadet, N°. 7;
TREUTTEL et WÜRTZ, Libraires, rue de Bourbon, N°. 17.

1824.

THE NEW YORK
PUBLIC LIBRARY

ASTOR, LENOX AND
TILDEN FOUNDATIONS.

Robert Etienne.

MUSÉE

DES

PROTESTANS CÉLÈBRES.

ROBERT ETIENNE.

L'IMPRIMERIE venait de naître, mais elle était circonscrite dans les murs de Mayence, où elle existait vers l'an 1450. Dix ans en deçà, un homme, Guttemberg, avait deviné cet art; il s'associa Faust, qui imprima avec des lettres sculptées en relief sur le bois; Schoeffer, domestique de ce dernier, le voyant faire, parla de jeter en fonte les caractères : il trouva ce moyen; Faust, enchanté, lui donna sa fille. Telle fut l'origine de l'imprimerie.

Et cependant la renommée avait répandu que trois hommes mettaient en œuvre, à Mayence, des secrets merveilleux et tenant du prodige. L'Europe était dans l'attente. Il fallait qu'une

révolution, une réaction, un événement quelconque, soufflât sur ce foyer de lumières et en dispersât les étincelles.

Adolphe, comte de Nassau, soutenu par le pape Pie II, surprend la ville impériale, en 1462, lui enlève ses libertés, ses privilèges. Tous les habitans cherchent leur salut dans la fuite; Guttemberg reste, mais ses ouvriers se dispersent, et l'art de l'imprimerie est désormais universel.

Dès ce moment, Virgile, Homère, Horace sont immortels, et leurs ouvrages doivent durer autant que le soleil.

Logés à Rome dans le palais des Maximes; à Paris dans les salles de la Sorbonne; recueillis en même temps à Strasbourg, à Venise, à Naples, à Milan, à Lyon, à Rouen, à Abbeville, en Westphalie, à Séville, à Florence, à Bâle et en Angleterre, tous les ouvriers de Faust et de Guttemberg rivalisent de zèle, et il est heureux pour nous que leurs premiers essais, encore barbares, nous reproduisent jusqu'en 1470 et la *Cité de Dieu*, et les *Epîtres de saint Cyprien*, et les *Œuvres du grand Albert*, et le *Traité des Anges, du cardinal Ximénès*, et l'*Itinéraire de Jean de Hesse*, et autres ouvrages du même genre et du même intérêt. Les grands hommes vont avoir leur tour; une nouvelle Alexandrie ne craindra

plus un nouvel Omar : le premier des *Etienne* vient au monde.

Ce n'est pas lui pourtant que concerne cet article ; il naquit et mourut dans la religion romaine ; d'ailleurs il fut surpassé par ses fils, sur-tout par le second, *Robert I^er^*, que des persécutions sans nombre, forcèrent de s'enfuir à Genève et d'embrasser la réforme ; il y mourra fidèle, en homme libre, qui n'entrant pour rien dans les secrets de sa naissance, arrive à l'âge mûr, et s'appartenant désormais, descend dans sa conscience, passe en revue toutes les croyances, et fait un choix. Malheureusement *Robert*, au lit de mort, ne se rappellera que les persécutions dont il fut l'objet ; l'intolérance dictera ses dernières volontés, et le second de ses fils, *Robert II*, sera déshérité. C'est la seule tache que nous trouverons dans la vie de *Robert Etienne*.

Il naquit en 1503, sous le règne de Louis XII, et il avait dix-sept ans quand son père mourut. Sa mère avait épousé en secondes noces, Simon de Collines ; *Robert* surveilla son imprimerie, et les courts momens de loisir que lui laissait ce travail, il les employa à l'étude des langues anciennes. Il y fit des progrès rapides, et très-jeune encore il savait le latin, le grec et l'hébreu, mieux qu'aucun docteur de Sorbonne,

Dans ces temps, l'étude de ces langues était indispensable; mais pour y faire des progrès, il fallait marcher seul, secouer la routine des écoles, ne compter pour rien les arrêts rendus par la théologie, et les casser impitoyablement au besoin. D'un autre côté toutes les richesses de l'antiquité payenne étaient là. Mille versions en défiguraient le sens : les manuscrits se multipliaient, mais fautifs, mais commentés au gré des traducteurs; encore trente ans, et il en était du texte des ouvrages les plus précieux, comme de ces portraits de famille, dont la physionomie finit par s'évanouir tout-à-fait, quand on les reproduit sur les dernières copies. Il était donc temps d'arrêter ce débordement; mais pour cela il fallait une digue imposante; il fallait le triple concours d'une écriture indélébile, d'un homme éminemment probe et savant, et d'un prince qui, malgré les entraves qu'il donna aux lettres, voulait en être proclamé le protecteur. Or cette écriture, c'était l'imprimerie; cet homme, c'était *Robert;* ce prince, c'était François I^er^. Mais avec la protection du roi, il fallait aussi celle de la Sorbonne, qui n'avait pas vu, sans une vive inquiétude, les progrès de l'imprimerie naissante. D'autant plus audacieuse qu'elle pouvait croire le monarque de mauvaise foi dans les encoura-

gemens qu'il donnait aux lettres, elle attendit le moment propice pour éclater.

Robert venait de publier une nouvelle édition du Nouveau Testament : usant du privilège que lui avaient acquis les études les plus approfondies, il avait corrigé, transposé, remis tout en place; le débit de cet ouvrage est prodigieux, et voilà *Robert* convaincu d'hérésie au moins littéraire. Il dut comparaître devant les théologiens; mais ni le solennel appareil de ce tribunal, ni la physionomie sévère et inquisitoriale du président, n'en imposèrent à *Robert.* Il comptait sur des argumens pressés, concluans, vigoureux, et n'eut à combattre que des subtilités, et des lieux communs de théologie, dont l'examen et la discussion ne furent qu'un jeu pour lui, après quoi il se retira; et si les docteurs, comme dit un auteur contemporain, furent étonnés de voir un jeune laïc leur alléguer avec tant de sûreté les saintes écritures, lui de son côté ne fut pas moins surpris de leur singulière ignorance.

Six mois s'écoulent; *Robert* quitte la société de Simon Collines, en 1526, et établit une imprimerie dans le même quartier qu'avait habité son père, rue de l'École de Droit. Il venait d'épouser Pétronille, fille de l'imprimeur Josse Ba-

dius (1). C'était une femme d'un rare mérite : il est faux qu'elle sut le latin et qu'elle en enseigna elle-même les élémens à ses enfans; mais il est vrai qu'elle participa comme eux aux bienfaits d'une éducation commune. *Robert* avait appelé chez lui douze savans de nations différentes; pas un d'eux n'entendant le français, il fallut absolument se rallier à un langage uniforme. Voilà pourquoi dans la maison de *Robert*, tout le monde, jusqu'aux domestiques, parla bientôt le latin avec la plus grande facilité.

C'est avec le secours de ces hommes érudits, venus, entretenus à grands frais et installés chez lui en qualité de correcteurs d'épreuves, que *Robert* va procéder à ces belles éditions des classiques qui doivent assurer sa renommée. Le premier ouvrage qui sortit de ses presses fut : *les Partitions oratoires de Cicéron*, portant la date

(1) Badius (Josse), en latin *Jodochus Badius Ascensius*, parce qu'il était d'Assche, bourg du territoire de Bruxelles, où il naquit en 1462. Il se rendit célèbre par son savoir et par ses éditions. Ayant été reçu professeur en grec à Paris, il y établit une belle imprimerie, sous le nom de *Prælum ascensianum*, de laquelle sortirent entr'autres ouvrages, nos meilleurs auteurs classiques, imprimés pour la première fois en caractères ronds, et qu'il substitua au gothique. Cependant ses caractères n'ont pas l'agrément de ceux des Etienne. Il mourut à Paris, en 1535.

du 7 des calendes de mars 1527. Ces partitions, comme tous les ouvrages qui vinrent après, et se succédèrent d'années en années, sont enrichies de notes, de préfaces et de commentaires. Ces éditions sont celles de toute l'Europe où l'on voit le moins de fautes d'impression. Mill assure que dans le Nouveau Testament grec, des éditions de 1546, 1549 et 1551, ainsi que dans l'édition de 1549, in-16, il ne se trouve pas une seule faute typographique, et qu'il n'y en a qu'une dans la préface latine, savoir *pulres* pour *plures*. On sait par quel moyen *Robert* parvint à cette exactitude : il exposait à sa boutique et affichait ses dernières épreuves à la porte des colléges, en promettant un sou aux écoliers, pour chaque faute qu'ils découvriraient, et il leur tenait exactement parole.

Cependant à mesure que les éditions se répandent, *Robert* s'aperçoit qu'il n'a rien fait encore, et que les trésors de l'antiquité sont perdus pour la jeunesse. En effet elle ne peut en profiter tant qu'elle n'aura pas un guide sûr et fidèle, qui lui donnera la clef de tant de milliers de mots, qui ne sont pour elle que des hiéroglyphes. *Robert* songe d'abord à un dictionnaire, et demeure effrayé à la seule idée d'un tel travail. Il s'adresse à tous les savans; il promet des récompenses; son

zèle infatigable le rendant ingénieux, il parle au nom du roi, stimule l'amour-propre de chacun, écrit et fait écrire qu'un tel travail ne doit pas illustrer, mais immortaliser son auteur. *Robert* avait raison, *immortaliser* était le mot propre; mais c'est lui seul, *Robert,* qui aura les honneurs de l'apothéose, car personne ne songe à les lui disputer, et le voilà passant les nuits, combattant le sommeil, courant après un mot et le poursuivant dans toutes ses acceptions; cent fois rebuté, mais jamais vaincu, il sort enfin de ce dédale au bout de deux ans, et peu s'en fallut qu'il ne mourut à la peine. L'histoire lui donne pourtant quelques collaborateurs : Budé, Tussan, Baif, Jean Thirry de Beauvoisis et autres. Ce recueil précieux a pour titre : *Thesaurus linguæ latinæ;* il parut en 1532.

Il faut s'arrêter là pour rassembler sous un trait de plume tout ce que les lettres doivent à cet homme infatigable, qui devait avoir seul l'honneur de jeter les fondemens du dix-huitième siècle. Les veilles aigriront son sang, tueront ses yeux, creuseront, avant le temps, des rides sur son visage : mais que lui importe; les momens sont précieux, et la jeunesse a besoin d'un Curtius, qui se dévoue pour elle : pour peu que l'homme le plus érudit de l'Europe balance,

l'ignorance est immortelle. *Robert* a déjà songé à un dictionnaire *latino-gallicum ;* il l'entreprend ; deux ans s'écoulent, le dictionnaire paraît, et ses forces n'étant pas épuisées, il réduit cet ouvrage en *appendice*, à l'usage des enfans. Voilà de bien grands services rendus à la langue que parlait Virgile; mais celle que parlait Homère, qui osera ?... toujours *Robert Etienne.* Oui, mais alors il est expatrié ; tous les malheurs sont venus fondre sur lui; il est à Genève; il a embrassé la réforme. Aussi n'a-t-il que le temps d'amasser d'immenses matériaux; et l'honneur de les rassembler est réservé à son digne fils, *Robert II ;* mais n'anticipons pas.

Robert était sorti victorieux de sa lutte avec la Sorbonne, mais il avait eu le tort, bien grave, de convaincre de mauvaise foi et d'ignorance un corps aussi redoutable. Son recours au besoin auprès de François I^er^ ne calmait pas tout-à-fait ses craintes. Né timide, il voulait pouvoir terminer en paix d'immenses travaux : il avait donc fait de son côté des concessions, et s'était engagé à ne rien imprimer désormais sans le consentement des théologiens. Mais ce n'était pas assez pour ceux-ci, qui, suspectant ses sentimens en matière de foi, cherchèrent l'occasion de le convaincre d'hérésie. Ils crurent l'avoir trouvée dans

une nouvelle édition de la Bible qu'*Etienne* publia en 1545. Dans cette édition il avait mis à côté de la Vulgate, une nouvelle traduction latine du texte hébreu, et plus fidèle que celle de saint Jérôme (ce père de l'Eglise avoue qu'il a toujours plus songé, dans sa version, à exprimer le sens que la valeur des mots). *Robert* avait-il donc corrompu le texte hébreu ? non; car accusé sur quarante-six articles, on n'en trouva que cinq qui méritassent quelques reproches; et ces reproches sur quoi étaient-ils fondés ? sur le scrupule le plus frivole : la Sorbonne prétendait que l'interprétation de ces articles pourrait paraître plus favorable à la religion réformée qu'à la *Vulgate*. La vente de cette nouvelle Bible fut donc interdite; mais ce qui paraîtra surprenant, c'est que le texte de *Robert*, qui avait éveillé tant de haines, fut précisément celui que choisirent les théologiens d'Espagne, qui n'en trouvèrent pas de plus favorable à leurs vues dans le pays de l'Inquisition.

François Ier venait de mourir en 1547, et *Robert*, qu'il avait nommé son imprimeur, pour le grec et l'hébreu, crut lui devoir de la reconnaissance. Il mit donc un soin tout particulier à l'impression de l'oraison funèbre de ce prince, faite par Duchâtel, évêque de Mâcon. Duchâtel dit

dans cette oraison, que « le roi, selon ce que juge-
» ment humain peut conjecturer, est très-heu-
» reux, ou aux cieux, ou tout au moins en la
» voie du salut. » (1) La Sorbonne fulmina encore contre cette hérésie, selon elle, et prétendit que

---

(1) Les prélats de cour hésitèrent moins dans le siècle suivant à exprimer leur opinion sur le salut de ceux dont ils avaient à prononcer l'oraison funèbre. Bossuet, après avoir dit que « Dieu ré-
» servait à Michel Le Tellier de couronner son glorieux ministère
» en scellant la révocation du fameux édit de Nantes, » nous montre Michel Le Tellier *chantant avec les anges* l'hymne des miséricordes, et, ne trouvant pas d'expression pour célébrer la piété du roi Louis XIV, dont la raison fut déplorablement égarée par des fanatiques, le sublime et fougueux orateur, poussant ses acclamations jusqu'au ciel, ose, dans la chaire de la vérité, dire à ce nouveau Constantin, « que l'univers fut étonné de le voir, en
» exterminant les hérétiques, faire le plus bel usage de l'autorité,
» et que tout fut calme dans un si grand changement. » Tel est le langage de Bossuet, bien différent de celui de Fénélon. Ce prélat, que le neveu de Bossuet appelle *une bête féroce*, osait dire à ma-
dame de Maintenon, dans une lettre où il lui parlait avec un zèle apostolique qui pouvait le compromettre : « Obsédez le roi par
» des gens vertueux, qui agissent de concert avec vous pour lui
» faire accomplir, dans leur vraie étendue, ses devoirs, dont il
» n'a aucune idée ; vous devez mettre toute votre application à lui
» donner des vues de paix, de modération, d'équité, de défiance
» à l'égard des conseils durs et violens, et d'horreur pour les actes
» d'autorité arbitraire. »

cette proposition était contraire à la doctrine de l'Eglise touchant le purgatoire. *Robert* dut céder; il ne se crut plus en sûreté dans un pays qu'il avait illustré par tant de travaux, et il se retira avec sa famille à Genève. Il y arriva au commencement de 1552.

Reçu bourgeois de cette ville en 1556, il y mourut en 1559, et s'il lui faut une épitaphe, on la trouvera dans quelques lignes de l'historien De Thou : « La France et le monde chrétien lui doivent plus de reconnaissance qu'aux plus grands capitaines, et il a plus contribué à immortaliser le règne de François Ier que les plus belles actions de ce prince. » Et en effet les généraux fameux, les conquérans ne sont tourmentés que du désir de laisser un nom; ils agrandissent un pays avec de l'or et des hommes, mais vingt ans après eux, que reste-t-il de leurs conquêtes? Un débordement est toujours passager; on note l'année de son irruption, et voilà tout. Il faut des dates au monde; les plus infaillibles sont toutes écrites avec du sang.

L'envie a long-temps fait courir le bruit que *Robert* s'était approprié, et avait emporté dans son exil, les caractères grecs de l'imprimerie royale, que François Ier avait fait fondre par Garamond, sur la demande de son imprimeur.

Cette imputation est fausse, et ce qui le prouve, c'est que lorsque le clergé de France voulut, soixante ans plus tard, commencer une nouvelle édition des pères grecs, il présenta une requête à Louis XIII, pour qu'il voulût bien réclamer à Genève, les poinçons et matrices des caractères grecs, gravés d'après les ordres de François Ier. L'arrêt du conseil qui en résulta, portait que les matrices seraient rachetées pour le prix de 3,000 livres payables, soit à la seigneurie de Genève, soit aux héritiers de *Robert Etienne;* on voit donc qu'il n'est question ni dans la requête, ni dans l'arrêt, de réclamer des objets enlevés illicitement. Ces caractères enlevés avaient toujours été la propriété de *Robert.*

La marque de cet imprimeur célèbre est un olivier dont plusieurs branches sont détachées, avec ces mots : *Noli altum sapere.* Les ouvrages qu'il a publiés comme imprimeur du roi, sont marqués d'une lance où sont entrelacés un serpent et une branche d'olivier ; au bas ce vers d'Homère : Βασιλει τ'αγαθω κραστερω τ'αιχμητη. Au bon roi et au vaillant soldat.

Il laissa plusieurs enfans : Henri II, Robert II et François II. Le premier est le plus célèbre ; avide de sciences, il parcourut l'Italie, collationna mille manuscrits ; c'est à cet explorateur infatigable,

que les lettres doivent les poésies d'Anacréon, dont nous ne connaissions qu'une ode et un fragment; on lui doit encore quelques parties de l'histoire d'Appien et les hypotyposes de Sextus Empiricus. Il s'est immortalisé par son *Thesaurus linguæ grecæ;* cet ouvrage devait assurer sa fortune; mais un certain Scapula, en fit un extrait qu'il vendit à vil prix, et la ruine de Henri fut consommée.

Retiré à la cour de Henri III, ce prince lui accorda une pension de 3,000 livres pour son ouvrage *De la précellence du langage français*, et aussi pour l'encourager à la découverte des manuscrits. Cette pension ne fut pas payée, et le fils de Robert, forcé de traîner une vie errante, vint mourir à l'hopital de Lyon, en 1598.

Il serait difficile de citer tous les ouvrages sortis des presses de cet imprimeur, qui mourut comme devait mourir de nos jours un héros français, « avec le regret de n'avoir pas assez fait » pour la postérité. »

On compte huit Etienne, tous hommes supérieurs : nous avons fait connaître les deux plus célèbres.

A. Lepage.

THE NEW YORK
PUBLIC LIBRARY

C. Cendre C. Regnard.

ANDRÉ MEYNARD.

Il n'est point de peuple moderne aussi célèbre par ses malheurs que les Vaudois; et cependant leur origine n'a été exactement déterminée par aucun historien. Il serait facile de faire voir par des monumens incontestables, qu'elle remonte à une époque très-reculée et voisine des premiers temps du christianisme.

L'antiquité de leur église ne peut être révoquée en doute : l'histoire fait mention de ces prétendus hérétiques dès l'an 1100. Ils quittèrent, vers la fin du onzième siècle, la Calabre, leur patrie, pour se soustraire aux innovations apportées dans les pratiques religieuses par les décisions du concile de Vérone et par les décrets des papes Grégoire VII et Lucius III. Ils allèrent s'établir dans les Abruzzes et chercher dans ces montagnes la liberté de conscience qu'ils avaient préférée à leur tranquillité personnelle. La simplicité de leurs mœurs, leur vénération pour l'Evangile, leur soumission à l'autorité tempo-

relle, rappelaient les vertus des membres de la primitive église, et augmentèrent le nombre de leurs prosélytes.

Forcés par de nouvelles persécutions de quitter leur asile, ils traversèrent l'Italie et vinrent se réfugier dans les montagnes du Piémont ; mais l'extermination des Vaudois était résolue; un pape, Innocent III, osa en 1210 prêcher la première croisade des chrétiens contre des chrétiens.

Accablés par le nombre, affaiblis par des pertes considérables, les antiques Vaudois se dispersèrent; les uns s'établirent dans les Pays-Bas, en Bohême, en Pologne et en Livonie; d'autres trouvèrent à se réfugier dans la Grande-Bretagne; quelques-uns se tinrent cachés longtemps dans les montagnes inaccessibles des Alpes; d'autres s'établirent du côté d'Alby et en Languedoc; et un parti assez nombreux prit la route de Provence, et vint se fixer sur la rive droite de la Durance, dans les vallées du Luberon.

Il ne faudrait pas croire que ce peuple dispersé, fuyant devant la persécution et la mort, ait trouvé partout un asile assuré. A cette époque d'intolérance générale, les rois de l'Europe, pour prouver leur soumission au saint-siége, pu-

nissaient cruellement les Vaudois qui lui refusaient toute autorité sur leur conscience; ceux d'Alby furent détruits en 1228 : nous verrons bientôt quel fut le sort de la colonie réfugiée en Provence.

Elle respira en paix tant qu'elle resta inconnue. Protégée par les seigneurs de Cental, qui possédaient des terres immenses dans toute la vallée, elle rendait fertiles ces champs incultes jusques alors. Héritiers des mœurs de leurs ancêtres, ces hommes simples et laborieux offraient l'image de toutes les vertus domestiques. Pour peindre leur caractère, nous allons emprunter les termes dont se servit le marquis de Langeay, dans sa lettre au roi François Ier. Il se rendait en Piémont en qualité de gouverneur. Ce prince le chargea d'aller visiter ces hommes qu'on lui avait dépeints sous des couleurs si noires, et de lui marquer ce qu'il découvrirait sur leur manière de vivre. (1) « Ce sont des gens, » écrivait le marquis de Langeay, qui, depuis trois » cents ans, ont défriché des terres, et en jouissent au moyen d'une rente qu'ils font au propriétaire; qui, par un travail assidu, les ont » rendues fertiles; qui sont laborieux et sobres

(1) Jean Crespin, édition de 1570, page 119.

» qui, au lieu d'employer leur argent à plai-
» der, l'emploient au soulagement des pauvres;
» qui paient régulièrement les tailles au roi,
» et les droits à leur seigneur; dont les fré-
» quentes prières et les mœurs innocentes té-
» moignent qu'ils craignent Dieu. »

Le fanatisme et un sordide intérêt, bien plus que la religion, contribuèrent à faire persécuter ces infortunés. C'est vers l'année 1530, que cette colonie, si long-temps paisible, éprouva les premières alarmes. L'abondance qui régnait parmi les Vaudois, fruit de leur industrie et de leur travail, attira sur eux l'attention de quelques voisins puissans (1). Meynier, baron d'Opède, ennemi de la maison de Cental, fit déverser sur les vassaux la haine qu'il portait à leur seigneur. Devenu premier président du parlement de Provence, il fut en même temps leur accusateur, leur juge et leur bourreau. Il avait juré une haine implacable à la dame de Cental, qui avait refusé de donner sa fille en mariage au fils du baron. La maison de Cental protégeait les Vaudois; d'Opède conspira leur perte; il intéressa la politique et la religion à ses projets de vengeance; on fit entendre au roi que les Vaudois devenaient dange-

(1) Histoire de Provence, par Bouche.

reux par leur nombre, et qu'ils avaient formé des projets de rebellion ; que leur doctrine était contraire aux intérêts du trône ; qu'ils méditaient leur indépendance ; qu'ils avaient conçu le dessein de s'emparer de Marseille, et d'en former un canton suisse ; que leur croyance les portait à favoriser le parti de l'empereur, parce qu'il avait accordé la liberté de conscience aux protestans d'Allemagne ; que d'ailleurs ils étaient ennemis de l'église romaine ; qu'ils abattaient les croix, qu'ils ne se servaient pas d'eau bénite, etc., etc. Le cardinal de Tournon partageait cette inimitié contre les Vaudois, et il lui fut facile de persuader le roi, et d'exagérer même les rapports du parlement de Provence et des évêques du comtat.

François Ier, contrarié, moins, sans doute, dans sa croyance jusqu'alors incertaine, que dans sa politique, voulut connaître la vérité : il envoya le marquis de Langeay pour prendre des informations sur le compte des Vaudois. D'après le rapport favorable du marquis, il rendit, en 1535 et 1536, deux ordonnances qui accordaient amnistie aux Vaudois, pourvu que, dans six mois, ils fissent abjuration. En même temps, huit des principaux Vaudois furent mandés au parlement d'Aix, pour rendre compte de leur croyance et de leur conduite.

La population des Vaudois s'était considérablement accrue depuis leur arrivée dans le Luberon : ils possédaient les villages de Pepin, Cabreirette, Lamothe, Lourmarin, Lacoste, St.-Martin, Laroque, Cabrières, Genson, etc.; ils étaient répandus dans la Valmasque, Merindol était leur chef-lieu. Ce bourg contenait trois mille habitans, tous Vaudois.

ANDRÉ MEYNARD naquit à Merindol, le 13 décembre 1508. Il était fils d'un des anciens chefs vaudois, et remplissait les fonctions de bayle de Merindol (1), lorsque les premières craintes se manifestèrent. Elevé dans la simplicité de ses compatriotes, il était leur conseil pendant la paix; il devint leur chef, lorsque le désespoir leur mit les armes à la main. Ferme dans ses principes religieux, il ne chercha pas à profiter des troubles de son pays pour acquérir des richesses; instruit, éloquent, il défendit sa religion et son pays de son bras et de sa fortune; accablé par la force, il soutint et consola, par son exemple, ses malheureux compatriotes; et rendu à la vie privée, après tant de désastres, il mourut en paix dans le champ de ses pères.

---

(1) Cette place est remplacée de nos jours par celle de maire. J. Crespin, page 221.

André Meynard, à l'âge de vingt-neuf ans, commença sa carrière politique. Il se rendit à Aix, sur l'assignation du parlement, à la tête des députés vaudois; et portant la parole, il demanda à être entendu dans sa défense et celle de ses compatriotes, au sujet du crime de rebellion et d'hérésie dont on les accusait (1). La cour ordonna, après son plaidoyer, qu'il serait envoyé sur les lieux des théologiens; mais, au lieu de s'*enquérir* de leur foi, le frère Jean de Roma, jacobin et inquisiteur, se rendit à Merindol, accompagné de gens d'armes, et pilla impunément tout le pays.

Les Vaudois de Merindol furent, de nouveau, assignés par le procureur du roi, par devant le parlement; mais épouvantés par les mauvais traitemens qu'ils essuyaient, et par les menaces de Roma, ils n'osèrent se présenter. Alors fut rendu, par défaut, le 18 novembre 1540, le fameux arrêt, appelé de Merindol (2).

---

(1) Histoire des guerres du comté vénaissin, par Justin, capucin; édition de Carpentras, 1782, page 46.

(2) Cet arrêt, qu'à cause de sa longueur nous ne pouvons citer en entier, porte qu'après amples informations, audition des témoins et défaut obtenu contre les accusés, pour ne pas avoir comparu dans le délai de trois jours *et sur la requête du procureur-général du roi, demandeur en cas de crime de lèze-majesté divine et humaine,*

La mort du président Chassené, qui arriva quelques jours après, suspendit l'exécution de cet arrêt; mais les suites étaient trop importantes pour que le roi n'en fût pas informé. Frappé

---

les nommés André Meynard, Jaques Meynard, Michel Meynard, Jean Pom, Facy Letourneur, Martin Vian, Iean Palleng, Hugues Palleng, Peyron Roy, Philippon Meynard, tous dudit Merindol, Iaques de Sangres, maistre Léon Barberoux, de Tournes, Claude Faccier, dudit Tournes, Pomery, libraire, et Marthe, sa femme, Thomas Palleng, dict du plan d'Apt, et Guillaume le Normand, habitans dudit Merindol, sont condamnés à estre bruslez et ards tous vifs: assauoir quant audit Thomas Palleng en la place publique d'Apt, et quant aux autres en la place des Jacobins de cette ville d'Aix, et à faute de les auoir, seront tous exécutez en figure et peinture; et au regards des femmes, enfans, serviteurs et familles de tous les dessusdits défaillans et condamnés, ladite cour les a défiez et abandonnez à tous pour les prendre et représenter en justice, afin de procéder contre eux à l'exécution des rigueurs et peines de droit et ainsi qu'il appartiendra; et en cas qu'ils ne puissent être prins et appréhendez, dès maintenant les a tous bannis et bannit du royaume, terres et seigneuries du roy, avec interdiction et prohibition d'y entrer, ne venir sous peine de la hard et du feu : et déclare tous et chacuns les biens des dessusdits condamnez et bannis, leurs femmes, enfans, serviteurs et familles, estre acquis et confisquez audit seigneur, et aussi prohibe et défend à tous gentils-hommes, vassaux et autres sujets dudit seigneur, qu'ils n'ayent à recevoir, ne recéler lesdits condamnés, leurs femmes, enfans, serviteurs et famille, ne leur bailler aucune faueur, aide ou confort, en manière que ce soit sur peine à ceux

de l'énormité d'une exécution semblable, il donna, le 8 février 1541, des lettres-patentes, dans le sens de celles de 1535, ordonnant qu'il fût sursis à l'arrêt.

La fermeté des Vaudois le surprit; il voulut connaître leur croyance. Le parlement envoya, par un arrêt du mois de mars 1542, l'évêque de Cavaillon, le conseiller au parlement Durandy, et un théologien, pour remplir les intentions du roi; ils se rendirent à Merindol, firent assembler les Vaudois jeunes et vieux, et procédèrent à l'en-

---

qui feront le contraire, de confiscation de leurs biens et autres peines arbitraires.

Et au surplus attendu que notoirement tout ledit lieu de Merindol est la retraire, spelonq, refuge et fort de gens tenans telles sectes damnées et réprouuées, ladite cour a ordonné et ordonne que toutes les maisons et basties dudit lieu seront abattues, démolies et abrasées, et ledit lieu rendu inhabitable, sans ce que personne y puisse rédifier, ne battir, si ce n'est par le vouloir et et permission du roi. Semblablement que le chasteau et spelonque, repaires et forts estans ès rochers et bois du terroir dudit Merindol seront ruinés et mis en telle sorte que l'on y puisse faire résidence, et que les lieux soient découverts, et les bois où sont lesdits forts coupez et abattus deux cents pas alentour; et dauantage fait prohibitions et défenses de bailler à ferme et arrentement ni autrement les héritages dudit lieu à aucuns du surnom et lignées des dessusdits condamnez. Publié en jugement au parlement de Provence séant à Aix, le dix-huitième jour de novembre, an MDXL.

quête. *André Meynard* répondit au nom des habitans; ils interrogèrent ensuite les petits enfans, qui expliquèrent leur croyance avec tánt de clarté, de simplicité et de candeur, que le théologien, vaincu, avoua qu'il avait souvent assisté en Sorbonne aux thèses de théologie, mais qu'il n'avait jamais appris autant de bien qu'il avait fait en entendant ces jeunes gens. *André Meynard* rédigea (1) par écrit un exposé de la croyance et de la conduite des Vaudois; il remit ce manuscrit au conseiller Durandy pour être présenté au parlement. Cette pièce est le plus ancien monument de la réformation en France.

Dans une profession de foi, *André Meynard* déclare que les Vaudois ne reconnaissent *aucune doctrine humaine contraire à la parole de Dieu, n'admettent aucune coutume superstitieuse, comme adoration d'images, pélerinages et telles choses semblables;* reconnaissent l'importance des sacremens, qu'ils regardent *comme les témoignages et signes par lesquels la grâce de Dieu est confirmée;* le baptême comme signe de la purification des âmes, la cène comme signe *sous lequel la vraie communion du corps et du sang de J. C. nous est baillée.* Quant aux magistrats et seigneurs, et tous

(1) Justin, même édition, page 46.

gens de justice, dit-il, *nous les tenons être ordonnés de Dieu, et voulons obéir à leurs lois et constitutions qui concernent les biens et corps; auxquels loyaument nous voulons payer tributs et impôts, dismes, cens et toutes choses qui leur appartiendra, en leur portant honneur et obéissance en toutes choses qui ne sont contre Dieu.*

« Très-honnorez seigneurs, nous nous auons touché fidèlement en somme la foy et doctrine, laquelle nous tenons, qui n'a autre fondement que la saincte parole de Dieu, qui est la seule règle de toutes vrayes consciences chrestiennes. Ce néantmoins auons été inhumainement affligez en tous moyens; ce qui nous semble estre bien aspre entre les hommes qui se nomment chrestiens.

» Premièrement vous savez que frère Jean de Roma, jacobin et inquisiteur, vint en Prouence, lequel disant avoir authorité et puissance et du roy et de vous, fit tant par sa crierie et faux donner à entendre, qu'il eut gros support et aide; et ressemblant un capitaine, menait des garnemens, portant armes, et allait par les maisons et villages, où ils rompoyent coffres, emportoyent or et argent et toutes autres choses qu'ils pouvoyent rauir : bref de Roma pilla tellement les poures chrestiens de Prouence, tant par amendes, condamnations, compositions secrètes, tant luy

et les siens, que plusieurs encore aujourd'huy en sont en grande misère et poureté ; il estait inquisiteur, accusateur, juge et partie : en telle sorte que plusieurs (ainsi qu'il avait forgé à son plaisir les procès) ont esté brulez, aucuns bannis, aucuns morts en prison, aucuns par tormens mutillez. Mais Dieu qui découvre la meschanceté des méchans, le fit cognoistre tel qu'il estait par deuant vos excelences par le moyen d'un commissaire enuoyé de par le roi, et fut demis de son office, et toutes ces procédures annulées, et ce qui s'en seroit ensuyui, et mourut misérablement à Avignon, destitué de tout aide humain par le juste jugement de Dieu ; à l'exemple d'iceluy les officiaux et inquisiteurs, fermiers de bénéfices, et autres officiers des euesques, n'ont cessé depuis ce temps-là de nous tourmenter et piller sous ombre et titre de s'enquérir de la foy, ce qu'ils n'ont pas fait, mais seulement de nostre argent et nos biens, nous diffamans pour coulourer les grandes pilleries et tortures qu'ils ont exercées contre nous, nous notans estre Vaudois et Luthériens, ce que ne sommes, car nous ne tenons rien de Waldo ne de Luther, ne de la doctrine qui procède d'eux ; nous contentans de celle seule qui est de Jésus-Christ nostre sauueur.

» Or Dieu a voulu que la cognoissance et ju-

gement de l'inquisition de la foy ne soit plus en la puissance des ecclésiastiques, ainsi que le roi en a baillé lettres; mais que telles causes fussent mises par-deuant vos excellences; par lequel moyen nous auions grande espérance que nostre innocence et bon droit seroit cognu et entendu. Mais à ce que nous voyons, ne savons plus à qui recourir, sinon nous submettre totalement sous la protection et sauue-garde de Dieu, et prier qu'il prenne la cause à lui, ce que nous espérons qu'il fera.

» Nous sommes notez d'estre séditieux, ce que nous ne sommes point, et ne nous pouuons assez esmerveiller que monsieur le chancelier de France et vous messieurs auez refusé de bailler commissaires à nos dépens, qui vinssent prendre informations sur le lieu, tant de nostre vie et mœurs, que de nostre foy : à celle fin que fussiez aduertis et bien informez à la vérité; et soyez certains qu'eussiez trouué que nous sommes chrestiens et fidèles, et qu'il n'y a rien en ce monde que tant nous haïssions que sédition. Mais facilement on nous peut mettre sus tous faux crimes tant d'hérésies que de sédition, car il n'y a si meschant ou meschante qui ne soit reçu en témoignage contre nous, voire nos propres ennemis, attendu même qu'il n'estoit loisible à procureur ni aduocat n'y

à autres, non pas à nous-mêmes propres, de défendre notre cause par la parolle de Dieu.

» On nous accuse aussi que nous sommes desobéissans à la iustice, pour autant que ne voulons comparoistre personnellement quand sommes adiournez. Certes nous voudrions obéir à la justice, quand on nous garderoit tel droit qu'on fait aux Turcs à Venise, ou aux Juifs en Auignon, ou à brigands et larrons auxquels est permis de se défendre par voye de droict: mais à nous, tout est fermé, personne n'ose parler pour nous, si non qu'il veuille estre nommé fauteur d'hérésie; mais un chacun est le bien venu qui parle contre nous, quelque meschant qu'il soit.

» Aucuns de nous ont comparu, lesquels sont demeurez en prison; les autres ont été bruslez, et les autres ont été marquez au front d'une fleur de lys ardante : les autres bannis, et confisquez tous leurs biens, sans en vouloir départir aux poures femmes et enfans une seule maille. Toutes ces choses considérées, avons esté tellement espouuantés, que ne sommes osez comparoistre par deuant vous, voyant le traitement qu'on a fait aux autres.

» Vous savez, très-honnorez seigneurs, que quand le président, et ceux qui ont esté envoyés de votre part, sont venus en nos maisons

et villages, ils n'ont point eu ne rebellion ne repugnance. Il est vray que voyant qu'on menoit des gens d'armes, un prevost, un bourreau et des cordes, nous auons esté effrayez, et abandonnasmes les maisons, nous retirant aux bois, cavernes et rochers, pour sauver nos propres vies; là où avons enduré plusieurs nécessitez, et nous semble bien étrange qu'on nous appelle seditieux à cette cause; car nous voyons qu'il n'y a si petite bête qui ne cherche lieu pour se sauver devant celui qui lui veut faire mal. Nous avons laissé prendre à tous ceux qui se sont dits envoyez de votre part, blez, vins, mesnages, bestail, et tout ce qu'ils ont voulu, sans résistance, tellement qu'il semblait que ce fust un pays de conqueste baillé en proye.

» Pareillement on nous charge d'avoir osté des prisonniers aux officiers de la cour ; ce que n'auons faict; et c'est à cause qu'auprès de Lacoste, ainsi qu'aucunes gens portans armes, tant à pied qu'à cheual, avaient pris des prisonniers par maisons et par champs, entre lesquels emmenoyent prisonnières deux jeunes filles : ce que voyant leurs parens, ainsi qu'on nous a dit, craignant que deshonneur ne se fît à leurs dites filles, comme autrefois a esté fait par telle manière de gens, vinrent au-devant de ceux qui les

emmenoyent, lesquels les en laissèrent, sans coup frapper, et avant qu'ils en fussent requis. Il n'y a personne, qui, de nostre sçu ou consentement, eût entrepris ne fait chose contre le roy, notre souverain prince, n'autre ses officiers, mais sommes et uoulons estre très-loyaux et obéissans sujets au roi, nostre sire; et quand sa royale maiesté nous voudroit benignement bailler audience, il cognoistroit que quelque poures que soyons, que sommes chrestiens et obéissans sujets à sa royale maiesté : et espérons que notre seigneur donnera à cognoistre nostre innocence par les grands torts qu'on nous a faits iusqu'à présent. Touchant à ce qu'on nous charge que nous nous sommes retirez aux forts, villes et chasteaux, nous en presnons Dieu à tesmoins et tous ceux du pays qui sauent que ne nous sommes retirez ni en villes ni en chasteaux, même n'osions pas demeurer dans nos maisons; mais comme poures oiselets qui fuyent deuant l'espervier, nous sommes retirez au mieux qu'avons peu, dans les bois, cavernes et rochers, pour donner lieu à l'ire des hommes, craignans la fureur du peuple, qui estait tellement enflambée contre nous, qu'il semblait qu'ils nous deussent de tout abysmer; ce qu'ils eussent fait sans la grâce de Dieu, sous la protection duquel nous étions humblement

soumis. Et par cela, honnorez seigneurs, ne devons estre nommez séditieux, voyant que n'avons fait autre chose sinon fuir, et pensons qu'il n'y a princes ne seigneurs, n'aucunes gens qui soient de bon jugement, qu'en ce justement nous puissent blasmer, veu qu'on a fait mourir plusieurs des nostres, tant en prison que par feu; et qu'on a banni plusieurs auec confiscation de leur bien, et qu'arest a esté donné de nous brusler tous vifs, nos femmes et enfans bannis, sans qu'ils puissent emporter aucuns biens meubles; que nostre village fust rasé jusques au fond, et que le lieu fust rendu inhabitable. Toutes lesquelles choses assemblées, nous ont tellement épouvantez et effrayez, avec les souffrances qu'avons endurées, que c'est merueille que de peur ne soyons morts; mais Dieu, qui est le père des désolez, nous a consolez, et nous semble, par la fuitte qu'avons faite, sans porter dommage à aucun, estans pressez en la manière susdite, que personne ne nous peut en iuste cause accuser de sédition.

» Quant à ce qu'on nous a chargez, qu'il y a entre nous gens d'armes, lansquenets et piedmontois, ainsi qu'on nous a récitez, nous ne sauons que cela est; et n'y a homme qui puisse dire, en vérité, qu'homme de guerre, ne pied-

montois ne lansquenet soit venu à nous; mais ceux qui ont informé le roi, nostre sire, et vos magnificences de telles faussetez et mensonges, tâchent, par ce moyen, nous faire ruiner. Certes, très-honnorez seigneurs, on peut bien dire tout ce qu'on veut alencontre de nous; car nous n'avons eus ne moyens de nous purger ne devant le roy, nostre sire, ne devant nos magnificences, à cause qu'il n'y a personne qui ose parler pour nous; car il n'est question de plaider avec nous sinon par le cousteau et le feu. Mais nous avons nostre totale fiance en nostre bon Dieu, qui uoit nos afflictions et les injures qu'on nous fait, qui nous suscitera quelque bonne reine Hester, laquelle déclarera au roi notre innocence; et que les traistres et faux témoins qu'ainsi pourchassent notre ruine, tomberont à la fosse qu'ils nous ont préparée; ainsi qu'il aduint au traistre Aman, qui vouloit faire mourir, en un jour, tout le peuple de Dieu; lequel fut pendu auec les siens au haut gibet qu'il auait préparé au bon Mardochée. . . . . .

» A quoy, si l'on voulait continuer, nous taschérons, par tous moyens, que le roy et vous, et vous tous bons chrestiens seront aduertis de nostre affaire, afin qu'ils prient Dieu qu'il nous doint bonne patience, et aux poures pri-

sonniers qui n'ont mangé que du pain et beu de l'eau, et ne demeurent que pour les depens. A ce prierons très-humblement le père de miséricorde qu'il fasse que la vérité soit cogneuë, et qu'il change le cœur de nos ennemis; et nous veuille tous unir en une foy, en une loy, et en un baptême; et à recognoistre et confesser un Dieu et un Sauveur Jésus-Christ, auquel soit honneur et gloire éternellement. De Merindol, le sixième d'auril, M. D. XLI. »

François Ier se fit lire cet exposé par Castelanus, son lecteur ordinaire (1). Cette lecture fit sur lui une impression si vive, qu'il évoqua l'affaire des Vaudois en conseil privé, par les lettres-patentes du 25 octobre 1543, et ordonna qu'il fût sursis à toutes poursuites contre eux, jusques à ce que un maître de requêtes de son hôtel à ce commis lui en eût fait rapport.

Sur ces entrefaites, le baron d'Opède, devenu premier président du parlement d'Aix, voyait sa proie prête à lui échapper. Cet homme, qui ne possédait qu'une médiocre fortune, ne se soutenait que par les extorsions qu'il commettait sur ses vassaux. Le voisinage de Cabrières et de Merindol, où ces malheureux trouvaient souvent un

(1) Sleidan, tome 1er.

asile, l'importunait; il fallait les en priver. A cet effet, il engagea le parlement à envoyer l'huissier Courtin en cour, vers la fin de l'année 1544: au moyen du cardinal de Tournon, cet émissaire persuada au roi (1) que les Vaudois étaient en armes et en grand nombre, qu'ils forçaient villes et châteaux, *eximant les prisonniers des prisons, et rebellant à la justice.* Courtin obtint des lettres-patentes, au mois de janvier suivant, pour mettre l'arrêt à exécution. D'Opède les tint cachées jusques au mois d'avril, pour attendre que le comte de La Garde, qui revenait du Piémont avec cinq à six mille hommes de vieilles troupes, fût arrivé et le secondât dans ses desseins. Le comte de Grignan, gouverneur de Provence, était alors en Allemagne, et le baron d'Opède, en son absence, était revêtu de ses pouvoirs.

Enfin, le dimanche 12 avril 1545, d'Opède assembla le parlement, qui entérina immédiatement les lettres-patentes du roi pour exécuter l'arrêt de contumace contre les habitans de Merindol. On nomma commissaires, pour l'exécution, Bernard de Badet et de Tributiis, conseillers : l'avocat-général Guerin, qui poursuivait, en l'absence du procureur-général, fut député pour les accompagner. D'Opède partit avec ses

(1) Bouche, Histoire de Provence.

troupes, et traversa la Durance à Pertuis, où l'attendait le baron de La Garde. Le 13, les exécutions commencent; on brûle les villages de Cabreirette, Pepin, Lamothe, St.-Martin, appartenant au seigneur de Cental; toute licence est donnée aux soldats; les laboureurs sont massacrés sans résistance; les femmes et les filles violées; les vieillards et les enfans taillés en pièces; on ouvrait le ventre des femmes, et leurs fruits étaient foulés aux pieds. On ne vit jamais un tel excès de cruauté. Le 14, d'Opède alla à Cadenet; le 15, à Lourmarin, et le 16 à Lauris. Cette marche fut constamment marquée par le pillage, l'incendie et le massacre. Pendant ces quatre jours, il envoya plus de huit cents personnes aux galères, sans forme de procès; un nombre presque égal fut vendu: le prix était de trois francs par tête!

Enfin, le dernier jour de Merindol arriva. Le 18, d'Opède partit de Lauris avec son armée; il était en habit d'homme de guerre, et faisait porter son héaume devant lui. Ses forces étaient distribuées en avant-garde, corps de bataille et arrière-garde. Un tel appareil était peu nécessaire. Il entra dans Merindol, qu'il trouva sans défense. En deux heures, ce bourg fut entièrement brûlé et rasé. Un malheureux jeune

homme, domestique d'*André Meynard*, qu'on trouva, par hasard, fut arquebusé, sans qu'il fût même interrogé.

André Meynard et tous les habitans de cette malheureuse ville étaient instruits, depuis plusieurs jours, du sort qui les attendait. Ils voyaient, du haut de leur château, le feu qui consumait les seize villages que d'Opède avait fait brûler. Ne pouvant se défendre contre une armée, ils firent demander à leur ennemi la permission de se retirer en Allemagne. Cette grâce leur fut refusée. On voulait les exterminer. La religion vint à leur secours : après avoir adressé au ciel des prières publiques, ils se divisèrent en deux corps; l'un, commandé par *Meynard*, alla au secours des Vaudois de Cabrières, qui devaient bientôt subir le sort de ceux de Merindol; l'autre fut destiné à pourvoir à la sûreté des femmes et des enfans, en dirigeant sa marche du côté de Briançon, pour atteindre les montagnes du Piémont. Les hommes sous le commandement d'*André Meynard*, se dispersèrent en plusieurs carrés pour protéger cette retraite sur les hauteurs et à travers les précipices du Luberon et des Alpes. La faim et les fatigues décimèrent ces victimes infortunées; mais, du moins, elles ne devinrent pas la proie des assassins commandés par d'O-

pède. Retirés dans la vallée de Pragelas, ces rochers déserts, cette terre stérile furent pour les Vaudois comme un camp retranché, où tous les malheureux échappés à la boucherie de Merindol et à celle de Cabrières, qui eut lieu trois jours après, trouvèrent quelques momens de repos.

Telle fut la fameuse expédition de Merindol, ainsi qu'on la nomme (1); trois mille personnes massacrées ou mortes dans les tourmens, douze cents envoyées aux galères, et vingt-quatre villages brûlés, sont des faits qui apprendront à la postérité ce que peut l'ambition aidée par le fanatisme. Les biens des Vaudois, que l'arrêt du parlement avait déclarés confisqués, furent vendus aux enchères.

Cependant l'humanité au désespoir fit entendre ses cris douloureux. La cour fut inondée de plaintes et de remontrances (2). *André Mey-*

(1) Guerres du comté, par Justin, tome 1er., page 66.

(2) Il parut à cette époque un grand nombre d'écrits en faveur des malheureux Vaudois, même en vers patois, où leur doctrine et leur innocence étaient exposées.

Que non volia maudir, ne jurar, ne mentir,
N'occir, ne avourar de prenne de aultruy,
Ne stanegar de li suo ennemi
Les disons quès Vaudés, loi fesons mourir!

S'il se trouve quelqu'un qui ne veuille médire, ni jurer, ni

nard, ayant obtenu un sauf-conduit, brava tous les dangers, et apporta jusques aux pieds du trône de Henri II la connaissance des malheurs de ses compatriotes. Il se joignit à la dame de Cental, qui avait éprouvé, d'une manière étrange, les effets du ressentiment du baron d'Opède. Henri II évoqua toute cette affaire au parlement de Paris, par des lettres datées de Monsereau, le 17 mars 1549. L'affaire fut plaidée en cinquante-deux audiences; son résultat est assez connu. L'avocat Guerin fut condamné à avoir la tête tranchée; d'Opède, plus criminel encore, était puissant, il échappa à la punition qu'il méritait. Ces condamnations n'adoucirent pas le sort des malheureux Vaudois. La persécution suivit de près l'élargissement du baron d'Opède (1).

André Meynard, à la tête de la jeunesse vaudoise, avait combattu à Cabrières, à Lacoste, à Murs, à Joncas, aux Combettes et à Pertuis; il avait ramassé dans toute la Valmasque les malheureux de tout âge et de tout sexe qui, après la destruction de leur famille et le sac de leur habitation, étaient réduits à la dernière misère; infé-

---

mentir, ni tuer, ni se venger de son ennemi, à coup sûr c'est un Vaudois, et on les fait mourir!

(1) Jean Crespin, livre III, page 176.

rieur par le nombre, il se soutenait par la connaissance des localités, et c'est à lui qu'on doit que la race des Vaudois n'a point été entièrement extirpée. Campé sur les hauteurs du Luberon, il se transportait avec son bataillon sacré sur tous les points où il trouvait des malheureux frères à défendre, et savait se poster de manière à ne pouvoir être attaqué. Il fit reconstruire en 1551 le château de Merindol, et y établit une garnison de cent hommes, suffisante pour le défendre contre les premières attaques; il était présent lorsque Serbelloni, général des troupes du Comtat, et Sommerive, gouverneur de Provence, allèrent de nouveau assiéger cette malheureuse ville. Mouvans, à la tête de trois mille religionnaires, tenta en vain de le secourir : *Meynard* fut obligé de plier sous le nombre. Merindol fut de nouveau saccagé, et *Meynard* se retira dans Pertuis avec sa petite armée, afin de conserver les communications avec le Pragelas; quoiqu'il ne pût jamais être entamé dans les positions qu'il prit sur le Luberon, Pertuis fut emporté par les catholiques; *Meynard* marcha vers Sisteron, qui lui ouvrit ses portes; le baron de Ponant, qui, à la tête de trois mille protestans, veillait à la défense de Pragelas, vint le joindre à Sisteron, et leurs forces réunies arrêtèrent quelque temps les efforts de leurs ennemis.

C'est sur ces entrefaites que fut donné l'édit d'Amboise, en mars 1563 : le calme succéda à l'orage, mais il ne fut pas de longue durée. La réformation avait fait depuis vingt ans des progrès étendus ; l'Espagne tremblait pour ses possessions des Pays-Bas ; la reine Catherine fit un voyage à Bayonne, où elle eut une entrevue avec Isabelle sa fille, femme de Philippe II, et le duc d'Albe ; l'édit de Roussillon, suspensif de celui d'Amboise, fut arrêté dans cette conférence, et fit renaître la guerre civile en France. Le prince de Condé envoya le comte de Crussol en Provence pour faire reprendre les armes aux protestans, et la guerre, le meurtre et le pillage recommencèrent des deux côtés avec le même acharnement.

Des villes prises et rendues, des combats continuels, sans résultats décisifs, des trèves rompues aussitôt que signées, des traités violés aussitôt que conclus, des succès et des revers, mais des pertes réciproques et irréparables dans les deux partis, remplirent en Provence les années de 1564 à 1572, époque de la Saint-Barthélemy. Dans cet intervalle, le roi de Navarre et les princes protestans soutenaient les Vaudois, et la vallée de Pragelas et de Merindol attira souvent leur attention. *André Meynard* et le baron de Ponant n'agissaient que par leurs ordres : François de

Lesdiguières, depuis connétable, surnommé le renard du Dauphiné, leur transmettait leurs volontés avec leurs secours.

La journée de la Saint-Barthélemy vint couvrir la France de deuil; pour cette fois du moins les Vaudois n'eurent à regretter aucune victime, mais le soin de leur salut leur commandait les plus grandes précautions; le voisinage du Comtat avait occasionné leurs malheurs, ils durent se précautionner contre une puissance qui avait résolu leur perte, et qui ne manquait pas, pour l'exécuter, de puissans auxiliaires, en disposant à son gré des armes du fanatisme.

Les horreurs qui signalèrent cette exécrable journée, où tant de vengeances particulières se commirent sous l'horrible prétexte de l'extermination des protestans, avait répandu les semences d'une discorde éternelle; elles firent à la religion réformée plus de partisans que le fer des assassins n'en avait moissonné : une partie de la noblesse se joignit aux protestans, et l'indignation, jointe au désir de la vengeance, procura aux Vaudois des secours auxquels ils ne devaient pas s'attendre.

André Meynard sentait depuis long-temps l'urgent besoin d'avoir dans le Comtat une place forte qui assurât aux siens une retraite inexpu-

gnable, et pût en même temps en imposer à une puissance qui était son ennemie naturelle ; il choisit Menerbes comme le point le plus important par sa proximité avec Merindol. Il s'en ouvrit au marquis de Valavoire, qui avait perdu son frère à Paris lors de la Saint-Barthélemy ; ils imaginèrent ensemble un stratagème qui réussit au gré de leurs désirs, et le 1er octobre 1573 cette place tomba en leur pouvoir. Ils établirent dans Menerbes une garnison considérable, et Ferrier fut chargé du commandement. *Meynard*, occupé à protéger les débris des Vaudois restés à Pragelas ou retournés à Merindol, tenait constamment la campagne, et entretenait la communication avec les diverses places. Il eut le chagrin l'année suivante, sans pouvoir y porter du secours, de voir un capitaine italien, Horace Cono, suivi de quelques troupes que Henri III avait emmenées avec lui à Avignon, attaquer de nouveau Merindol et le saccager une troisième fois ; il tomba toutefois sur son arrière-garde et la détruisit entièrement.

Le cardinal d'Armagnac, légat du pape, le vice-légat et le général des troupes Martinengues, avaient résolu le siège de Menerbes ; ils s'adressèrent au comte de Carces, gouverneur de Provence, pour les aider dans cette entreprise ; pour cette fois ce siège n'eut point lieu, parce que les maré-

chaux de Danville et de Retz, envoyés par le roi de France, se flattaient d'amener les deux partis à un arrangement amiable. Les protestans exigeaient le libre exercice du culte pour ceux de leurs frères qui étaient dans le Comtat, et que leurs biens leurs fussent rendus. Le premier chef fut constamment refusé, et deux trèves conclues n'amenèrent aucun résultat. Enfin le cardinal d'Armagnac obtint du roi de France un secours considérable de troupes et de munitions. Le grand prieur de France fut envoyé à Menerbes avec le maréchal de Retz et six régimens d'infanterie; une mésintelligence survenue entre Ferrier et *Meynard* (1), à la suite de laquelle ce dernier quitta Menerbes, rendait le moment favorable. Mateucci, successeur de Martinengues, et Grimaldy, recteur du Comtat, y amenèrent leurs troupes, qui s'étaient augmentées de cinq cents arquebusiers envoyés par le pape; la place fut investie sur la fin d'août 1577. Le feu fut continuel jusques au 20 septembre; alors on proposa une suspension d'armes. Le grand prieur traitait secrètement avec Ferrier, et Menerbes eut été livrée, si Bignan, son secrétaire, n'en avait prévenu Saint-Auban et *Meynard*, qui amenèrent un secours considé-

(1) Guerres du comté, tome 2, page 208.

rable, et à peine entrés dans la place, s'assurèrent de Ferrier et le tinrent en prison. Ferrier trouva moyen de se venger de ce dernier, en livrant sa femme et ses enfans au grand prieur, qui les fit enfermer dans le château d'Opède. Les assiégés, aidés de ces renforts, réparèrent les murailles, et le feu des assiégeans recommença avec plus d'intensité. Un petit fort en avant de la place, appelé les Castelet, essuya plus de mille coups de canon.

Sur ces intervalles, la paix entre les catholiques et les protestans de France fut rétablie par l'édit du 5 octobre 1577. Le maréchal de Retz et le grand prieur furent rappelés, et le siège converti en blocus par les troupes du pape. On profita de cet intervalle pour faire des propositions à Saint-Auban; la princesse de Salerne, sa belle-mère, se chargea de la négociation. Saint-Auban sortit de nuit de la place, accompagné de trente hommes seulement, emmenant Ferrier prisonnier; il se rendit à Gap auprès de Lesdiguières, laissant *Meynard* (1) blessé d'un éclat de boulet dans Menerbes, et réduit à toute extrémité. Grimaldy l'avait environnée de redoutes et de nouvelles tranchées de mille huit cent six toises de circuit.

(1) Guerres du comté, tome II.

L'assemblée des chefs protestans, réunie à Gap, essaya de ravitailler la place, mais inutilement. Les secours envoyés furent dispersés, aucun ne put arriver à sa destination. Une troupe considérable, partie des Cevennes, arriva jusqu'à Barjac, mais ne put passer le Rhône; toutes les issues étaient gardées; le maréchal de Danville, gouverneur du Languedoc, après avoir abandonné le parti de l'union, dissipa cette troupe, qui fut forcée de rétrograder. Saint-Auban retourna à Menerbes, portant des ordres du roi de Navarre pour évacuer la place; d'un autre côté les assiégés s'affaiblissaient de jour en jour sans espoir de réparer leurs pertes. Dans cet état un traité fut conclu le 6 novembre, et approuvé par le roi de France, par lettres patentes du 18 du même mois, portant une amnistie générale. Dès que le parlement d'Aix les eut entérinées, la reddition de Menerbes s'opéra le 9 octobre 1578. *André Meynard* obtint une capitulation honorable; il sortit de Menerbes avec armes et bagages, après s'y être maintenu cinq ans. (1) Il avait été stipulé par ce même traité que les religionnaires seraient rétablis dans leurs biens, emplois et dignités, et qu'ils ne pourraient être inquiétés au sujet de la religion; ils

(1) Pérussy, Histoire de Provence.

obtinrent des chambres mi-parties pour connaître de leurs affaires, soit civiles, soit criminelles, etc. Saint-Auban obtint 20,000 livres de dédommagement par ce traité, et *Meynard* une somme égale, qu'il répartit entre les officiers subalternes et les soldats; sa femme et ses enfans lui furent rendus, et après avoir parcouru la Valmasque et le Pragelas pour ramasser les débris épars de ses compatriotes, il retourna, suivi de ce précieux cortège, à Merindol, où il trouva enfin le repos et le calme que tant d'orages avaient depuis longtemps fait disparaître; il s'endormit du sommeil des bons, au sein de sa famille, le 10 septembre 1599.

Tel fut *André Meynard*, l'un des plus fermes appuis de la réformation; il sut, par la force de son courage et par l'énergie de sa volonté, se placer au premier rang parmi ceux qui firent du seizième siècle l'époque la plus remarquable de l'histoire de Provence. Après avoir voué à la défense de son pays et de la vérité une vie irréprochable, bien qu'elle fût traversée par une foule d'événemens, il eut le bonheur de mourir en paix, et d'avoir fait le salut de ses compatriotes; l'ambition n'eut aucune prise sur son âme; sa conscience seule fut la règle de ses actions. Un trait qui le distingue principalement des autres

défenseurs du protestantisme, tels que les Monbrun, les D'Allemagne, les Mouvans, les Pontevès, les Saint-Auban, les Glandages, qui jouèrent à cette époque un rôle si actif dans cette vaste tragédie, c'est qu'il reçut de ses pères la croyance qu'il défendit, et qu'il n'en changea jamais; sa postérité existe encore à Merindol, sous le nom de *Meynard de la Bourdille.*

Le feu de la guerre civile qui s'était étendu dans tout le royaume commençait à s'éteindre dans le comtat; même avant cette heureuse époque les deux partis, devenus plus modérés, ne se livraient plus aux massacres; ils se contentaient de tenir la campagne et de faire la guerre selon les règles établies, sans commettre ces cruautés qui déshonorent l'humanité. Les protestans, devenus plus nombreux, commandés par des princes, n'étaient plus regardés comme des rebelles hors du droit des gens; et peu d'années après, le grand Henri ayant fait reconnaître son droit à la couronne, étouffa par sa prudence cet esprit de meurtre et de ravage qui avait transformé un peuple naturellement doux et humain en une horde de cannibales. Dès-lors on vécut dans l'une et l'autre religion avec une tranquillité d'autant plus surprenante, que chacun avait été témoin des malheurs qui venaient de finir; et les catholiques eux-mêmes

reconnurent qu'une religion qui prescrivait à l'homme l'usage de sa raison, qui protégeait sa liberté, qui prêchait la tolérance, et qui mettait en pratique la morale de l'Evangile, était une religion divine, puisque la raison, la morale et la tolérance peuvent seules assurer le bonheur de l'homme.

Durant les deux siècles qui se sont écoulés depuis la mort du grand Henri, la religion réformée a éprouvé bien des malheurs. La Provence et les Cévennes ont été plus d'une fois le théâtre de ces exécutions sanglantes, que des courtisans avides de confiscations ont arrachées à des princes trompés par leurs mensonges.

Une ère toute nouvelle a commencé pour les protestans de France. Dans les temps anciens, ils ont dû souvent s'occuper de leurs intérêts propres, puisqu'on les forçait à en avoir un à part; aujourd'hui pour eux il n'y a plus d'intérêt séparé; il ne s'agit point de cultiver uue branche particulière de l'arbre, mais d'apporter tous les soins au tronc commun, afin que l'arbre tout entier fleurisse. Quelle joie pour eux de ce que maintenant ils n'ont qu'à s'occuper de la prospérité du tout pour travailler à la leur propre!

L'influence heureuse que la réforme a déjà eue sur la France est plus grande qu'on ne le pense

d'ordinaire. Cette influence est sûrement appréciée par les hommes sages, qui sont au-dessus de tous les partis et de toutes les préventions. Si les destinées de la France se sont développées tout autrement que celles de l'Italie, de l'Espagne et d'autres contrées, ne le doit-on peut-être pas, en grande partie, à ce que la réforme s'y est établie et maintenue. Toutes ces grandes familles, qui, après le retour de Henri IV, passèrent à l'église romaine, n'apportèrent-elles pas dans cette église une masse de lumières et une exemption de préjugés qui ne se trouvaient point chez les vieux catholiques romains ? Leur christianisme, même après leur changement de religion, fut tout autre que celui de Rome. La véritable piété, fille des temps apostoliques, est aussi éloignée des abus que de la superstition. Que l'on pense maintenant qu'une grande partie de la noblesse de France a été une fois protestante, et que l'on se demande si précisément par les conversions de la plupart, la réforme n'a pas exercé sur les destinées de toute la nation une influence cachée, mais puissante. Au reste, nous ne voulons point prôner la réformation comme si elle n'eût pas occasionné le moindre mal. Nous demandons seulement si, dans ce cas même, ce ne serait pas une injustice que d'en tirer des conséquences

désavantageuses pour elle. L'on ne juge point des eaux d'un ruisseau qui fertilise les prairies qu'il traverse et les racines cachées des arbres, par l'écume impure qu'il jette sur ses bords.

THE NEW YORK
PUBLIC LIBRARY
ASTOR, LENOX AND
TILDEN FOUNDATIONS

Gustave Adolphe.

Vigneron. *Lith. de Demesmay.*

GUSTAVE ADOLPHE.

La période de l'histoire du protestantisme, où figure le grand caractère de *Gustave Adolphe*, mérite toute notre attention. La réformation, à son origine, fut une controverse de théologie : les hommes qui la conçurent et ceux qui l'exécutèrent ne prévirent pas qu'en proclamant la liberté d'examen, même avec des restrictions, ils seraient nécessairement entraînés à des résultats politiques du premier ordre et de la première importance. Leur esprit, tout hardi et vaste qu'il était, n'avait pas sondé la profondeur des théories qu'ils annonçaient aux nations. La fécondité de leurs principes ne fut pleinement révélée que long-temps après leur époque. En effet, de la question des droits religieux que les réformateurs agitèrent, leurs disciples durent passer à la question des droits civils. D'abord on voulut être chrétien éclairé, ensuite ou voulut être homme et citoyen libre. Il est évident que les premiers

réformateurs traitaient les questions dogmatiquement. Remplis des convictions les plus puissantes et les plus intimes, tourmentés du désir de les répandre, ils visaient à tout réformer, et s'inquiétaient fort peu des conséquences temporelles de leurs principes théologiques. Souvent les hommes du plus grand génie ne regardent pas devant eux; ils donnent une impulsion, et des successeurs, profitant du changement des circonstances et des temps, achèvent, avec des idées et des formes nouvelles, un ouvrage qui s'appuie sur des fondemens antiques. Dès les travaux des premiers prédicateurs, il leur était facile de voir que leurs systèmes intéressaient sous des rapports variés la société toute entière. Pourquoi des conciles ne purent-ils calmer ces débats? Pourquoi tant d'arrêts ecclésiastiques, soutenus du bras séculier, furent-ils impuissans pour arrêter ces grands mouvemens? C'est que la société s'était organisée par l'affranchissement des communes; elle s'était éclairée par l'imprimerie et le commerce, et même, elle commençait à user, au profit de la liberté et des lumières, de cet esprit chevaleresque, héritage des croisades et des siècles féodaux. Le moyen âge et son ignorance fuyaient devant une lumière nouvelle. Les intérêts religieux s'élargissaient et s'étendaient au

loin. Relégués jusqu'à ce temps dans le sein de la famille, ils parurent enfin dans l'Etat. On vit alors des controverses de théologie faire plus que des armées; on vit, du fond d'un cloître ignoré et obscur, la liberté d'examen, sous la forme d'un livre de polémique, porter le trouble chez les seigneurs du ciel et de la terre, effrayer les indolens et voluptueux cardinaux du conclave et agiter les rois sur leurs trônes.

Dès ce moment, la réforme, envisagée d'un côté, se présente comme question politique, et ce caractère ne tarda pas à dépasser la question théologique, qui, à juste titre, avait d'abord paru en première ligne. Bientôt l'ordre naquit du tumulte : le plus fort des querelles était passé ; le feu des controverses s'était assoupi. L'église divisée se rassit et se constitua. Les fondateurs de l'église anglicane et des communions helvétiques, les intolérans édits rendus en Hollande et en Ecosse, les sages lois des princes allemands, et plus que tout cela, les admirables dispositions de Calvin, réussirent enfin à donner quelqu'unité à ces églises éparses, et à réunir les parties de ce grand ensemble, dans lequel la liberté d'examen avait introduit cette apparence de désordre qui suit l'exercice souverain de la raison. Rendons grâces à ces législa-

teurs habiles; car, en toute révolution, le premier intérêt est de durer.

Dans l'époque dont je vais rapidement parcourir l'histoire, nous verrons la réformation se compliquer d'une foule de choses qui semblaient d'abord en être fort éloignées. Elle va se trouver mêlée à des affaires de diplomatie; elle va négocier avec adresse, mais sans résultats; enfin, attaquée de toutes parts, elle se défendra avec courage et avec succès. Nous arrivons au temps où il était plus important de savoir combattre que de savoir écrire, et où l'épée fut plus souvent maniée que la plume. Usant des mêmes moyens que ses adversaires, la réforme aura des généraux et des armées. Dans le vaste empire d'Allemagne tout protestant était réputé non-seulement hérétique, mais de plus séditieux. Tous ceux qui échappaient à la persécution étaient enveloppés sans refuge dans l'accusation imaginaire de conspiration, délit vague et sans limites, et que Tacite appelle avec raison le crime de ceux qui n'en ont commis aucun. Mais toutes ces guerres de religion ne tardèrent pas à se changer en guerres d'indépendance. En vain les plus anciennes puissances qui aient pesé sur les hommes, l'autorité impériale et l'autorité romaine, se réunirent-elles, après s'être si long-temps combattues, pour

étouffer une réformation, qui osait demander compte à toutes deux de leur origine et de leurs droits. Des grands généraux, des habiles écrivains, des diplomates adroits, des soldats intrépides, paraîtront dans les rangs de la réforme pour la soutenir, pour l'éclairer, ou pour la défendre. Entre le glaive des Césars et les foudres des papes, la liberté germaine ne périra pas. Le protestantisme, après avoir affranchi la raison des peuples, sauvera leur indépendance. Des ravages d'une guerre qui couvrit l'empire de sang et de ruines, sortira le traité de Westphalie, monument de paix et de tolérance, contre lequel l'église protestera en vain. On ne peut trop remarquer ici la liaison des événemens et le sort des principes. Lorsque Luther, foulant aux pieds les brevets d'indulgence, affichait ses thèses à Wittemberg; lorsque Zwingli changeait les couvens en églises chrétiennes et remplaçait la tourbe monacale par des citoyens utiles et moraux; lorsque les autres chefs de la réforme, avec des génies différens, marchaient tous dans le même sens, ces hommes généreux, au milieu de leurs livres et de leurs controverses, préparaient des résistances contre tout projet de tyrannie, et jetaient les bases de la liberté future de l'Europe.

Vers l'époque de la naissance de *Gustave Adol-*

phe, les affaires de la Suède étaient dans une position assez triste. De longues dissentions, fomentées tantôt par l'ambition, tantôt par le fanatisme, avaient succédé au règne tranquille de Gustave Wasa. Ce fut au milieu des premières guerres contre Sigismond, roi de Pologne et prétendant au trône de Suède, que naquit *Gustave Adolphe*, le 9 décembre 1594, fils de Charles IX, duc de Sundermanie, troisième fils de Gustave Wasa et de Christine, fille du duc de Holstein et Sleswick. L'histoire de ce grand homme se divise en deux époques bien tranchées, dont l'une comprend les guerres où il fut engagé pour son royaume et des intérêts de famille et d'alliance, et l'autre est entièrement occupée par la part qu'il prit à la guerre des trente ans et les fameuses campagnes d'Allemagne. La première de ces époques nous intéresse beaucoup moins que la seconde; aussi nous passerons très-rapidement sur les années qui s'écoulèrent avant qu'il prît le commandement suprême des troupes protestantes. Six ans après la naissance de *Gustave*, son père fut élu roi (1601) à la place de Sigismond, qui voulait rétablir la religion romaine en Suède. Sigismond n'est pas le seul roi qui dut aux Jésuites la perte de sa couronne. Le jeune *Gustave* reçut une brillante éducation : il s'appliquait sur-tout à l'étude des

langues et de l'art militaire. Charles IX avait laissé paraître quelque désir de diminuer les privilèges des nobles; ceux-ci s'alarmèrent et refusèrent obstinément des subsides pour la guerre de Livonie contre Sigismond. Charles en conçut tant de chagrin que sa raison en fut troublée. Le roi de Danemarck, Christian IV, voyant la Suède affaiblie et divisée, et voyant disparaître jusqu'aux dernières traces de l'administration ferme de Wasa, crut le moment favorable pour ressaisir le trône que ce grand homme avait enlevé à sa maison. Christian ne vit pas que les deux royaumes, unis par une même foi, étaient intéressés à s'allier bien plutôt qu'à se combattre, et que les Jésuites ne manqueraient pas de se jeter dans les démêlés, au grand préjudice des deux Etats. Il céda à son ambition et attaqua la Suède : cette guerre fournit à *Gustave Adolphe* la première occasion de se signaler. A peine âgé de seize ans, il reçut le commandement d'un corps de cavalerie, dans cette campagne où il s'agissait de l'indépendance de la Suède. Le roi Charles IX mourut au milieu de la guerre. Il instituait par son testament une régence présidée par la reine, qui devait gouverner jusqu'à la majorité du jeune prince. Mais *Gustave Adolphe* avait déjà fait ses preuves, et la nation était toute disposée à lui

accorder une dispense d'âge. La reine Christine, également vertueuse et éclairée, ne voulut pas garder la puissance souveraine au préjudice d'un fils qu'elle savait apprécier, et contre l'usage général des femmes et des régentes, elle se dépouilla de tout pouvoir en faveur du jeune Gustave. Sa confiance ne fut pas trompée; l'administration de l'Etat ne souffrit pas; la guerre fut poussée avec vigueur et succès. Le jeune roi étonnait déjà ses ennemis par la hardiesse et la nouveauté de ses mouvemens militaires; on admirait sa douceur, sa générosité et son respect pour la foi jurée. Déjà on croyait voir s'accomplir en lui l'horoscope qu'avait tracé Tycho-Brahe, ce grand astronome, qui eut la faiblesse d'être prophète, où il annonçait en 1572, sur la foi d'une nouvelle étoile qui parut dans la constellation de Cassiopée, qu'il naîtrait vers le Nord, dans la Finlande, un prince qui étonnerait le monde et ébranlerait l'Allemagne. Enfin cette guerre fut terminée par la médiation de l'Angleterre; on se rendit de part et d'autre tout ce qu'on avait pris. Il arriva ici ce qui arrive souvent dans les querelles des princes: des pays fertiles avaient été dévastés, des trésors épuisés, des flots de sang répandus, et après tous ces malheurs, les deux partis, mutuellement affaiblis, en revinrent précisément au point d'où ils avaient commencé.

Une ambition nouvelle décida la guerre de Moscovie. Le désir irrésistible chez les rois de cumuler plusieurs couronnes, porta *Gustave Adolphe* à élever quelques prétentions sur l'empire naissant des Czars. Le trône si fragile et si agité de Pologne était aussi un objet d'envie. La Lithuanie et la Wladimie, peuplée d'hommes grossiers mais braves, se ressentaient encore de l'anarchie féodale des chevaliers teutons, et de cet état de dégradation dans lequel les grands ducs de Moscou portaient eux-mêmes les tributs de l'esclavage à la horde tartare du Kapschah. En Pologne, une dynastie faible et malheureuse s'éteignit à la mort d'Iwan Iwanowitch. La couronne grand ducale fut vivement disputée, et enfin fut offerte à Charles Philippe, frère de *Gustave Adolphe*. Ce fut ainsi que la Suède se trouva enveloppée dans une guerre qui était pour elle sans gloire et sans avantage. *Gustave Adolphe* fit voir dans cette campagne qu'il savait vaincre et qu'il ne savait pas négocier; car il battit ses ennemis et n'obtint pas une paix avantageuse. Cependant tous les prétendans à la dignité de grand duc furent écartés, et le peuple comme les grands leur préféra avec raison un seigneur lithuanien, chef de l'illustre maison des Romanow (1617).

La guerre de Pologne recommença (1621), dès

que Sigismond eût repoussé les Tartares et les Transylvaniens. Un historien a pensé (1) que *Gustave Adolphe* avait retardé à dessein son attaque, ne voulant pas tirer parti des embarras de son adversaire. Dans cette campagne, les grands généraux que nous retrouverons en Allemagne se signalèrent plus d'une fois. Riga fut assiégé et pris par le roi de Suède, après un siège où il déploya un talent inconnu jusqu'alors. Son premier acte de gouvernement dans la ville fut d'en chasser les Jésuites; il se retira ensuite en Suède pour mettre son armée en quartier d'hiver. Sigismond, excité par des Jésuites disgraciés, entreprit de faire la conquête du royaume de *Gustave Adolphe*. Il épuisa d'abord la voie des négociations;

(1) Harte, t. 1, p. 34. Cet écrivain a publié l'histoire la plus complète que nous ayons de *Gustave Adolphe;* elle est écrite d'un style pédant, boursouflé et plein d'emphase. Harte lui-même était fort vain, et lorsque son livre parut, il se retira à la campagne dans un accès de modestie, pour éviter, disait-il, les nuages d'encens qui allaient s'élever en son honneur; cependant sa composition a été jugée trop sévèrement : elle est remarquable par l'abondance des faits, par le travail et la disposition des matériaux; c'est une compilation plutôt qu'une histoire, mais une compilation fort utile. La dernière édition est celle-ci : *The history of Gustavus Adolphus, surnamed the great*, 3me. édition, augmentée par J. Stokdale, avec un portrait et les plans des batailles; 2 vol. in-8°. Londres, 1807.

mais tous ses artifices venaient se briser contre le caractère droit et franc du monarque. Il avait encore à lutter contre le talent d'Oxensteirn, conseiller du roi, qui égalait Mazarin par son habileté, sans avoir rien de son ambition et de son astuce. *Gustave* attaqua en même temps les possessions polonaises en Prusse, expulsa les Jésuites de toutes les villes où il entrait; en général, le bannissement de la compagnie était un article obligé de toutes les capitulations qu'il acceptait. Au plus fort de la guerre, la reine eut une fille (1626); c'était Christine, cette femme capricieuse et hautaine, qui abdiqua le pouvoir, quoiqu'elle fût remplie d'ambition, et qui se fit catholique, quoiqu'elle fût assez mauvaise chrétienne.

Dans les intervalles où les soins de ses armées lui laissaient un peu de loisir, *Gustave* prenait les plus sages mesures d'administration. Il régularisait les impôts et fixait le libre cours de la justice; il diminuait autant que possible les charges publiques; il dotait richement l'université d'Upsal. On lui reproche cependant un décret contre la métaphysique; ceci demande explication. Les Jésuites polonais infectaient les écoles suédoises de leurs maximes équivoques. *Gustave* commit la faute d'envelopper la *métaphysique* dans la proscription; au reste, on entendait alors par cette

expression une espèce d'aristotélisme incompréhensible, dont les heureuses obscurités servaient merveilleusement les Jésuites dans la décision des cas de conscience. Bientôt après, en 1627, il promulgua un édit fort remarquable, en faveur *des protestans opprimés et malheureux de tous pays,* leur offrant un asile et des secours en Suède. La guerre prit bientôt un caractère plus général; l'Autriche et l'Espagne ne voyaient pas sans crainte les victoires du héros de la Suède : ces deux puissances fournirent des secours à la Pologne. Dès cette campagne, *Gustave* apprit aux généraux autrichiens quels étaient ses talens et son courage. Les vieilles bandes wallonnes et espagnoles furent dispersées et vaincues par l'impétuosité du roi.

La brillante journée de Stune, le 17 juin 1629, décida du sort de cette longue guerre. L'armée polonaise, grossie des secours envoyés par l'Autriche, accepta la bataille que lui offrit le roi de Suède. Contrarié par une faute du Rhingrave, *Gustave* se mit à la tête de sa cavalerie et se jeta au milieu de la mêlée. Sa valeur répara le premier échec causé par l'impatience d'un de ses généraux; l'ennemi fut vaincu sans pouvoir se rallier. *Gustave* courut les plus grands dangers : enveloppé par la cavalerie légère des Polonais, malgré son

intrépidité il eut succombé sans le dévouement d'un soldat suédois. Après cette bataille, le roi de Pologne, pressé par les envoyés de France et d'Angleterre, signa une trève de six ans, et mourut bientôt après, laissant après lui la réputation d'un homme actif, entreprenant et brave, mais docile aux conseils des prêtres et prodigue du sang de ses sujets. *Gustave*, libre alors, put songer aux affaires de l'empire. Nous allons le suivre maintenant dans la glorieuse carrière qu'il remplit en Allemagne. Cette partie de son histoire touche de bien plus près à la réformation; jusques là, il n'avait fait la guerre que pour des prétentions d'hérédité et des querelles de limites; nous allons le voir maintenant prendre les armes contre la tyrannie impériale et romaine, pour les droits sacrés de la conscience et les intérêts du genre humain.

Examinons rapidement quelle était la situation de l'Allemagne, lorsque *Gustave Adolphe* y porta ses armes victorieuses. L'ambitieux Ferdinand II avait affermi et considérablement étendu les domaines de la maison d'Autriche; tous les princes allemands avaient été soumis. Mais l'empereur ne pouvait se dissimuler que cette monarchie universelle où il aspirait, ne serait fermement établie que sur les ruines d'une réformation, qui

favorisait l'examen. Il commença par chasser de la Hongrie, de la Moravie et de la Bohême les nombreux réformés qui habitaient ces pays sur la foi des édits de tolérance. Le fameux *édit de restitution* acheva de soulever les esprits ; des commissaires impériaux furent créés avec le pouvoir de dépouiller les princes protestans et leurs églises de tous bénéfices ecclésiastiques, dont la jouissance était affectée avant la réforme aux ecclésiastiques romains. Augsbourg fut le premier théâtre de ces violences. Des lois cruelles contre les protestans étaient exécutées en Bohême; en un mot, la paix de religion de 1555 était violée dans tous ses articles, et enfin, la *réserve ecclésiastique* (1), qui y avait été insérée par surprise, devint la source de contestations acharnées, et décida par la suite la guerre de trente ans. Lorsque Ferdinand entreprit d'asservir l'Allemagne et d'y détruire la réforme, la maison d'Autriche possédait toute la péninsule espagnole, les Pays-Bas, Naples, le Milanais, sans parler de ses vastes apanages de l'empire. Depuis la Méditerranée jusqu'au Danube et la Baltique, ses armées occu-

(1) *Le reservatum ecclesiasticum* ordonnait « que tous prélats de la communion romaine, qui se ferait protestant, serait par cela seul obligé de résigner ses bénéfices. »

paient l'Europe. La Bohême révoltée fut réduite; des armées nombreuses et aguerries étaient soldées avec les trésors du Nouveau-Monde ; toutes les villes libres recevaient garnison impériale; les cabinets d'Europe étaient justement alarmés de l'ascendant de la maison d'Autriche. Tout semblait se réunir pour favoriser ses projets d'agrandissement. Le gouvernement de Philippe II, l'un des plus cruels tyrans des temps modernes, avait amené partout des résistances funestes à son autorité. Son successeur, l'indolent Philippe III, gouverné par ses ministres et ses maîtresses, n'avait pu accomplir aucun vaste dessein. Mais les empereurs, depuis Charles-Quint, avaient de beaucoup augmenté la grandeur et les ressources de leurs Etats ; sur-tout ils entretenaient de fortes armées permanentes, recrutées dans tous les pays où des hommes aguerris consentaient à vendre leurs services et à se mettre à la solde du premier tyran. L'empereur Mathias n'avait pas eu le temps de soumettre la Bohême, dont le soulèvement avait entraîné les autres Etats protestans. Il légua ce soin à son successeur Ferdinand II, homme déterminé et entreprenant, qui savait à la fois gouverner et combattre. La Bohême essaya de se donner pour roi l'électeur palatin, gendre de Jacques I^er^, roi d'Angleterre. L'électeur Frédéric

accepta ce pouvoir, qui entraîna les plus grands malheurs sur sa maison; il fut chassé de ses états et complètement défait en 1620, à la fameuse bataille de Prague. Cette victoire rehaussa l'autorité de l'empereur, et lui donna de nouvelles forces pour suivre ses projets de domination absolue. Les autres Etats de l'Europe n'étaient pas prêts encore à arrêter cette ambitieuse carrière; les Turcs, si long-temps l'effroi de la cour de Vienne, semblaient disposés à la paix; la France n'était plus la France de Henri IV : des guerres civiles la déchirèrent, jusqu'à ce que l'autorité se concentra entre les mains de Richelieu et de Mazarin. Jacques Ier modérait l'agitation des esprits en Angleterre, par son caractère faible et timide. Tyran par maximes et par théorie, il faisait des ouvrages pour défendre l'autorité des rois, et nul souverain ne fut moins despote en fait. Un homme de ce caractère n'était pas fait pour lutter avec quelque avantage contre les armes et la politique de l'Autriche. La Hollande était occupée d'organiser et d'affermir son indépendance. Enfin le moment paraissait arrivé où l'équilibre de l'Europe, qui n'existait encore que très-vaguement, allait être anéanti, et la guerre se dirigeait également et contre le protestantisme et contre la liberté.

Sans doute toutes ces graves considérations s'offrirent à l'esprit de *Gustave Adolphe*, lorsqu'il présenta en 1629 les motifs de son invasion en Allemagne, à la réunion solennelle du sénat à Stockholm. « Je sais, dit le roi, aussi bien que personne quels sont les dangers et les fatigues d'une telle entreprise; mais ce ne sont ni les richesses de l'Autriche, ni ses soldats vétérans qui me font peur. En prenant les choses au pis, ma retraite est sûre, et mes braves camarades ne manqueront jamais de vivres, dussé-je en faire arriver de Suède; et s'il est écrit dans la volonté de l'Etre-Suprême que *Gustave Adolphe* doit périr en défendant son pays, il saura mourir sans crainte. » *Gustave*, au moment de commencer cette longue guerre, prévoyait le cas où le trône de Suède serait vacant par sa mort. Il nomma la reine régente, et présenta à l'assemblée le recueil des constitutions du royaume, afin qu'elles fussent observées à jamais (1). Il publia un manifeste en allemand et en latin, où il énumérait les torts

(1) L'historien anglais Harte en possédait un manuscrit, copié le 29 juin 1634, avec ce titre : « *Regiminis sueciæ constitutio quam rex invictissimus Gustavus secundus et magnus, ultimæ voluntatis instar, regno populis que suis, statione hac mortali functo exhibendam voluit.* »

multipliés de la maison d'Autriche. Les troupes suédoises étaient peu nombreuses, mais endurcies à toutes les privations et habituées à la victoire; le soldat suédois était sobre et discipliné. Le 24 juin 1630, *Gustave* débarqua sur la côte de Stralsund : il tenait beaucoup à être le premier qui mît pied à terre sur le sol de l'Allemagne, et il s'élança sur le rivage une pique à la main. La première chose à laquelle il pensa fut d'implorer la protection divine sur lui et son armée, fidèle à cette maxime qu'il répétait souvent : « Qu'un bon chrétien ne peut pas être un mauvais soldat. » Le roi se trouvait à la tête d'environ treize mille hommes, qui s'accrurent de sept mille en moins d'un mois. L'empire renfermait alors plusieurs puissantes armées. Jean de Tchzerclas, comte de Tilly, grand général, chéri des troupes quoique maintenant la discipline la plus sévère, soldat de fortune qui déshonora quelques lauriers par des cruautés atroces, et Godefroi Henri, comte de Pappenheim, l'un des plus habiles capitaines de ce temps, plus humain et aussi brave que Tilly, téméraire plutôt que savant dans l'attaque, commandaient trente mille hommes en Westphalie. Montécuculli, Ossa, Léopold, Colalto, avaient des troupes en Italie, en Souabe et dans le palatinat. Walstein qui, du simple état de

gentilhomme bohémien, fut élevé au rang de duc de Mechlemberg et de Fridland, était aussi à la tête de forces redoutables. Walstein était le général le plus habile des armées impériales. Franc, sincère, brave, adroit, implacable dans ses vengeances, sûr dans ses amitiés, il professait une sorte de philosophie égoïste, qui le conduisait au mépris du genre humain. Il disait ouvertement, « que puisque les hommes sont incapables de reconnaissance, on ne leur doit aucune justice. » Tous ces généraux avaient plus de talens que de vraies qualités; ils étaient fanatiques contre la réforme, sans être catholiques convaincus. Leur courage n'avait aucun but, leur valeur aucun motif; ils ne demandaient pas pour quels intérêts ils allaient combattre. Ces généraux trop fameux dégradaient l'état militaire, au point de croire que le métier d'un soldat est de tuer ce qu'il y a devant lui. Le roi de Suède, au contraire, était animé d'une piété éclairée et douce. Il inspirait à ses soldats une résignation et une confiance illimitée aux ordres de Dieu, et comme il battit très-souvent des ennemis fort supérieurs en nombre, il eut occasion de pleinement réfuter aux yeux de son armée ce mot impie de Tilly: « Que Dieu se déclare toujours pour les plus gros bataillons. » L'Europe toute entière avait les

yeux fixés sur cette lutte inégale. Un historien du temps (1) ne manqua pas de raconter plusieurs phénomènes extraordinaires, qui annonçaient de grands événemens. On vit trois soleils à Ratisbonne : un accouchement monstrueux effraya le peuple de Magdebourg. On vit des armées dans l'air, et aux environs de Nuremberg, dans le silence des nuits, on entendit distinctement le fracas des armes et les hennissemens des coursiers.

Tilly fut créé général en chef des armées de la ligue catholique et impériale ; et telle fut son activité, que les armées autrichiennes furent portées, dans le cours de ces campagnes, à cent soixante mille combattans. *Gustave* commença par la prise de Stettin et de la citadelle de Wolgast, contre laquelle il tira huit mille coups de canon; en peu de temps il acheva la conquête de la Poméranie. Le vieux général Torquato de Conti s'aperçut bientôt qu'il ne pouvait lutter contre un tel adversaire : il obtint sa démission et mourut, dévot, à Rome. Le 23 décembre 1630, *Gustave* passa l'Oder à la tête de quatorze mille hommes avec soixante-dix pièces de campagne. La cour de Vienne commençait à s'alarmer. *Ce roi de neige, lequel,* suivant les propos des courtisans, *devait se fondre en approchant du*

(1) Chemnitzius, *de bello sueco Germ., lib.* I.

midi, commandait trente-quatre mille hommes d'infanterie, onze mille de cavalerie, environ douze mille hommes de troupes écossaises et allemandes, avec une réserve de vingt-cinq mille en Suède, et recevait de forts subsides d'Angleterre et de France. L'hiver le plus rude n'arrêta pas *Gustave;* il investit Damin, grand arsenal des forces de l'empire, et obligea le gouverneur Ravelli de capituler. Depuis huit mois que la campagne avait été ouverte, le roi de Suède avait pris plus de quatre-vingts villes, et forteresses ; ses armées occupaient une ligne de soixante lieues jusqu'à la Baltique. Tilly reprit Brandebourg après la défense la plus héroïque ; de son côté, *Gustave* entra d'assaut dans Francfort et Landsberg. Tilly avait réuni des forces considérables pour le siège de Magdebourg, qu'il prit d'assaut, et où il ordonna le plus effroyable carnage. Le gouverneur, grièvement blessé, déclara au féroce général des bandes catholiques, que le sang amènerait le sang, et que *Gustave* saurait venger d'aussi horribles massacres. Cet avertissement ne ralentit en rien la cruauté des soldats. Tilly se fortifiait dans ses cruels desseins par des citations classiques, et on l'entendit répéter plusieurs fois : « *Venit summa dies et ineluctabile fatum.* » Les rues, les places, les églises étaient inondées de

sang; les Wallons et les Croates exercèrent des cruautés inouies sur les habitans désarmés. Six mille cadavres furent jetés dans l'Elbe, et, en trois jours, les quarante mille habitans de cette cité florissante furent réduits à six cents personnes, parcourant d'un air égaré les rues obstruées de corps morts et les ruines fumantes de leurs habitations.

Gustave indigné jura qu'il se vengerait du *vieux caporal.* Il commença par rétablir solennellement les ducs dépossédés de Mechlemberg. Tilly essaya de forcer le camp de *Gustave* à Werben, et fut repoussé après avoir essuyé un feu de mitraille dirigé par *Gustave Adolphe,* qui tua quatre mille soldats impériaux. Le duc d'Hamilton joignit le roi de Suède avec six mille hommes; Tilly s'empara de Leipsick; et le général suédois Bamer reprit Magdebourg. Le 7 septembre 1631, fut livrée la première grande bataille de Leipsick. Tilly commandait quarante-quatre mille hommes des meilleures troupes impériales; l'armée du roi de Suède atteignait à peine trente-deux mille combattans. Ce fut l'impétuosité de Pappenheim qui décida Tilly à accepter le combat. Le vieux général, qui avait vaincu dans trente-six batailles rangées, craignait de perdre sa gloire en un jour. On assure que

Tilly changea de couleur en voyant l'armée suédoise manœuvrer dans un ordre admirable, et les soldats déboucher sur ses lignes, en répétant : *Magdebourg, Magdebourg!* Après une vive canonnade de deux heures, *Gustave* se mit à la tête d'un corps de cavalerie et s'élança sur les régimens de Pappenheim, qu'il culbuta après un combat des plus vifs. Pappenheim, se voyant chassé de sa position, essaya de tourner *Gustave;* mais le roi de Suède, qui avait prévu ce mouvement, lui opposa Banner et les légions allemandes. Pendant ce temps, le général autrichien Fustemberg mit en déroute l'aile gauche de l'armée suédoise composée de Saxons, et Tilly dirigea sur le centre des Suédois ses vieilles bandes d'infanterie. *Gustave* s'arrêta dans la poursuite de Pappenheim et aborda les dix-huit régimens d'infanterie, détachés contre le centre de sa ligne. Ici s'engagea le plus sanglant combat. Les Ecossais et les impériaux se mêlèrent à la bayonnette; alors le roi de Suède dirigea toute sa cavalerie contre ces masses redoutables : ces vieux soldats ne donnaient ni n'acceptaient aucun quartier. Enfin la cavalerie suédoise les divisa plusieurs fois, et l'artillerie moissonna leurs rangs. De ces légions qui avaient fait si long-temps la terreur de l'empire, il ne restait à la fin de cette

sanglante journée que six cents hommes qui, malgré cette immense perte, se retirèrent en bon ordre. Le gros de l'armée impériale fut poursuivi jusque sous les murs de Leipsick; plus de cent drapeaux autrichiens furent apportés à *Gustave*. Tilly perdit sept mille hommes et trois mille prisonniers. La perte de l'armée suédoise fut de trois mille hommes : Pappenheim reçut deux coups de feu, et Furstemberg fut grièvement blessé. A la nouvelle de cette déroute, l'empereur effrayé quitta Vienne et se réfugia à Gratz. *Gustave* ne se donna aucun repos après cette victoire; il prit Wurtzbourg (1). La folle témérité du duc de Lorraine ne put arrêter les progrès de l'armée suédoise. L'infatigable Tilly ravageait le marquisat d'Auspach : en vain on offrit le commandement à Walstein disgrâcié. Il mit tant de prix à ses services que la cour de Vienne en fut effrayée, et on le fit assassiner quelque années

(1) Ici encore, il admonesta vertement les Jésuites, sur l'inépuisable chapitre de leurs intrigues : la compagnie se vengea par des injures. Les Jésuites anglais l'appelaient le seul et véritable Ante-Christ (*genuine Anti-Christ*), et le roi dragon de l'Apocalypse, *dragon King*. Riccius a dit de lui : *Patrum capuchinorum arctas rigidasque vitæ rationes obstupuit.* Je ne sais où cet historien a trouvé cette prétendue tendresse du roi de Suède pour les enfans de saint François.

après. Dans le cours de l'année 1631, *Gustave Adolphe* avait conquis l'Allemagne depuis les côtes de Stralsund jusqu'au lac de Constance. Le pape Urbain VIII l'appelait un *autre Alaric*. La campagne de 1632 s'ouvrit avec de nouvelles forces : *Gustave* commandait à plus de cent mille hommes. Tilly repoussa le général suédois Horn, et résolut d'empêcher *Gustave* de passer le Leck. Les manœuvres de *Gustave* dans cette affaire sont un chef-d'œuvre de tactique et d'audace. De part et d'autre cent vingt pièces d'artillerie de gros calibre faisaient un feu terrible. Aldringer, général de l'artillerie autrichienne, fut blessé aux premières décharges. *Gustave* effectua le passage qu'il projetait : les Suédois perdirent le jeune marquis de Bade. Ici, Tilly reçut le coup mortel : voyant plier les régimens wallons, le vieux guerrier saisit un drapeau et s'avança contre les batteries suédoises. Un boulet lui fractura le genou; il tomba, et fut porté mourant à Ingolstadt, où il expira après de vives souffrances (1), léguant

(1) « Tilly mourut dans de si cruelles douleurs, qu'il peut servir d'exemple et de preuve pour la maxime, que les grands crimes sont souvent punis dès ce monde, et d'une peine éclatante. Pag. 486. » *Histoire de Gustave Adolphe, roi de Suède, composée sur tout ce qui a paru de plus curieux, et sur un grand nombre de ma-*

une bague de diamans à la Vierge et une somme considérable aux vieux régimens wallons, avec lesquels il avait si souvent combattu. Ainsi s'accomplit la prédiction de *Gustave*, « qu'il ferait payer *au vieux caporal* le sang versé à Magdebourg. »

Il devient presque monotone de suivre le roi de Suède dans le cours de ses victoires : il prit Ingolstadt, Munich. Walstein avait ranimé le courage des impériaux. Les généraux suédois livrèrent de nombreux combats. *Gustave* et Walstein se joignirent à Altenberg, et la perte fut à peu près égale. Après des marches savantes, le roi de Suède arriva devant Naumberg. On rapporte que, dans cette ville, *Gustave*, causant avec son chapelain, lui fit part des tristes pressentimens qui l'agitaient. Il s'étonnait lui-même de sa fortune, et peut-être était-il saisi de cette impression subite de tristesse, qui se présente quelquefois quand l'homme arrive au dernier degré du bonheur. *Gustave* écrivit une lettre touchante à Oxenstiern pour lui recommander sa fille et la reine. Ces

---

nuscrits et principalement sur ceux de la Arhenholts, par M. D.M. (*Maucillon*). *Amsterdam*, 1744. Cet ouvrage est fort bon pour les faits, mais on y trouve peu de vues et de critique. L'auteur attaque souvent le livre de Harte, et souvent il l'imite et le copie.

soins de famille ne lui faisaient pas négliger ses devoirs de général et de souverain. Il apprit avec joie que les forces ennemies se concentraient et que Pappenheim manœuvrait pour opérer sa jonction avec la grande armée impériale. Les deux armées prirent position dans les vastes plaines de Lutzen, qui allaient être le théâtre d'un des combats les plus sanglans des temps modernes. Walstein profita d'un accident de terrain pour établir une batterie formidable, dont les feux devaient plonger dans le centre de l'armée de *Gustave ;* ce qui l'obligea d'étendre sa droite. Chaque instant grossissait les forces de Walstein, et des renforts nombreux lui arrivaient ; de plus, il attendait Pappenheim avec un corps de cavalerie d'élite. *Gustave* résolut d'attaquer : la bataille fut livrée par trente mille Suédois et Allemands contre quarante mille impériaux. *Gustave* passa toute la nuit à se concerter avec ses généraux : l'attaque fut indiquée pour le lendemain, deux heures avant le jour ; mais un brouillard rendit l'exécution de ce plan fort hasardeuse. Cependant dès la pointe du jour, le 6 octobre 1632, *Gustave,* armé à la légère et sans cuirasse, parcourut toute sa ligne ; il ordonna aux chapelains de célébrer un service solennel. Avant de commencer ses mouvemens, il adressa ces paroles aux Suédois : « Mes camarades et mes amis,

faites voir aujourd'hui au monde tout ce que vous valez; conduisez-vous comme des hommes habitués à vaincre; retenez bien les ordres que vous recevrez, et combattez vaillamment, autant pour vous que pour moi. Si vous faites ainsi, la protection divine conduira votre épée, et l'honneur sera la récompense du courage. Mais si vous songez à fuir, votre destruction est certaine, et j'engage ma parole royale que pas un atome de vos ossemens ne reverra la Suède. Vous allez combattre non pas *sous moi,* mais *avec moi.* La trace de mon sang vous indiquera le chemin que vous suivrez pour vaincre. Si vous retenez mes ordres, la victoire est à nous, et tous les avantages qu'elle aura pour vous et vos descendans. Songez qu'il s'agit ici de la vie et de la liberté. » Les soldats répondirent par leurs acclamations. *Gustave* rangea son armée sur deux lignes : le duc Bernard commandait la droite, composée de cavalerie et d'infanterie; le centre, sous les ordres du comte de Weissemburg, était garni de profondes colonnes d'infanterie d'élite, écossaise et allemande. Le roi de Suède dirigeait l'aile gauche, formée de ses régimens suédois. Une seconde ligne se déployait à peu de distance, derrière le front de l'armée, sous les ordres de Bulach, de Kniphausen et d'Ernest, prince d'Anhalt. Walstein prit

des dispositions semblables; Holt et Calorédo commandaient sous lui. Forcé de différer à cause d'un brouillard fort dense, à neuf heures du matin, *Gustave Adolphe* tira l'épée et fit un mouvement, contre lequel les batteries impériales dirigèrent un feu meurtrier. Le roi de Suède résolut d'aborder l'ennemi : l'armée suédoise dut franchir un fossé profond, exposé aux décharges de quatre batteries. Les troupes parurent hésiter un moment : *Gustave* piqua des deux, et son cheval, d'un seul bond, franchit ce retranchement. Trois régimens de cuirassiers autrichiens couverts de fer attendaient impatiemment que l'infanterie fût dégagée des fossés pour charger. *Gustave* les prévint. *Stalhaus*, dit-il à un des officiers, *chargez-moi vigoureusement ces noirs coquins-là.* Cette attaque n'eut pas de grands résultats : les cuirassiers ne perdaient pas de terrain; alors le roi de Suède impatienté se mit à la tête d'une seconde attaque, qui enfonça complètement ces masses d'hommes bardés de fer. Ce fut dans cette charge funeste et au commencement de la journée, que l'héroïque *Gustave Adolphe* trouva la mort qu'il avait bravée tant de fois. Le roi, emporté par son ardeur, fut enveloppé par un gros de cavalerie ennemie et reçut un coup de feu au bras. Quelques-uns de ses soldats le dégagèrent; mais

Gustave, affaibli par la perte de sang, dit d'une voix faible au duc de Saxe Lauwemberg : « Cousin, je me sens gravement blessé ; tâchez de me sortir d'ici ! » Il avait à peine prononcé ces paroles, qu'un cavalier ennemi arrive comme l'éclair sur le groupe où se trouvait *Gustave*, en s'écriant : « il y a long-temps que je te cherchais, » et tira à bout portant un coup de pistolet sur le roi, qui lui traversa le corps. Le duc de Saxe riposta, et étendit mort le cuirassier. Aussitôt la cavalerie ennemie s'étant ralliée, arriva sur les Suédois. Le cheval que montait *Gustave* fut tué, et lui-même désarçonné et jeté à terre. Un de ses aides-de-camp, comme lui blessé, espérant sauver la vie de son maître, s'écria : Je suis le roi de Suède ; et fut sabré sur-le-champ. Alors *Gustave* se soulevant avec peine, dit ces paroles mémorables : « *C'est moi qui suis le roi de Suède ; et je scelle de mon sang la religion protestante et les libertés de l'Allemagne.* » Cinq coups de sabre lui furent portés, et il expira en héros comme il avait vécu. Les cuirassiers se partagèrent ses dépouilles, et même, au milieu du plus chaud de la mêlée, les soldats autrichiens arrêtaient le feu pour contempler en silence les restes sanglans du roi de Suède. Mais sa mort n'arrêta pas le cours des dispositions qu'il avait prises, et on va voir que

Gustave Adolphe fut pour ainsi dire enseveli dans sa victoire. (1) On répandit adroitement dans l'armée suédoise le bruit que *Gustave* avait été fait prisonnier, et les soldats jurèrent de mourir ou de délivrer leur général. Stalhaus, à l'aile droite, commanda une nouvelle charge à laquelle rien ne put résister, et délivra le corps de *Gustave*. Au même moment les colonnes écossaises et suédoises du centre s'avancèrent sur les impériaux, et tout le corps de Piccolomini, formé des plus vieilles troupes, fut taillé en pièces. Le jeune comte Walstein s'enferma dans les batteries, où il fut sabré par la cavalerie suédoise. Les re-

---

(1) Quelques historiens, cédant au préjugé puéril qui fait croire au public qu'il y a toujours quelque chose d'extraordinaire dans la mort d'un roi ou d'un grand général, ont pensé que Gustave avait dû nécessairement être frappé à mort par l'un des siens, le duc de Saxe Lauwembourg, à l'instigation de l'Autriche. Après avoir lu attentivement les longues discussions de Harte et de Mauvillon, j'avoue que je n'y ai pas trouvé une ombre des preuves de ce crime prétendu. Rien de plus naturel et de plus probable que la mort de Gustave, dans une charge de cavalerie ennemie ; rien de moins naturel et de plus improbable, que la pensée et le fait de l'exécution d'un aussi lâche assassinat. En vérité, l'histoire est assez sombre ; on n'a pas besoin de la rembrunir encore, et il devient ridicule d'y introduire de ces forfaits inexécutables, qu'il faut renvoyer à l'imagination fantasque de quelque noir romancier.

tranchemens furent tous enlevés, et l'explosion des caissons de poudre acheva de mettre le trouble dans le centre de l'armée impériale. A ce moment critique, Pappenheim, avec six mille hommes de cavalerie, déboucha sur Lutzen et vint tomber sur les Suédois épuisés de fatigue. La brave infanterie formée par *Gustave Adolphe* attendit vaillamment l'ennemi, et pendant deux heures repoussa obstinément toutes ces charges, que soutenait une formidable artillerie. Kniphausen détacha au secours du centre, le corps de cavalerie du prince d'Anhalt. L'infanterie suédoise reçut ordre d'attaquer une quatrième fois, et cette charge fut combinée avec le mouvement victorieux du duc Bernard. A l'aile droite, l'armée impériale, écrasée par le feu de ces mêmes batteries qu'elle avait élevées, sillonnée en tous sens par la cavalerie allemande, exposée aux décharges meurtrières de l'infanterie suédoise, fut mise en une déroute complète, et le carnage eut été plus grand, si la nuit n'eut protégé les fuyards. Les Suédois perdirent deux mille hommes, et les impériaux sept mille, parmi lesquels se trouvait le brave Pappenheim, le seul militaire de l'armée impériale qu'on pût comparer à *Gustave Adolphe*, par ses vertus et sa vaillance.

Telle fut l'issue de la célèbre bataille de Lutzen :

ses résultats furent immenses, car elle a contribué à sauver la liberté de la Germanie et à soutenir la cause sacrée de la réformation. Les campagnes qui environnent Leipsick sont à jamais fameuses par le double souvenir d'une victoire si belle et de la mort d'un héros. Après la bataille, des paysans amoncelèrent quelques pierres sur la place où tomba *Gustave Adolphe ;* et ce fut le seul monument qu'il obtint en Allemagne. Près d'un siècle après ce grand événement (1728), on déterrait encore dans les champs de Lutzen des restes d'armes, et des débris. D'autres batailles aussi meurtrières ont été livrées dans ces mêmes lieux. Des couches successives de débris et d'ossemens se sont accumulées dans ces plaines, où furent ensevelis tant de guerriers, et il y a long-temps que la charrue du laboureur a mêlé toutes ces dépouilles. Mais l'histoire conservera le souvenir de cette journée glorieuse. Le triomphe de Lutzen se range parmi le très-petit nombre de ces victoires qui ont servi la raison et la tolérance, parmi ces rares événemens où la force des armes a produit des résultats qui doivent être chers aux hommes religieux et aux patriotes de tous les pays.

Je ne puis m'arrêter ici à faire le résumé de la carrière militaire de *Gustave*, encore moins

puis-je indiquer les perfectionnemens nombreux qu'il introduisit dans la *stratégie*. Ce fut lui qui le premier, dans les temps modernes, fit de la guerre une véritable science, et ce fut un grand service ; car tout ce qui tend à diminuer l'empire d'une force brutale, et à suppléer au nombre par le talent, est une conquête pour l'humanité. Nul capitaine, dans aucun temps, n'offrit un si beau mélange de vertus privées, de qualités publiques, et de talens militaires. Il n'était pas très-habile administrateur, et cependant il pourvut d'une manière étonnante à l'entretien de ses armées en Allemagne. Sans dureté, il maintenait la discipline la plus sévère, et ce qui est plus difficile, il fut conquérant, sans être ambitieux. On ne trouve point dans toute l'histoire d'expédition plus brillante que la campagne de vingt-neuf mois, qui le porta de Stralsund à Lutzen, de victoire en victoire. Par capitulation ou d'assaut, il prit trois cents villes, forts, ou citadelles, quatre fois il faillit être assassiné, et cinq fois il fut blessé en combattant. Il eut toujours pour maxime de ménager les pays, théâtre de la guerre, et il tempéra autant qu'il est possible, par son caractère, les ravages des batailles. Son audacieuse valeur, son bouillant courage, n'avait pas étouffé dans son cœur des sentimens plus calmes et plus doux. Ses vic-

toires ne le rendirent ni dur ni égoïste, et chose fort rare, on peut dire de lui que ses vertus égalèrent sa haute fortune. Les peuples ont admiré en lui le modèle des vertus privées. Il se montra toujours le rigoureux protecteur des mœurs, et il ne souffrait pas qu'il y fût porté atteinte, ni dans sa cour, ni dans son armée. *Gustave Adolphe* fut protestant sincère et convaincu, et ses ennemis même lui rendaient la justice de croire qu'il mettait « *beaucoup de piété dans son impiété* » (1). Digne héritier d'un sang illustre, il releva encore

---

(1) « Il est fort curieux de parcourir les témoignages que les historiens catholiques du temps ont laissés sur le caractère de Gustave Adolphe : voici ce qu'en dit Riccius, jésuite, ennemi de sa maison et de sa croyance. « *Militaris disciplinæ peritiâ, bellicâ virtute nemo potuit cum eo componi. — Exercitus suos severissimâ disciplinâ continuit. — In suæ superstitionis impietate, piissimus. — Fuit assentationis inflensissimus hostis. Nam et suos duces, non ita pridem antequam acie cæderet, acribus verbis accepit, quod suæ virtuti felicitatique, victoriarum laudes, non Deo tribuerent; et sane si rerum gestarum magnitudinem expeditionumque, fortunatas eventus atque exitus intuemur, nullus rex, multis abhinc seculis eo felicior censeri potest, cum veluti fulmen totam Germaniæ latitudinem à Baltico mariusque ad Carnicas rupes cuncta belli terrore evertens domuerit.* » (Riccius, de belli Germ. 433. Venet. 1648.) « *Prodotto dalla natura per vivavente rapresentar al mondo l'unica e perfetta idea d'un gran principe.* » Pietro Pomo. Guerre di Germania in Venet. 1640.) *Tal fine*

la gloire de cette maison des Wasa, à qui la Suède est redevable de sa paisible réformation. Dans une époque où l'Europe était gouvernée par des hommes tels que Tilly, Banier, Walstein, Papenheim, Condé, Turenne, Olivarès, Oxenstiern, Richelieu, le nom de *Gustave Adolphe* peut être cité parmi ces noms célèbres, et n'est inférieur à aucun. Le roi de Suède parut sur la scène, dans un de ces momens où la gravité des circonstances demandait un grand homme pour sauver la liberté, et vaincre les armées de la foi, à la solde de l'empire. Il accourut avec ses Suédois, et en moins de trois ans, il détruisit sans ressource cette conspiration, dans laquelle les deux branches de la maison de Hapsbourg s'étaient réunies contre les vieilles libertés de l'Allemagne; sa noble épée, que ne souilla jamais aucune perfidie, aucune violence, ni aucune trahison, consomma l'ouvrage des réformateurs, en défendant le faible et l'opprimé; et lorsque le

---

hebbe Gustavo secundo, Re di Suecià capitano e nel valore e nella peritià non inferiore a quasivoglia de gli antichi. C'est par cette phrase qu'un jésuite (Ritratti et Elogii di capitani illustri, 387) commence un magnifique éloge de Gustave, terminé par quelques phrases de correctif, où le pieux écrivain déclare, qu'attendu que le roi de Suède a combattu, « in danno della religione catolica ; » toutes ses hautes vertus ne l'empêcheront aucunement d'aller en enfer.

protestantisme se vit dans la triste nécessité de prendre les armes pour son existence, il eut le bonheur d'être conduit à la victoire par l'homme de guerre le plus parfait qu'on ait vu dans aucun temps. Même sa mort ne put interrompre les grands dessins qu'il avait conçus. Des soldats formés par sa discipline, des généraux instruits à son école, accomplirent l'ouvrage. Le drapeau suédois, signe de tolérance et de liberté, continua de flotter en Allemagne pendant seize années, sous la conduite des compagnons d'armes du roi de Suède. Enfin ses soldats se retirèrent victorieux après le traité solennel qui garantissait les droits de la conscience, et on peut dire avec un historien du temps, qu'un laurier majestueux s'éleva de sa tombe.

CHARLES COQUEREL.

FIN DE LA GUERRE DE TRENTE ANS.

OXENSTIERN, BERNARD DE WEIMAR, BANIER, TORSTENSON.

GUSTAVE Adolphe avait osé concevoir le grand projet d'abaisser la puissance de l'empereur, et celle non moins redoutable du pontife romain; ses armes partout triomphantes semblaient lui présager les plus heureux succès : encore quelques mois, et les protestans vont enfin jouir des droits qu'on leur dispute depuis tant d'années; la maison d'Autriche sera forcée de renoncer à ses projets de domination universelle; le pape cessera d'armer des chrétiens contre d'autres chrétiens; les catholiques vivront en paix avec ceux qui se sont séparés de la communion romaine; l'Allemagne ne craindra plus pour ses libertés; l'équilibre sera rétabli en Europe : encore quelques mois et couvert de gloire, entouré de l'estime et de la reconnaissance des peuples, Gustave va rentrer au sein de ses états, et payer les nombreux sacrifices des Suédois, par une ad-

Oxenstierna.

Vignaron del.

THE NEW YORK
PUBLIC LIBRARY
ASTOR, LENOX AND
TILDEN FOUNDATIONS.

ministration sage et paternelle. Mais la mort l'a frappé; ce grand homme, ce général habile, vient d'expirer dans les champs de Lutzen : qui osera lui succéder ? qui osera continuer la tâche brillante et difficile devant laquelle il n'avait pas reculé ?

En apprenant la mort du héros de la Suède, Rome et l'Empire ont repris une nouvelle énergie, ils ont prévu que le découragement va se répandre dans l'armée de Gustave; que ses alliés vont changer de parti; que des ennemis timides ne craindront plus de laisser voir leurs projets hostiles; que les soldats fatigués refuseront d'obéir; que les généraux s'abandonneront à des vues ambitieuses, et se disputeront les dépouilles du roi qui n'est plus; que la Suède épuisée n'accordera plus de nouveaux subsides; ils savent enfin qu'une jeune fille a succédé au guerrier qui les fit si long-temps trembler; mais il ne savent pas que cette jeune fille est Christine; ils ne savent pas que son père avant de mourir a formé un conseil de régence, où sont réunis les hommes les plus dévoués aux intérêts de la patrie, les plus propres à continuer les grands projets de Gustave; ils ignorent que ce monarque a formé des généraux capables de le remplacer, et que ces généraux vont travailler

avec zèle, avec ardeur à l'accomplissement de ses vastes desseins.

Parmi ceux qui jouèrent un rôle important dans la guerre entre la Suède et l'Empire, on doit placer au premier rang *Oxenstiern* (1), que

(1) AXEL COMTE D'OXENSTIERN était né, en 1583, dans la province d'Upland. Privé de son père, dans un âge fort tendre, il dut son éducation à sa mère, fille du comte de Bielke et femme aussi remarquable par sa vertu que par ses rares talens. Après avoir commencé ses études en Suède, *Oxenstiern* se rendit en Allemagne, où l'instruction publique était beaucoup plus avancée; il séjourna successivement dans les universités de Rostock, de Iéna, de Vittemberg, et c'est dans cette dernière qu'il prit le titre de maître-ès-arts; il avait étudié avec un égal succès les langues savantes, l'histoire, la politique, et même la théologie. Riche de connaissances, il revint dans sa patrie où il ne tarda pas à se distinguer dans la carrière diplomatique. Malgré sa jeunesse, le roi Charles IX n'avait pas hésité à lui confier plusieurs négociations difficiles : il y déploya une grande habileté, et à vingt-six ans, il fut nommé sénateur. C'est peu de temps après que le roi, accablé d'infirmités, lui confia la direction générale des affaires, dont il resta chargé jusqu'en 1611, époque où Gustave Adolphe monta sur le trône de Suède. Ce prince le nomma chancelier du royaume, et le chargea constamment des négociations les plus importantes. C'est *Oxenstiern* qui termina la guerre entre le Danemarck et la Suède, c'est lui qui décida la paix de Stolbova avec les Russes; il contribua beaucoup à la conquête de la Prusse, dont il fut nommé gouverneur général; il fit signer une trève à la Pologne, enfin il suivit Gustave Adolphe dans toutes ses conquêtes, l'aida souvent de ses conseils, et reçut

Gustave avait élevé jusqu'à la charge de chancelier du royaume : ces deux grands hommes étaient tout-à-fait dignes l'un de l'autre. Sans *Oxenstiern*, Gustave Adolphe n'aurait peut-être

---

la nouvelle de sa mort au moment où il négociait avec les provinces du Rhin. Chargé seul de la direction des affaires en Allemagne, il se montra constamment digne de la haute marque de confiance que lui avait donnée son pays; il ne se laissa point abattre par la funeste bataille de Nordlingue, si fatale aux Suédois; il réunit les débris de l'armée; il rétablit un peu d'union parmi les confédérés; enfin il alla jusqu'à Paris négocier avec Richelieu, dont il sut gagner l'estime, et obtint de la France des secours, qui rendirent à la Suède ses premiers succès et sa première influence. Une fois tranquille du côté de l'Allemagne, il retourna à Stockholm, prit sa place parmi les tuteurs de Christine, donna tous ses soins à l'éducation de cette princesse, et devint l'âme du conseil. On peut dire que, jusqu'à la majorité de la fille de Gustave Adolphe, c'est *Oxenstiern* qui gouverna la Suède, et l'on n'a pas oublié l'ordre qu'il introduisit dans les finances, les encouragemens qu'il donna au commerce, la protection qu'il accorda aux sciences : enfin c'est *Oxenstiern* qui fit déclarer la guerre au Dannemarck, qui dirigea les opérations de cette campagne et qui, en 1646, dicta en vainqueur la paix de Bromsebro, qui donna à la Suède de nouvelles provinces. Christine, devenue majeure, consulta long-temps *Oxenstiern*, et lui témoigna les plus grands égards ; cependant quelques courtisans parvinrent à le faire disgracier; mais il resta toujours sincèrement attaché à la reine, toujours dévoué aux intérêts de son pays; il fit tous ses efforts pour rendre le traité de Westphalie avantageux à la Suède, pour empêcher la reine d'abdiquer la couronne : ses énergiques re-

jamais osé entreprendre ses grandes conquêtes; sans Gustave Adolphe, *Oxenstiern* n'aurait peut-être pas trouvé l'occasion de développer toutes les qualités de son âme, toute l'étendue de son génie. Leurs noms, comme l'a dit un auteur

---

présentations eurent peu de succès, mais on ne lui fit pas un crime de sa généreuse opposition, et lorsque Charles-Gustave eut été proclamé roi, il eut plus d'une fois recours aux lumières d'un homme qui avait rendu de si grands services à son pays, et ferma constamment l'oreille aux envieux qui voulaient représenter le chancelier comme un ambitieux, qui travaillait à élever sa famille jusqu'au trône de Suède. *Oxenstiern* mourut en 1654; sa mort fut le sujet d'un deuil général, et tous les hommes éclairés sentirent vivement la perte que faisait l'état. Ce grand homme s'était toujours montré le protecteur ardent de tous les talens. Long-temps placé à la tête de l'université d'Upsal, il y appela de l'étranger les profeseurs les plus distingués; il possédait une bibliothèque aussi nombreuse que bien choisie, et ses immenses travaux politiques ne l'empêchèrent pas de se livrer à des occupations littéraires; outre sa correspondance, dont une partie a été conservée, il fut l'auteur du second volume de l'ouvrage intitulé *Historia belli Sueco-germanici*, dont le premier est de P. Chemnitz, et d'un autre livre qui a pour titre *De arcanis Austriacæ Domus ab Hippolyto à Lapide*, et de plusieurs autres ouvrages dont on n'a conservé que quelques fragmens. *Oxenstiern* était aussi noble que simple dans son extérieur et dans ses goûts; il refusa, comme trop fastueux, le titre de duc, que la reine Christine voulait lui conférer, et, pendant sa longue et brillante carrière, il ne montra jamais qu'une ambition, celle d'être utile à sa patrie et de faire le bien.

moderne, sont inséparables, ainsi que ceux de Henri IV et de Sully. Mais plus heureux que ce ministre, *Oxenstiern*, en survivant à son roi, à son ami, ne fut point exilé de la cour, et put suivre et achever ce que Gustave avait si habilement conçu, si heureusement commencé. Il était membre de la régence, et c'est à lui que fut confié la direction des affaires d'Allemagne. Il se trouvait à Hanau, lorsqu'il apprit la mort de son souverain, et la haute marque de confiance que lui donnait son pays. Il ne s'aveuglait pas sur les nombreuses difficultés qu'il allait avoir à surmonter; mais il ne se laissa point effrayer par les obstacles. Il voyait avec douleur la mésintelligence qui régnait parmi les protestans, tandis que leurs ennemis restaient unis, et travaillaient de concert à ruiner le protestantisme et les libertés germaniques. Il prévoyait que les électeurs, les princes et les généraux, qui avaient sans peine reçu des ordres de Gustave, ne consentiraient pas aussi facilement à reconnaître pour chef un simple chancelier de Suède. Il éprouva quelques refus, mais il parvint à faire sanctionner ses pouvoirs par les quatre cercles de la haute Allemagne, c'est-à-dire par la Souabe, la Franconie, le Haut et le Bas-Rhin. Il renouvela aussi l'alliance de la Suède avec la France,

mais on n'était point encore arrivé à l'époque où cette alliance devait assurer le succès des armes suédoises; le ministère français ne voyait pas sans quelqu'inquiétude le triomphe du protestantisme; il craignait également la paix, qui lui aurait donné un ennemi redoutable dans l'empereur : le cardinal de Richelieu cherchait à prolonger la guerre, et divisait pour régner. Il diminua de 200,000 fr. les subsides que Louis XIII avait payés à Gustave Adolphe. Cependant les hostilités n'avaient point cessé durant ces négociations : Georges, duc de Lunebourg, commandait une armée dans la Basse-Saxe et dans la Westphalie, le *duc Bernard* attaquait l'Oberland, le vieux comte de Thurn occupait la Silésie, enfin après avoir conquis l'Alsace, Gustave Horn pénétrait dans la Souabe. L'année 1633 se passa en alternatives de revers et de succès; en négociations peu avantageuses avec le Danemarck et l'électeur de Saxe, qui finit par faire une paix particulière; en discussions longues et presqu'inutiles sur les droits et les prérogatives de chacun des alliés.

L'année 1634 fut plus fertile en événemens. Le plus important fut, sans contredit, la disgrace et la mort de Walstein ou Wallenstein, de ce général en chef des armées impériales, dont la

bravoure et les talens militaires avaient été plus d'une fois fatals aux protestans, et qui mourut assassiné par les ordres de l'empereur, qui le croyait traître à sa cause, et le soupçonnait d'intelligence avec les ennemis. La mort d'un homme si redoutable pouvait tourner à l'avantage des alliés; mais ils étaient loin de concourir au but commun avec un même zèle, avec un égal désintéressement; les troupes se révoltèrent plus d'une fois pour obtenir leur solde arriérée : quelques généraux firent valoir des prétentions exagérées, et ce ne fut pas sans peine qu'*Oxenstiern* parvînt à maintenir la concorde, et pût engager chacun à faire son devoir. Cependant les armées suédoises se maintinrent dans leurs anciennes conquêtes, et firent même de nouveaux progrès. Le chancelier de Suède avait convoqué à Francfort sur le Mein, une assemblée de tous les protestans, afin de les engager à se réunir, à former une ligue offensive et défensive, qui pût concourir activement au grand but qu'on se proposait; cette assemblée eut lieu, mais ses résultats furent loin de répondre aux espérances d'*Oxenstiern*. On ne décida rien, l'électeur de Saxe voulait la paix à quelque prix que ce fût; la Suède demandait une indemnité pour ses nombreux sacrifices, l'électeur de Brandebourg s'op-

posait de tout son pouvoir à ce qu'on lui cédât la Poméranie, et la France, qui n'avait encore rendu que de faibles services, exigeait impérieusement la ville de Philipsbourg, que les Suédois avaient conquise. Ces négociations inutiles se prolongèrent jusqu'à la bataille de Nordlingue, qui changea entièrement la face des affaires. Cette bataille, où Gustave Horn et *Bernard* furent complètement battus par les Impériaux, jeta la consternation parmi les confédérés. Ils perdirent l'espoir de faire la paix avec l'empereur, et s'emportèrent en imprécations contre les Suédois et *Oxenstiern*, dont ils oubliaient les services, et qu'ils regardaient comme les seuls auteurs des maux dont ils se croyaient menacés. Le chancelier ne s'était point laissé abattre par la mort de Gustave Adolphe, il ne perdit pas non plus courage pour une défaite qui pouvait bien plus aisément se réparer. Il lui restait encore d'assez grandes ressources; les troupes commandées par le duc Georges, par le landgrave de Hesse, par *Banier*, et par le rhingrave, n'avaient souffert aucun échec, et pouvaient faire tête à l'ennemi, si les confédérés eussent été plus unis. Mais comme cette déroute avait augmenté la mésintelligence qui régnait depuis long-temps parmi les protestans, *Oxens-*

tiern résolut d'aller chercher des secours hors de l'Allemagne, où il n'espérait plus être assez soutenu; il crut que la France pouvait devenir une alliée utile, et c'est à cette puissance qu'il s'adressa. Afin d'en être favorablement écouté, il s'empressa de lui céder Philipsbourg, qu'elle avait demandé, et consentit à ce qu'elle prît possession des places fortes et des villes qu'on avait conquises en Alsace. Dès ce moment, Louis XIII déclara ouvertement la guerre à l'empereur et à l'Espagne : il espérait conquérir une partie des Pays-Bas; des projets d'agrandissement le portèrent seul à secourir les Suédois malheureux. Le roi très-chrétien ne pouvait guères être guidé par le désir de faire triompher la cause des protestans d'Allemagne. Pendant ces négociations, les Impériaux firent de rapides progrès; ils s'emparèrent de toute la haute Allemagne; la plupart des troupes confédérées furent chassées de l'autre côté du Rhin; *Banier* pourtant resta en Bohême, à la tête d'une armée assez considérable.

Telle était la situation des choses, lorsque commença l'année 1635. Les Etats de Suède et le chancelier lui-même auraient désiré pouvoir faire une paix après laquelle tant de peuples soupiraient; mais ils ne pouvaient consentir à

signer un traité honteux, et à ne tirer aucun profit d'une guerre si long-temps prolongée. L'ennemi, ébloui par ses avantages, ne voulut consentir à aucun arrangement, et les hostilités recommencèrent. *Oxenstiern* se rendit en France pour y conclure un traité, dont il espérait beaucoup; il passa ensuite en Hollande, où il comptait sur un nouveau secours, et revint en Allemagne surveiller les opérations militaires, et travailler pas ses négociations à maintenir les confédérés dans un accord, qui seul pouvait les sauver. Cependant l'empereur continuait à avoir des succès : ses armées avaient surpris Philipsbourg et Spire, et se trouvaient ainsi de l'autre côté du Rhin. Trèves, Augsbourg, et plusieurs forteresses importantes étaient tombées en son pouvoir. L'électeur de Saxe, celui-là même qui avait appelé Gustave Adolphe, après avoir abandonné les confédérés, venait de tourner ses armes contre eux; il cherchait en même temps à semer la discorde parmi ses anciens alliés, et à les amener les uns après les autres, à faire leur paix avec l'empereur; enfin, pour comble de malheur, la trève qui existait entre la Pologne et la Suède, était sur le point d'expirer, et une nouvelle guerre allait peut-être éclater. *Oxenstiern* et les Etats se virent forcés de faire un

grand sacrifice, ils cédèrent la Prusse, et à ce prix ils obtinrent une nouvelle trève de vingt-six ans. Le chancelier, secondé ensuite par *Banier*, se prépara à repousser les attaques de l'électeur de Saxe, et cette année se passa encore en négociations qui n'eurent aucun résultat, en marches et en contre-marches, en combats peu importans : les Impériaux firent quelques nouvelles conquêtes dans la haute Allemagne; mais partout ailleurs les Suédois conservèrent leurs positions.

En 1636, les Suédois et leurs alliés battirent plusieurs fois les troupes de l'électeur de Saxe, mais ils ne purent reprendre ce qu'ils avaient perdu dans la haute Allemagne. La France, qui songeait à s'assurer des conquêtes, et qui voulait agir contre l'Italie, contre les Pays-Bas, et défendre le Rhin, ne donna aucun secours aux Suédois; ils furent aussi peu secondés par l'Angleterre et par la Hollande, et pourtant ils tinrent la campagne avec quelque succès. *Banier*, en général habile, fatigua les ennemis par des marches savantes, les vainquit plus d'une fois séparément, et sut éviter une bataille rangée, tant qu'il ne se crut pas capable de résister à un ennemi beaucoup plus nombreux que lui; mais lorsqu'il eut reçu un renfort que Wrangel lui

amenait de Suède, il se précipita sur les Impériaux, et les mit tout-à-fait en déroute près de Wistock. Cette bataille rendit à la Suède tout l'éclat de ses anciennes victoires. D'autres généraux, comme Kniphausen, Lesé, le landgrave de Hesse, Vrangel, etc., reprirent l'offensive en Allemagne, pendant que le *duc Bernard*, secondé par quelques Français, attaquait vigoureusement Gallas dans la Lorraine. On ne parlait pas encore de repos : la Suède, bien persuadée qu'elle n'obtiendrait un traité avantageux, que lorsque l'empereur y serait contraint par la force des choses, se décida sans peine à continuer la guerre, et au printemps de 1637, elle donna à *Banier* l'ordre de terminer le plus promptement possible le désarmement des princes de Lunebourg et des électeurs de Saxe et de Brandebourg, afin que libre de toute crainte de ce côté, elle pût enfin porter ses armes jusques sur les terres héréditaires de l'empereur, et l'amener à conclure une paix si ardemment souhaitée, et qu'il avait toujours refusée avec obstination. Mais un autre souverain venait de monter sur le trône impérial. Ferdinand II, après un règne de dix-huit ans, était mort sans avoir connu le bonheur, et après s'être rendu coupable d'un crime qu'aucune considération poli-

tique ne saurait excuser. Son fils, nommé roi des Romains, le 12 décembre de l'année précédente, lui succéda le 15 février 1637, sous le nom de Ferdinand III. Ce changement ne rendit pas la paix à l'empire : chacun des deux partis espérait des avantages qui le mettraient à même d'en dicter les conditions; la guerre continuait, parce qu'elle avait été entreprise ; les deux souverains qui l'avaient excitée étaient morts, et les hostilités recommencèrent sur tous les points de l'Allemagne, pendant qu'on se battait encore dans le Pays-Bas, dans la Lorraine et dans le Languedoc. Les Impériaux avaient profité de l'hiver pour faire de nouvelles levées : ils étaient plus formidables que jamais; cependant les premiers combats furent tous à l'avantage des Suédois; *Banier* semblait se multiplier; il était partout où l'ennemi se présentait, il s'opposait à tous ses mouvemens, il déjouait tous ses plans, il rompait tous ses projets. Mais les armées nombreuses finissent tôt ou tard par triompher : dans des guerres long-temps prolongées, la force et le nombre l'emportent presque toujours sur le courage et l'habileté : *Banier* et les Suédois en firent la triste expérience; ils se virent bientôt entourés de toutes parts d'ennemis redoutables, forcés de se retirer et d'a-

bandonner une partie de leurs conquêtes. Les autres généraux ne furent pas plus heureux ; *Bernard* pourtant aurait pu rétablir les affaires, mais il fut mal secondé par les Français, et de tous côtés les armes des confédérés éprouvèrent des échecs qui rendirent à l'Empire tout son éloignement pour la paix ; vainement plusieurs puissances offrirent leur médiation ; vainement quelques négociations furent entamées, la guerre devait continuer, et on se prépara de part et d'autre à une nouvelle campagne.

Oxenstiern sentait plus que jamais le besoin d'être soutenu activement par la France : il oublia la conduite peu franche du cardinal de Richelieu, s'adressa de nouveau à ce ministre, et obtint enfin un traité qui devait durer trois ans, et par lequel la France s'engageait à seconder les efforts des confédérés. De nouveaux renforts étaient arrivés de Suède, on avait fait des levées importantes sur divers points de l'Allemagne protestante, et c'est avec des forces imposantes que les Suédois reprirent les hostilités au printemps de 1638. Les Impériaux eurent d'abord quelqu'avantage, mais bientôt ils furent battus par *Banier*, et sur-tout par le *duc Bernard*, qui était parvenu à rétablir son armée, et qui, près de Rheinsfeld, remporta une victoire

complète ; il s'empara aussi de Brisach, ville importante, regardée comme la clef de l'Alsace, et dans laquelle il établit d'immenses magasins. De là il passa à de nouvelles conquêtes, il battit plusieurs corps isolés qu'il parvint à surprendre, et après des succès éclatans, après avoir vu fuir de toutes parts les armées impériales, il prit ses cantonnemens d'hiver. C'est alors que les deux généraux victorieux résolurent de porter enfin la guerre jusques sur les terres de l'empereur. *Banier* et *Bernard* étaient persuadés que c'était le seul moyen de le décider à rechercher la paix qu'il refusait constamment aux Suédois, aux protestans d'Allemagne, et à tous les princes qui s'étaient présentés comme médiateurs. On devait s'attendre à de grands événemens en 1639, peut-être cette guerre déjà si longue allait-elle se terminer : déjà *Banier* avait ouvert la campagne avec avantage, il s'avançait à grands pas vers les états de l'empereur, plusieurs corps d'armées avaient été défaits, lorsque la mort du *duc Bernard* (1) vint encore changer la face des

(1) Le DUC BERNARD de Weimar était le dernier fils de Jean, duc de Saxe-Weimar, et descendait de cette ancienne branche électorale de Saxe que Charles-Quint avait détrônée, et dont la couronne était passée sur la tête de Maurice. Il avait voué à la mai-

affaires. Ce général, qui était devenu un ennemi aussi dangereux pour Ferdinand III, que Gustave Adolphe l'avait été pour Ferdinand II, mourut subitement à Neubourg sur le Rhin, au moment

---

son d'Autriche une haine qui ne s'éteignit qu'avec sa vie, et se rangea sous les drapeaux de Gustave-Adolphe aussitôt que ce souverain eut déclaré la guerre à l'empereur. Le roi de Suède étant mort, il lui succéda dans le commandement des troupes; mais, moins heureux que ce héros, il perdit, en 1634, la mémorable bataille de Nordlingue, si funeste au parti des confédérés; bientôt après il parvint à créer une nouvelle armée, se mit à la solde de la France et recommença à poursuivre les Impériaux; il les chassa entièrement de Bourgogne, prit Saverne, s'empara de Jouvelle en Franche-Comté; en 1638, il remporta deux victoires auprès de Rheinsfeld; enfin il prit d'assaut la ville de Brisach et conquit en peu de temps l'Alsace toute entière. Cette province lui avait été promise par Richelieu, mais la mort ne lui permit pas de jouir du fruit de ses travaux; il expira le 18 juillet 1639. *Bernard de Weimar* était un grand capitaine; il avait étudié la guerre sous Gustave, et se montra le digne élève d'un tel maître; il était fier, indépendant : jamais rien ne put l'engager à flatter le cardinal de Richelieu ou ses favoris; on a conservé une réponse qu'il fit au père Joseph, capucin, et l'un des hommes les plus dévoués au ministre de Louis XIII, lorsque ce moine lui indiquait sur une carte les places fortes qu'il fallait prendre et semblait lui tracer un plan de campagne : *tout cela serait bien, père Joseph,* lui répondit le duc *Bernard, si on prenait les villes avec le bout du doigt.* On l'a accusé d'avoir formé des projets ambitieux et d'avoir aspiré à la souveraineté de l'Alsace, mais cette récompense lui avait été pro-

où il se préparait à faire une irruption en Bavière. Quelques auteurs, et Puffendorff entre autres, prétendent que ce grand homme fut empoisonné, et ils accusent de ce crime la France qui, disent-ils, voulait à quelque prix que ce fût posséder Brisach, que *Bernard* avait conquis, et qu'il espérait garder plus tard à titre de récompense pour ses longs et pénibles services. Une telle accusation mérite à peine d'être réfutée; il n'est pas même constant que ce général ait été empoisonné, et ce premier point une fois prouvé s'il pouvait l'être, il faudrait encore démontrer que la France avait quelqu'avantage à faire périr un homme qui servait si habilement la cause des confédérés qu'elle avait embrassée, et voir s'il ne serait pas plus naturel d'attribuer ce crime à la cour de Vienne, qui seule en pouvait profiter. Mais, je le répète, rien ne prouve l'existence du poison : le *duc Bernard* mourut subitement il est vrai, mais une fièvre maligne extrêmement grave faisait de grands ravages dans son armée, au moment où il avait quitté Pon-

---

mise par la France ; elle lui était acquise par ses nombreux et utiles services, par son dévouement à la cause des confédérés, par l'injustice enfin dont il avait été la victime, puisque ses ancêtres avaient été dépouillés par Charles-Quint.

tarlier; cette fièvre pouvait l'attaquer, comme elle attaquait ses officiers et ses soldats. De telles accusations dirigées contre une nation ou contre un gouvernement, devraient toujours être appuyées de preuves irrécusables, et l'on a peine à concevoir comment des auteurs peuvent légèrement porter des jugemens aussi sévères, et ne craignent pas d'être accusés par la postérité de partialité, de prévention ou de calomnie.

La mort du *duc Bernard* était une perte réelle pour la Suède; elle devint plus grande encore par la conduite que tint la France en cette occasion. Cette puissance prétendit avoir des droits à l'armée que ce général avait amenée sur la rive gauche du Rhin; elle eut recours à l'intrigue, elle gagna le commandant en second, nommé Erlac, et s'empara, sans risque et presque sans dépense, d'une armée, de toutes les places dont elle était maîtresse, et sur-tout de l'Alsace, province occupée alors par les Suédois, et qui depuis a fait partie du royaume de France. Une fois parvenu à son but, le cardinal de Richelieu oublia la plupart de ses promesses; il mécontenta les soldats qui l'avaient si bien servi, diminua une armée qui pouvait un jour lui devenir funeste, et l'empêcha d'agir contre la Bavière, où le *duc Bernard* s'était proposé de la conduire et

de commencer son attaque contre l'empereur.

L'année 1639 ne fut donc pas plus favorable aux Suédois, que la plupart des années précédentes : elle ne profita qu'aux Français, qui jusqu'alors ne s'étaient montrés que peu dévoués à la cause des confédérés, et qui dans cette circonstance ne rougirent pas de sacrifier à leur intérêt personnel, l'intérêt de leurs alliés. L'année 1640 fut marquée par quelques succès : *Banier,* forcé de renoncer à ses grands projets d'attaque contre les terres héréditaires de Ferdinand III, se borna à la défensive, et paralysa presqu'entièrement les efforts des Impériaux. Grâce à son activité et aux soins toujours vigilans d'*Oxenstiern,* il parvint à rassembler une armée assez formidable, et tint la campagne avec avantage. Deux affaires entr'autres, eurent lieu sur les bords de la Mulda et près de Ziegenheim, et furent heureuses pour les confédérés. L'armée du *duc Bernard,* connue alors sous le nom d'armée de Weimar, prit une part assez active à cette campagne; elle était commandée par les ducs de Longueville et de Guébrian, et ces généraux secondèrent les efforts de *Banier;* cependant les armées impériales reprirent une partie des places fortes de la Bohême.

C'est une chose vraiment remarquable que

cette guerre si longue, si acharnée, si funeste aux peuples, chez lesquels elle avait lieu. Commencée par un homme habile, et dans le but d'assurer les libertés germaniques, l'indépendance des protestans, et de remettre sur son trône un souverain injustement déposé; elle soulève l'Allemagne toute entière, elle se fait sentir sur tous les points de l'Europe, le chef d'une si grande entreprise meurt dans un combat, et les hostilités continuent; il se trouve des généraux dignes de lui succéder; les uns sont guidés par l'amour de la patrie, par le besoin de la liberté; d'autres n'ont en vue que des projets de fortune, que des desseins ambitieux; mais quelque soit le motif qui les conduit, ils prolongent une guerre dont on ne prévoit plus le terme. L'empereur voulait asservir l'Allemagne : il avait juré d'anéantir la liberté de conscience; il trouve des alliés, il soutient les efforts de ceux qui l'attaque, et tour-à-tour vainqueur ou vaincu, il ne veut point renoncer à ses prétentions, refuse d'entendre à aucun accommodement, et s'obstine à ne pas signer une paix si ardemment désirée. Il meurt enfin, et son fils suit son exemple. En effet, vingt-deux années de guerre avaient presqu'entièrement dévasté l'Allemagne : les soldats man-

quaient de vivre, les terres étaient incultes, les habitans périssaient de misère et de faim. Qu'on se figure des armées composées de mercénaires qui passaient alternativement d'un parti à l'autre, pour qui les mots de patrie, d'honneur, de discipline étaient à peu près inconnus, et l'on pourra se faire une idée des excès qui furent commis dans toute l'Allemagne. Une province était-elle conquise, le vainqueur y mettait tout à feu et à sang, afin que l'ennemi ne pût y trouver aucune ressource; retombait-elle l'année suivante au pouvoir du parti contraire, les mêmes horreurs recommençaient, et les malheureux habitans, égorgés ou ruinés, n'avaient plus d'autre ressource que de prendre parti parmi ces pillards, et de vivre à leur tour aux dépens de ceux qui consentaient encore à cultiver la terre. Voilà comment on parvint à recruter si long-temps des armées nombreuses; voilà ce qui amena en Allemagne une dépopulation, qui se faisait sentir un siècle encore après. Certes, il est des guerres légitimes où l'on combat pour des droits sacrés qu'on ne saurait se laisser ravir, et qu'on doit défendre au péril même de ses jours; mais combien il en est qui sont excitées par l'ambition des hommes; combien on en pourrait citer qui ont ravagé le monde, et qui n'a-

vaient d'autre but que de servir quelque misérable passion humaine. La guerre de trente ans, si célèbre dans l'histoire, avait été légitime d'abord, mais elle fut prolongée par une obstination coupable, et se termina par une paix qu'on aurait pu signer beaucoup plutôt, si une foule d'intérêts privés n'avaient pas fait oublier l'intérêt général. La description de ces trente années de désastres et d'horreurs ne saurait entrer dans un ouvrage tel que celui-ci : je dois passer rapidement sur ces malheureux événemens, et ne les mentionner que parce qu'ils ont servi la cause de la liberté religieuse, sans qu'on puisse les lui reprocher. La religion n'a jamais commandé le meurtre et le pillage ; elle a souvent, trop souvent même servi de prétexte aux ambitieux ; mais elle a constamment gémi de voir son nom mêlé aux déclarations de guerres, aux cris d'attaque des soldats.

En 1641, *Banier* ouvrit la campagne par une marche rapide sur Ratisbonne, où l'empereur et les Etats étaient rassemblés pour la diète ; mais un dégel subit fit échouer cette entreprise. Ce revers ne découragea pas les Suédois, ils espéraient encore pouvoir porter la guerre sur les terres impériales et dans la Bavière ; déjà quelques succès semblaient leur annoncer une réus-

site complète, lorsque Guébrian, qui commandait l'armée de Weimar, refusa obstinément d'aller plus loin, et revint précipitamment reprendre ses positions sur le Mein. Cette défection, que rien ne légitimait, força *Banier* à battre en retraite, et il le fit assez heureusement pour sauver son armée toute entière, et ramener son artillerie et ses munitions. Guébrian vint le rejoindre lorsqu'il n'était plus temps de recommencer la campagne, et que tous les desseins qu'on avait formés se trouvaient anéantis. Ce manque d'union fut très-préjudiciable aux confédérés; mais ce qui dut les affliger encore davantage, ce fut la mort d'un de leurs alliés les plus dévoués et les plus fidèles, du duc de Lunebourg, qui s'était constamment montré animé du plus grand zèle et du plus sincère désintéressement; ce fut la retraite forcée de *Banier* (1),

(1) JEAN GUSTAFSON BANIER, seigneur de Mulhammar, Norrby, feld maréchal de Suède, était né à Diursholm, dans la province d'Upland, en 1596. Il avait déjà fait ses premières armes lorsque Gustave-Adolphe monta sur le trône; ce prince, qui savait apprécier le mérite, attacha *Banier* à sa personne en le nommant chambellan, en même temps qu'il lui délivra un brevet d'officier de cavalerie. *Banier* se distingua en Livonie, en Courlande, en Pologne, et fut créé, en 1629, chevalier, en présence des Etats. Il suivit Gustave en Allemagne; il commandait l'aile droite de

qui tomba dangereusement malade, et mourut peu de temps après au moment où ses services étaient les plus nécessaires. Une telle perte pou-

---

l'armée, à la bataille de Leipsick, et déploya en cette circonstance une si grande habileté, que Gustave Adolphe s'écria après le combat : « Après Dieu, c'est à *Banier* que je dois la victoire. » Ce général s'empara de Magdebourg, Munich, Donawerth. Il était en Bavière lorsqu'il reçut la nouvelle de la mort du roi de Suède; il rejoignit aussitôt l'armée principale et continua à s'y distinguer; il voulait retourner dans sa patrie, pour aller rendre les derniers devoirs au roi dont il avait reçu tant de marques de confiance et d'intérêt, mais Oxenstiern l'engagea à rester en Allemagne où sa présence était bien plus utile. Il se rendit aux vœux du chancelier. C'est lui qui répara les désastres de la bataille de Nordlingue, c'est lui qui, à la bataille de Wittstoch, rendit aux armes suédoises tout leur ancien éclat et aux confédérés un avantage marqué. *Banier* sut conserver la prééminence de son parti jusqu'en 1641, époque où une maladie rapide vint l'enlever à son armée qui le chérissait, à sa patrie, qui perdait en lui un défenseur habile, un citoyen dévoué. Il avait épousé l'année précédente en troisième noce la princesse Jeanne de Bade, pour laquelle il avait le plus vif attachement. Cette passion a été regardée par quelques historiens comme la cause de sa mort que d'autres ont attribué au poison : ni l'une ni l'autre de ces opinions n'est appuyée de preuves. *Banier* avait été surnommé le second Gustave : un tel surnom prouve assez la profonde estime qu'on avait pour lui, et était d'autant plus juste que non-seulement il ressemblait à ce grand homme par son courage, son intrépidité et ses connaissances militaires, mais encore par les traits de son visage.

vait difficilement être réparée; on devait s'attendre à voir enfin cesser la guerre : on devait croire que les Suédois demanderaient la paix. Ce moment n'était pas encore venu, et malgré tous ces revers arrivés à la fois au parti des confédérés, les hostilités continuèrent, et l'Allemagne désolée dut se préparer à de nouveaux malheurs.

Il fallait donner un successeur à *Banier*, et cette tâche était difficile; on ne pouvait guère en effet remplacer un homme qui s'était constamment montré dévoué à sa patrie, qui ne s'était laissé abattre par aucun revers, dont la fermeté et l'exemple avaient toujours su conserver la plus sévère discipline, et qui, dans ces temps difficiles, avait maintenu dans le devoir et forcé à l'obéissance, des officiers indociles qui refusaient de combattre, ou passaient à l'ennemi dès que leur solde se faisait attendre. Aussitôt qu'il fut mort, les colonels se liguèrent pour obtenir le payement de ce qui leur était dû, et il fallut de grands sacrifices pour les engager à continuer leurs services. Les Impériaux ne surent pas mettre à profit ces circonstances si avantageuses; ils donnèrent le temps aux quatre généraux majors de rétablir la bonne intelligence dans leur armée, et lorsqu'on en vint aux mains

ils éprouvèrent une résistance à laquelle ils étaient loin de s'attendre, et furent même complètement battus près de Wolffembuttel. Enfin *Torstenson* vint prendre le commandement général ; mais il n'arriva que dans l'automne de 1641 : la goutte l'avait empêché de se rendre plutôt en Allemagne ; son arrivée rétablit le calme dans l'armée, mais elle détermina le départ des troupes commandées par Guébrian, qui ne voulut entendre à aucun arrangement, et aima mieux compromettre la cause des confédérés, que de servir sous les ordres d'un autre général, et ce départ arrêta toutes les opérations de *Torstenson*. Il se borna à observer les mouvemens de l'ennemi jusqu'au moment où il irait prendre ses cantonnemens d'hiver, et ne put rien entreprendre pour réparer les divers échecs de l'armée suédoise, et reconquérir une partie des pays qu'on avait perdus.

A cette époque la guerre ne ressemblait point à ce qu'elle est devenue depuis : la campagne commençait ordinairement avec le printemps; on se cherchait, on faisait longuement le siège de quelque ville ou de quelque forteresse; on livrait deux ou trois petits combats, puis dès que le froid commençait à se faire sentir, chaque général allait chercher un pays où il put faire

reposer ses troupes, et leur procurer des vivres et des fourrages. Pendant l'hiver les hostilités cessaient complètement, et ce temps était employé de part et d'autre à faire de nouvelles recrues ou à entamer des négociations pour préparer la paix.

Au commencement de 1642, les Impériaux reprirent les premiers l'offensive : ils croyaient *Torstenson* mort ou du moins assez malade pour ne pas pouvoir leur opposer de résistance; mais ils trouvèrent l'armée suédoise dans une position telle qu'ils n'osèrent pas l'attaquer et qu'ils s'éloignèrent sans combattre. Le général suédois profita de leur absence pour faire une irruption dans la Silésie, dont il conquit presque toutes les places fortes, malgré les efforts du duc Albert, qui périt dans cette campagne; il pénétra même jusqu'en Moravie, et ne fut arrêté que par Olmutz, dont il ne put se rendre maître; mais ayant reçu un renfort assez considérable, il se crut en état d'attaquer l'armée impériale qui lui avait fait lever le siège, et lui livra bataille près de Breitenfeld : l'avantage fut tout entier pour les Suédois; les Impériaux furent encore une fois mis en déroute dans une plaine où Gustave Adolphe avait déjà remporté sur eux une victoire signalée, et *Torstenson* vint se re-

poser à Leipsick, où il fit rafraîchir ses troupes. Les succès de *Torstenson* n'étaient pas les seuls qu'eussent obtenu les confédérés, l'armée de Weimar et les troupes de Hesse avaient également eu de grands avantages, et s'étaient emparé de tout le pays de Cologne et de Juliers. Cette époque est celle de la mort du cardinal de Richelieu; il ne put voir la fin d'une guerre que plus qu'aucun autre il avait contribué à prolonger. Il était décidé que tous ceux qui avaient pris part à cette longue suite de batailles, n'en verraient pas l'issue, et cette circonstance remarquable ne fut pas particulière aux chefs; les soldats de Gustave avaient tous disparu, et dans l'armée suédoise on ne trouvait plus que des Allemands, qui se battaient contre leur pays.

L'année suivante *Torstenson* pénètre en Bohême, pays que les Suédois avaient abandonné depuis long-temps; il bat plusieurs fois les troupes impériales commandées par le général Gallas, ravage la Moravie, et n'abandonne ces provinces que parce qu'il reçoit de la régence l'ordre de se rendre en toute hâte dans le Holstein, mouvement qu'il exécute avec un rare bonheur et un talent remarquable. Cependant d'autres généraux des confédérés obtenaient de

nouveaux succès et gagnaient du terrain; Guébrian seul ne fut pas heureux, il fut même obligé de repasser le Rhin, et de se retirer en Alsace, où les Bavarois le pressèrent vivement. Il voulut plus tard rentrer en Allemagne : il arriva jusqu'à Retwel, et fut tué sous les murs de cette place dont il avait entrepris le siège. Ses troupes battues de toutes parts se sauvèrent en désordre, et cette armée aurait entièrement disparu, si le vicomte de Turenne ne fût venu sur ces entrefaites, pour prendre le commandement de l'armée de Weimar, et n'eût apporté de France des sommes considérables destinées à faire de nouvelles levées. En ce moment l'empereur était plus que jamais éloigné d'accorder la paix aux confédérés : Louis XIII venait de mourir, et il pouvait espérer que les troubles qui accompagnent presque toujours les minorités, serviraient ses intérêts; il voyait les Suédois engagés dans une guerre nouvelle, dont l'issue était incertaine; il avait des alliés puissans et dévoués, il continua la guerre.

Torstenson, en abandonnant l'Allemagne et en conduisant son armée dans le Holstein, venait porter la guerre en Danemarck, dont la Suède avait beaucoup à se plaindre. Cette nouvelle guerre, que les Suédois n'avaient pas

craint d'entreprendre dans un moment où ils défendaient déjà de si grands intérêts, et où ils avaient à combattre des ennemis si puissans, si nombreux, ne fit que compliquer les événemens de cette époque, et ne prit un caractère important qu'au commencement de l'année 1644. La Suède rencontra d'abord une résistance sur laquelle on n'avait pas compté, et fut contrainte, pour vaincre en Danemarck, de diminuer ses troupes d'Allemagne, où cependant elle continua encore les hostilités. Il est vrai, qu'alors le fardeau principal fut supporté par les troupes françaises commandées par Condé et par Turenne. Les deux partis eurent des alternatives de revers et de succès, et lorsqu'ils rentrèrent dans leurs quartiers d'hiver, les choses se trouvèrent peu changées, et la paix moins probable que jamais, puisqu'alors la France était tout-à-fait engagée dans la lutte, que le Danemarck, la Hollande et même l'Angleterre avaient pris part à une guerre qui, à cette époque, était devenue générale en Europe. Combien alors ces combats étaient loin d'avoir le même but et les mêmes motifs que ceux qu'avait livrés le grand Gustave. La France en mettant des armées sur pied, ne voulait, ni ne songeait à défendre et à protéger les libertés politiques et religieuses de

l'Allemagne; l'Angleterre ne cherchait qu'à soutenir un des parens de son roi; la Hollande, en fournissant des flottes, comptait sur un traité de commerce avantageux, et peut-être sur un affranchissement total des droits du Sund; et la Suède, en portant la guerre en Danemarck, ne vengeait plus qu'une querelle particulière. Ces différens peuples, qui se précipitaient avec fureur les uns contre les autres, qui s'entredéchiraient, parlaient encore de liberté; mais ce grand mot, ce mot magique qui seul avait porté le roi de Suède à affronter la puissance de l'empereur, n'était plus qu'un vain prétexte pour cacher des vues personnelles, des desseins ambitieux; pour colorer d'un vernis séduisant aux yeux des peuples, une guerre qui les opprimait, et dont les souverains seuls espéraient tirer quelqu'avantage.

Au printemps de 1645 les hostilités recommencèrent avec un nouvel acharnement, surtout en Danemarck, où les Suédois obtinrent des succès brillans, qui amenèrent enfin une paix tout entière à l'avantage de la Suède et des confédérés, et qui fut due à la puissante médiation des Français, et du cardinal Mazarin, qui avait succédé à Richelieu, en adoptant la politique et les plans de ce ministre. Débarrassé de cette

guerre, *Torstenson* porta ses armes en Allemagne, et résolut de faire une invasion sur les terres héréditaires de l'empereur; projet tant de fois formé, qui eut plus d'un commencement d'exécution et fut toujours abandonné. La campagne s'ouvrit par une bataille qui fut livrée auprès de Jancowitz : la victoire se déclara en faveur des Suédois; les Impériaux furent taillés en pièces, on leur fit un grand nombre de prisonniers, et *Torstenson* arriva sans obstacles jusqu'au bord du Danube; là il opéra sa jonction avec les troupes commandées par Ragotzi, prince de Transylvanie; mais cet allié, ayant obtenu de l'empereur tout ce qui pouvait satisfaire ses vues ambitieuses, abandonne bientôt ceux qui étaient venus à son secours, et rentre dans ses états après avoir signé une paix particulière. *Torstenson* continue à tenir tête aux ennemis, il marche ensuite vers la Bohême; mais la goutte dont il était cruellement affecté, le force à cesser les hostilités, et à revenir auprès de Leipsick, où il vient chercher quelqu'adoucissement à ses maux, et attendre que la Suède lui ait envoyé un successeur.

Cependant les Français continuaient à se battre avec des succès différens : Turenne fut d'abord repoussé par les troupes de Bavière, jusque dans

la Hesse, où le duc d'Enghien vint à son secours; mais ensuite il reprit la campagne, et remporta une victoire importante; enfin de nouveaux renforts étant arrivés aux Bavarois, ces deux généraux furent rejetés de l'autre côté du Rhin, après avoir éprouvé des pertes assez considérables. Malgré ses succès passagers, l'empereur commença à désirer vivement la paix, et à presser les conférences qu'on avait entamées à Munster et à Osnabruch; mais la guerre ne fut point susp ndue.

En 1646, Vrangel avait pris le commandement de l'armée de Suède : son premier soin est de chercher à opérer sa jonction avec les Français : Turenne lui avait annoncé qu'il passerait le Rhin au commencement de juin, à Bucharac, et Vrangel se dirige vers ce point. Mais les Français ne sont point fidèles à leur promesse, et les Suédois se trouvent dans une position très-difficile, et courent un grand danger. Ils résistent pourtant à des attaques nombreuses, et attendent jusqu'au 6 juillet les Français, qui enfin viennent se joindre à eux, et leur permettent de reprendre la campagne. Dès que cette réunion est opérée, on presse l'ennemi, on l'oblige à s'éloigner précipitamment; on marche enfin presque sans résistance jusqu'au Danube, où les confé-

dérés entreprennent le siège d'Augsbourg; mais cette place ayant résisté à tous leurs efforts, ils l'abandonnent et pénètrent assez avant dans la Bavière, qu'ils auraient à coup sûr entièrement conquise, si les Français avaient consenti à marcher plus avant, et à seconder les efforts des Suédois. Mais ils ne voulaient pas tellement affaiblir l'ennemi, que la Suède pût ensuite se passer de leur secours; d'ailleurs ils entretenaient une correspondance particulière avec l'électeur de Bavière, et travaillaient à obtenir une trève, qui devait être avantageuse à ce prince, en même temps qu'elle allait priver l'empereur d'un allié fidèle. Pendant ces négociations, dont on faisait un mystère à la Suède, les confédérés obtenaient de nouveaux succès, et s'emparaient des places fortes qui bordent le Danube.

Enfin au commencement de 1647, une trève entre la Bavière et la France est conclue : les Suédois refusaient d'abord d'y consentir, mais réfléchissant ensuite que c'était toujours se délivrer d'un ennemi puissant, craignant aussi d'indisposer les Français, qui semblaient attacher une grande importance à cet arrangement, ils y donnèrent leur assentiment. Cet événement affligea beaucoup l'empereur : à cette époque

Turenne quitta l'Allemagne, pour aller porter la guerre dans les Pays-Bas, et Vrangel se trouva seul chargé de continuer la guerre; mais il fut constamment victorieux. Les Impériaux ne lui opposèrent qu'une bien faible résistance; ils le laissèrent pénétrer jusques dans la Bohême, et n'auraient pu arrêter sa marche, si l'empereur ne fut parvenu à engager le duc de Bavière à manquer à ses engagemens, et à rompre la trève qu'il avait jurée; cette trahison aurait pu être fatale à Vrangel, si ce général ne s'était hâté d'abandonner une partie de ses comquêtes, et de retourner dans un pays allié. Là il put attendre les Français, dont le secours lui était devenu impérieusement nécessaire, et qui vinrent le rejoindre près de Gemund sur le Mein, au commencement de 1648.

On était enfin arrivé au moment où la paix allait être conclue; déjà depuis plusieurs années on travaillait à ce traité, qui devait rendre le repos à l'Europe, et permettre de cicatriser les plaies nombreuses occasionnées par la guerre. Une telle négociation était hérissée de grandes difficultés : en effet, que d'intérêts divers on avait à concilier; que de prétentions il fallait satisfaire, que d'amours-propres on devait ménager. Mais Christine tenait alors les

rênes de la Suède : cette princesse désirait la paix ; elle était fatiguée d'une guerre qui ruinait son pays, et s'opposait à ce qu'elle pût se livrer à ses goûts pour les arts, les sciences et le repos; déjà elle avait formé ce projet qu'elle devait exécuter plus tard, et elle ne voulait pas abandonner le trône de Suède, dans un moment où cette puissance était engagée dans une lutte encore incertaine, et lorsque sa retraite aurait paru une lâcheté, ou l'aveu tacite de son incapacité. Cette circonstance contribua plus qu'on ne pense à la conclusion d'un traité de paix et à la modération que la Suède mit dans ses prétentions, tant il est vrai que cette guerre longue et désastreuse, entreprise dans l'intérêt des libertés politiques et religieuses de l'Allemagne, fut continuée par l'ambition de quelques souverains et terminée par le caprice d'une femme qui voulait à tout prix donner la paix à ses états, afin de pouvoir ensuite abdiquer la souveraine puissance et aller vivre suivant ses goûts loin du tumulte des affaires et des pompes de la cour.

Vrangel, secondé par les Français, continua à battre les Impériaux et à faire de nouvelles conquêtes; il envoya même un de ses généraux qui pénétra jusqu'à Prague et parvint à surprendre un des quartiers de cette ville. A cette époque

Charles Gustave, comte palatin, qui devait un jour occuper le trône de Suède, vint prendre le commandement en chef des troupes : il eut peu d'occasions d'en venir aux mains avec les Impériaux; mais pourtant il put montrer qu'il avait profité des leçons d'un général habile, de *Torstenson* (1), sous lequel il avait servi pendant

---

(1) LÉONARD TORSTENSON, né en Suède, était page de Gustave Adolphe en 1624, lorsque ce prince faisait la guerre à la Russie. Au moment d'attaquer un corps de Lithuaniens, le roi le chargea d'aller porter des ordres à un officier-général, pour mettre à profit un mouvement qu'il voyait faire aux ennemis. *Torstenson* part et revient; mais les Lithuaniens avaient changé leur marche, et le roi regrettait l'ordre qu'il avait envoyé. *Sire*, s'écrie le jeune page, *daignez me pardonner : voyant les ennemis faire un mouvement contraire, j'ai donné un ordre opposé.* Le roi ne dit rien; mais le soir il admit *Torstenson* à sa table, le présenta aux officiers qui l'entouraient, et s'écria avec cette modestie et cette bonté qui faisaient le fond de son caractère, *Messieurs, c'est à ce jeune homme que nous devons la victoire d'aujourd'hui. Torstenson* obtint de suite une enseigne dans les gardes : quinze jours après il eut une compagnie, et devint bientôt colonel : c'est ainsi qu'il préluda à la haute réputation qu'il devait acquérir plus tard. Nommé généralissime des armées suédoises après la mort de Banier, en 1645, il fut presque constamment heureux; c'est lui qui commandait les confédérés, lorsqu'auprès de Leipsick ils vengèrent sur l'archiduc Léopold leur défaite de Nordlingue, c'est lui qui conduisit toutes les opérations militaires en Danemarck jusqu'à la paix

plusieurs années, et qu'il était digne de commander à des Suédois; la paix mit un terme à ses travaux militaires, et lui permit de rentrer dans un pays qu'il devait bientôt gouverner.

Il y avait déjà près de sept ans qu'on travaillait sans pouvoir s'entendre aux préliminaires de cette paix. Les négociations étaient interrompues tantôt par un parti, tantôt par l'autre, suivant que la victoire se montrait favorable à ses armes. Enfin, après mille contestations sur l'étiquette, sur le rang, sur la prééminence, après des discussions sans nombre, le traité fut signé le 14 octobre 1648. Cette paix, connue sous le nom de PAIX DE WESTPHALIE, rendit aux pro-

---

de Bromsébro; c'est lui enfin qui forma le grand Turenne, et Charles Gustave, qui devint roi de Suède. Tourmenté par de violentes attaques de goutte, *Torstenson* sollicita avec instance la permission de rentrer dans ses foyers. Christine accepta cette démission et lui écrivit en même temps une lettre très-flatteuse, par laquelle elle le remerciait de ses bons services, et l'appelait au conseil, où il pouvait encore se rendre utile à son pays. *Torstenson*, comme Oxenstiern, s'opposa de tout son pouvoir à l'abdication de la fille de Gustave Adolphe, et comme le chancelier il conserva sous le successeur de cette princesse le rang et les dignités qu'il devait à son mérite. Il était connétable et sénateur, lorsque la mort vint le frapper: il fut regretté de tous ses concitoyens, et emporta dans la tombe la réputation d'un grand général et celle d'un homme vertueux.

testans la liberté que Ferdinand II avait voulu leur ravir; elle proclama de nouveau les libertés germaniques; elle rendit aux électeurs leurs droits et leurs priviléges; elle garantit la liberté de conscience. Les réformés, sujets de l'empire, eurent le droit de faire bâtir de nouvelles églises, et l'empereur admit des protestans jusques dans son conseil aulique. Les commanderies de Malte, les abbayes, les bénéfices situés dans les pays protestans, furent donnés à titre d'indemnité aux princes et aux seigneurs qui avaient pris une part active à la guerre. Depuis les victoires de Maurice de Saxe, aucun événement n'avait été plus favorable aux réformés.

Le traité de Munster est un des actes les plus curieux et les plus remarquables de la politique. Les intérêts de toutes les puissances y sont ménagés et garantis avec une admirable impartialité; l'empire romain, représenté par le nonce du pape, refusa seul de le ratifier; le pape même fulmina contre ce traité une bulle, qui n'empêcha ni les catholiques, ni les protestans de le signer, et d'en adopter toutes les conditions, toutes les charges. Il fut exécuté dans toutes ses clauses avec une bonne foi peu commune, et c'est alors, qu'après trente années de guerre, de

secousses violentes, l'Allemagne put enfin goûter le repos, et travailler à réparer ses pertes, à rétablir son commerce détruit, son industrie ruinée, son agriculture anéantie.

Les souverains qui signèrent la paix de Westphalie n'étaient pas ceux qui avaient commencé la guerre; Gustave Adolphe avait péri dans les champs de Lutzen, et Christine occupait le trône de Suède; l'empereur Ferdinand III avait succédé à son père, dont l'ambition était la première cause de tant de calamités; Louis XIII n'était plus et son fils encore mineur obéissait aux ordres du cardinal Mazarin; presque tous les généraux avaient péri; les ministres eux-mêmes étaient morts ou éloignés des affaires; et cependant on arriva au résultat qu'avait prévu, qu'avait espéré le grand Gustave, lorsqu'il était venu déclarer la guerre à l'Empire. Les protestans furent libres de suivre la religion de leur choix; l'Allemagne reconquit et conserva ses libertés. Sans doute un tel événement aurait pu s'accomplir beaucoup plutôt, et bien du sang eut été épargné; mais il fallait aux confédérés un chef habile, et lorsqu'ils eurent perdu le héros de la Suède, ils furent forcés de recourir à d'autres princes, à d'autres souverains, qui n'avaient plus ni la même influence, ni les mêmes pensées. Les projets de l'ambition,

l'amour de la gloire, l'espoir des conquêtes amenèrent au milieu d'eux plus d'un combattant, plus d'un allié utile. Tant d'intérêts confondus prolongèrent une guerre devenue presque générale, et ce n'est qu'après trente ans que la paix fut enfin rendue à l'Allemagne désolée, et que l'Europe put goûter quelques momens de repos.

On commettrait une étrange injustice, si l'on reprochait au protestantisme les malheurs de cette sanglante époque. La religion servit de prétexte à tous les chefs; mais il en était bien peu qui combattissent en effet pour la liberté de conscience; des vues intéressées animaient le plus grand nombre, et lorsqu'on signa la paix, on n'en vit aucun refuser les récompenses qu'on accorda à tous les confédérés; on les vit tous au contraire faire valoir avec chaleur leurs droits vrais ou supposés, et leurs contestations prolongèrent encore les hostilités. La religion chrétienne ne commande point le carnage; elle prêche le pardon des injures, elle ordonne l'amour du prochain. Pourquoi s'est-on si souvent servi de son nom pour armer des peuples contre des peuples, des frères contre des frères? c'est que ce nom sacré n'était mis en usage, que pour tromper les hommes ignorans, que pour cacher les projets de quelques ambitieux; c'est qu'en lais-

sant croire aux peuples qu'ils défendaient les intérêts du ciel, et qu'ils se battaient pour sauver la religion attaquée, on les disposait aux plus grands sacrifices, on exaltait leur courage, on portait au plus haut degré leur dévouement à la cause qu'ils avaient embrassée.

G. T. Doin.

THE
PUBLIC
ASTOR,
TILDEN

Fra paolo Sarpi.

PIERRE SARPI,

dit FRA-PAOLO.

LA galerie des personnages les plus éminens dans l'histoire du protestantisme serait incomplète, si de vains scrupules nous empêchaient d'y admettre les traits de cet homme extraordinaire, qui sut conserver dans le cloître toute l'indépendance du philosophe chrétien, et qui, sans renoncer à la communion de l'église, où le ciel l'avait fait naître, défendit avec l'éloquence de la vérité, les droits des peuples et des gouvernemens contre l'arrogance renaissante de la cour romaine.

Ceux qui auront compris l'esprit et le but de cet ouvrage, ne seront pas étonnés d'y voir figurer l'historien impartial du concile de Trente. Supérieur à son siècle, et accoutumé à envisager les choses religieuses en homme d'état plutôt qu'en théologien, il ne fut pas protestant pour le dogme, mais il le fut à tous les autres égards. La liberté avec laquelle il se livra à des recher-

ches de tout genre, les vœux qu'il forma ouvertement pour les réformés, les services qu'il leur rendit avec une entière connaissance de cause, les persécutions même qu'il essuya, ne laissent aucun doute sur ses véritables intentions, et prouvent, jusqu'à l'évidence, qu'il était profondément pénétré de l'esprit du protestantisme. Ses courageuses attaques contre le despotisme pontifical méritent d'autant plus d'attention, qu'elles étaient plus nécessaires dans les circonstances, et qu'elles produisirent de plus grands effets.

Le protestantisme languissait au commencement du dix-septième siècle; les nouvelles églises s'épuisaient en querelles intestines ou en discussions de dogmes et d'intérêts avec l'ancienne église. La cour romaine, étourdie un instant par les cris unanimes des peuples, avait repris ses anciennes prétentions; le concile de Trente, loin de limiter son pouvoir, en examinant ses titres, et en signalant ses usurpations, l'avait sanctionné et lui avait donné toutes les apparences de la légitimité; enfin la milice de saint Ignace, créée sous le nom de Jésuites, avait achevé d'affermir son empire.

Alors parut *Sarpi*, que l'histoire, s'élevant au-dessus des vaines distinctions de noms et de

couleurs, ne considérant que les intentions et les effets, ne peut s'empêcher de ranger parmi les adversaires les plus décidés et les plus heureux du despotisme romain, et conséquemment parmi les successeurs de Luther et de Zwingli.

Pierre Sarpi, vulgairement appelé *Fra-Paolo,* ou frère Paul, naquit à Venise en 1552. Sa mère, veuve d'un marchand ruiné, mais assistée par son frère, le prêtre Ambroise Morelli, lui fit donner une éducation conforme aux excellentes dispositions qu'il annonçait. Il entra très-jeune encore dans le cloître. Il choisit l'ordre des Servites, par l'habitude qu'il avait contractée avec son maître, le frère Jean-Marie Capella. A quinze ans, il avait déjà acquis la réputation du plus savant des jeunes gens de son ordre. Un tempérament porté à la mélancolie, une constitution faible et délicate, la modération de ses désirs, les progrès rapides qu'il faisait dans les langues anciennes, la philosophie et les mathématiques, tout se réunit pour l'affermir de plus en plus dans l'amour de la retraite et de l'étude.

Cependant son mérite n'était pas destiné à demeurer enseveli dans l'obscurité du cloître. Le succès avec lequel il disputa publiquement à Mantoue, à l'occasion du chapitre général de

son ordre, tenu dans cette ville en 1570, engagea le duc Guillaume de Gonzague à le nommer son théologien et professeur du droit canon.

La nature de ces fonctions l'obligea de se familiariser davantage avec les annales de l'église, et tout annonce qu'il conçut dès-lors l'heureuse idée d'écrire un jour l'histoire du concile de Trente. Camille Oliva, secrétaire du cardinal Hercule de Gonzague, qui avait été légat du pape auprès de cette assemblée, l'encourageait à cette haute et périlleuse entreprise, et déjà lui fournissait à cet effet tous les matériaux qui se trouvaient à sa disposition.

Après un séjour de quatre ans à la cour de Mantoue, l'amour de la solitude et de l'indépendance le fit retourner dans son monastère à Venise. Pendant plusieurs années il y fit, avec un grand succès, des lectures publiques sur la philosophie, et consacra tous ses loisirs à l'étude de la nature. Si l'on en croit Griselini (1), l'auteur du meilleur ouvrage sur la vie de ce grand homme, et quelques autres autorités respectables (2), *Sarpi*, avant sa vingt-sixième an-

(1) Memorie anedote spettanti alla vita ed agli studi del sommo filosofo e giure-consulto *F. Paolo* servita, Losana, 1760, p. 19.

(2) Foscarini, storia della litteratura veneziana I.

née, soupçonna la circulation du sang, mise depuis à découvert par l'anglais Harvey; et le célèbre anatomiste Acquapendente avouait qu'il lui devait plusieurs découvertes importantes sur l'organe de la vue.

Après avoir obtenu à Padoue la dignité de docteur en théologie, il devint, en 1579, provincial, et plusieurs années après procureur-général de son ordre, fonction qui l'obligeait à résider à Rome.

Tant d'honneurs et peut-être quelque liberté qu'il se permettait dès ce temps dans ses discours, ne purent manquer de lui susciter des haines et des persécutions. On ne pouvait l'attaquer sur sa probité dans l'administration qui lui était confiée, et la calomnie elle-même était forcée de respecter la pureté de ses mœurs : on attaqua ses opinions. Dès le commencement de sa carrière ecclésiastique, on l'avait déféré à l'inquisition, pour avoir nié que l'on pût trouver le mystère de la trinité, dans le premier chapitre de la Genèse. Cette accusation ridicule n'avait pas eu de suite : maintenant ses ennemis s'y prirent avec plus d'adresse; ils lui firent un crime d'entretenir des relations amicales avec des étrangers hérétiques qui, attirés par sa réputation, venaient le voir et le consulter.

Une autre accusation dirigée contre lui, était encore plus grave, et ne pouvait que lui nuire auprès de ceux de qui dépendait sa fortune. On lui reprocha d'avoir écrit, dans une lettre en chiffres, adressée à l'un de ses amis de Venise, qu'*on ne s'avançait à la cour de Rome que par de mauvais moyens, et qu'il en avait horreur.* On n'osa pas sur de tels prétextes intenter un procès à un homme aussi distingué, mais on le déclara indigne des hautes dignités de l'église. Ainsi *Sarpi* ne se montra pas hostile envers la cour romaine, parce qu'elle le repoussait; mais elle le repoussa, parce que dès le commencement il avait condamné ses intrigues et ses iniquités. Il profita de son séjour à Rome pour étudier à la source même, les principes et les caractères de la politique du Vatican; en même temps il continua de recueillir des documens pour l'histoire qu'il s'était proposé d'écrire.

De Rome, il fit un voyage à Naples auprès du naturaliste *Della Porta*, avec lequel il fit des recherches et des expériences sur l'aimant.

Après trois années d'absence, ayant été remplacé dans les fonctions de procureur-général de son ordre, il retourna à Venise, où il se livra, pendant près de quinze années encore, avec une égale ardeur et avec un égal succès, aux études

les plus variées, aux occupations les plus diverses, mais toutes subordonnées à un même but philosophique.

Mathématiques, histoire ecclésiastique et profane, physique, théologie, philosophie proprement dite, toutes les connaissances humaines occupèrent tour-à-tour ses veilles dans sa paisible et studieuse retraite.

Plusieurs de ses ouvrages et de ses manuscrits furent composés à cette époque heureuse de sa vie. Le plus remarquable est celui qui est intitulé : *De l'Origine de nos opinions et de la manière de les corriger* (1). C'est, à en juger par l'analyse qu'en a donnnée Foscarini dans son histoire de la Littérature vénitienne, un traité de logique fort supérieur à tout ce qu'on connaissait alors dans ce genre, et que Bacon et Locke n'eussent pas désavoué.

Sarpi fut troublé dans ses hautes études par les divisions qui éclatèrent parmi les moines de son ordre. Il fut obligé de se rendre lui-même à Rome pour essayer d'y remédier, et réussit dans cette difficile entreprise. Cependant il paraît que ces troubles domestiques ne furent pas entière-

(1) Circa il nascere delle opinioni, et del cessare che fanno in noi. V. Griselini et Foscarini III.

ment apaisés dans son cloître; car on le voit quelque temps après (1601) demander au sénat de Venise d'intervenir auprès du saint-siége pour le faire nommer évêque de Nona. Il ne désirait cette dignité, dit-il lui-même dans sa supplique, que pour avoir plus de temps et plus de commodités pour ses études; mais les préventions qu'on avait conçues contre lui à Rome étaient loin d'être effacées. Sa demande y fut rejetée, malgré la puissante recommandation du gouvernement de Venise.

Il se consola aisément de ce refus, qui lui laissait toute son indépendance, à l'égard de la cour romaine. Il en fut plus libre lorsque, au commencement du dix-septième siècle, les démêlés du sénat avec Paul V lui firent un devoir de se prononcer contre elle. Nous allons exposer avec quelque détail ce débat fameux, qui, en appelant *Sarpi* sur un plus grand théâtre, lui fournit l'occasion de rendre plus utiles à sa patrie et à l'humanité les nobles qualités dont la nature l'avait doué et les vastes connaissances que trente années d'études lui avaient fait acquérir.

Depuis long-temps il s'était élevé entre le gouvernement de Venise et le saint-siége des différends semblables à ceux que cette dernière puissance n'avait cessé d'entretenir avec tous les

états de quelqu'importance. Le sénat de Venise, plus jaloux de son autorité, plus ferme dans ses résolutions et plus fidèle aux traditions anciennes qu'aucun autre gouvernement, s'était toujours opposé aux empiétemens du pouvoir sacerdotal sur le pouvoir séculier, et plus d'une fois sa fermeté avait remporté la victoire sur la politique romaine.

Ces démêlés prirent un caractère plus grave, en 1605, à l'avènement au siége de Rome de Paul V, pontife respectable par l'austérité de ses mœurs, mais dont le zèle pour l'extension des immunités de l'Eglise était sans bornes, et dont le népotisme excessif prêtait fort à la censure. Le gouvernement de Venise venait de porter deux lois odieuses : par l'une, il renouvelait une ancienne ordonnance, qui interdisait au clergé la faculté d'acquérir de nouveaux immeubles sans la permission du sénat ; l'autre défendait la fondation de nouvelles congrégations religieuses. En même temps le conseil des dix avait fait arrêter et mettre en jugement deux ecclésiastiques prévenus de meurtre et de vol. Le pape demanda aussitôt que ces deux décrets fussent rapportés, comme contraires aux prérogatives de l'Eglise, et que les deux prêtres accusés fussent remis à des juges ecclésiastiques. Sur le refus du sénat,

Paul le menaça formellement de l'interdit, s'il persistait dans sa désobéissance. C'est alors que *Sarpi*, qui venait d'être nommé jurisconsulte ecclésiastique de la république, déclara, au nom du doge, dans un écrit affiché aux murs de Venise, que le pape ayant outrepassé son pouvoir légitime, son bref comminatoire était *nul et sans effet, injuste et contraire à toutes les règles de l'équité et de la raison.* L'impérieux pontife n'hésita plus : il fulmina l'excommunication et l'interdit (avril 1606.) De son côté, le sénat invita le clergé à continuer la célébration du service divin, et ordonna à ceux des prêtres qui croiraient de leur devoir d'observer l'interdit, de sortir des états de la république. La plupart déférèrent aux vœux du gouvernement et restèrent; les Théatins, les Capucins et les Jésuites se retirèrent. Ces derniers, ayant essayé de susciter des troubles, furent bannis à perpétuité du territoire de la république (1).

Tout ce que l'Italie avait de savans jurisconsultes et théologiens prit part à cette grande querelle. Il parut une multitude d'écrits pour et

(1) Ils surent se faire rappeler en 1657, comme ils se firent rappeler en France sous Henri IV. Sauront-ils encore se faire réintégrer après 1820?

contre la cour romaine. Ceux que *Sarpi* écrivit en faveur de son gouvernement fixèrent sur-tout l'attention publique et enlevèrent tous les suffrages désintéressés. Une science profonde y brillait unie à une argumentation précise et vigoureuse; et, au milieu de la chaleur de la discussion, il n'excéda jamais les bornes de la modération et de la raison.

Il écrivit d'abord plusieurs mémoires qui sont restés inédits et qui n'étaient destinés qu'à rassurer le gouvernement lui-même contre les terreurs de l'excommunication. Ces écrits semblent prouver que *Fra-Paolo* fut plus encore l'âme de l'opposition du sénat, qu'il n'en fut l'instrument. Il était en quelque sorte le directeur de la conscience de la république (1).

Pour tranquilliser le peuple à son tour, le sénat fit publier un ouvrage intitulé : *sur l'Inter-*

(1) Le Courayer, dans la *Vie de Sarpi* placée à la tête de sa traduction de l'Histoire du concile de Trente, attribue, avec plusieurs autres auteurs, à *Fra-Paolo* l'ouvrage publié en Hollande, en 1721, sous le titre : Droits des souverains défendus contre les excommunications, ouvrage traduit du manuscrit italien intitulé : Consolazione della mente causata del buon modo di vivere nel preteso interdetto di *Paolo V* svegliata da *Fra-Paolo*, etc. Mais il a été prouvé, par l'auteur des *Memorie anedote* cités plus haut, que cet ouvrage n'est pas de *Sarpi*. Voir Mem. aned., p. 101.

dit de sa Sainteté Paul V (1), qui portait le nom de six théologiens de Venise, mais auquel *Fra-Paolo* avait eu le plus de part. En même temps ce dernier fit paraître, en latin et en italien, deux *traités sur l'Excommunication*, composés au quinzième siècle par Gerson, ce savant docteur de l'université de Paris, qui avait montré tant de courage et d'indépendance au concile de Constance. Ces ouvrages furent aussitôt condamnés par l'Inquisition et combattus par le fameux cardinal Bellarmin. *Sarpi*, jetant le voile de l'anonyme, entra dans la lice à visage découvert, et répondit à son antagoniste par une apologie des principes de Gerson et de la conduite du gouvernement de Venise (2). Enfin il épuisa la question dans un dernier ouvrage intitulé : *Considérations sur les censures de Paul V* (3), dans lequel il exposa, avec toute la force et toute la netteté dont il était capable, tout ce que la conduite de la cour romaine avait de déraisonnable et d'illé-

---

(1) Sopra l'interdetto della sua Santita Paolo V. Venezia, 1606, in-4°.

(2) Apologia per le opposizioni fatte d'all' illustrissimo sign. card. Bellarm. a' trattati di Gio. Gersone sopra la validità delle Scomuniche.

(3) Considerazioni sopra le Censure di Paolo V.

rminée cette fameuse querelle.
fut obligée de se contenter d'une
satisfaction ; tout l'avantage fut du
se. La cour romaine ressentit vive-
faite; et, si la force des choses lui
nécessité de dissimuler avec les puis-
siècle et de faire la paix avec le sénat,
lia pas de se venger de ceux qui avaient
idre parti contre elle. Plusieurs de ceux
ient embrassé la cause de Venise éprou-
t les effets de la vengeance de Rome ; tous
t molestés de différentes manières, quelques-
punis avec la plus grande rigueur. Mais *Sarpi*
ait plus que personne mérité sa haine. On n'i-
norait pas qu'il avait été l'âme de l'opposition du
sénat; et, quoiqu'il eût été compris expressément
dans le traité de paix, il ne tarda pas à se con-
vaincre que Rome, si empressée à pardonner les
offenses contre le ciel, n'avait point d'indul-
gence pour ses propres injures. Le 5 octobre
1607, en rentrant le soir dans son monastère,
Fra-Paolo fut assailli par cinq assassins armés
de stilets, et laissé pour mort sur la place. Heu-
reusement aucune de ses nombreuses blessures
ne fut trouvée mortelle. Personne ne se trompa
sur les véritables auteurs de ce lâche assassinat.

nise était semblable à celui qu'avaient tenu les premiers protestans (1).

Les deux partis, toujours plus animés l'un contre l'autre, étaient prêts à en venir à une guerre ouverte, et le roi d'Angleterre, Jacques Ier, avait fait offrir ses secours à la république de Venise, lorsque la puissante médiation de Henri IV vint mettre fin à une querelle qui eut pu allumer en Europe une guerre générale. Le pape fut obligé de céder : il leva l'interdit, et le sénat, de son côté, révoqua sa protestation; et, par déférence seulement pour le roi de France, il remit au cardinal français les deux prêtres accusés : du reste il ne renonça à aucun de ses droits, et maintint à la fois les deux décrets qui avaient donné lieu à ces démêlés, et le bannissement des Jésuites qui avaient montré plus d'attachement pour le siége de Rome que pour leur patrie.

---

(1) Parmi les propositions défendues par les écrivains romains, se trouvaient celles-ci : *Que le pape peut priver les princes de leurs états, si cela est utile au bien de l'église ; — qu'il peut délier leurs sujets de leur serment de fidélité, et même les obliger à prendre les armes contre leur souverain ; — que le pape est un dieu sur la terre ; que douter de sa puissance, c'est douter de celle de Dieu ; que refuser de se soumettre à ses sentences, c'est désobéir à Dieu lui-même.* V. *Fra-Paolo*, Istoria delle cose passate fra Paolo V et la seren. rep. di Venezia.

Ainsi fut terminée cette fameuse querelle. Rome vaincue fut obligée de se contenter d'une apparence de satisfaction ; tout l'avantage fut du côté de Venise. La cour romaine ressentit vivement sa défaite; et, si la force des choses lui imposait la nécessité de dissimuler avec les puissances du siècle et de faire la paix avec le sénat, elle n'oublia pas de se venger de ceux qui avaient osé prendre parti contre elle. Plusieurs de ceux qui avaient embrassé la cause de Venise éprouvèrent les effets de la vengeance de Rome ; tous furent molestés de différentes manières, quelques-uns punis avec la plus grande rigueur. Mais *Sarpi* avait plus que personne mérité sa haine. On n'ignorait pas qu'il avait été l'âme de l'opposition du sénat; et, quoiqu'il eût été compris expressément dans le traité de paix, il ne tarda pas à se convaincre que Rome, si empressée à pardonner les offenses contre le ciel, n'avait point d'indulgence pour ses propres injures. Le 5 octobre 1607, en rentrant le soir dans son monastère, *Fra-Paolo* fut assailli par cinq assassins armés de stilets, et laissé pour mort sur la place. Heureusement aucune de ses nombreuses blessures ne fut trouvée mortelle. Personne ne se trompa sur les véritables auteurs de ce lâche assassinat.

Sarpi n'avait d'autres ennemis que ceux qu'il s'était suscités par ses derniers écrits.

Tout le monde soupçonna la cour de Rome et le fanatisme de ses partisans. Plusieurs circonstances se réunirent pour fortifier ces soupçons : d'abord l'odieuse et funeste doctrine répandue par les Jésuites, qu'il était permis, méritoire même, de se défaire, de quelque manière que ce fut, des hérétiques et des excommuniés, subsistait toujours ; et tout récemment encore, d'après une lettre de *Fra-Paolo* lui-même, datée du 11 décembre 1607, un membre de cet ordre fameux avait publié à Rome un écrit où cette proposition fanatique était développée dans toute sa force, sans que le gouvernement papal l'eût désavouée. On sut d'ailleurs que les assassins, après avoir frappé leur victime, s'étaient retirés chez le nonce, qu'ils furent accueillis à Ferrare et dans d'autres villes de l'état ecclésiastique ; enfin qu'ils touchèrent de l'argent à Ancône et ailleurs. *Sarpi* lui-même, qui avait été vainement averti, de plusieurs côtés, d'être sur ses gardes, ne put s'empêcher de dire au célèbre Acquapendente, au moment où celui-ci sondait ses blessures, que c'était là le *style de la cour romaine* (1).

(1) Omnes arbitrantur stylo Curiæ romanæ factum fuisse.

Toute la ville de Venise prit part à son malheur; il fut soigné aux dépens de l'état. Le sénat, qui connaissait tout le prix de ce grand citoyen, prit des mesures pour le protéger contre la fureur de ses ennemis. Il promit une récompense considérable à celui qui découvrirait quelqu'attentat contre la vie de *Sarpi*, et offrit à ce dernier un asile plus sûr que son monastère. Mais *Fra-Paolo*, toujours modeste et confiant, refusa de quitter sa cellule, et se mit à écrire, par ordre du sénat, l'*Histoire des Différends entre le souverain pontife Paul V et la république de Venise* (1), qui ne parut imprimée que beaucoup plus tard, mais qui se trouva dès-lors entre toutes les mains.

Cet écrit provoqua de nouvelles tentatives contre la vie de son courageux auteur. Le complot fut ourdi au sein même de son cloître : il allait être assassiné dans sa cellule, lorsque la conspiration fut découverte. Depuis cette époque *Sarpi* se vit réduit à vivre comme un prisonnier; inaccessible à tous les étrangers, borné à la société de ses plus intimes amis, il ne sortit plus que pour les affaires les plus pressantes, et conduit dans une gondole de l'état.

(1) Istoria particolare delle cose passate fra il summo pontifice Paolo V e la serenissima republ. di Venezia.

Tant de persécutions ne l'empêchèrent pas de poursuivre sa carrière avec autant de calme que d'intrépidité : partagé entre les occupations que lui imposaient ses fonctions de jurisconsulte de la république et ses études particulières, il publia en même temps plusieurs écrits de droit ecclésiastique, préparait les matériaux du grand ouvrage qui devait l'immortaliser, observait la nature et correspondait avec Galilée, qui l'appelait *son père et son maître*, et dont il fit connaître au-dehors les importans travaux. Il ne tenait qu'à *Sarpi* de partager la gloire de ce grand homme; mais il était trop modeste, et la réputation qu'il s'était presqu'involontairement acquise par son opposition aux prétentions romaines, ne laissait voir en lui que le grand théologien et le courageux jurisconsulte.

Au plus fort de l'animosité de ses ennemis contre lui, il écrivit un traité des *matières bénéficiaires* (1), dans lequel il soutint le droit des gouvernemens séculiers, de disposer des bénéfices ecclésiastiques. Dans un autre traité, du *Droits des Asiles* (2), il démontra que les asiles avaient été établis pour servir de refuge à l'in-

(1) Delle materie beneficiarie.

(2) De jure asilorum.

nocence opprimée, et non pour soustraire le crime à la juste sévérité des lois. Plus tard il constata, dans un discours sur *l'Origine, la forme, les lois à l'usage de l'Inquisition* (1), dans la ville et le domaine de Venise, que dans les états de cette république, ce tribunal avait toujours été indépendant de la cour romaine.

Au milieu de tant de travaux auxquels *Sarpi* se livrait tour-à-tour et avec un égal succès, ce grand homme trouva le loisir d'achever l'ouvrage immortel qu'il avait entrepris depuis quarante ans, et qui lui assura une place éminente parmi les écrivains de sa nation, et parmi les historiens de tous les pays et de tous les siècles.

Il avait compris de bonne heure toute l'importance d'une histoire véridique et impartiale du concile de Trente, « assemblée qui, comme il le dit lui-même (2), durant le cours de vingt-deux ans, a été, pour diverses fois et par différens moyens, recherchée et sollicitée par les uns, arrêtée ou retardée par les autres, et qui, pendant dix-huit ans, tantôt réunie, tantôt interrompue, mais toujours tenue dans des vues très-

(1) Disc. dell' origine, forma, leggi ed uso dell' uffizio dell' inquisiz, nella città e nel dominio di Venezia.

(2) Liv. I.

diverses, a eu enfin une issue toute contraire à l'attente de ceux qui l'avaient invoquée, et à la crainte de ceux qui l'avaient traversée. Ce concile, continue-t-il, désiré et sollicité par des personnes pieuses à l'effet de réunir l'église divisée, a si bien établi le schisme et obstiné les partis, qu'il a rendu les divisions irréconciliables; favorisé par les princes qui désiraient la réforme de l'ordre ecclésiastique, il a causé plus de désordre qu'il ne s'en était vu depuis l'origine du nom chrétien; désiré enfin par les évêques, dans l'espérance de recouvrer l'autorité épiscopale, qui avait passé en grande partie entre les mains du souverain pontife, il la leur a fait perdre entièrement, en les réduisant à une plus grande servitude ; d'un autre côté, ce même concile, craint et éludé si long-temps par la cour de Rome, comme l'instrument le plus efficace pour modérer cette puissance exorbitante, qui, des plus faibles commencemens, était parvenue à un excès sans bornes, a tellement raffermi son autorité sur la partie qui lui resta soumise, qu'elle ne fut jamais si grande, ni si profondément enracinée. »

Ces paroles placées en tête de l'ouvrage, indiquent clairement le but dans lequel il fut entrepris. Le dessein de l'auteur fut évidemment

de montrer, par un exposé lucide et impartial, par quels moyens la cour de Rome était parvenue à conjurer l'orage dont elle était menacée, à faire tourner à son avantage une mesure qui avait été provoquée contre elle, et à frustrer ainsi les vœux et les espérances de toute la chrétienté soulevée.

. On peut dire que *Sarpi* écrivit l'histoire du concile de Trente, dans le même esprit dans lequel cette assemblée avait été si universellement invoquée; et si le concile ne répondit pas aux vœux de l'Europe chrétienne, et ne fit rien pour restreindre le pouvoir illimité du saint-siége, et pour remédier aux abus de l'église; s'il ne fit rien dans l'intérêt du siècle et du progrès des lumières, son historien porta un coup mortel à l'autorité morale de l'évêque de Rome, fit sentir plus vivement le besoin d'une réforme universelle, et rendit un hommage éclatant à la vérité et aux lumières renaissantes.

Néanmoins son langage n'a rien d'hostile, rien de passionné contre la cour romaine : il qualifie rarement les hommes et les actions; il les peint, il les expose. Bien qu'il mît la dernière main à son ouvrage, sous les poignards du fanatisme déchaîné contre lui, son ton est habituellement modéré. « Comme, dans l'histoire que je me

propose d'écrire, dit-il, je ne me trouve préoccupé d'aucune passion qui puisse me déguiser la vérité, je la suivrai partout avec droiture, sans jamais m'en écarter avec connaissance. » En effet, elle est écrite avec franchise et impartialité : son style est simple et naturel, sans véhémence, sans emphase, sans déclamation; c'est celui de la conviction et de la vérité. Quand il dévoile les intrigues et les menées de la cour romaine pour faire échouer toute tentative de réforme, ce n'est ni avec l'amertume du gibelin du quatorzième siècle, ni avec l'exagération du protestant du seizième, mais avec le calme, et quelquefois avec la sévérité d'un juge.

Il est rare qu'on s'aperçoive que sa prédilection pour les protestans ait égaré son jugement: on voit qu'il est favorable à leur cause, qu'il en reconnaît la justice, qu'il fait secrètement des vœux pour elle; mais il ne dissimule ni leurs fautes, ni les excès de leur zèle. Il parle de Luther avec un intérêt mal déguisé, et s'il suit, quant à l'origine de l'opposition de ce docteur aux indulgences, l'opinion alors vulgairement adoptée, il n'oppose qu'un seul mot à toutes les fables absurdes qu'on avait répandues dans les contrées catholiques, sur les circonstances extraordinaires qui auraient accompagné la mort

du réformateur : elle n'eut rien de plus singulier, dit-il, que celle de tout autre homme de soixante et trois ans, âge auquel il mourut. Du reste, il reconnaît à cette occasion que Martin Luther ne fut qu'un moyen entre les mains de la Providence, et que les véritables causes de ces grands mouvemens avaient été plus puissantes et plus cachées (1).

Un ouvrage écrit dans cet esprit ne pouvait alors ni paraître en Italie, ni porter le nom de son auteur. Il l'envoya, dit-on, à l'ancien évêque de Spolatro, Marcantonio de Dominis, réfugié à Londres pour cause de religion. Celui-ci le dédia au roi Jacques Ier, et le publia en 1619, sous le titre : *Histoire du Concile de Trente, dans laquelle sont mis à découvert tous les artifices de la cour de Rome pour empêcher que la vérité des dogmes ne fût connue, et que la réforme de la papauté et de l'église ne fût tentée ; par Pietro Soave, Polano* (2). Ce nom était une sorte d'anagramme de celui de *Sarpi* : le titre, et la dé-

(1) Liv. II, ad an. 1546.

(2) Istoria del concilio Tridentino, nella quale si scuoprono tutti gli artefizi della corte di Roma, per impedire che nè la verità di dogmi si palesasse, nè la reforma del papato e della chiesa si tentasse, di Pietro Soave, Polano, London, 1619.

dicace violente qui précédait l'ouvrage, sont de Dominis, et contrastaient fortement avec le ton modéré de l'historien.

Il n'est pas sûr que Dominis ait tenu le manuscrit de *Sarpi* lui-même, et qu'il l'ait publié de son aveu; mais il est certain que *Sarpi* en est l'auteur, et qu'il s'est trouvé parfaitement conforme à la copie qu'on a découverte il n'y a pas très-long-temps, à Venise, et qui est incontestablement son ouvrage.

Fra-Paolo ne survécut pas long-temps à la publication de son Histoire du concile de Trente; il mourut le 24 janvier 1623, après avoir encore été témoin de la sensation profonde qu'elle produisit dans toute l'Europe : il mourut d'épuisement, mais jouissant de l'usage de toutes ses facultés jusqu'au moment suprême, et en manifestant les sentimens d'un véritable chrétien. Ses dernières paroles en expirant, furent : *Esto perpetua !* c'était un dernier vœu pour sa patrie.

Malgré la délicatesse de sa santé, il se conserva jusqu'à l'âge de soixante et dix ans, grâce au régime frugal qu'il observa toute sa vie : du pain, des fruits, de l'eau étaient les seuls alimens dont il usât habituellement. Il abandonnait son traitement à son couvent; à sa mort

on ne trouva dans sa cellule que des manuscrits et des livres.

Quant à ses opinions religieuses, nous transcrivons ici le jugement qu'en a porté son traducteur, Pierre François Le Courayer : Il était *protestant*, si c'est l'être que de ne pas donner aveuglément dans toutes les opinions régnantes, et de condamner librement les abus inventés et soutenus par intérêt; mais il était *catholique*, si c'est l'être que d'aimer sincèrement la pureté de l'église, que de haïr les divisions, que de maintenir l'ordre et la subordination, et que d'être animé de zèle pour réformer la religion et non pour la déchirer. C'était dans cette vue qu'il souhaitait l'avantage des protestans, parce qu'il croyait que c'était le seul moyen de parvenir à une réformation qui, en détruisant la superstition et cette domination abusive sur la foi des autres, pourrait rétablir la simplicité et la paix dans l'église, et ramener la concorde que la multiplication des nouvelles divisions n'avait fait qu'altérer de plus en plus. En un mot, à l'imitation d'Erasme, de M. De Thou et de plusieurs autres grands hommes, il était catholique en gros, et quelquefois protestant en détail. Il observait de la religion romaine tout ce qu'il en pouvait pratiquer sans superstition, et dans les choses dont il croyait devoir s'abstenir

par scrupule, il avait un grand soin de ne pas scandaliser les faibles. Enfin, également éloigné de tout extrême, s'il désapprouvait les abus des catholiques, il condamnait aussi la trop grande chaleur des réformés, et disait naturellement à ceux qui le pressaient de se déclarer pour ces derniers, que Dieu ne lui avait pas donné l'esprit de Luther (1).

Nous souscrivons entièrement à ce jugement; nous ferons seulement observer qu'il en resulte que *Sarpi* fut un véritable protestant, puisque dans tous ses écrits et dans toutes ses actions il rendit hommage au principe fondamental du protestantisme, qui n'est autre chose que la liberté d'examen et le rejet de toute autorité humaine en matière de religion et de conscience. Ce qui d'ailleurs le faisait pencher vers le parti des réformés, fut le sentiment qu'il avait de la nécessité d'une opposition forte et courageuse aux envahissemens et aux prétentions des dominateurs de l'église; et c'est en effet à cette opposition formée par Luther et Swingli, et toujours vivante dans les églises particulières qu'ils ont fondées, que le christianisme doit d'avoir été ramené à sa primitive pureté, et que l'église ca-

(1) V. Vie de *Sarpi*, par Le Courayer.

tholique elle-même est redevable des réformes qui y ont été insensiblement opérées depuis trois siècles.

J. WILLM.

La première édition de l'Histoire du concile de Trente, ainsi que nous l'avons dit, en 1619, à Londres, in-folio. Trois autres en furent publiées à Genève en 1629, 1656 et 1660; il en parut une nouvelle à Londres, en 1757, et une dernière à Vérone, sous le nom de Helmstadt, 1761, 2 vol. in-4°.

La meilleure traduction française de cet ouvrage est celle de Le Courayer : elle est estimée sur-tout pour les notes que ce traducteur y a jointes. Elle parut à Amsterdam en 1736, 2 vol. in-4°., et en 1751, 3 vol. in-4°., et à Bâle, en 1738, 2 vol. in-4°. Il serait fort à désirer que l'on donnât une nouvelle édition corrigée de cette traduction, dans un moment où l'on réimprime en France tant d'ouvrages inutiles. On sait que la cour de Rome opposa à l'histoire du concile de Trente de *Sarpi* celle du cardinal Palla Vicino, qui parut à Rome, 1656, in-folio, et 1664, 3 vol. in-4°.

Il existe plusieurs collections des autres ouvrages de *Sarpi*. L'une parut à Venise, 1687,

6 vol. in-12; une autre, 1718, 2 vol. in-4°.; une troisième, 1750, 2 vol. in-fol. Les plus complètes sont celles de Helmstadt, c'est-à-dire Vérone, 1761—1768, 8 vol. in-4°., et de Naples, 1790, 24 vol. in-8°.

Sa vie a été écrite par une anonyme, qu'on a cru long-temps être son ami, le frère Fulgenzio Micanzio, sous le titre : *Vita del padre Paolo dell' ordine de' servi, e teologo della serenissima republica di Venezia.* Leyde, 1646, in-12; et mieux encore par François Griselini, dans l'ouvrage intitulé : *Memorie anedote spettanti alla vita et agli studj del sommo filosofo e giure-consulto* Fra-Paolo *servita,* Lausanne, 1760, in-8°.

THE NE
PUBLIC
ASTOR, LENOX AND
TILDEN FOUNDATIONS

Pufendorf

SAMUEL PUFENDORF.

SAMUEL PUFENDORF naquit, le 8 janvier 1632, à Flöhe, village de Misnie près de Chemnitz, et, selon d'autres, à Chemnitz même. Son père, Elie Pufendorf, qui était ministre luthérien, l'envoya successivement aux universités de Leipsick et d'Iéna, où le jeune *Pufendorf* se livra à l'instruction de la jeunesse pour subvenir en partie aux frais de son entretien.

A Leipsick, il profita des conseils et des leçons de Stulsemann, et se livra à l'étude de la philosophie et de la littérature sacrée. A Iéna, le célèbre Erhard Weigel, que ses connaissances mathématiques et philosophiques plaçaient alors parmi les savans distingués de l'Allemagne, l'accueillit avec intérêt; et les relations de *Pufendorf* avec son nouveau protecteur exercèrent une influence remarquable sur la direction de ses études et de ses travaux littéraires.

Weigel pénétra bientôt les dispositions de son élève; il reconnut en lui une âme forte, une

grande rectitude de jugement; une raison saine et rigoureuse, capable de concevoir un vaste ensemble d'idées. Persuadé que les sciences morales sont susceptibles d'une certitude démonstrative, et qu'il est avantageux d'employer la méthode mathématique dans l'exposé de cette partie de nos connaissances, Weigel, flatté d'ailleurs de l'espoir si doux de voir revivre son système dans les ouvrages d'un disciple qu'il affectionnait, fit tous ses efforts pour engager *Pufendorf* à s'appliquer à ce genre d'étude. Il lui donna même le manuscrit d'un ouvrage qu'il avait composé sous le titre d'*Ethica Euclidea*, et lui permit de s'en approprier le contenu. L'élève répondit à l'attente du maître; et la manière dont il développa dans la suite sa théorie du droit naturel, prouva que Weigel l'avait bien jugé.

Entraîné par la nature de son esprit et de ses goûts vers les études philosophiques, *Pufendorf* subit avec honneur les épreuves académiques, et prit le grade de maître ès-arts, en 1656.

Il revint alors à Leipsick et se rendit bientôt après (1658) à Copenhague, en qualité de gouverneur des fils du baron de Coyet, ambassadeur de Suède près la cour de Danemarck. Il venait d'entrer dans la maison de ce ministre, lorsque la guerre éclata entre les deux puissances. Le

baron de Coyet quitta Copenhague, et *Pufendorf* fut fait prisonnier avec son frère Esaïe et toute la famille de l'ambassadeur. Il passa huit mois en captivité, privé de toutes les ressources littéraires qui peuvent faire oublier à un homme de lettres les revers de la fortune et les incommodités de la vie. Heureusement, il trouvait en lui-même les ressources que sa position lui refusait. La méditation fut son refuge; et c'est probablement dans ces circonstances qu'il mûrit en partie les ouvrages importans dont il enrichit le monde littéraire. Les doctrines de Grotius et de Hobbes occupèrent sur-tout son esprit. Il se rendit compte de ce qu'elles ont l'une et l'autre de vrai, de faux, de douteux; et, riche de son travail intellectuel, il songea dès-lors à le rédiger d'après la méthode de Weigel.

Ayant recouvré sa liberté, *Pufendorf* passa en Suède en 1659 avec son frère. Il accompagna ensuite le fils de son maître à La Haye, où il jeta les premiers fondemens de sa réputation, en publiant divers opuscules de Jean Meursius, célèbre par ses recherches sur différens points d'antiquités.

Après ce premier début, *Pufendorf* voulut faire jouir le public de ses propres méditations; et l'on vit paraître à La Haye, en 1660, sous le

titre d'*Elémens de jurisprudence universelle*, le précis de sa doctrine, développé d'après la méthode mathématique qu'il croyait la meilleure de toutes. Cet ouvrage, publié sans nom d'auteur et dédié à l'électeur palatin Charles-Louis, valut à *Pufendorf* une lettre flatteuse de ce prince, qui aimait et favorisait les savans.

L'illustre Boinebourg, chancelier de l'électeur de Mayence, et protecteur également éclairé des lettres, auquel *Pufendorf* avait communiqué ses vues, pria Conring et Boecler, si connus eux-mêmes par leurs travaux littéraires, de lui donner leur opinion sur la doctrine de leur confrère. Conring en porta un jugement assez favorable, et engagea Boinebourg à donner des encouragemens à un homme qui pouvait devenir si précieux pour les sciences morales et politiques. Boecler vit les choses sous un tout autre aspect; il se borna à rendre justice aux talens de *Pufendorf*, tout en lui reprochant de la présomption, des plagiats et une grande ignorance de la philosophie ancienne.

Cependant, l'électeur palatin ne s'en tint pas à de vaines démonstrations d'estime et de faveur envers *Pufendorf*. Ayant créé dans l'université de Heidelberg la première chaire de droit naturel qu'on eût encore établie en Europe, il voulut

la voir occupée par un homme d'un mérite aussi éminent. *Pufendorf* reçut sa nomination de professeur : il se rendit à ses nouvelles fonctions, et il acquit une réputation méritée par la manière dont il sut intéresser ses nombreux élèves. L'affluence fut telle qu'elle ne tarda pas à exciter l'envie. Des malveillans firent tous leurs efforts pour lui aliéner l'esprit d'une jeunesse avide de ses enseignemens ; mais *Pufendorf* triompha de ces intrigues, et il en fut dédommagé par l'estime du prince, qui lui confia l'instruction philosophique de son fils aîné.

Il trouvait d'ailleurs dans l'étude une compensation bien douce. Tous ses loisirs étaient consacrés à augmenter ses connaissances déjà si vastes, et à préparer les matériaux du grand ouvrage qui devait illustrer son nom. Quoique ses recherches eussent principalement pour but le droit naturel, il s'occupait avec la même ardeur et le même succès de la législation positive et des sciences historiques qui s'y rattachent si étroitement.

Il en donna une première preuve, en publiant, sous le nom supposé de *Severinus de Monzambano*, son traité fameux : *De statu imperii germanici*, qui fournit matière à de nombreuses controverses. « *Pufendorf*, dit un de ses

biographes, jeta quelques lumières sur l'origine de ce corps à cent têtes qu'on appelait l'empire germanique, et qui présentait un assemblage bizarre de princes, de petites républiques, de prélats et de chevaliers, tous plus ou moins souverains. Il eut le courage de remonter à l'origine de cet assemblage informe; d'en exposer les droits, d'en montrer les usurpations et les défauts, et de proposer des remèdes aux graves abus qui s'y étaient glissés. La rumeur fut grande en Allemagne à l'apparition de son livre : l'Autriche ne pouvait revenir de son étonnement au sujet de la témérité d'un auteur qui prétendait porter la lumière jusque dans la chancellerie de l'empire germanique (1). »

En 1670, *Pufendorf* se décida à quitter l'université de Heidelberg, pour accepter dans celle de Lunden en Scanie, que venait de fonder le roi de Suède, Charles XI, la place de professeur de droit de la nature et des gens, avec des honoraires plus considérables que ceux dont il jouissait. Le monarque la lui fit offrir par l'intermédiaire de son frère Esaïe Pufendorf, qui était alors ambassadeur suédois à Paris. L'électeur palatin regretta vivement la perte d'un homme

(1) Biog. univ.

si précieux; mais il ne voulut point mettre d'entraves à sa carrière, et exigea de lui qu'il acceptât le poste avantageux auquel il se trouvait appelé.

Pufendorf partit pour la Suède; et dès-lors il s'occupa sérieusement de la publication de son grand ouvrage sur le *Droit de la nature et des Gens* (De Jure naturæ et gentium). Il l'avait commencé, en partie, sur les exhortations de Boinebourg; et comme il avait professé le premier cette science importante, il se crut appelé à laisser un monument durable des progrès qu'il venait de lui faire faire.

C'est en 1672 que parut ce livre célèbre, qui fut réimprimé plusieurs fois avec de grandes augmentations. L'auteur lui-même en donna un bon abrégé : (De Officio hominis et civis; *des Devoirs de l'homme et du citoyen*), et cet abrégé, ainsi que le grand ouvrage, ne tarda pas à être traduit en plusieurs langues.

C'était une chose toute nouvelle, que de voir les plus hautes questions de la morale et de la politique naturelle, déduites rationellement, d'une manière rigoureuse et suivie, sans le secours d'un échafaudage de preuves et d'autorités étrangères à la science qu'on voulait traiter. Bacon, il est vrai, avait jeté en passant quelques

aphorismes profonds sur les fondemens de la justice universelle; mais personne n'en avait encore tiré les véritables conséquences. Grotius avait donné une impulsion sans exemple, par son fameux traité du *Droit de la guerre et de la paix;* cependant, quoiqu'il eût fait tout ce qu'on pouvait attendre des lumières du siècle, il était resté au-dessous du sujet, et n'avait guères établi que par le fait de grandes vérités, qui portent avec elles le sacré caractère de la nécessité morale. Quant à Hobbes, ses principes étaient de nature à ne pouvoir servir de base à une véritable science du droit naturel; et l'ouvrage de Cumberland, destiné à réfuter Hobbes, ne s'élevait pas, rationellement parlant, à la hauteur de celui de *Pufendorf*, qui parut un an plus tard.

Le premier soin de notre auteur, fut de tracer une ligne de démarcation entre la révélation et le droit naturel, dont il voulait faire une science indépendante de la théologie positive. Les vues de Grotius et de Hobbes furent conciliées en partie dans le nouveau système.

« L'homme est par sa nature, dit *Pufendorf*, » un animal très-affectionné à sa propre con- » servation; pauvre néanmoins; indigent par » lui-même; hors d'état de se préserver sans le

» secours de ses semblables; très-capable de leur » faire du bien et d'en recevoir; mais, d'un autre » côté, insolent, facile à irriter, prompt à nuire, » et armé pour cet effet de forces plus que suf- » fisantes. Il ne saurait donc subsister, ni jouir » des biens qui conviennent à sa condition, s'il » n'est pas *sociable*. Il faut qu'il vive en bonne » union avec ses semblables; qu'il se conduise » envers eux de manière à ne leur donner aucun » sujet apparent de penser à lui faire du mal; » qu'il les engage même par ses procédés, à » maintenir, à avancer ses intérêts.

» Les lois de cette *sociabilité*, continue l'au- » teur, les maximes qu'il faut suivre pour être » un membre commode et utile de la société » humaine, sont ce qu'on appelle *les lois na- » turelles*.

» La *loi fondamentale* du droit *naturel*, est » donc celle-ci : « *Chacun doit travailler autant » qu'il dépend de lui à procurer et à maintenir » le bien général de la société humaine.* »

» Or comme celui qui veut la fin doit vouloir » aussi les moyens, il suit de là que tout ce qui » contribue nécessairement à la sociabilité uni- » verselle est prescrit par le droit naturel; tout » ce qui la trouble ou la détruit est défendu par

» le même droit. Quant aux autres maximes par-
» ticulières, elles ne sont que des conséquences
» de la loi qu'on vient d'énoncer, conséquences
» évidentes, que les seules lumières de la rai-
» son naturelle nous découvrent aisément. »

Si l'on demande qu'est-ce qui donne force de loi aux principes du droit naturel, *Pufendorf* répond que « Dieu est l'auteur de la loi naturelle,
» et que c'est de lui que cette loi tire sa sanc-
» tion. »

On voit par le passage que nous venons de citer, que *Pufendorf* n'a point séparé la morale du droit naturel proprement dit, et que son ouvrage renferme les principes d'une philosophie pratique générale, applicable à tous les rapports sociaux.

Qui croirait qu'un ouvrage tel que le sien dût être pour celui qui l'avait fait une source abondante de calomnies et d'inimitiés. C'est pourtant ce qui arriva. Les adversaires de *Pufendorf* déchaînés contre lui, employèrent tous les moyens pour ternir sa réputation; ils l'accusèrent de corrompre la jeunesse, d'avoir manqué de respect aux princes et spécialement à l'empereur. Ils le dépeignirent comme un payen, un athée, un épicurien, un machiavéliste; ils cherchèrent même

à répandre sur sa conduite privée et sur son caractère moral un jour odieux.

A la tête de cette infame cabale était un ecclésiastique nommé Schwartz, et Nicolas Beckmann, qui avait été professeur avant lui à l'université de Lunden, et qui poussa la jalousie et la haine jusqu'à vouloir faire assassiner *Pufendorf*. Celui-ci répondit avec force aux libelles de Becmann, et aux controverses nombreuses que lui avait suscitées son livre. Son innocence triompha; et loin de perdre la considération dont il jouissait à si juste titre, il obtint de nouvelles faveurs.

Une guerre entre la Suède et le Danemarck l'ayant engagé à se retirer à Stockholm, il y fut nommé, en 1686, conseiller royal et historiographe, en remplacement du célèbre Loccenius, qui venait de mourir. C'est alors qu'il écrivit son *Histoire de Suède, depuis le règne de Gustave Adolphe*, et son *Histoire de Charles Gustave*.

Bientôt sa réputation, comme historien, parcourut l'Europe, et l'électeur de Brandebourg, Frédéric Guillaume, jaloux de posséder un homme aussi distingué, le fit venir à Berlin, en 1688. *Pufendorf* fut admis au conseil secret de l'électeur, et écrivit en latin la vie de ce prince.

On le sollicita en vain d'entreprendre aussi

l'histoire de l'empereur Léopold Ier : il refusa un honneur qui aurait imposé des sacrifices trop pénibles à son noble caractère.

Dans les dernières années de sa vie, *Pufendorf*, dont on avait attaqué les principes religieux, composa son *Jus feciale divinum*, qui ne parut qu'après sa mort, arrivée le 26 octobre 1694. Il était âgé de soixante-trois ans, et venait d'être nommé baron par le roi de Suède.

Pufendorf se distingua toujours par des mœurs sévères, par une modestie que la faveur des princes ne put altérer, et par un amour pour le travail, dont ses nombreux écrits ne permettent pas de douter.

Comme philosophe, il fut toujours réservé dans ses opinions, quoique ferme et conséquent dans sa marche. Comme historien, il est judicieux, méthodique; mais souvent aussi lourd, froid, sec et décoloré. « Il raconte sans peindre, dit son biographe Jenisch, et comme un homme qui, au lieu de voir, a seulement ouï-dire. Les lecteurs lisent et ne voient pas. Sa narration marche toujours d'un mouvement égal; et, nulle part, des pensées vives et profondes ne viennent rompre cette uniformité. »

Liste des principaux écrits de Pufendorf.

Elementa jurisprudentiæ naturalis, methodo mathematicâ. La Haye, 1660.

De Existimatione. Heidelberg, 1667.

De Jure naturæ et gentium. Lund., 1672, in-4°. (Traduit en français par Barbeyrac.)

De Officio hominis ac civis. Lund., 1673, in-8°. (Traduit en français par Barbeyrac.)

Specimen controversiarum circà Jus naturale. 1678.

Eris scandica, 1686, in-4°. (C'est sa dispute avec Beckmann.)

Severini Monzambani Veronensis de Statu imperii germanici, 1660. (Trad. en français, Amsterdam, 1669, in-12.)

Dissertationes academicæ selectæ sive Analecta politica. Lund., 1675, in-8°.

Dissertatio de fœderibus inter Sueciam et Galliam. (Traduit en français.)

De Habitu religionis christianæ ad rempublicam. Brème, 1687, in-4°.

Politische Betrachtungen der geishichen monarchie des Stuhls ju rom.

Disquisitio de republicâ irregulari. Lund., 1669, in-12.

Dissertatio de formâ reipublicæ romanæ. 1669, in-4°.

Georgii Castriotæ Scanderbegi Historia. 1684, in-12.

Commentarii de rebus suecicis ab expeditione Gustavi Adolphi, usque ad abdicationem Christinæ. 1686, in-fol. (traduit en français).

De Rebus gestis Caroli Gustavi, Sueciæ regis, (trad. en français. Son meilleur ouvrage.)

De Rebus gestis Frederici Wilhelmi magni, electoris Brandenburgici.

De Rebus gestis Frederici III electoris posteà regis, commentariorum lib. III.

Einleitung zur geschichte der Europeischen staaten, 1682 (trad. en français sous le titre : *Introduction à l'histoire générale et politique de l'univers.*) C'est un des meilleurs ouvrages de l'auteur, malgré sa sécheresse.

Epistolæ Amœbeæ Pufendorfii et Groningii, de commerciis pacatorum ad belligerantes.

Voyez sur *Pufendorf :*

Biographie universelle. Jocher. Gelehrten Lexicon.

Niceron. Mémoires pour servir à l'histoire des hommes illustres.

Jenisch. Eloge de *Pufendorf* (en latin), dans le tome VII des Mémoires de l'académie de belles-lettres et d'histoire, de Stockholm.

Buhle. Histoire de la philosophie, tom. IV de la trad. française.

Brucker. Historia critica philosophiæ, tom. IV, in-4°.

FIN DE LA DEUXIÈME PARTIE DU TOME CINQUIÈME.

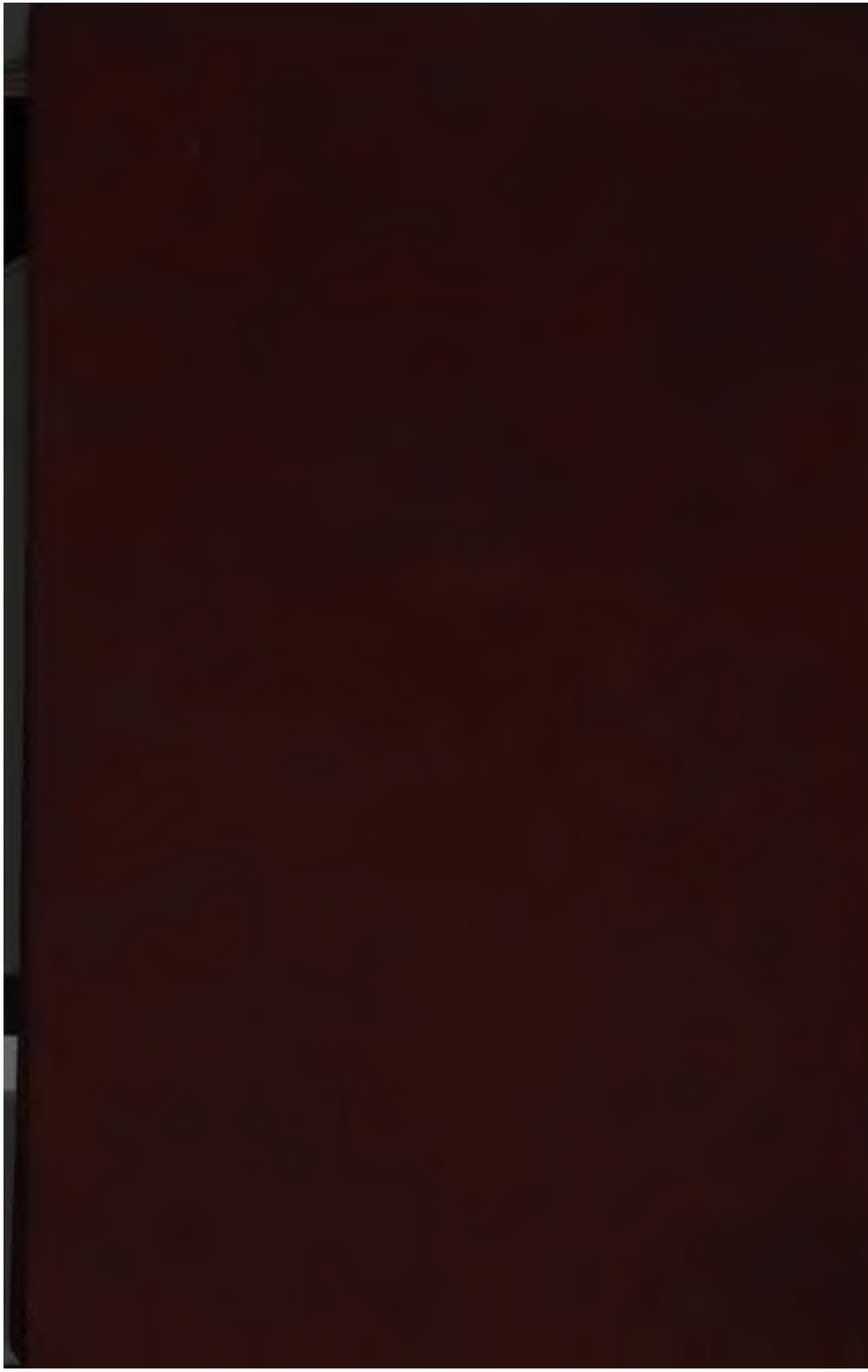
TABLE

DES MATIÈRES

Contenues dans le cinquième volume.

PREMIÈRE PARTIE.

Pierre Ramus. (DOIN.) 5
Ambroise Paré. (DOIN.) 28
Philippe de Mornay. (MATTER.) 39
François de La Noue, dit *Bras-de-fer.* (J. WILLM.) 156

SECONDE PARTIE.

Robert Etienne. (A. LEPAGE.) 5
André Meynard. 19
Gustave Adolphe. (CHARLES COQUEREL.) 55
Oxenstiern, Bernard de Weimar, Banier, Torstenson. (DOIN.) 92
Pierre Sarpi, dit *Fra-Paolo.* (J. WILLM.) 135
Samuel Pufendorf. 163